

LA GUERRE CIVILE ET L'ARMÉE ROUGE

**Recueil d'articles de
théorie et de politique
militaires
(1918-1924)**

S.I. Gusev

Sommaire

- Comment construire une armée soviétique
- Les Journées de Svijask (1918)
- La guerre civile et la guerre de guérilla
- Alexandre Mikhaïlovtch Tcheverev
- Armée rouge (à l'occasion de l'anniversaire de sa création)
- Sur l'état de guerre dans la République
- La défaite de Wrangel
- Leçons de la guerre civile
- Réorganisation de l'Armée rouge ouvrière et paysanne
- Tâches immédiates du travail politique dans l'Armée rouge
- A propos la question de la vérification, de la révision et de l'épuration du Parti
- Thèses pour la « Semaine du Commandant Rouge »
- Aux prochaines conférences du Parti de district
- A propos de la question de la réorganisation de l'Armée rouge
- La tâche principale du travail politique dans l'Armée rouge
- Travail d'éducation politique dans l'Armée rouge
- Sur les activités littéraires et éditoriales dans l'Armée rouge
- Travail politique dans l'Armée rouge
- Rapport lors de la réunion panrusse des chefs des services d'approvisionnement et des chefs des armements
- Comment soutenir l'Armée rouge avec des communistes
- La cinquième année
- L'alliance militaire avec la paysannerie
- Nos différends en matière militaire
- Qui a créé l'Armée rouge

Comment construire une armée soviétique

I.

Dans la question de l'organisation de la nouvelle armée soviétique, deux courants apparemment opposés se dessinent : le courant « centraliste », venant des hauts rangs et insistant sur la création de centres de direction avec une large participation des spécialistes militaires et en leur accordant des droits de commandement, et le courant « démocratique », venant du bas, négativement disposé envers les ordres et les nominations d'en haut, défendant le principe de l'élection et se méfiant des spécialistes militaires issus du corps des officiers.

Si l'on approfondit cette divergence entre les courants, si l'on insiste dessus, on peut en venir à un désaccord fondamental sur la question de savoir comment l'armée soviétique devrait être construite. En réalité, il n'y a pas de désaccord fondamental, car les deux parties s'accorderont sans aucun doute sur le fait que l'armée soviétique doit être construite de bas en haut, que son fondement doit reposer sur le principe électif et sur une nouvelle discipline libre et volontaire.

Les raisons de la divergence résident dans le fait que la Russie soviétique est actuellement confrontée à deux tâches différentes. La première tâche consiste, dès maintenant, à rassembler ne serait-ce que quelques forces pour repousser la pression des Blancs. La deuxième tâche est de créer une armée soviétique englobant tout le prolétariat et tous les paysans les plus pauvres, une armée non seulement au niveau des armées modernes, mais capable de les surpasser, adaptée à une offensive victorieuse contre les forces de l'impérialisme international.

Une chose est de former rapidement des détachements à partir d'ouvriers et de paysans à peine entraînés, et tout autre chose est de former sérieusement, selon un plan précis, tout le prolétariat et toute la paysannerie la plus pauvre au métier militaire, de développer un nouveau système de formation et d'approvisionnement de l'armée soviétique ouvrière et paysanne, et de mettre en place le principe électif de bas en haut.

De la différence de ces principes découle également la différence dans les manières de les mettre en œuvre. La première tâche ne tolère aucune minute de retard et exige rapidité et pression, un enrôlement immédiat, un apprentissage rapide et une formation accélérée. Ici, il n'est pas question de choix, ni de discuter ou de débattre de la pertinence d'une division ou d'une autre des unités militaires. Ordre, désignation, exécution immédiate et sans contestation, mobilisation des spécialistes militaires,—voilà les moyens naturels, inévitables et nécessaires pour constituer des détachements afin de repousser la pression : celle des Blancs dès aujourd'hui. La deuxième tâche ne requiert pas une telle précipitation et, avec l'existence d'une organisation locale soviétique largement développée, non seulement elle permet, mais elle rend nécessaires, inévitables et naturelles des méthodes et procédés complètement différents. C'est dans cette différence de tâches et de méthodes de leur mise en œuvre que réside la divergence entre les deux courants sur la question de la création de l'armée soviétique.

Prenez n'importe quelle question, par exemple celle de l'approvisionnement alimentaire, et vous y trouverez facilement les deux aspects différents d'un même problème : la bonne organisation de l'approvisionnement alimentaire. La destruction monumentale causée par la guerre exige un plan vaste, conçu pour une longue période, afin de restaurer la production agricole dévastée et le transport en ruine. Mais la famine n'attend pas, et chaque jour, chaque heure, impose son ultimatum redoutable : « dépêche-toi, sinon la mort ». Et ici, il n'est plus question de plans vastes ni de périodes prolongées, il faut agir d'urgence, envoyer des équipes alimentaires spéciales dans toutes les directions, échanger du pain contre des produits manufacturés, du fer, etc. Transposer cette urgence à l'accomplissement d'une vaste et longue tâche d'organisation de l'approvisionnement alimentaire serait une grave erreur. Ici, il faut des méthodes totalement différentes, des mesures complètement distinctes.

Comprendre la différence entre les façons de résoudre deux tâches différentes — l'organisation rapide des unités pour repousser immédiatement les gardes blancs et la construction méthodique de l'armée soviétique — signifie éliminer la source de divergence entre les « centralistes » et les « démocrates ». Les « centralistes » insistent sur la première tâche et érigent les méthodes de résolution de cette première tâche en remède universel, adapté également à la seconde tâche. Les « démocrates » commettent l'erreur inverse et refusent d'entendre parler de tout centralisme venu d'en haut, appliquant des mesures adaptées à des tâches larges et à long terme aux urgences quotidiennes.

La vérité ne se situe pas du tout au milieu, mais dans le fait que, pour l'organisation rapide des unités dès aujourd'hui, le centralisme de l'ancien type pré-socialiste, fondé sur la discipline obligatoire, est approprié, compréhensible et nécessaire ; la délégation de droits de commandement aux « chefs militaires » (dirigeants militaires) est appropriée, compréhensible et nécessaire ; le système de recrutement volontaire et la formation rapide « en deux jours » sont appropriés, compréhensibles et nécessaires. Et pour la création de l'armée soviétique, le centralisme d'un nouveau type, socialiste, soviétique, qui se forme naturellement par accord volontaire depuis la base, est nécessaire et naturel ; une formation longue et sérieuse est nécessaire et compréhensible pour créer un soldat « qualifié », un « sous-officier » ; la discipline volontaire et le principe électif sont nécessaires et compréhensibles.

Il est interdit, inadmissible de « mélanger ces deux métiers », il est impossible, à cause de l'extrême urgence, de « gaspiller » toutes les forces sur la première mission (qui est de celles qui, à cet égard, se distinguent par un appétit remarquable). Les deux tâches sont également importantes pour le moment présent. Mais en fin de compte, la deuxième tâche, longue et vaste, est décisive. C'est pourquoi il faut y consacrer la plus grande partie possible de ses forces. Seule cette condition peut offrir une garantie fiable contre ces excès dangereux et ces tendances au centralisme de l'ère pré-socialiste, auxquels l'application généralisée du travail sans généraux élus et la distribution de droits de commandement aux travailleurs sont sans aucun doute susceptibles.

À côté des « casernes temporaires », montées à la hâte, il faut maintenant construire un bâtiment solide et permanent pour la nouvelle armée soviétique, afin de pouvoir abandonner le plus rapidement possible les « casernes temporaires » et s'installer dans un bâtiment solide en « béton armé ».

II.

Qu'est-ce que l'armée soviétique ?

Engels, dans son « Anti-Dühring », remarque à propos de l'armée française d'avant la révolution qu'elle était « un moule militaire de l'absolutisme ». « Seule une révolution comme la révolution française, — dit-il — qui a émancipé économiquement la bourgeoisie, et en

particulier le paysan, pouvait inventer une armée de masse et en même temps trouver pour elle des formes de mouvement libres, — une force militaire capable de vaincre l'ancienne armée maladroite combattant aux côtés des troupes alliées, qui représentait un moule militaire de l'absolutisme ».

C'est ainsi qu'un « moulage militaire » du régime soviétique ne peut être que « l'armée soviétique ».

Dans l'ordre bourgeois, le pouvoir d'État est détaché du peuple, il se tient au-dessus du peuple. Les armées bourgeois, ce « moule militaire » de l'ordre bourgeois, sont également détachées du peuple, opposées à lui comme un instrument de coercition entre les mains de la bourgeoisie, elles se tiennent au-dessus du peuple. Dans l'ordre soviétique, le pouvoir d'État est le pouvoir du peuple lui-même, de la majorité écrasante du peuple, des travailleurs et des pauvres paysans. Et l'armée soviétique, ce « moule militaire » de l'ordre soviétique, ne peut être autre chose que l'armée du peuple, l'armée des travailleurs et des paysans les plus pauvres. Cette armée ne se tient pas au-dessus du peuple, il n'y a pas de frontière entre l'armée et le peuple, l'armée et le peuple ne sont pas séparés, ils coïncident ; le « peuple » ouvrier-paysan représente entièrement l'armée soviétique, et l'armée soviétique représente le « peuple » ouvrier-paysan armé.

Dans l'ordre bourgeois, le service militaire est séparé et opposé au travail productif et à l'activité socio-politique, confiné dans des casernes étroites et étouffantes, coupé du peuple par un mur de discipline stricte. Dans l'ordre soviétique, le service militaire se déroule dans des conditions libres d'initiative sociale, se fusionne et s'entrelace en un tout indissociable avec le travail productif et l'ensemble du travail social et politique du prolétariat et des paysans pauvres, et est fondé sur les principes de discipline volontaire et fraternelle.

L'armée soviétique, en tant que «moule militaire» des Soviets, peut se développer, croître et se renforcer en fonction directe de la croissance et du renforcement du pouvoir soviétique. Par conséquent, l'expansion et le renforcement du pouvoir soviétique sont le moyen le plus sûr de développer l'armée soviétique. D'un autre côté, le développement de l'armée soviétique est une condition de la croissance et du renforcement du pouvoir soviétique.

Comme le pouvoir soviétique, l'armée soviétique ne peut se construire que depuis la base, sur la base du centralisme se formant volontairement. Aucun Conseil ne se crée par des ordres venus d'en haut, aucun ordre strict ne peut rassembler la moindre unité soviétique. Chaque Conseil de district, de volost et de uyezd participe directement à la création de l'armée soviétique. Chaque Conseil local crée, dans sa volost, dans son uyezd, sa propre unité soviétique locale, dans laquelle tous les travailleurs et paysans locaux capables de porter les armes sont inclus. Dans les villes, de telles unités soviétiques sont créées par les usines et fabriques les plus grandes, tandis que les plus petites forment des unités combinées. Globalement, dans les villes, les types d'unités sont plus variés que dans les villages, et les unités spécialisées comme les unités d'ingénierie, ferroviaires et autres sont principalement formées en ville, où le personnel est le mieux préparé techniquement pour ce type de service. Lors de la formation des unités, en particulier des unités spécialisées, il faut avoir en vue la création d'une "réserve technique" composée de femmes, qui, en cas de mobilisation, pourraient remplacer les ouvriers dans les usines et fabriques. La guerre de 1914-1918 a montré que les femmes accomplissent parfaitement des travaux techniques simples. La guerre a également fait naître une réserve "agricole" dans les campagnes. Il ne reste plus qu'à transformer ce processus spontané en une tâche consciente, ce dont les soviets paysans peuvent parfaitement se charger.

Tous ceux qui sont capables de porter des armes doivent passer par un détachement de commune, d'usine ou de fabrique. La formation militaire dans ces détachements, faisant partie du travail quotidien et ordinaire, ne doit pas se limiter à apprendre à tirer, à creuser des

tranchées et à marcher. Elle doit avoir pour objectif de créer un «soldat qualifié», un «sous-officier» possédant des connaissances militaires spécialisées et polyvalentes.

Dans le même «Anti-Dühring», Engels indique que «l'organisation et la méthode de combat de l'armée, ainsi que son succès et sa défaite, dépendent du matériau humain et des armes, c'est-à-dire de la qualité et de la quantité de la population et de la technique». Dans les guerres modernes, la technique joue un rôle énorme. À cet égard, nous sommes loin derrière les pays impérialistes et ne pouvons que rêver de les rattraper. Mais en ce qui concerne le matériau humain, la Russie soviétique possède, comparée aux pays impérialistes, un énorme avantage. Une armée de soldats «qualifiés», construite sur une discipline consciente et camaraderie (c'est-à-dire socialiste), n'est possible que dans le système soviétique. Et la création d'une telle armée, la transformation d'un «paysan» analphabète en «semi-officier», n'est pas moins fantasmagique que de faire participer «un cuisinier» à la gestion de l'État.

Nous entrons dans toute une époque de guerres, et c'est pourquoi la création d'une armée qualifiée de «sous-officiers», armée selon les dernières avancées techniques et capable de vaincre des armées impérialistes «armées jusqu'aux dents», ne peut être évaluée à l'aune des tâches immédiates et des perspectives à court terme, même celles de demain. Il faut regarder la création de l'armée soviétique dans une perspective plus large, sur la longue période des guerres impérialistes et des révolutions — et alors cette tâche se révélera dans toute son ampleur et sa grandeur. Le «matériel humain», la «qualité et la quantité de la population» — voilà ce qui, à égalité de technique, peut permettre à une armée moderne de l'emporter, voilà le chemin qui libérera l'art militaire des formes de combat positionnelles rigides, lourdes et maladroites, qui représentent le «moule militaire» de la production capitaliste. La production socialiste, incomparablement plus libre et flexible que la capitaliste, ouvrira à une armée qualifiée de «sous-officiers» soviétiques, ce «moule militaire» du système socialiste, des «formes de mouvement libres» (expression d'Engels), qui lui assureront la victoire.

Une formation militaire étendue, visant à faire de chaque ouvrier, de chaque paysan un «sous-officier», nécessite avant tout la création d'un vaste corps d'instructeurs expérimentés qui, dispersés dans les cantons, pourraient non seulement assurer l'entraînement pratique, mais aussi donner une série de conférences obligatoires sur les affaires militaires.

La création d'un corps d'instructeurs est la première étape pratique préliminaire vers une formation militaire généralisée. Il faut ici faire appel aux professeurs au chômage et aux spécialistes militaires et les installer à la chaire pour donner des conférences aux instructeurs.

Les détachements de *volosts* et d'usines, déjà formés au tir, au creusement de tranchées, aux travaux de sape et à d'autres travaux pratiques et ayant suivi un cours théorique de sciences militaires, doivent de temps à autre, à intervalles réguliers, effectuer des «mobilisations d'essai». La mobilisation d'essai est une affaire coûteuse et, par conséquent, les pays capitalistes ne peuvent se permettre un tel luxe que très rarement. Dans le système soviétique, à mesure que la production se socialise, se créent les conditions matérielles et morales pour les mobilisations d'essai. La participation directe au travail productif de la commune habitue à une mobilisation sociale constante des forces productives, et la mobilisation militaire d'essai constitue une mobilisation similaire des forces de la commune à des fins militaires.

La large possibilité de mobilisations d'essai au niveau des *volosts*, des districts, des villes et des gouvernorats est un avantage colossal du régime soviétique par rapport au capitalisme, qui favorisera des «formes libres de mouvement» menant l'armée soviétique à la victoire sur les forces impérialistes.

III.

Les détachements de *volost*, d'usine et d'atelier, où tous les soldats se connaissent bien, où tous sont liés par un travail direct et camarade dans la production et par la participation commune à la gestion des affaires locales, possèdent cette « cohésion interne » à laquelle les spécialistes militaires accordent justement une grande importance. Cette cohésion interne « soviétique » découle naturellement de la cohésion créée par la production commune et communiste et, comme le ciel est différent de la terre, elle diffère de la cohésion interne atteinte dans les armées bourgeois par un entraînement prolongé en caserne et la vie en commun de personnes venues de différentes régions et étrangères les unes aux autres.

Dans une unité de *volost*, d'usine ou d'atelier, chaque soldat est connu de tous, étudié depuis son enfance par ses camarades « jusqu'au dernier os », et l'unité peut placer chaque soldat à sa juste place et utiliser au mieux ses capacités personnelles. De cette « optimisation maximale » il n'y a qu'un pas vers la sélection élective des postes de commandement, vers le choix conscient et infaillible des commandants. Ces commandants, en partie issus des instructeurs et en partie de leurs propres camarades locaux les plus capables, et donc envoyés par le soviet local à des cours spéciaux, ne se placent pas au-dessus de la « masse » des soldats, ne sont pas détachés d'elle ni séparés par le fossé de leurs connaissances spécialisées plus élevées. Ce ne sont pas non plus ces « pères-commandants », qui à l'occasion « enseignent paternellement » aux soldats à coups de bâton ; ce sont des commandants-camarades, « les meilleurs parmi leurs pairs », profondément liés à l'environnement fraternel de leur unité et jouissant d'un grand respect de la part de leurs camarades. Dans de telles relations entre le commandant et l'unité, se développe naturellement une discipline libre, volontaire et fraternelle, rendant inutiles et excessifs les ordres « stricts » et les sanctions administratives contre les « désobéissants ». Tout « désobéissant », s'il venait à exister, ferait face à une sévère réprobation de la part de ses camarades.

Les détachements de district, d'usine et d'atelier constituent les principales unités de l'armée soviétique et sont regroupés en détachements de district, les détachements de district en détachements de province, et ainsi de suite. Les méthodes techniques de cette organisation, ainsi que la division en unités tactiques, doivent encore être élaborées par des spécialistes militaires. Mais, sans aucun doute, les congrès de district, de province et régionaux, tant généraux que des sections spécialisées, joueront un rôle décisif dans l'élaboration des meilleures méthodes d'entraînement, de formation et de constitution de la partie matérielle.

La division en corps, divisions, régiments, bataillons et compagnies sera globalement maintenue. Mais, déjà par le seul mode de formation de l'armée soviétique par le bas, sur la base de la discipline volontaire et de la direction élue, à partir de détachements liés par le ciment le plus solide de la cohésion fraternelle et composés de soldats semi-officiers qualifiés, il découle inévitablement que les compagnies, bataillons et régiments soviétiques se distingueront des mêmes divisions militaires des armées bourgeois par un point extrêmement important, déterminant. C'est une autonomie incomparable des unités tactiques, leur donnant une large initiative dans l'exécution du plan opérationnel. Les spécialistes militaires s'emploient depuis longtemps à cette question, se plaignant depuis longtemps du manque d'initiative dans les petites unités militaires et cherchant des moyens pour l'accroître. Cependant, tous leurs efforts échouent face au fait que dans les armées bourgeois, l'initiative est concentrée exclusivement dans l'officier (au mieux, dans un sous-officier bien formé), dans le spécialiste militaire, séparé d'un abîme du « bétail gris », des « travailleurs manuels » de la guerre. Avec la perte de l'officier au combat, une partie perd son initiative, se retrouve désorientée, devient impuissante, incapable de se débrouiller seule dans la situation de combat. Ce n'est pas du tout le cas dans l'armée soviétique, armée de soldats qualifiés, où l'officier n'est que le « meilleur parmi les égaux ». La mort de l'officier ne prive pas le détachement d'un commandement initiative, car le meilleur sorti de la ligne est immédiatement remplacé par le suivant, le « meilleur parmi les égaux », le « candidat », déjà préalablement désigné et élu par ses camarades.

D'ailleurs, l'initiative de commandement d'un officier perd son importance décisive au sein d'une unité de soldats qualifiés, où chaque combattant est capable de comprendre la situation de combat et, sur le champ, sous les balles, de créer, en fonction de l'évolution de la situation tactique, un nouveau plan tactique pour la réalisation de la mission opérationnelle générale.

Quelle flexibilité, quelle mobilité, quelle ingéniosité comparées aux troupes figées dans l'exécution d'un « ordre », immobiles, stupides, de l'armée bourgeoise. Ici — une création libre sur le champ de bataille dans les larges limites de la tâche opérationnelle, là — la mortification, l'exécution aveugle d'un ordre incompréhensible, la réduction d'un vaste plan opérationnel à une simple tâche de progresser d'une centaine de brasses, en détruisant les obstacles de fil de fer. Ici — une adaptation continue et immédiate à la situation de combat en perpétuel changement due aux mouvements et aux manœuvres des armées belligérantes, là — un ordre basé sur une situation immobile, antérieure à la bataille, ou, dans le meilleur des cas, venant d'un quartier général lointain avec retard, pendant le combat. Tolstoï, dans « Guerre et Paix », a décrit avec justesse, bien que de manière excessive, la confusion, le hasard et le caractère spontané des batailles. C'est cette même confusion et spontanéité, largement corrigée par les perfectionnements modernes du renseignement (télégraphes, téléphones, avions de reconnaissance), qui demeure inhérente aux armées bourgeoises modernes. La panique spontanée et injustifiée qui saisit souvent des unités entières n'est qu'une forme de la manifestation de la spontanéité du combat moderne. L'armée soviétique, où chaque combattant est animé par un feu vif d'initiative, où chaque soldat est capable de comprendre une situation complexe sur le champ de bataille, est garantie contre la panique, car elle oppose à la spontanéité et au « jeu à l'aveugle » du combat moderne le plus haut degré de conscience, apportant une confiance ferme et calme.

Un travail colossal et une responsabilité colossale reposant dans l'armée moderne sur le commandant d'un corps ou d'une armée, dépassant totalement les forces humaines, nécessitant une prévoyance impossible face à une situation de combat en évolution au cours d'une longue bataille, sont répartis dans l'armée soviétique entre des unités plus petites, qui se libèrent du «ordre» détaillé les liant par les mains et les pieds et acquièrent de nouvelles formes de mouvement plus «libres». Libérées de la routine, ces unités tactiques seront parmi les moins enclines à «faire plaisir à l'ennemi en combattant selon l'ordre de bataille accepté» (Engels). La mobilité et la flexibilité partisanes, l'initiative partisane et la soudaineté dans l'exécution d'une opération globale par une armée centralisée, l'invention de nouvelles formes de combat par la créativité collective, la «folie des braves», combattant consciemment et librement pour leur patrie socialiste contre des armées impérialistes forcées et stimulées de l'arrière par le feu des mitrailleuses, — voilà les immenses avantages qu'apporte le «matériau humain» transformé dans l'armée soviétique et qui lui assurent une victoire certaine.

Alors, construisons notre armée soviétique sans compter nos forces. Tous au travail !

Les Journées de Sviyajsk (1918)

Encore sur la route de Moscou à Kazan, dans le train de camarade Trotsky, nous avons reçu un message indiquant que Kazan avait été prise par les constituants, et que nos unités étaient arrêtées sur les rives gauche et droite de la Volga, à environ 30 verstes au-dessus de Kazan en suivant le cours du fleuve, et en avant du pont ferroviaire sur la Volga.

La situation difficile dans laquelle se trouvait la jeune République soviétique (la révolte tchécoslovaque, qui nous avait coupés du blé sibérien, la fondation du gouvernement à Samara, l'insurrection à Iaroslavl, le débarquement des Anglais à Arkhangelsk) exigeait impérativement des mesures de défense rapides et résolues contre un danger surgi de manière inattendue, même si nous savions très peu de chose jusqu'alors du complot de l'Entente contre nous. C'est pourquoi le train du camarade Trotski est devenu nécessaire, c'est pourquoi le Comité central du parti a accepté au début d'août la mobilisation à Saint-Pétersbourg et à Moscou d'un vaste groupe de camarades responsables, dont certains se trouvaient dans le train du camarade Trotski.

Dans le train, des règles strictes avaient été établies : tous les habitants du train étaient fournis de fusils et, au signal d'alerte, devaient se tenir aux postes prévus à l'avance. Jusqu'à ce que nous arrivions à Sviyazsk (et nous avancions lentement, car sur la route il fallait s'arrêter longtemps aux grandes gares pour prendre des mesures décisives afin de briser le sabotage des cheminots), nous avons dû, environ dix fois à différentes heures du jour et de la nuit, nous lever d'alerte de nos places, prendre nos fusils et nous mettre à nos postes... Ces « mobilisations d'essai », organisées à l'initiative du camarade Trotski, ont inculqué aux habitants du train une discipline militaire rigoureuse, qui, dans les jours qui suivirent, nous rendit de grands services.

Nous avons trouvé l'armée à Sviyazsk dans un état de grand désarroi. D'une part, c'était le résultat de la défaite à Kazan et de la retraite extrêmement désordonnée de là, et d'autre part, nous n'avions pas encore réussi à ce moment-là à donner à notre organisation militaire une régularité, une cohérence et une complétude. On estimait que dans les groupes — côté droit et côté gauche — il y avait jusqu'à 15 000 combattants, —chiffre « plafond ». En réalité, il y en avait probablement beaucoup moins. Et il y avait plusieurs dizaines de unités séparées (régiments). Parmi ces nombreux régiments, certains étaient encore issus de l'ancienne armée (principalement lettons), comptant quelques centaines d'hommes, et il y avait aussi des régiments de caractère partisan, souvent de quelques dizaines de baïonnettes. Une partie de ces régiments était en état de décomposition et refusait de combattre (par exemple, le 4e régiment letton, dans lequel, en raison de sa complète démoralisation, il a fallu juger le président et un membre du comité du régiment—tous deux communistes). Les autres unités, bien qu'elles combattent, fuyaient souvent devant un ennemi peu nombreux mais actif et mieux organisé. L'approvisionnement de l'armée était dans un état déplorable : tout était disponible en abondance, le manque ne se faisait sentir que dans l'artillerie, et seulement au début, mais l'organisation de la nourriture des unités laissait sérieusement à désirer.

Le quartier général était peu nombreux et composé de travailleurs assidus, honnêtes, mais faibles. Le service politique[^] renseignement, le tribunal étaient composés de travailleurs qui n'avaient encore aucune expérience et se retrouvaient souvent en difficulté.

L'état général du groupe de troupes de Sviyazhsk (qui a ensuite été transformé en 5e armée) au début du mois d'août pouvait être décrit brièvement ainsi : manque de confiance en soi, absence d'initiative, passivité dans tout le travail et absence de discipline de haut en bas.

L'arrivée du camarade Trotski a introduit un tournant décisif dans la situation. Dans le train du camarade Trotski arrivant à la station reculée de Svijažsk, étaient présentes une volonté ferme de victoire, de l'initiative et une pression déterminée sur tous les aspects du travail de l'armée. Dès les premiers jours, tant dans la gare encombrée par les convois de l'arrière de régiments innombrables, où se trouvaient le département politique et les services de ravitaillement, que dans les parties avancées de l'armée, à environ 15 verstes, on sentit qu'un tournant radical s'était produit.

Tout d'abord, cela s'est fait sentir dans le domaine de la discipline. Les méthodes strictes du camarade Trotski étaient, pour cette époque de guérilla, de libertés, d'indiscipline et d'auto-complaisance artisanale, avant tout et surtout appropriées et nécessaires. Par des discussions, rien ne pouvait être accompli, et en plus le temps manquait pour cela. Et pendant ces 25 jours que le camarade Trotski a passés à Sviyazhsk, un immense travail a été réalisé, transformant les unités perturbées et en décomposition de la 5e armée en forces prêtes au combat et les préparant à la prise de Kazan.

En 25 jours, un travail énorme a été accompli, mais pour transformer les unités de la 5e armée en véritables unités de combat (celles qu'elles étaient lorsqu'elles traversaient l'Oural), il fallait effectuer un travail tout aussi important, sinon plus. Le principal résultat des 25 jours passés à la gare de Sviyazhsk est que les unités qui se repliaient et fuyaient l'ennemi, des unités qui jusque-là avaient presque toujours subi des défaites, ont été transformées en unités capables et habituées à vaincre, en unités qui croyaient en elles-mêmes, en unités ayant assimilé les bases de la discipline militaire et abandonné le partisanisme. Cependant, leur formation était mauvaise, le personnel commandant était très faible, de nombreuses erreurs étaient commises et leurs victoires étaient obtenues à un prix très élevé.

Ainsi, puisque l'affaire concernait du matériel humain, il a été «moralement» amélioré au cours de cette période.

Des améliorations significatives ont également été apportées dans le domaine matériel : l'organisation de l'approvisionnement a été mise en ordre, la flotte de la Volga a rapidement été formée, jouant un rôle important dans les opérations ultérieures du front oriental, et, enfin, une petite flottille aérienne a été organisée.

Les dernières mesures ont eu pour notre victoire près de Kazan apparemment encore plus d'importance que le moral des unités de la 5e armée. Cependant, il a fallu déployer beaucoup d'efforts pour instaurer la discipline dans le personnel afin d'organiser la flotte de la Volga et nos forces aériennes. La flotte ennemie était sensiblement plus faible que la nôtre, et il ne possédait aucune force aérienne, à l'exception d'un seul aéroplane qui a raté le largage de deux mauvaises bombes artisanales, alors que nous disposions de six ou huit aéroplanes, d'un grand stock de bombes, de torpilleurs et d'artillerie navale à longue portée sur des bateaux en fer. L'ennemi ne possédait ni torpilleurs ni artillerie navale à longue portée. On racontait toutefois que Kappel, que les constitutifs louaient à tout va, avait trouvé un moyen de fixer des obusiers lourds de 8 pouces sur des bateaux ordinaires. Ces rumeurs venaient de nos cercles « maritimes », mais elles n'ont pas été confirmées. L'annonce de cette invention de Kappel avait même été publiée dans les journaux blancs de Kazan, mais justement parce qu'il y avait beaucoup de bruit autour de cette découverte, on pouvait affirmer avec certitude qu'il s'agissait d'une invention destinée à encourager les leurs et à effrayer nos unités.

Les relations entre notre commandement terrestre et la flotte fluviale n'étaient pas clairement établies. Bien que formellement la flotte fut subordonnée au commandement

terrestre sur le plan opérationnel, elle faisait preuve au début d'une grande « autonomie » et entreprenait souvent des opérations indépendantes, sans même en informer l'état-major de l'armée, situé à seulement un verst de l'état-major de la flotte. Cette situation a conduit à une série de complications. L'amélioration n'est survenue qu'à l'arrivée du camarade Raskolnikov. Cependant, « l'autonomie » de la flottille de la Volga, qui se manifestait souvent même plus tard, avait aussi pour origine des difficultés particulières dans l'utilisation tactique des forces combinées terrestres et fluviales. Dans l'histoire militaire, ce type de combinaison tactique est rare et peu développé. On peut en trouver quelques exemples dans la guerre civile américaine. Dans l'histoire de notre guerre civile, nous avons eu deux cas les plus typiques de ce type de combinaison de forces, lorsque nos unités terrestres avançaient sur les deux rives du fleuve et que la flotte progressait sur la rivière avec elles. La première fois, c'était près de Kazan, la deuxième fois—lors de notre offensive contre Koltchak le long de la Kama (de l'embouchure de la Viatka à celle de la Velya), la deuxième armée avançant sur la rive droite, la cinquième sur la rive gauche, et entre elles se trouvait la flottille de la Volga.

Près de Kazan, la situation était plus simple, car à la gare de Svijazhsk se trouvait un pont ferroviaire qui permettait aux forces terrestres de manœuvrer en les transférant d'une rive à l'autre. De plus, près de Kazan, les groupes de la rive droite et de la rive gauche étaient unifiés sous un commandement militaire unique, situé à proximité du front et entretenant des contacts directs avec les forces fluviales. La tâche était beaucoup plus difficile (et, il faut le dire immédiatement, elle a été beaucoup moins bien accomplie) lors de l'avancée le long de la Kama. Sur chaque rive, une armée distincte avançait, et entre elles se trouvait une flottille qui n'était subordonnée ni à l'une ni à l'autre (et qu'il était impossible de subordonner). La coordination des actions de la deuxième et de la cinquième armée et de la flottille se faisait au quartier général du front (Simbirsk), évidemment très éloigné du front, et par conséquent inévitablement en retard dans ses directives. Ce n'est pas le lieu pour s'attarder en détail sur ce problème organisationnel-tactique, mais afin de ne pas laisser la question en suspens, il est utile de profiter de l'occasion pour proposer, aux amateurs de tâches tactiques complexes, la solution suivante basée sur l'expérience positive près de Kazan et l'expérience négative sur la Kama. Les unités qui longent les rives de la rivière, avec leurs ailes adjacentes, avancent ensemble avec la flottille fluviale située entre elles et doivent être regroupées sous un commandement unique en une formation tactique distincte, subordonnée au commandement du front. L'avancée le long de la rivière se fait par un alignement constant des flancs riverains et une coordination complète des actions de la flottille avec l'avancée des forces terrestres. Avec l'autorisation du commandement, la flottille peut entreprendre des sorties contre la flottille ennemie dans le but de l'anéantir totalement ou partiellement, prenant toutefois les mesures les plus strictes pour éviter de tomber sur ce que l'ennemi a installé sur la rive, les soi-disant "batteries poignard". Avec les armées avançant à droite et à gauche de cette formation tactique, « embrassant » la rivière, une coordination solide est maintenue afin de renforcer l'alignement des flancs et d'assurer une liaison fiable.

Jusqu'au 29 août, sur les deux rives et sur la rivière, il y eut plusieurs combats, qui se soldèrent pour la plupart par des échecs pour nous. La situation était particulièrement mauvaise sur la rive gauche, où l'ennemi contourna systématiquement notre flanc gauche, suspendu dans le vide, et cela obligeait nos unités, qui avaient parfois avancé avec succès, à se replier sur leurs positions de départ. Cette menace sur le flanc gauche et le danger d'être acculés au pont ferroviaire ou repoussés dans des forêts impénétrables créaient dans le groupe de la rive gauche de l'instabilité, de la nervosité et une crainte excessive pour leur flanc et leur arrière. Sur la rive droite, notre flanc droit était également en suspens, mais — que ce soit parce que l'ennemi n'entreprendait pas de contournements ici (car il était beaucoup plus important pour lui de maintenir une position forte, dominante sur Kazan, à Uslon), ou parce que le quartier général de la 5e armée se trouvait sur la rive droite et qu'il était possible de se replier ici sur des zones plus peuplées — nos unités tenaient là beaucoup plus fermement et

calmement. Les unités de la 16e étaient également mieux organisées. C'est pourquoi le commandement de la 5e armée, contrairement à l'avis de Vatsetis, s'est prononcé pour l'attaque sur la rive droite (et non sur la gauche) afin de s'emparer d'Uslon, après quoi l'ennemi ne pouvait plus tenir Kazan, située sur la rive opposée. Le cours ultérieur des opérations a pleinement justifié notre évaluation.

Il faut dire, du reste, que le souci du flanc droit ne préoccupait pas le rédacteur de ces lignes, et, afin de « l'éclairer », plusieurs éclaireurs (exclusivement des communistes, qui ont examiné cette région dans différentes directions) furent envoyés vers la berge de la Volga, au sud de la position du groupe de la rive droite, et ils n'y découvrirent strictement rien. Cependant, quelques jours plus tard, c'est précisément de cette région que Kappel, ayant débarqué sur la rive droite de la Volga avec 1 200 hommes et trois pièces d'artillerie, commença son offensive contre la gare de Sviyajsk, où se trouvait le quartier général de l'armée, dans le dos des deux groupes, de la rive droite et de la rive gauche, à une quinzaine ou une vingtaine de verstes. La reconnaissance avait été effectuée trop tôt et n'avait pas été répétée à temps. Il aurait fallu maintenir des éclaireurs sur place en permanence.

L'offensive de Kappel sur la gare de Sviyajsk est l'événement militaire le plus important de cette période. Si Kappel avait réussi à prendre Sviyajsk à ce moment-là, à anéantir le quartier général (qui, au mieux, n'aurait pu être sauvé que sur les navires de notre flottille fluviale, et cela l'aurait complètement séparé de l'armée) et à s'emparer du pont sur la Volga, notre groupe de la rive droite aurait été définitivement vaincu et dispersé, et le groupe de la rive gauche, au mieux, se serait dispersé dans les forêts. La route vers Nijni Novgorod aurait été ouverte et, de là 1, Moscou n'était plus loin. La République aurait été confrontée à des difficultés militaires encore plus grandes qu'à Kazan. C'est pourquoi le combat à la gare de Sviyajsk le 29 août 1918 2) a eu une importance énorme. Et si tout le travail préparatoire avait permis, tant sur le plan du personnel de l'armée que sur celui du matériel, de créer les conditions pour la future victoire à Kazan, le combat à la gare de Sviyajsk a été ce moment tournant après lequel on pouvait dire : « Maintenant l'initiative est passée entre nos mains, maintenant nous cessons la défense et passons à l'offensive, maintenant l'ennemi est incapable d'agir contre nous et est contraint seulement de se défendre ». Le raid réussi de notre flottille fluviale sur Kazan dans la nuit du 29 août, qui a coulé plusieurs des navires ennemis, n'a fait que renforcer l'importance du combat à la gare de Sviyajsk.

La particularité de ce combat réside dans le fait que les forces que nous avons déployées contre Kappel, qui est arrivé dans la nuit du 29 août à 3 à 4 verstes de la station de Sviyazhsk, étaient nettement plus faibles que celles de l'ennemi. Nous n'avions immédiatement à notre disposition au quartier général qu'un seul régiment ouvrier de Saint-Pétersbourg dans ce secteur (600 hommes), très peu entraîné et n'ayant encore jamais combattu. En outre, au cours de la nuit, après avoir découvert que des forces ennemis étaient installées dans les villages les plus proches du quartier général, nous avons rapidement formé un détachement de 100 marins de la flottille ainsi que plusieurs petits détachements d'intendants, qui protégeaient les convois de leurs régiments à la gare. Au total, cinq à six de ces détachements ont été formés, avec des effectifs différents (30 à 60 hommes). En tout, nos combattants atteignaient environ 1000 personnes, beaucoup moins bien entraînées que les hommes de Kappel. Ainsi, la victoire de Kappel semblait presque certaine, lui qui, comme mentionné, disposait de 1 200 hommes mieux entraînés que nos unités, avec une organisation correcte, un bon état-major et de nombreux officiers dans ses rangs, et enfin dirigé par l'un des plus érudits et talentueux officiers d'état-major, Kappel. Et pourtant, Kappel a été défait pendant 7 à 8 heures de combat et a reculé précipitamment, sans même être poursuivi par nos unités. Comment cela est-il possible ? Comment cela s'est-il passé ?

Cela s'est produit parce que Kappel ne s'était pas clairement défini la tâche qu'il se fixait : prendre solidement le contrôle du pont sur la Volga et sortir dans le dos de notre armée afin de couper la seule ligne qui la reliait à l'arrière profond (Nijni-Novgorod—Moscou), ou

bien seulement effectuer un raid partisan dans le but de détruire l'état-major et les stocks pour ensuite se retirer tranquillement. Pour la première tâche, sérieuse, les forces de Kappel étaient clairement insuffisantes. Quoi que son offensive ait été menée de manière soudaine et imprévue (30-35 verstes de la rive de la Volga, c'est-à-dire un trajet fatigant d'une journée), Kappel devait compter sur le fait que nous aurions le temps de rassembler des forces suffisantes depuis la rive gauche. Pour la seconde tâche—le raid partisan—it était manifestement surchargé d'infanterie (il n'avait qu'environ 100 sabres de cavalerie) et de trains sur des charrettes paysannes, ce qui ralentissait considérablement sa progression et le privait presque de toute possibilité de manœuvre. Dans les deux cas, toute l'opération tenait à un fil, car la communication de Kappel avec la Volga n'était absolument garantie par rien.

L'ambiguïté du plan de Kappel s'est clairement manifestée le 28 au jour, presque 16 heures avant le début de la bataille de Sviyazhsk, lorsqu'une de ses unités, armée d'un seul canon, fit une incursion sur la gare voisine de Tyurlyama (22 verstes de la gare de Sviyazhsk) et fit exploser un train de munitions d'artillerie sur place. Il est évident que cela fut connu au quartier général après un quart d'heure. Cet assaut sur la gare de Tyurlyama était totalement inutile dans les deux cas — à la fois en cas de tentative sérieuse et durable de prise du pont et en cas de raid partisan sur le quartier général. Dans le premier cas, après la capture de la gare de Sviyazhsk et la prise solide du pont, Kappel aurait pu, des dizaines de fois, faire exploser la gare de Tyurlyama pour empêcher l'approche de nos renforts venant de Moscou. Dans le second cas (raid partisan), faire exploser Tyurlyama n'avait plus aucun but. De plus, c'était nuisible à son opération elle-même, car en faisant exploser la gare, il nous donnait le signal : « J'arrive vers vous, préparez-vous ». Cela annulait complètement l'effet de surprise de l'attaque sur la gare de Sviyazhsk. Il est possible que Kappel ait compté qu'en faisant exploser la gare de Tyurlyama et en interrompant la liaison ferroviaire de la 5e armée avec Moscou, il provoquerait la panique au quartier général. Mais cela aussi était complètement un mauvais calcul : premièrement, on ne peut pas fonder ses plans sur la lâcheté et la stupidité de l'ennemi ; deuxièmement, en plus de la voie ferrée, le quartier général disposait d'une liaison par la Volga, assurée par une forte flottille militaire.

Cependant, Kappel pouvait être aidé par ce à quoi il s'attendait le moins : notre commandement avait traité l'attaque contre la gare de Tiurlem de manière très légère et superficielle... «Ils feront sauter le train de munitions et s'en iront». Malgré mes insistantes demandes, le commandement n'a pas accepté de transférer du côté gauche de la rive la brigade de Paniouchkine (alors qu'il y avait assez de temps) et a seulement fait une concession en ce qui concerne les trains blindés : un train blindé a été amené de la rive gauche jusqu'à la gare de Sviajsk. C'était vers 19 heures. Une nuit noire et froide d'août a suivi. Et vers 21 heures, le quartier général a commencé à recevoir en continu des informations des nombreux villages voisins sur l'apparition de troupes ennemis. Cela — après la fatigante marche de la journée — l'ennemi commençait à s'approcher de la gare de Sviajsk et à s'installer pour la nuit. Une autre erreur de Kappel : le calcul du temps avait été mal fait. Il aurait fallu s'arrêter à 7-8 verstes et commencer l'attaque à l'aube. Entre-temps, l'approche du lieu prévu pour le bivouac dans une zone très densément peuplée, de nuit, a conduit à une grande confusion, surtout parce que toute la région autour de Sviajsk est couverte de nombreux villages, distants d'une à deux verstes les uns des autres, et parmi ces villages beaucoup portent les mêmes noms et encore en double exemplaire, car, en plus des villages tatars, il y a aussi des villages russes portant les mêmes noms.

En conséquence, des unités de Kappel se sont mélangées, ont passé la nuit à un endroit différent de celui indiqué, certaines compagnies se sont égarées dans l'obscurité, et dans un cas, il en est même venu à une fusillade entre elles. À certains endroits, il se trouvait que les compagnies de Kappel passaient la nuit plus près de Sviyazhsk que nos troupes et, en se réveillant le matin, elles ont vu nos soldats rouges dans leurs arrière-postes. Et voir l'ennemi dans ses propres arrières est toujours désagréable. En somme, au lieu d'une opération bien

planifiée et étudiée, il s'est produit une sorte de confusion. De plus, la nuit est tombée une « petite pluie d'automne », et le nombreux convoi de Kappel s'est enlisé dans une boue épouvantable.

Dans de telles conditions, la grande érudition de Kappel en tant qu'officier d'état-major n'a pu l'aider, et il a été vaincu par nos conducteurs totalement inexpérimentés. Ils ont vaincu malgré le fait que le régiment ouvrier de Petrograd, après avoir tiré tous ses cartouches dans la précipitation, a fui sa position, s'est précipité vers la Volga, a pris un bateau à vapeur et a commencé à exiger d'être transporté à Nijni-Novgorod. Les 300 conducteurs et 100 marins restant sur place ont fait preuve de prodiges d'initiative et de courage, tandis que les compagnies régulières de Kappel, privées en raison de la confusion créée d'une direction appropriée, ont « lâché prise » et, à 11 heures du matin, ont commencé à battre en retraite dans le désordre. Quant à la poursuite, il n'y avait bien sûr rien à espérer (si la brigade Panyouchkine avait été présente – et elle fut malgré tout transférée sur la rive droite le lendemain –, Kappel n'aurait pas pu s'en tirer à la course).

Au quartier général, pendant le combat, régnait un calme complet, malgré le fait que l'ennemi se trouvait quelque part à proximité, que des obus éclataient non loin, et que des balles, bourdonnant avec curiosité, cherchaient où se trouvaient les « rouges ». Mais les unités d'ambulances motorisées et le département politique fuyaient paniqués vers la Volga.

La bataille des intendants contre les officiers de l'état-major général a été remportée grâce à un certain nombre de hasards favorables, mais notre victoire n'était pas encore claire pour nous-mêmes, et, malgré le calme survenu à partir de midi (« pause déjeuner », comme on plaisantait au quartier général), le travail fiévreux au quartier général continuait. De nouvelles unités étaient formées, des munitions étaient envoyées sur les positions, des renforts étaient acheminés depuis la rive gauche, etc. Et à ce moment-là, sous une énorme falaise, en bas, sur la rive de la Volga, se déroulaient des procès et des exécutions pour les lâches. Le régiment ouvrier de Petrograd avait été débarqué (sous la menace d'être coulé) d'un bateau à vapeur, et le tribunal de campagne créé sur place condamnait à fusiller chaque dixième. Parmi les fusillés se trouvaient également des communistes (le commandant et le commissaire du régiment et d'autres). Au moment où cette exécution a été effectuée, et dans les conditions dans lesquelles elle a été effectuée, c'était sans aucun doute une mesure correcte et nécessaire. Cette exécution, tracée d'une ligne rouge sang, faisait le bilan de la période chaotique précédente de la guérilla existant dans l'Armée rouge et constituait la dernière étape transitionnelle vers une discipline régulière.

Le lendemain, le 30 août, le train de Trotski partit pour Moscou à la suite de la nouvelle de l'attentat contre le camarade Lénine. Cependant, après la bataille du 29 août, il n'y avait plus rien à faire à Sviajsk. La victoire du 29 août décida rapidement de la prise de Kazan.

La guerre civile et la guerre de guérilla

On confond souvent et on assimile la guerre civile à la guerre de partisans. Il est indéniable qu'il existe une grande similitude entre elles, mais il y a aussi des différences essentielles qu'il est nécessaire d'établir avec une clarté totale afin d'éviter certaines erreurs dangereuses.

Quelle est la similarité entre la guerre civile et la guerre de guérilla ? C'est que les deux représentent des variantes de la soi-disant « petite guerre », c'est-à-dire une guerre menée par des détachements armés relativement petits par rapport aux grandes armées régulières, qui, en raison de leur faible nombre, acquièrent une grande mobilité, flexibilité, rapidité et audace d'action et ont la possibilité de négliger les mesures militaires de précaution pour la protection des flancs et la garde de l'arrière et de la base. Ces petits détachements armés sont formés à la hâte, principalement de manière volontaire, mal entraînés, faiblement structurés, très diversifiés dans leur organisation interne, n'ont pas de renforts réguliers et se désintègrent aussi facilement qu'ils sont créés.

Quelle est la différence entre une guerre civile et une guerre de guérilla ?

La guerre de guérilla est menée contre un envahisseur étranger, parmi la population qui soutient les partisans à 99 % et les appuie. Le peuple tout entier constitue en général la base des unités de partisans.

La guerre civile est une guerre de classe, divisant le peuple en deux camps irréconciliablement hostiles. Les détachements armés des deux côtés agissent parmi la population, dont une partie les soutient chaleureusement, tandis qu'une autre les déteste mortellement. Ainsi, dans une guerre civile, chaque détachement armé, étant un détachement partisan soutenu par une partie du peuple, agit en même temps, à l'égard de l'autre partie du peuple, comme un envahisseur étranger.

La guerre de guérilla est unilatérale, car un conquérant étranger dans un pays étranger ne peut, en retour, mener une guerre de guérilla. La guerre civile est une guerre de guérilla bilatérale, dans laquelle chacune des deux parties belligérantes est à la fois guérillero et conquérante.

La guerre de guérilla, en tant que complément à la « grande guerre », c'est-à-dire aux actions de grandes armées régulières et correctement organisées, ne peut utiliser que des méthodes de guérilla (une attaque audacieuse sur les flancs et l'arrière de l'envahisseur, dans le but de lui causer un maximum de dommages et d'inquiétude, de le fatiguer et de l'affaiblir, mais pas de l'anéantir et de le détruire). La guerre civile, comme une guerre de guérilla à deux côtés, oblige les deux parties, en plus des méthodes de guérilla, à recourir aux procédés de la « grande guerre », propres aux armées régulières. Dans la guerre civile, il n'y a pas de division stricte entre forces régulières et auxiliaires, et les actions des unités armées prennent une signification autonome et suffisante en elles-mêmes. De ce point de vue, la guerre civile apparaît comme une guerre régulière (« correcte ») menée par des unités irrégulières (« incorrectes »), combinant les procédés de la « grande » et de la « petite » guerre.

Dans la guerre de guérilla, la préoccupation pour les flancs, l'arrière et la base est reléguée à une place lointaine. La guerre civile, en tant que guerre de guérilla, peut et doit être

tout aussi insouciante concernant les flancs et l'arrière. Puisque la guerre civile est une guerre entre deux armées énormes (deux classes), puisque cette guerre de classes se transforme, au sens figuré, en une « grande » guerre, et puisque, dans des cas et des points particuliers, les opérations militaires prennent le caractère d'actions d'armées régulières, la guerre civile est donc obligée de prendre des mesures énergiques pour protéger les flancs et l'arrière, tant dans le sens étroit, tactique et militaire, que dans le sens large, stratégique et civil du terme.

La guerre civile est incomparablement plus vaste, plus profonde, plus riche et plus variée que la guerre de partisans, tant par ses objectifs (non seulement l'épuisement et l'affaiblissement de l'ennemi, mais aussi sa destruction directe) que par ses méthodes (non seulement la « critique de l'arme », c'est-à-dire les actions purement militaires, mais aussi « l'arme de la critique », c'est-à-dire une propagande renforcée impliquant les couches arriérées de la classe dans la guerre). La guerre civile est la combinaison de la « grande » et de la « petite » guerre, plus un travail politique colossal, plus une organisation de renseignement énorme, même comparée aux plus grandes armées régulières.

La guerre civile exige donc une maîtrise maximale de l'art dans la combinaison des méthodes de « grande » et de « petite » guerre, selon les circonstances, sans aller trop loin d'un côté ou de l'autre, sans se laisser emporter unilatéralement par des méthodes solides mais lourdes de « guerre correcte » ou par des techniques rapides mais peu durables de guérilla. L'indifférence d'une partie de la population, qui ne se rallie ni à l'un ni à l'autre camp, l'importance stratégique de l'objet de la lutte, les conditions géographiques et topographiques, la nature et la disposition des voies de communication, une invasion étrangère et plusieurs autres circonstances peuvent modifier fortement la « proportion » dans laquelle les méthodes de « grande » et de « petite » guerre doivent être combinées, parfois jusqu'à la prépondérance décisive de certaines méthodes sur d'autres.

Lors de l'opération de Kazan, où la lutte se déroule pour des points stratégiquement importants (le pont ferroviaire sur la Volga et le célèbre détours de la Volga vers le sud, dont la possession ouvre aux troupes soviétiques un libre mouvement jusqu'à Samara), les actions des partisans sont passées au troisième plan, et l'ennemi, ayant été doublement brûlé par elles, a été obligé de passer aux actions « correctes » (l'offensive du 4 septembre). Les mêmes actions « correctes » sont observées dans certaines autres régions, principalement le long des voies ferrées. Là où les voies ferrées sont peu développées, les actions prennent principalement, voire presque exclusivement, un caractère partisan.

Le camarade Goncharov, qui travaillait dans l'un de ces pauvres districts ferroviaires, m'a permis d'utiliser son rapport, dont les extraits suivants sont reproduits :

« Renverser le détesté Soviet », combattre contre lui dans les affaires de son village, à la maison, chaque koulak accepte ; Pour lui, une telle bataille a le caractère de représailles contre les membres du Soviet local des députés... Une telle « bataille » que le soulèvement et le renversement du Soviet local des députés ne l'effraient pas : il connaît trop bien la faiblesse de l'ennemi. Dans certains cas, les koulaks du village sont majoritaires parmi les habitants ordinaires (sans ouvriers agricoles) ; dans d'autres, il compte à juste titre sur l'indifférence d'une grande partie des paysans, et, enfin, chez d'autres encore, il parvient souvent à créer une majorité par l'agitation parmi des paysans ignorants et inconscients (villageois et voisins). En résumé, le koulak se sent en sécurité chez lui. Mais aller à la guerre, même dans une paroisse voisine, est déjà un phod, c'est déjà une guerre, ce n'est plus un divertissement, ce n'est plus la satisfaction d'un désir personnel, et donc dans la grande majorité des cas, le koulak n'ira plus : il ne veut pas de guerre, cela lui cause des ennuis, ne lui apporte aucun profit immédiatement, et en outre met en danger sa santé la plus précieuse. » Les « Gardes blancs » ne comptent pas sur une longue et totale victoire sur la puissance soviétique par leurs propres forces... la bourgeoisie intérieure en général et les koulaks en particulier ; Ils se sont fixés pour mission uniquement d'aider leurs principales forces, celles de leurs alliés impérialistes étrangers. Ils se limitent uniquement à un travail destructeur, ils visent seulement à

désorganiser les organes du pouvoir soviétique et leurs activités, espérant ainsi détruire la vie du pays. Pour atteindre cet objectif, ils n'ont pas besoin d'occuper fermement de points, ils sont donc envoyés dans des endroits où le pouvoir soviétique est faible. Ils y mènent des entraînements d'agitation, recrutent des cadres de koulaks et de cadreaux, et dans certains endroits aussi des soldats de première ligne, puis, sur un terrain préparé, organisent un soulèvement, le renversement du pouvoir soviétique, détruisent le travail, tirant et brûlant certains ouvriers et terrorisant ainsi le reste. Puis ils vont ailleurs, y font leur abominable travail et repartent. Après leur départ, les koulaks, la bourgeoisie et les prêtres resteront au pouvoir sous la menace du retour des bashi-bazouks. Les Gardes blancs commettent un acte vil et traître envers les ouvriers, l'Armée rouge, les pauvres, mais ils ne le font pas comme un crime isolé, mais comme un moyen de faire la guerre... Les Gardes blancs nous contraignent à mener la terreur de masse contre la bourgeoisie en réponse à leur terreur collective contre les travailleurs, les pauvres ruraux et les soldats de l'Armée rouge. Jusqu'à présent, nous n'avons appliqué la terreur qu'aux contre-révolutionnaires, qui sont évidents et comme un phénomène isolé, mais maintenant nous devons soumettre toute la bourgeoisie, les koulaks, tout le Junkers à la terreur, et introduire la terreur dans le système comme méthode de guerre. Apprends de l'ennemi, dit le proverbe. Dans cette méthode de mener la guerre, dans la méthode de la conquête par la terreur de masse, la question de l'initiative d'action acquiert une signification qu'elle n'a jamais eue auparavant. En fait, tout se résume précisément à qui < a pris l'initiative, car là où un soulèvement des gardes blancs éclate, où le pouvoir soviétique est renversé, toute la population sympathisante avec la puissance soviétique est terrorisée, suivie par toute la partie indifférente de la population. Si, cependant, nous exterminons les ennemis du pouvoir soviétique là-bas avant le soulèvement, nous soutiendrons nos partisans et terroriserons les koulaks. Il est donc nécessaire de prendre l'initiative entre vos mains.

Jusqu'à présent, la situation a été telle que nous n'avons envoyé nos troupes que là-bas, et seulement dans la mesure où il était nécessaire de réprimer une insurrection déjà éclatée. Nous devons maintenant envoyer des détachements partout et découvrir où et qui est exactement l'opposant au pouvoir soviétique, et soumettre ces serpents, qui se sont réchauffés sur la poitrine des travaux, à une destruction impitoyable. C'est la seule façon de détruire immédiatement et fondamentalement le désir d'un soulèvement contre-révolutionnaire et, par conséquent, l'aide à de tels soulèvements. »

Les remarques du camarade Goncharov sont profondément justes en ce qui concerne les régions où, en raison des conditions locales, il ne peut être question de guerre régulière. Là, les Blancs utilisent en effet la tactique décrite par le camarade Goncharov. Dans d'autres régions, plus importantes et mieux « équipées » sur le plan stratégique, ils ne se contentent pas d'insurrections fugitives visant à désorganiser, mais cherchent à établir une présence durable.

Les mesures concrètes proposées par le camarade Goncharov doivent également être étendues à ces secteurs proches du front où se déroule une guerre régulière. La région de Zavolzhye (rive gauche de la Volga) est pauvre en voies de communication, et si dans certains endroits les combats revêtent le caractère d'une guerre régulière, les intervalles entre eux doivent être comblés par un réseau d'actions partisanes. Sur la rive droite de la Volga, il y a infiniment plus de voies, mais les « intervalles » y sont également assez nombreux. Et le seul moyen d'assurer de manière large, au sens stratégique du terme, les flancs et l'arrière, est l'action partisane renforcée, dont l'initiative, comme le camarade Goncharov le souligne justement, doit passer à nous, et qui doit se fixer pour objectif l'extermination et l'intimidation des koulaks, l'organisation de comités de paysans pauvres et une large agitation politique en faveur du Pouvoir soviétique.

Pour cette tâche, il est nécessaire de créer des unités spéciales, principalement de cavalerie, avec des pièces d'artillerie de montagne et des mitrailleuses, parfois, si les routes le

permettent, en y rattachant de l'infanterie transportée en camions, avec un groupe d'agitateurs et d'organisateurs, et un stock de littérature.

Le camarade Goncharov propose un tel plan d'action pour ces unités :

« Un itinéraire est prévu pour une expédition punitrice, dirigée par un commissaire politique possédant les pouvoirs du Tribunal révolutionnaire de campagne. Le détachement, tout au long de son parcours, juge et exécute tous les ennemis du pouvoir soviétique. L'itinéraire de chaque détachement doit former une boucle : le détachement parcourt l'itinéraire depuis le lieu de son séjour permanent et revient à la fin du trajet à ce même endroit. Là, il se repose, puis reprend la lutte pour le renforcement du pouvoir ouvrier-paysan. Les détachements avancent en lien étroit et constant avec les détachements voisins et se réunissent, si nécessaire, pour des actions conjointes ».

Bien sûr, ce plan n'est pas le seul. Il peut être modifié en fonction des conditions.

Quelques mots pour conclure. Récemment, j'ai dû écrire six fois sur l'excès d'inclination de notre commandement pour les méthodes de guerre régulière, menant à la lenteur et à la lourdeur de nos actions, et sur la nécessité d'utiliser l'esprit de guérilla, largement répandu dans nos unités. Maintenant, je dois prévenir contre un excès de tendance à s'orienter vers la guérilla.

La guerre civile est la guerre la plus difficile et la plus complexe. Et seule une combinaison habile, opportune et adaptée aux circonstances des méthodes de la « grande » et de la « petite » guerre peut nous préserver des erreurs dangereuses.

Alexandre Mikhaïlovitch Tcheverev

Un court télégramme d'Oufa a apporté la triste nouvelle de la mort du camarade A. M. Tcheverev : « Tcheverev est décédé à Oufa le 2 octobre d'un empoisonnement causé par du poisson avarié ». Voilà tout.

Il n'y a pas si longtemps, j'ai vu le camarade Tcheverev à Moscou, plein d'énergie, cherchant à rejoindre au plus vite sa ville natale de Tchita afin d'y appliquer « sur de nouveaux lieux » la riche expérience militaire qu'il avait acquise dans les rangs de l'Armée rouge. Sa majesté la « bête coïncidence », qui avait épargné Tcheverev dans plusieurs combats dangereux et qui, dans le pire des cas, ne lui infligeait que des blessures à diverses parties du corps (il avait été sérieusement blessé), lui a glissé un morceau de poisson pourri — et tous les plans de Tcheverev ont été anéantis. Quel dommage qu'il soit mort si tôt. Combien il aurait encore pu accomplir.

Le questionnaire officiel sec indique que Tcheverev est né en 1887, a terminé l'école municipale de 3e classe d'Orenbourg, puis a travaillé pendant de nombreuses années comme monteur en menuiserie. En 1908, il a rejoint le R.S.-D.R.P. (bolcheviks), en 1909, il a été jugé par un tribunal militaire à Orenbourg pour le soulèvement du 14e régiment cosaque et a été déchu de son grade militaire et exilé à la peine (ce dernier point n'apparaît que de manière indirecte dans le questionnaire, mais il me semble que ma mémoire ne me trompe pas). Le camarade Tcheverev a participé, selon le questionnaire, à la Révolution de février et à celle d'octobre dans le gouvernement d'Oufa, où il a été président de la section militaire puis chef (élu) du détachement d'Oufa de la Garde rouge. Ensuite, le camarade Tcheverev a successivement occupé dans l'Armée rouge les postes de commandant de régiment, commandant de brigade, chef de division et commissaire militaire de brigade.

Voici des informations brèves et inexactes « sur le parcours de service » du camarade Cheverev. Cependant, même si elles étaient dix fois plus complètes et précises, elles ne donneraient pas une idée de cette énergie bouillonnante, de cette immense persévérance, de la force de volonté, du courage et de l'initiative dont le camarade Cheverev était doté.

Ma rencontre avec lui remonte à septembre 1918. Nous nous sommes rencontrés dans un tel contexte. Les 5 ou 6 septembre, c'est-à-dire avant que nous n'occupions Kazan, une partie du Conseil militaire révolutionnaire de la 2e armée, dont deux de ses membres (moi et V. I. Shorin), se rendit de Viatka au village de Vyatskiye Polyany (à l'intersection de la route de Kazanburg avec la rivière Viatka) avec pour mission de prendre des mesures décisives pour rétablir la 2e armée qui s'était effondrée et désintégrée. Nous avons dû voyager pendant 5 à 6 jours sur un petit vapeur en descendant la Viatka, et plus nous avancions, plus nous rencontrions des signes de désagrégation et de corruption, témoignant de la dégénérescence de l'armée due aux partisans. Seules deux unités présentaient des informations plus favorables : l'unité du camarade Azin, qui avançait vers Kazan depuis l'est, et celle de Cheverev, qui avait été isolée du quartier général de la 2e armée et combattait dans la région au sud et au sud-ouest d'Ijevsk.

Sur place, dans le village de Vyatskiye Polyany, nous avons trouvé 200 à 300 couples de partisans, complètement démoralisés, refusant de combattre, ne reconnaissant aucune discipline, fuyant au premier coup de feu. Ce n'est qu'avec peine, par une pression assez

sévere, que nous avons réussi à les remettre en ordre. Quelques jours plus tard, un détachement de Menzelinsk, 500 à 600 hommes, est arrivé, qu'il a également fallu discipliner et « mettre en forme chrétienne ». Les forces principales de la 2e armée se trouvaient cependant à Kazan (1 500 hommes sous le commandement d'Azine) et dans la région d'Izhevsk (2 000 hommes sous le commandement de Cheverev). La liaison avec Azine a rapidement été établie, puis il est apparu lui-même peu après avec son détachement, car Kazan avait déjà été prise. Les rumeurs nous parvenant au sujet d'Azine étaient très défavorables, et en effet, la première impression confirma que Azine était un partisan déchaîné et anarchiste, et que son détachement, naturellement, reflétait le commandement. Il n'était plus possible ici d'éradiquer le parti-résistant d'un seul coup puissant. Il fallait le combattre lentement, en utilisant à la fois des moyens puissants et la diplomatie.

Le camarade Tcheverev a fait une impression complètement différente, son détachement réussissant bientôt à se frayer un chemin et à se joindre à nous. C'était aussi un partisan. Mais il y avait une énorme différence entre lui et Azin. Azin ne voyait pas le mal dans le partisan et ne comprenait pas le manque de précision de ses connaissances militaires. Cheverev, déjà avec une petite expérience de commandement d'un détachement de deux mille hommes, avait senti avec son instinct prolétarien le talon d'Achille de la guerre de partisans et avait compris que sans connaissances, on ne pouvait pas commander.

À plusieurs reprises, il venait sur le paquebot où était installé le quartier général de la 2e armée et discutait de moi avec Shorin.

« Le principal problème, — répétait-il souvent, — c'est que nous ne savons pas commander. Sur le flanc ?! Et comment frapper sur le flanc, ça, nous ne le savons pas. Ah, si seulement nous savions un peu, nous aurions rapidement mis en pièces toute cette vermine ! Il faut apprendre, il faut apprendre. »

Et il écoutait avec avidité chaque instruction de Shorin (et Azin faisait semblant de trouver tout cela parfaitement clair et bien connu même sans Shorin).

— Alors, alors... Ah oui ! Voilà, voilà... Exactement, — acquiesçait Tcheverev en regardant Shorin.

Lors des opérations suivantes, il a été constaté que Tcheverev était un élève capable, et lors du combat près d'Izhevsk, le régiment de Tcheverev s'est montré le plus résistant de toutes les unités attaquant Izhevsk, et Tcheverev lui-même a senti combien il avait grandi en quelque mois sous l'influence de Shorin. Lors du défilé organisé après la prise d'Izhevsk, il m'en a parlé.

Cependant, ces succès ne le satisfisaient pas, et peu de temps après la fin de l'opération d'Ijevsk-Vohtka, il commença à demander à être admis à l'académie de l'état-major général.

Son séjour à l'académie fut de courte durée, environ deux mois, puis il s'enfuit de la mortelle scolaistique de l'enseignement qui y régnait.

« On commence l'artillerie par la catapulte perse ou grec, — se plaignait-il auprès de moi. — Que m'importe la catapulte, si la guerre civile s'intensifie chaque jour. Que le diable les emporte avec leur catapulte. »

Et Tcheverev se précipita à nouveau dans les rangs de l'Armée rouge, marcha avec elle loin vers l'est, puis se retrouva dans le Caucase et surgit soudain à Moscou en tant que représentant plénipotentiaire de la République du Daghestan.

En un peu plus de trois ans d'existence de l'Armée rouge, de nombreux ouvriers et paysans se sont distingués par des talents militaires exceptionnels. Parmi eux, le camarade Tcheverev était sans aucun doute l'un des plus remarquables, doués, énergiques et dévoués, tout en étant l'un des plus modestes. Il a quitté son poste avant terme, ses remplaçants étaient déjà prêts, et sa place dans les rangs de l'Armée rouge ne restera pas vacante longtemps.

Armée rouge

(A l'occasion de l'anniversaire de sa création)

Il y a un an, à propos du décret du Sovnarkom sur la création de l'Armée rouge régulière ouvrière et paysanne, le journal cadet « Notre Siècle » écrivait :

« La création a sa propre logique, et l'un de ses fondements est l'acceptation de l'expérience établie par le monde entier, la reconnaissance des normes qui se sont développées au fil des siècles ».

En passant du langage « hautement stylisé » et professoralement coquet à un langage simple, cette phrase signifiait : la nouvelle armée est créée sur des bases anciennes. Et le journal énumérait avec un certain plaisir ces anciennes bases : « La création de responsables particuliers auxquels toutes les troupes de la région sont subordonnées, et la désignation du personnel de commandement, l'introduction d'une discipline définie ».

Peut-être que le vieux cadet, qui écrivait cet article, nourrissait l'espoir de restaurer l'ordre bourgeois détruit sur la base d'une nouvelle armée, créée selon les anciens principes de subordination et de discipline.

Après tout, Kérensky essayait d'imiter Napoléon, après tout, Korniov n'a pas joué le Galiffet russe.

En tout cas, le journal des cadets comprenait que « sans normes développées au cours des siècles », il est impossible de construire une armée. Sur ce point, « Rech » avait un grand avantage par rapport à ces communistes qui ne comprenaient pas cela et pensaient que la nouvelle armée n'était soit pas nécessaire du tout (« une armée révolutionnaire est inutile, la guerre révolutionnaire doit être menée sans armée », prouvait alors un des principaux communistes), soit devait n'exister que sous forme de détachements de partisans insurgés (les socialistes-révolutionnaires de gauche, qui prêchent encore cela aujourd'hui).

D'ailleurs, la « Rech » avait un autre avantage : la compréhension du caractère de classe de la nouvelle armée. Cela semble simple, n'est-ce pas ? La bourgeoisie et les koulaks sont expulsés, l'armée ne se compose que d'ouvriers et de paysans (l'Armée rouge ouvrière et paysanne), et pourtant, certains camarades communistes ne voyaient pas cette différence principale et fondamentale de la nouvelle armée par rapport à l'ancienne, l'avaient oubliée et croyaient que l'Armée rouge n'était qu'une reconstitution de l'ancienne armée. Et même aujourd'hui, après une année d'expérience, il y a encore beaucoup de « malheureux » communistes qui répètent, avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, ces absurdités.

Armée de classe ! Armée ouvrière et paysanne ! Pour les cadets de la « Rech » cela était tout à fait inacceptable, et ils s'efforçaient de toutes les manières de réfuter l'idée d'une armée de classe, comme étant complètement fausse et incorrecte.

« Au cœur de l'organisation moderne de l'armée, — écrivait-elle, — même sous sa forme la plus démocratique, repose l'idée du citoyen et de la patrie (« patrie commune à tous », comme il est dit ailleurs dans l'article). Tous les citoyens sont égaux devant cette idée de la patrie et tous sont tenus de défendre la patrie, indépendamment de leur appartenance politique ou sociale ».

La «Rech» a opposé à la vieille théorie hypocrite et mensongère de l'apolitisme de l'armée, créée pour tromper l'armée et le peuple, l'idée d'une armée de classe ouvrière et paysanne.

Le décret du Sovnarkom a posé la question de l'Armée rouge avec une clarté absolue et une détermination catégorique : non pas une « patrie commune à tous », où la domination appartenait aux capitalistes et aux propriétaires terriens, où le prolétariat et les paysans étaient opprimés et réprimés, mais une « patrie socialiste », dans laquelle la domination appartient au prolétariat et aux paysans, tandis que la bourgeoisie et les propriétaires terriens sont opprimés et réprimés. Pas une « armée interclasse » servant la bourgeoisie et les propriétaires terriens et défendant la « patrie commune à tous », mais une armée de classe servant le prolétariat et les paysans et défendant la patrie socialiste.

C'est précisément dans cela, et non dans les formes organisationnelles ni dans les relations internes de l'armée (subordination, discipline), que réside la différence fondamentale et essentielle de l'Armée rouge par rapport à toutes les armées bourgeois. Il faut répéter cet alphabet, marteler cette vérité, car c'est récemment l'incompréhension totale de cette vérité simple et claire qui, en raison de la limitation bien connue des droits des organisations de parti dans l'armée, a conduit à la résurrection d'un courant qui semblait depuis longtemps enterré, et qui, à travers les camarades Kamensky et Zorin, a trouvé ses idéologues. Si ce n'était qu'un courant idéologique, il ne vaudrait même pas la peine d'en parler. Mais ce courant a des partisans parmi les « jeunes » communistes ; ce courant se nourrit de l'anarchisme petit-bourgeois des soldats rouges les moins conscients, hostiles à la discipline et voyant dans sa réhabilitation la renaissance de l'ancienne armée ; ce courant tente de donner un fondement « scientifique » à l'anarchisme petit-bourgeois de certains soldats rouges et à la méfiance paysanne (« saisie de l'armée par des officiers », « bonapartisme »). Et surtout, l'agitation des représentants de ce courant, qui utilisent des procédés démagogiques et des slogans empruntés aux socialistes-révolutionnaires de gauche, a déjà eu des effets sur le front, de manière profondément corrosive, désorganisatrice et démoralisante. (À cet égard, de nombreux faits des derniers jours sont disponibles).

Ce mouvement était compréhensible il y a un an, lors du passage du bien de 30 volontés à la conscription obligatoire, lors du passage des détachements de partisans à l'armée régulière, lors du passage de l'élection à la nomination du commandement, lors du passage de la persécution de l'ancien officier à son intégration dans les rangs de l'Armée rouge. La transition était difficile, même pour les vieux cadres du parti « rompus à tout », il n'était pas facile de se « plier » soi-même. Mais maintenant, nous avons un an d'expérience, «révolutionnaire», c'est-à-dire une année extrêmement longue et incroyablement riche en expériences.

Il est désormais possible de trancher une fois pour toutes la question de savoir quelle armée nous avons : l'ancienne, bourgeoise, « de classe générale », exerçant la dictature de la bourgeoisie et des propriétaires terriens, ou la nouvelle, socialiste, de classe, exerçant la dictature du prolétariat et des paysans les plus pauvres ?

Qu'est-ce qu'une armée socialiste ? Permettez-moi de répondre à cette question par de longs extraits de mes propres articles publiés dans « Petrogradskaya Pravda » en mars-avril 1918, c'est-à-dire à un moment où nous n'avions pas encore d'expérience dans la création d'une nouvelle armée, et où, par conséquent, la question ne pouvait être posée et résolue que théoriquement et de manière assez naïve. Ces extraits montreront comment la question de l'Armée rouge était alors abordée par un autre courant, vivement favorable à la création d'une armée régulière de classe ouvrière et paysanne. À l'occasion de l'anniversaire de l'Armée rouge, il n'est pas sans intérêt et utile de se le rappeler.

Voici ces extraits :

« Dans son «Anti-Dühring», Engels remarque à propos de l'armée française d'avant la révolution qu'elle était «la copie militaire de l'absolutisme». « Seule une révolution comme la révolution française, dit-il, qui économiquement a émancipé la bourgeoisie, et en particulier le paysan, pouvait inventer une armée de masse et

en même temps trouver pour elle des formes de mouvement libres,—une force militaire capable de battre, en combat aux rangs des troupes alliées, l'ancienne armée maladroite, représentant la copie militaire de l'absolutisme ».

C'est seulement avec un tel « moule militaire » du système soviétique que peut être l'armée soviétique.

Dans le système bourgeois, le pouvoir d'État est détaché du peuple, il se tient au-dessus du peuple.

L'armée bourgeoise, ce « moulage militaire » du système bourgeois, est également séparée du peuple, opposée à lui, comme un instrument de coercition entre les mains de la bourgeoisie, elle se tient au-dessus du peuple. Dans le système soviétique, le pouvoir d'État est le pouvoir du peuple lui-même, de la majorité écrasante du peuple, des travailleurs et des pauvres paysans. Et l'armée soviétique, ce « moulage militaire » du système soviétique, ne peut être rien d'autre qu'une armée populaire, l'armée des travailleurs et des paysans les plus pauvres. Cette armée ne se tient pas au-dessus du peuple, il n'y a pas de frontière entre l'armée et le peuple, il n'existe pas d'armée séparée du peuple, l'armée et le peuple coïncident, le "peuple" ouvrier et paysan représente entièrement l'armée soviétique, l'armée soviétique représente le « peuple » ouvrier et paysan armé.

Dans le régime bourgeois, le service militaire est séparé et opposé au travail productif et à l'activité socio-politique, enfermé dans une caserne étroite et étouffante, coupé du peuple par un mur de discipline de fer. Dans le régime soviétique, le service militaire se déroule dans des conditions libres d'activité sociale autonome, se fond et s'entrelace de manière indissociable avec le travail productif et avec tout le travail social et politique du prolétariat et de la pauvreté paysanne, et repose sur les principes de discipline volontaire et fraternelle.

L'armée soviétique, en tant que « moulage militaire » des Soviets, peut se développer, croître et se renforcer en dépendance directe de la croissance et du renforcement du pouvoir soviétique. »

Comment est construite l'armée soviétique ?

«Chaque conseil de district, de volost et de uezd participe de près à la création de l'armée soviétique. Chaque conseil local crée, dans sa volost, dans son uezd, son propre détachement soviétique local, auquel sont intégrés tous les ouvriers et paysans locaux capables de porter les armes. Dans les villes, de tels détachements soviétiques sont créés par les usines et fabriques les plus grandes, tandis que les plus petites forment des détachements réunis.

Tous ceux qui sont capables de porter les armes doivent passer par l'unité de volost, l'unité d'usine et l'unité de fabrique. L'enseignement militaire dans ces unités, faisant partie du travail quotidien et habituel, ne doit pas se limiter à apprendre à tirer, à se creuser des tranchées et à marcher. Il doit se fixer pour objectif de créer un « soldat qualifié », un « sous-officier », possédant des connaissances militaires variées et spécialisées.

Engels, dans le même « Anti-Dühring », indique que « l'organisation et la méthode de combat de l'armée, ainsi que le succès et l'échec de celle-ci, dépendent du matériel humain et des armes, c'est-à-dire de la qualité et de la quantité de la population et de la technique ». Dans les guerres modernes, la technique joue un rôle énorme. À cet égard, nous avons largement pris du retard sur les pays impérialistes et ne pouvons que rêver de les rattraper. Mais en ce qui concerne le matériel humain, la Russie soviétique possède, par rapport aux pays impérialistes, un énorme avantage. Une armée de soldats « qualifiés », construite sur une discipline consciente et fraternelle (c'est-à-dire socialiste), n'est possible que dans le système soviétique. Et créer une telle armée, transformer un « paysan » analphabète en «sous-officier», n'est pas moins fantastique que de confier la gestion de l'État à une « cuisinière ».

Nous entrons dans toute une époque de guerres, et c'est pourquoi la création d'une armée «de demi-officiers» aussi qualifiée, armée selon les dernières avancées techniques, capable de vaincre des armées impérialistes «armées jusqu'aux dents», ne peut pas être évaluée uniquement du point de vue des tâches immédiates, des perspectives proches, de demain. Il faut envisager la création de l'armée soviétique dans une perspective plus large, sur la longue période des guerres impérialistes et des révolutions, — et alors cette tâche apparaîtra dans toute son ampleur et sa grandeur. Le «matériel humain», la «qualité et quantité de la population» — voilà ce qui, à technique équivalente, peut permettre à une armée moderne de l'emporter, voilà le chemin qui libérera l'art militaire des formes de combat positionnelles rigides et maladroites, représentant un «moule militaire» issu de la production capitaliste. La production socialiste, incomparablement plus libre et flexible que la production capitaliste, ouvrira à l'armée qualifiée des «demi-officiers» soviétiques, ce «moule militaire» du régime socialiste, des «formes libres de mouvement» (expression d'Engels), qui lui assureront la victoire.

Les détachements volost et d'usines-fabriques, déjà formés au maniement des armes à feu, au creusement de tranchées, aux travaux de sape et à d'autres travaux pratiques, et ayant suivi le cours théorique des sciences militaires, doivent de temps en temps procéder à des « mobilisations d'essai » à intervalles connus. La mobilisation d'essai est une affaire coûteuse, et c'est pourquoi les pays capitalistes ne peuvent se permettre un tel luxe que très rarement. Dans le système soviétique, à mesure que la production se socialise, se créent les conditions matérielles et morales pour les mobilisations d'essai. La participation directe au travail productif de la commune habite à une mobilisation sociale constante des forces productives, et la mobilisation militaire d'essai représente la même mobilisation des forces de la commune à des fins militaires.

La large possibilité de mobilisations d'essai au niveau des volosts, des uyezds, des villes et des gouvernorats est un avantage colossal du système soviétique par rapport au capitalisme, qui développe des « formes libres de mouvement », apportant à l'armée soviétique la victoire sur les impérialistes. »

« Les formes libres de mouvement» de la nouvelle armée doivent résulter, d'une part, d'une cohésion interne très forte au sein des unités de l'armée, fondée sur une discipline volontaire et consciente et sur la manière même de constituer les unités à partir de personnes d'une même région, bien se connaissant depuis l'enfance et par le travail commun dans la commune, et, d'autre part, d'une large initiative tant des individus que des plus petites unités sur le champ de bataille, basée sur un niveau élevé de connaissances militaires parmi les soldats «qualifiés» de la nouvelle armée. Cela a été développé en détail dans l'un des articles suivants, où il était fortement souligné que seules les nouvelles «formes libres de mouvement» de l'armée socialiste permettront à l'art militaire de «se dégager du barbelé de la guerre de position», de «sortir des tranchées humides et sombres pour respirer l'air frais des champs de bataille ».

« L'ancienne armée était formée de force et ne se maintenait que par le bâton, la nouvelle armée sera soudée par le ciment intérieur le plus puissant — la soumission volontaire consciente. L'ancienne armée était composée de soldats qui ne convenaient que pour le travail le plus simple, grossier et pénible : tirer et creuser des tranchées, et au-dessus de ces « manœuvres » se tenaient des officiers riches (pas toujours et pas partout) possédant des connaissances militaires spécialisées. Le soldat de la nouvelle armée doit être un bon spécialiste, un « ouvrier qualifié » de la guerre, un « sous-officier », pour ainsi dire, comme les « sous-ingénieurs » sont des ouvriers hautement qualifiés dans les usines et les manufactures.

Il est difficile de créer une armée de ce type, mais elle doit être réalisée. Une armée entièrement construite sur ces nouveaux fondements est capable de porter des coups dévastateurs aux armées de l'ancien type « bourgeois ».

Un article séparé a été consacré spécialement à la question de la nouvelle discipline. Voici les extraits les plus importants de celui-ci :

« Qu'est-ce que le socialisme et en quoi se distingue-t-il principalement du capitalisme ? Avant tout, par l'organisation méthodique de la production sociale. Le socialisme oppose à l'anarchie, à l'absence de plan, au désordre de la production capitaliste, où chaque producteur mène la production en poursuivant ses intérêts privés et particuliers, une planification de la production sociale, la prise en compte et le contrôle, la régulation et l'orientation de celle-ci dans l'intérêt de l'ensemble de la société. L'anarchie de la production capitaliste imprime sa marque sur toute la société bourgeoise, sur toutes les manifestations de sa vie. L'anarchisme est profondément hostile à la discipline, et c'est précisément pour cette raison que la discipline bourgeoise est inconcevable sans contrainte. Fondamentalement anarchique, le système bourgeois se « discipline » et se « maintient » grâce à un appareil de contrainte colossal (armée permanente, police, bureaucratie).

La régularité de la production socialiste rend la contrainte inutile. La prémissse et la conséquence inévitable de la production organisée socialement est une discipline socialiste, c'est-à-dire volontaire, ne nécessitant ni contrainte externe ni interne, libre.

La discipline bourgeoise et socialiste s'opposent l'une à l'autre.

Nous ne pouvons bien sûr pas créer pour l'instant une armée socialiste dans le plein et véritable sens de ce mot. Elle n'a pas de fondement, de base — une production socialiste. Mais la nouvelle armée ne sera pas et ne peut pas être une armée bourgeoise, elle ne peut pas être entièrement construite sur les principes élaborés et établis par la science militaire bourgeoise. Il est actuellement impossible d'établir dans la nouvelle armée une discipline socialiste volontaire et libre, car la discipline socialiste émerge sur la base de la conscience socialiste, mais il est aussi impensable de la construire sur l'ancienne discipline bourgeoise.

Cela crée une contradiction, mais pas plus grande que dans n'importe quel problème auquel le pouvoir soviétique est confronté.

De l'extrait précédent, il est déjà clair que le plan de création d'une nouvelle armée n'était pas proposé pour une mise en œuvre immédiate et complète. L'idée principale de tous les articles est la croissance et le développement progressifs de la nouvelle armée et de la discipline socialiste, ainsi que la démocratisation des choix, à mesure que le système socialiste se développe et se renforce. Mais pour qu'il ne subsiste aucun doute à ce sujet, un article particulier a été consacré à cette question, dans lequel il était démontré qu'à ce moment-là (et tous les articles étaient écrits sous l'influence de la récente offensive allemande de février), nous étions obligés de «bricoler» à la hâte des forces, de recruter des «commandants militaires» et des «experts militaires», d'introduire l'ancienne discipline, dérogeant en grande partie à nos beaux principes socialistes dans l'organisation de l'armée, tout comme nous nous étions écartés d'eux dans d'autres domaines de la construction de l'État.

Donc, il y a un an, sur la question de l'Armée rouge et de notre politique militaire, il existait deux courants au sein de notre parti ; un courant était contre l'armée régulière et pour les détachements de partisans, contre la nomination aux postes de commandement et pour l'élection des responsables, contre la discipline militaire et le respect des ordres et pour leur discussion et les réunions. La caractéristique de ce courant était qu'il ne voyait pas le caractère de classe de l'Armée rouge.

Une autre tendance dans la construction de l'Armée rouge mettait précisément en avant son caractère de classe et, sans nier le principe électif et la discipline volontaire en tant que desiderata socialistes, estimait que seuls progressivement, au fur et à mesure du développement du système socialiste et de la conscience socialiste, seraient créées les conditions préalables à la mise en œuvre de ces principes dans l'armée.

Voyons donc ce que nous dit une année d'expérience révolutionnaire, quel courant est justifié par cette expérience, quelle armée nous avons : l'ancienne « inter-classes » ou la nouvelle « de classe » ?

La parole est donnée aux faits.

Premier fait. Notre Armée rouge est une armée ouvrière et paysanne. Les cas isolés de pénétration dans ses rangs de fils de koulaks, qui y parviennent grâce à l'organisation encore imparfaite des commissariats militaires, ne changent pas ce fait fondamental. La grande majorité de l'Armée rouge est composée de paysans (pauvres et moyens), mais elle est dirigée dans toutes ses petites et grandes unités par des ouvriers-communistes et des sympathisants. Plusieurs dizaines (voire centaines) de milliers d'ouvriers-communistes et de sympathisants sont dispersés dans les rangs de l'Armée rouge (par exemple, dans une armée, plus de 10 000 communistes ont été enregistrés). Ces communistes forment des cellules de parti dans les compagnies et les régiments, gagnant progressivement de l'influence sur les larges masses des soldats de l'Armée rouge, occupent tous les postes de commissaires ainsi qu'un nombre important de postes de commandement (dans l'armée mentionnée précédemment, jusqu'à 50 % des postes de commandement sont occupés par des communistes ; pour les autres armées, il n'y a pas de données, mais il y a aussi de nombreux commandants communistes ; dans le même temps, le nombre de postes de commandement occupés par des communistes augmente constamment). Près de la moitié des commandants de divisions et des commandants d'armées sont communistes. De plus, toutes les armées disposent de départements politiques qui mènent un large travail culturel, éducatif et politique, disposant à cette fin de cadres d'agitateurs-communistes, de journaux, de brochures et de filiales dans les divisions et les régiments. Enfin, pour les postes de commissaires, l'arrière-garde a envoyé un immense contingent des meilleurs cadres expérimentés et anciens, travailleurs communistes.

Ainsi, l'Armée rouge est principalement composée de paysans, mais elle est tenue en main par la classe ouvrière. C'est pourquoi le nom « armée ouvrière et paysanne » correspond tout à fait à sa composition réelle et à son caractère de classe.

Les défauts de l'Armée rouge (caractère de classe insuffisamment marqué, instabilité, faible discipline, possession insuffisamment solide par les communistes) trouvent leurs racines précisément dans sa composition paysanne. Mais puisque la pauvre paysannerie se tourne de plus en plus rapidement, et la paysannerie moyenne commence à adopter le point de vue du prolétariat, l'Armée rouge manifeste de plus en plus son caractère de classe, devient de plus en plus disciplinée, solide, stable et consciente, et se consolide de plus en plus entre les mains des communistes. Après une année d'existence, on peut deviner cette orientation du développement de l'Armée rouge même les yeux bandés.

Comparé à ce seul fait, les affirmations de certains camarades, se disant « communistes de gauche », selon lesquelles l'Armée rouge serait la renaissance de l'ancienne armée, paraissent être un pitoyable bavardage ridicule.

Fait numéro deux. L'Armée rouge exerce la dictature du prolétariat et des paysans pauvres, réprimant les soulèvements « internes » des koulaks et des Blancs, et défendant

notre patrie socialiste contre la contre-révolution bourgeoise internationale. Les objectifs de la guerre sont compris dans une plus ou moins grande mesure par la majorité écrasante des soldats rouges. C'est précisément en raison de la compréhension de ces objectifs, et non parce qu'ils sont « envoyés » à la guerre comme c'était le cas dans l'ancienne armée, que les soldats rouges défendent leur patrie socialiste. Les contes axelrodiens sur la dictature des bolcheviks sur le prolétariat et sur les paysans, sur le fait que les bolcheviks maintiennent le pouvoir uniquement par la force des baïonnettes, se dissipent comme de la fumée au premier contact direct avec les soldats rouges. La force des bolcheviks réside dans la conscience des « baïonnettes ».

Ainsi, de ce point de vue également, l'Armée rouge est une armée ouvrière-paysanne, exerçant consciemment la dictature du prolétariat et des paysans les plus pauvres.

Et en effet, sans un rire homérique, il est impossible d'écouter les lamentations des « communistes de gauche » à propos du bonapartisme, qui menacerait la République soviétique de la part de quelques milliers d'officiers de l'ancien régime incorporés dans l'Armée rouge.

Fait numéro trois. L'Armée rouge est une armée régulière. Toute la première année d'existence de l'Armée rouge s'est déroulée sous le signe du renoncement, de la mise à l'écart du partisans et des absurdités partisanes.

À neuf dixièmes, ce travail est déjà accompli. Nous avons une armée correctement organisée, plus ou moins disciplinée (en tout cas infiniment plus disciplinée que les détachements partisans), exécutant certains plans opérationnels larges selon les instructions de états-majors correctement organisés (et non des actions éparses et fragmentaires de nature insurgée, de détachements partisans agissant à leur propre initiative). À cet égard, il a fallu mener la lutte la plus acharnée non seulement contre les idéologues du partisanisme, comme les socialistes-révolutionnaires de gauche, mais aussi contre les tendances anarchopartisanes parmi de larges couches de soldats rouges (y compris les réquisitions arbitraires et les violences à l'encontre des habitants « neutres »). Sur ce plan, l'Armée rouge, qui dispose déjà de tribunaux de compagnie et de régiment correctement fonctionnels, commence à se rapprocher des armées régulières. Néanmoins, la criminalité restera un problème de l'Armée rouge pour un certain temps, comme ce fut le cas dans toutes les anciennes armées régulières.

Enfin, l'Armée rouge, comme toutes les armées régulières, reçoit des renforts entraînés depuis l'arrière et dispose déjà d'un appareil logistique largement développé, qui améliore chaque jour son fonctionnement et fournit non seulement l'armée, mais aussi l'arrière en famine.

Le dernier travail ne fait que commencer, mais il ne fait aucun doute qu'il sera accompli avec l'aide de l'Armée rouge.

Fait numéro quatre. L'Armée rouge n'est pas, dans une large mesure, une armée de volontaires. Cela peut sembler paradoxal, mais ce n'est qu'un fait paradoxal. En effet, réfléchissez-y : dans un pays épuisé, dévasté et affaibli par quatre années de guerre, dans un pays qui, il y a un an ou deux à peine, avait subi le processus lourd de décomposition de l'ancienne armée encore vivante, dans un pays où une haine féroce envers le pouvoir étatique s'était formée depuis des siècles de oppression incroyable, et où la haine envers le service militaire et la guerre avait été portée à son paroxysme par cette malheureuse guerre de quatre ans, dans un pays où la majorité de la population était paysanne, qui deux ans auparavant venait seulement de se libérer de la dictature autocratique et avait poussé les méthodes de l'anarchisme petite-bourgeois jusqu'à leur dernier terme, dans un pays où il fallait faire appliquer les décrets par la force des armes, dans un pays où le nouveau pouvoir étatique avait (contrairement aux affirmations d'Axelrod et Roussanov) un appareil de coercition très faible – en pleine famine désespérée et avec un réseau ferroviaire en ruines, sous la tempête et le tumulte de la guerre civile, se crée une grande armée qui remporte des victoires sur de nombreux ennemis et ne cesse de croître en force.

Serait-il possible que ce fait se soit produit de force, sous la contrainte, sans consentement volontaire et tacite ? Rappelez-vous comment les premières mobilisations ont eu lieu. Par des rassemblements, de l'agitation, des tracts. Bien sûr, il y a eu des cas de révoltes individuelles lors de l'annonce de la mobilisation, mais ce sont précisément des cas isolés, principalement dans les zones de koulaks.

Rappelez-vous le pourcentage élevé de déserteurs et la faiblesse des organes locaux du pouvoir soviétique; dans la lutte contre ce mal qui ne fait que commencer maintenant. En effet, cette faiblesse est si grande que tous les mobilisés auraient la possibilité de déserter. Et pourtant, ils ne désertent pas ; cependant, volontairement, consciemment, et non par peur de la punition, ils restent dans l'armée et combattent.

À propos de la désertion. Si le fait de déserter prouve que ceux qui ne désertent pas restent volontairement dans l'armée, il ne s'ensuit pas pour autant que la désertion est causée par le refus de se battre. On déserte principalement des unités arrières et principalement à cause de la faim. En même temps, une partie importante des déserteurs déserte vers le front, où les rations sont plus élevées et le ravitaillement plus régulier, et où il est plus facile de se procurer de la nourriture.

Rappelez-vous enfin que pendant l'hiver, l'Armée rouge mène une campagne hivernale tout à fait sans précédent dans les annales de l'histoire militaire, dans des conditions incroyablement difficiles, au milieu de neiges profondes, par des températures de -30 à -40°. Les données statistiques décriront le mieux ces difficultés : le nombre de gelures dépasse le nombre de malades, de blessés et de tués réunis. Et cela dans des conditions où les soldats de l'Armée rouge sont fournis en vêtements chauds, en bottes de feutre et en sous-vêtements chauds.

Ainsi, l'Armée rouge est largement une armée de volontaires. C'est un fait paradoxal, car il y a un an nous avons décidé de renoncer radicalement au volontariat et sommes passés à la conscription obligatoire. L'existence d'un an de l'Armée rouge prouve cependant que son développement s'est effectué par deux voies opposées mais convergentes : le renforcement de la coercition avec le développement de l'appareil répressif et le renforcement du « volontariat » avec l'adhésion des paysans les plus pauvres et moyens au côté du prolétariat. Sans ce courant « volontaire » contrecarré, une armée aussi vaste que celle que nous avons aujourd'hui n'aurait jamais pu se développer uniquement par la force. Par rapport à l'ancienne, l'Armée rouge évolue vers la discipline volontaire et consciente, rendant la coercition de moins en moins nécessaire. Les éléments de cette discipline volontaire, bien que pas encore pleinement développés, sont déjà présents dans l'Armée rouge.

Fait numéro cinq : l'instruction militaire universelle. L'histoire militaire ne connaît pas encore un exemple comparable, à l'exception peut-être des tribus primitives, où tout le peuple possédait des armes et combattait. Comme dans beaucoup d'autres domaines, notre République socialiste fait le premier pas dans ce domaine. Et bien que l'instruction militaire universelle soit encore peu développée et ne soit pas encore mise en œuvre partout, son importance, en tant que première étape vers la création d'une armée de « soldats qualifiés », d'une armée de « sous-officiers », est énorme. Jamais dans l'histoire il n'y a eu un cas de diffusion des compétences et des connaissances militaires à une échelle aussi grandiose, jamais il n'y a eu une telle soif de savoir militaire, jamais des cercles d'étude pour apprendre les sciences militaires n'ont été créés, et il n'y a jamais eu une telle demande de littérature militaire de la part de civils « ordinaires ». Jamais il n'y a eu autant de conférences sur des questions militaires pour le « grand public ». Et ces milliers de communistes ouvriers qui étudient pratiquement les affaires militaires sur les champs de bataille — ne font-ils pas partie des cadres formés pour les cours d'instruction?

Les résultats de l'entraînement militaire général sont peu tangibles, invisibles et pour l'instant, par rapport à 'nos aspirations et nos objectifs, très modestes, mais en réalité, ils sont très importants. Nous disposons déjà d'une réserve vaste, bien que faiblement entraînée, qui

peut être rapidement mobilisée en cas de besoin. Cette réserve croît et son niveau de formation s'améliore. C'est dans cette direction que s'est déroulé le développement au cours de la première année d'existence de l'Armée rouge.

Fait sixième. À propos des officiers, à propos des « spécialistes militaires ». Le fait est que plusieurs milliers d'officiers « de l'ancienne école » ont été intégrés dans les rangs de l'Armée rouge et ont occupé dans celle-ci des postes de commandement allant des plus élevés aux plus bas (du commandant d'armée au commandant de compagnie), ainsi que des postes à responsabilités dans les états-majors. Le Commissariat militaire a fait tout ce qui dépendait de lui pour mettre leur travail dans les conditions les plus favorables, et ne leur a demandé qu'une seule chose : travailler consciencieusement. Et la grande majorité a travaillé consciencieusement. J'ai dû travailler dans deux armées et trois états-majors depuis août 1918 ; j'ai rencontré plusieurs centaines d'officiers, tant de carrière qu'en temps de guerre, expérimentés et compétents ou peu expérimentés et peu informés, talentueux ou non doués, zélés ou paresseux, mais tous ont travaillé, chacun selon ses capacités ! Et beaucoup ont travaillé sans relâche, manquant de sommeil et de nourriture, beaucoup ont partagé avec leurs unités les difficultés de la vie de combat, se sont battus héroïquement et sont morts héroïquement.

Il y a eu des cas de trahison et de passage du côté des Blancs. Mais, apparemment, ils sont peu nombreux. Du moins, parmi les officiers que je connais personnellement et qui occupaient des postes importants au front (pour les autres, je n'ai pas eu l'occasion de suivre), je ne connais aucun cas de trahison ou de passage du côté des Blancs.

Ensuite. Il est un fait indéniable que, parmi les soldats de l'Armée rouge, l'attitude à l'égard des officiers, et en particulier des états-majors, a considérablement changé en faveur d'une plus grande confiance. De nombreux officiers ont réussi à « s'entendre » avec les soldats de l'Armée rouge et à inspirer la confiance.

Ne suffit-il pas de faits ? N'est-il pas temps de passer aux conclusions ?

L'histoire a irrévocablement condamné les partisans de la guérilla, de l'origine désordonnée (« communistes de gauche » et socialistes-révolutionnaires de gauche). L'histoire a passé moqueusement à côté de leurs hurlements furieux contre le rétablissement de la discipline militaire dans l'armée.

Par une série de faits, dont ils n'ont pas su apprécier l'importance, elle a réfuté toutes leurs sombres prédictions. Ils croyaient à la renaissance de l'ancienne armée bourgeoise, et l'histoire leur a présenté une nouvelle armée socialiste. Ils mettaient en garde contre le bonapartisme, et l'histoire les a confrontés à une armée exerçant la dictature de la classe. Ils croyaient à la prise de contrôle de l'Armée rouge par les officiers, et l'histoire a répondu par la prise de contrôle de l'officier par l'Armée rouge.

Une histoire se raconte rapidement, mais l'œuvre se réalise lentement. À travers des difficultés incroyables, en surmontant des obstacles inimaginables, dans des conditions exceptionnellement difficiles, l'Armée rouge avançait. L'année de travail révolutionnaire « furieux » a irréfutablement confirmé la justesse de la voie adoptée. Il est maintenant temps de mettre fin aux discussions sur la voie à suivre : la voie était correcte, et il faut poursuivre sur la même voie avec encore plus de fermeté et de détermination.

Sur l'état de guerre dans la République

La paysannerie est avec nous

Nous assistons actuellement au début de la fin de la guerre civile. De nombreux signes confirment sans aucun doute cette affirmation. Si nous revenons sur l'année de guerre que nous avons traversée, nous verrons que durant cette année, il s'est essentiellement agi d'une lutte pour la paysannerie, une lutte contre les cadets et dans une moindre mesure pour l'influence sur la paysannerie. Et maintenant, nous pouvons dire que nous approchons de la fin de cette lutte. Il existe de nombreux signes prouvant qu'actuellement la paysannerie, dans sa masse principale, a fait un choix définitif entre le koulak et le prolétariat et s'est résolument rangée du côté de ce dernier. Regardez les partis mencheviks et socialistes-révolutionnaires, en particulier ceux qui reflètent les illusions petite-bourgeoises de notre paysannerie moyenne selon lesquelles il serait possible d'atteindre les mêmes objectifs que nous sans lutte et sans combattre. Regardez-les, et vous verrez qu'ils ont abandonné leurs anciennes vues, se sont rangés du côté du prolétariat et prônent la lutte contre Denikine, Koltchak et Youdenitch. C'est le signe le plus sûr que la petite bourgeoisie et la paysannerie moyenne sont passées de notre côté.

Mais il y a aussi d'autres signes. Il y a un an ou six mois, sur le front est, dans les provinces de Perm et de Viatka, et en partie en Sibérie occidentale, la paysannerie était entièrement du côté de Koltchak. Aujourd'hui, nous voyons que parmi les paysans de Perm, de Viatka et de Sibérie, l'ambiance est entièrement en notre faveur. L'année dernière, dans les régions occupées par Koltchak, on attendait l'arrivée des Rouges, et dans les régions occupées par nous, on attendait les Blancs; maintenant, partout, on n'attend que l'arrivée de l'Armée Rouge.

La guerre civile que nous avons menée au cours de cette année est sans précédent dans l'histoire. Nous connaissons des exemples de guerre civile en Amérique du Nord, dans la France révolutionnaire pendant la Grande Révolution française. Mais seulement dans un pays purement paysan comme la Russie, se sont créées des conditions où chacune des parties belligérantes était obligée de recruter de force la masse paysanne neutre dans ses rangs. Mais maintenant, toute la paysannerie est passée volontairement de notre côté, et cela confirme de la meilleure manière que nous approchons de la fin de la guerre civile.

Le prolétariat est avec nous

Regardez les résultats de la semaine du parti, qui a été organisée dans toute la Russie. Ils confirment une fois de plus que les couches les plus larges du prolétariat, qui jusqu'à

présent étaient sans parti ou sous l'influence des SR et dans une moindre mesure des Viks, sont maintenant passées de notre côté. Des dizaines de milliers d'ouvriers sans parti rejoignent officiellement nos rangs, et toute la masse restante du prolétariat, qui était parfois hostile à nous, est maintenant de notre côté. Voici le changement qui s'est produit au cours du dernier semestre parmi toute la paysannerie et le prolétariat. Et c'est pourquoi je répète encore une fois que nous sommes au début de la fin de la guerre civile. Il est indéniable que toute la base sociale sur laquelle les Blancs tentaient de construire leur édifice s'effrite sous leurs pieds.

Il suffit maintenant de frapper Dénikine violemment pour qu'il se désintègre complètement.

La fracture est survenue

Nous sommes proches du point de confrontation / et d'autre part, du côté militaire. On peut dire que nous avons maintenant ressenti toute la tension finale des forces de nos ennemis. Dénikine a mobilisé littéralement tout ce qu'il pouvait mobiliser. Dénikine a eu recours à la même mesure que Koltchak, mais à une échelle beaucoup plus large et de manière beaucoup plus intense. Dénikine a épuisé absolument tout ce qu'il avait, a mis ses dernières forces en jeu et a obtenu certains résultats : pendant plusieurs mois, Dénikine a secoué les armées du front sud, mais il n'a pas réussi à les écraser. Dans l'ensemble, nous avons résisté à ce coup. Certes, nous avons dû concentrer tous nos efforts, mais nous avons un avantage énorme, car nous n'avons pas encore épuisé toutes nos forces. Par contre, Dénikine a déjà épuisé toutes ses réserves. Tous les avantages de Dénikine ont disparu, ils passent maintenant de notre côté. Nous avons rassemblé nos forces et avons porté au ennemi plusieurs coups si puissants qu'il ne pourra pas s'en remettre. Nous passons à l'offensive sur tout le front.

Le succès du travail organisationnel

Au cours de cet été, nous avons accompli un important travail organisationnel et avons atteint le fait que nous n'avons plus d'armée en train de s'effondrer ; à la place des débris, nous avons créé de nouvelles armées fortes. Le prolétariat a frappé du pied, et une nouvelle armée est sortie de terre pour remplir nos rangs. Dans les conditions les plus défavorables, en nous repliant sur tout le front, nous nous sommes en même temps consacrés à un travail organisationnel acharné et avons atteint le fait que nous avons maintenant trois fois plus de forces qu'au printemps, et deux fois plus que l'ennemi.

Les échecs ont stimulé

Il ne faut pas accorder une importance excessive à certaines échecs isolés. Nous avons vu l'exemple de la guerre civile en Amérique, au cours de laquelle les Nordistes subissaient constamment des revers tactiques, et pourtant cela a conduit à la défaite des Sudistes. De la même manière, nos propres échecs ont été ce qui nous a poussés à nous ressaisir, à recourir à une « mobilisation plus large des communistes », à déployer toutes nos forces communistes sur le front, à stimuler l'enthousiasme du prolétariat. Et en conséquence, malgré tous les échecs, nous remportons finalement la victoire.

Nous avons été patients

Au début de la guerre, Hindenburg a lancé la phrase célèbre : « Celui qui a les nerfs les plus solides l'emportera ». En comprenant cette phrase dans le sens où celui qui a le plus de résistance gagnera, nous pouvons dire avec assurance que nous avons plus de résistance et, par conséquent, que nous gagnerons. Plusieurs de nos ennemis ont déjà quitté le combat. La Finlande, qui nous menaçait avec son épée en carton, est restée dans cette position ; elle n'a rien osé entreprendre, même lorsque Youdenitch approchait de Petrograd. La Pologne, l'Estonie et la Lituanie sont sorties du jeu, tout comme Koltchak et les cosaques d'Orenbourg. Pendant ce temps, nous avons renforcé nos forces. C'est pourquoi, si nous nous posons la question de savoir qui est capable de soutenir le combat plus longtemps — au sens politique, économique et psychologique — nous pouvons affirmer avec confiance que l'avantage est sans aucun doute de notre côté.

La situation sur certains fronts

Sur le front oriental, Koltchak est actuellement en retraite. Notre armée avance sans rencontrer de résistance. Après quelques jours de combats pas particulièrement intenses, lorsque Koltchak a mobilisé les cosaques sibériens, la retraite précipitée de l'ennemi a commencé, et sa perte est proche.

Sur le front nord, nous sommes également proches de l'élimination. Les Anglais sont partis, et les Blancs n'ont jamais été capables de combattre. Il est certain que dans les prochains mois, Arkhangelsk sera pris par nous.

Sur le front occidental, un certain nombre d'ennemis, comme je l'ai déjà dit, ont quitté le combat, et il ne nous reste qu'un seul ennemi : Youdenitch. Cet ennemi a eu l'audace de passer à l'offensive contre Petrograd et recevra la leçon qu'il mérite. En substance, Youdenitch répète ce que faisait Denikine. La méthode d'action est la même. Tous deux essaient de vaincre non par une lutte acharnée, mais par des raids légers et par l'impudence. Youdenitch voulait, par son impudence, s'emparer de Petrograd, mais il n'y est pas parvenu, et maintenant nous nous tenons (non pas en position défensive, mais offensive) et disons : nous n'avons pas besoin de défendre Petrograd contre la défaite, nous devons écraser Youdenitch. Combien de temps cela prendra exactement, on ne peut pas le dire. Mais nous sentons qu'il faut 2 à 3 semaines, et nous en finirons avec cet ennemi acharné qui a osé s'en prendre à Petrograd prolétarien. Cet ennemi sera réduit en poussière, et le prolétariat de Petrograd montrera à quel point sa main est puissante.

Sur le front sud, nous voyons que les méthodes de raids, de percées en arrière des lignes, etc., touchent à leur fin. L'ennemi pouvait nous harceler tout l'été, mais maintenant nous disposons de forces suffisantes pour infliger une défaite à Mamontov et à Shkuro et donner une leçon à tout audacieux attaquant. Nous avons appris à combattre ces attaquants et, grâce à un travail organisationnel persévérant, nous avons fait en sorte que la position de l'ennemi sur le front sud soit désespérée.

La victoire est à nous

Ainsi, nous approchons de la fin de la lutte. Il est indéniable que le grand travail accompli au cours du dernier semestre dans les domaines organisationnel et politique a tellement renforcé nos forces que, maintenant, en regardant calmement les petites échecs isolés, nous pouvons dire : la victoire nous est assurée sans aucun doute. Les ennemis ne pourront pas tenir aussi longtemps que nous ; nous avons sans aucun doute plus de patience et de ressources, et c'est pourquoi nous vaincrons, et nous vaincrons dans un avenir proche.

La défaite de Wrangel

Toute l'Europe bourgeoise est choquée par la défaite de Wrangel. Dès le début novembre, 10 à 15 jours avant la prise de Sébastopol, personne ne pensait à la possibilité d'une défaite. Wrangel lui-même, dès le 8 novembre à Sébastopol, lors d'une conférence économique, exprima sa ferme conviction que les troupes rouges ne pourraient pas vaincre les fortifications de Perekop et Chongar. « Le Russe (c'est-à-dire L'Armée blanche, » disait-il, « survivra tranquillement à l'hiver en Crimée, se remettra pendant l'hiver et deviendra plus faible, et au printemps elle passera à une offensive décisive. » C'était, semble-t-il, le seul cas où Wrangel était sincère et crut ce qu'il disait : il comptait sur le Perekop et le Chon et les fortifications de Gar, dont il était fermement convaincu de l'imprénabilité. Et il avait de très bonnes raisons : la capture était vraiment imprévisible. Les ingénieurs français ont fait un excellent travail. Plusieurs lignes d'obstacles barbelés, 12 pieux chacun, tranchées profondes adaptées à l'hiver, avec fortifications en béton pour les soldats et cuisines, blockhaus de mitrailleuses, un grand nombre d'artillerie légère et lourde de type forteresse, retirées des triages de Sébastopol, chars, avions — et tout cela sur deux isthmes étroits, dont l'un, Chongar, ne peut même pas être appelé perashok : c'est un barrage ferroviaire étroit de quelques brasses de large et 5 verstes de long. Traversé par des mitrailleuses et des canons. Wrangel avait parfaitement le droit de dire ce qu'il a dit le 8 novembre. Cependant, l'imprénabilité des positions criméennes lui offrait une opportunité commode de © mentir immédiatement à toute l'Europe, dépeignant[^] la percée catastrophique dans la Crimée des Blancs depuis l'anneau rouge qui les avait pressés¹ comme une « retraite planifiée » pour l'hiver « sous la pression des forces supérieures ennemis ». Les fortifications de Crimée, dont tout le monde était fermement convaincu, ne croiraient pas à cette « retraite planifiée ».

La bourgeoisie française et anglaise était convaincue qu'il était possible de se replier en Crimée. Jour après jour, étant trompée par des rapports mensongers et vantards de Wrangel, qui exagérait monstrueusement ses victoires et présentait ses défaites comme des revers avantageux pour lui — souvenez-vous de son débarquement raté en Kouban, qu'après sa défaite il déclara expédition réussie pour se réapprovisionner — la bourgeoisie continuait à lui envoyer généreusement des tanks, des avions, des véhicules blindés, des canons, des mitrailleuses, des uniformes. Beaucoup, beaucoup de tout cela est tombé entre les mains de l'Armée rouge, encore plus a été endommagé, brûlé, jeté dans le gouffre ou coulé en mer, et encore plus est resté en route vers la Crimée à Batoumi et Constantinople. Et maintenant, lorsque Wrangel tente d'expliquer sa défaite en disant qu'il n'a pas reçu d'aide, il révèle la plus noire ingratITUDE envers ses protecteurs français et anglais.

Après que nous ayons conclu un armistice préliminaire avec la Pologne, Wrangel annonça immédiatement qu'il ne serait pas capable de résister contre les armées du front sud, renforcées par des unités du front ouest. Il s'agissait d'un pur chantage visant à tirer des alliés

« de l'argent, de l'argent ». Ils lui donnaient tout (en échange d'un million de pouds d'orge du sud de la Russie), tout, sauf de l'argent, tout sauf de la devise. Par toutes ses opérations militaires, Wrangel montra qu'il ne croyait pas à la menace dont il avertissait le monde entier. C'est précisément après la conclusion de l'armistice polonais que Wrangel entreprit les opérations les plus actives, dans le but de vaincre progressivement les armées du front sud avant l'arrivée des forces du front ouest. Parfaitement informé grâce à son réseau d'espions extrêmement développé, Wrangel savait parfaitement que l'aide au front sud en provenance de l'ouest n'arriverait pas de sitôt. Tout son plan stratégique était basé sur cela : d'abord battre par morceaux les armées du front sud avant l'arrivée des renforts de l'ouest, puis vaincre ces renforts. Wrangel procédait avec certitude : il disposait de la meilleure cavalerie du monde, composée de cavaliers cosaques nés pour la chevalerie, magnifiquement équipés, armés et habillés, sous le commandement de généraux cavaliers très expérimentés, soutenus par un grand nombre d'unités blindées et de nombreux camions équipés de mitrailleuses, ainsi que par des escadrilles d'avions de construction moderne. En termes de puissance de frappe, de flexibilité manœuvrière et de rapidité de déplacement, c'était l'armée la plus parfaite que le monde ait jamais vue.

La guerre civile n'est pas une guerre de tranchées, mais une guerre de terrain. Et ce n'est que lorsque la guerre est sortie des tranchées étroites pour occuper les champs de bataille que la cavalerie a pu retrouver le rôle important qu'elle jouait autrefois dans les opérations militaires. Mais c'était essentiellement une nouvelle cavalerie, beaucoup plus puissante que l'ancienne : au sabre, au fusil et à l'artillerie, elle avait ajouté la mitrailleuse, des blindés rapides, des camions armés et des avions bombardiers. La force de frappe et le pouvoir de feu de la cavalerie ont augmenté de manière considérable, sans perte de flexibilité, de mobilité et de rapidité. Wrangel a réussi à créer une nouvelle arme en soi et à introduire un nouveau concept militaire. Wrangel a su estimer cette nouvelle arme — la « cavalerie blindée » — qu'il a testée à plusieurs reprises pendant les combats de l'été 1920, la renforçant continuellement et inlassablement, augmentant son effectif et formant d'urgence de nouvelles divisions de cavalerie encore et encore. Il était convaincu qu'avec cette cavalerie « blindée », il serait plus fort sur n'importe quel secteur du front sud, à l'exception du plateau fortifié de Kakhovka, que les unités rouges, et qu'il les vaincrait assurément. Cela a été démontré par une série de victoires de la cavalerie de Wrangel contre l'infanterie rouge numériquement supérieure. Chez Wrangel, l'infanterie était une arme auxiliaire, elle aidait la cavalerie en lui ouvrant la voie, mais c'est la cavalerie qui frappait, portait le coup décisif et menait l'affaire à son terme. C'est sur sa « cavalerie blindée » que Wrangel fondait son plan stratégique : d'abord défaire par parties les armées du front sud avant l'arrivée des renforts de l'ouest, puis ensuite vaincre ces derniers séparément.

C'est pourquoi, en faisant semblant d'«être terriblement effrayé» par l'armistice polonais, Wrangel non seulement n'a pris aucune mesure pour préparer un «retrait méthodique» en Crimée, mais au contraire, il a immédiatement lancé une série d'opérations très actives en étant totalement convaincu que, premièrement, il écraserait les armées rouges du front sud et, deuxièmement, il recevrait des devises de la part des alliés. Rien de tout cela ne s'est produit.

Qu'est-ce qui s'opposait à Wrangel ? Une infanterie nombreuse, à moitié vêtue, mal entraînée, avec un état-major peu nombreux et inexpérimenté, très faiblement approvisionnée en véhicules blindés et en avions de systèmes dépassés. L'infanterie, en plus, déjà plusieurs fois battue par les troupes de Wrangel, et à la guerre, contrairement au proverbe, on donne deux pour un non battu. Quoi d'autre s'opposait à Wrangel ? Une cavalerie peu nombreuse, encore pire que l'infanterie, entraînée insuffisamment, n'ayant pas encore dépassé les balbutiements de la guérilla, indisciplinée, avec un commandement délibérément très faible, privée de véhicules blindés et d'avions, et récemment battue par Wrangel.

Wrangel avait toutes les raisons de croire en la justesse de son plan stratégique.

Et pourtant, le plan échoua, et au lieu de défaire l'Armée rouge, Wrangel fut lui-même vaincu. Au début, tout se passait comme prévu. Après avoir détruit notre 13e armée dans la seconde moitié de septembre et repoussé ses restes vers l'est et le nord, Wrangel se précipita ensuite sur notre flanc droit avec l'objectif de défaire la 6e armée et la 2e armée de cavalerie. Ses unités (infanterie et cavalerie) traversèrent le Dnipro à Aleksandrovsk, Nikopol et Babin et, dans les combats du 7 au 14 octobre, tentèrent de percer vers l'ouest pour attaquer le flanc et l'arrière de la 6e armée, l'obligeant ainsi à se retirer du Dnipro et à abandonner le débarquement fortifié de Kakhovka.

Mais c'est justement là que tout a échoué ! Le 14 octobre, les unités de Wrangel qui avaient traversé ont été battues par les divisions des 6^e et 2^e armées de cavalerie et ont fui dans un désordre le plus total vers le Dnipro, abandonnant canons, blindés et trains de ravitaillement. Le plan stratégique de Wrangel a reçu un coup fatal le 14 octobre : il n'a pas réussi à vaincre par parties les armées du front sud, et une nouvelle tentative de faire la même chose exigeait du temps pour rassembler les unités brisées, lourdement endommagées, et préparer une nouvelle opération. Avec cette nouvelle opération, Wrangel ne pouvait déjà plus espérer rattraper l'arrivée des renforts sur le front sud depuis l'ouest.

Le plan a échoué. Wrangel a été condamné à la mort le 14 octobre.

Que s'est-il passé ? Pourquoi un plan si soigneusement calculé, si solidement assuré a-t-il échoué ? Pourquoi les parties faibles du front sud, même sans l'aide des renforts de l'ouest qui n'avaient pas encore eu le temps d'arriver, ont-elles porté un coup si fort à la cavalerie « blindée » de Wrangel et à ses meilleures divisions d'infanterie (les divisions Kornilovskoï et Markovskoï) ?

Où Wrangel s'est-il trompé ? Qu'a-t-il omis de prendre en compte ?

Wrangel n'a pas pris en compte trois choses : la force du régime soviétique, la force du parti communiste et l'héroïsme du soldat rouge. Ce sont justement ces trois « choses » que sont incapables de considérer les cosaques noirs, les gardes blancs, les impérialistes, les mencheviks et les SR de tous les pays. Elles le ressentent vaguement parfois, et cela se manifeste dans les déclarations selon lesquelles il est impossible de vaincre la Russie soviétique par la force armée. Mais c'est précisément parce qu'ils perçoivent ces « choses » de manière vague qu'ils essaient après de telles déclarations de faire à nouveau ce qui est impossible : vaincre la Russie par les armes.

À quel point ils sont incapables de comprendre la structure soviétique — cela devient évident à travers ce qui suit. Dans les journaux wrangelistes, dès le mois d'août, il y a eu plusieurs rapports indiquant que, dans toute la Russie, des escadrons de cavalerie étaient formés en hâte pour être envoyés sur le front sud. Il n'était pas difficile d'apprendre cela. Cela se faisait de notre part de manière tout à fait ouverte et peut-être même trop ouverte : un cri retentissant avait été lancé : « À cheval ! » Une « agitation offensive » a été développée. L'appel a atteint tous les exécutifs, municipaux, de districts, de communes et ruraux — et partout le travail s'est mis à bouillonner. Toute la classe ouvrière et toute la pauvreté paysanne se sont mobilisées pour former des escadrons et pelotons de cavalerie. Parallèlement, un large appel aux volontaires a été lancé, et ils ont afflué dans les compagnies et les escadrons. Un flot entier d'escadrons de cavalerie s'est dirigé vers le front sud. Tous les cheminots fidèles au pouvoir soviétique ont redoublé d'efforts pour faire avancer rapidement ces escadrons vers le Sud.

Cela semble simple, clair, ordinaire, pas merveilleux. En réalité, c'est un miracle.

Réfléchissez un instant. Après trois ans de guerre civile dévastatrice, succédant à trois années de guerre impérialiste ruinante, de larges couches de travailleurs et de paysans pauvres, épuisés par la faim, le froid et la misère, trouvent en eux la force de se remettre à un travail extrêmement énergique pour former rapidement des escadrons, rassembler des hommes, des chevaux, des selles, des uniformes, des armes et du matériel. N'est-ce pas un miracle ? Est-ce qu'un tel miracle pourrait être attendu des gouvernements « démocratiques » européens de la

part de leurs peuples en temps de guerre ? C'est cette force inépuisable du régime soviétique qui reste incomprise de nos ennemis.

Ils voient — mais ne comprennent pas.

Wrangel regardait aussi, voyait, savait, écrivait et parlait de cela, mais ne comprenait pas, ne «tenait pas compte». «L'infanterie montée»,—marmonnait-il avec mépris entre ses dents. Et cette «infanterie montée» étudiait assidûment pendant un mois le combat, les formations, les allures, écoutait attentivement les discours des communistes expliquant le rôle et l'importance de Wrangel, et le 14 octobre elle porta à la cavalerie «blindée» de Wrangel un tel coup qu'elle se dispersa et fut repoussée au-delà du Dniepr.

Parallèlement à la formation des escadrons, il y avait une mobilisation urgente des communistes sur le front sud. Ils y allaient à la fois avec des compagnies et des escadrons, ainsi que par des trains séparés. Ils étaient des milliers. Et tous se fondaient dans les rangs affaiblis du front sud, y apportant la certitude d'une victoire prochaine sur Wrangel et une détermination révolutionnaire. À cette époque, les communistes des armées et du front, en ouvrant l'arrière, avaient retiré 50 % de leurs rangs et les avaient envoyés sur les lignes de combat. Le nombre de communistes dans les rangs de combat atteignait 10 % dans certaines divisions. Les départements politiques des armées et du front avaient développé une agitation sans précédent sous le slogan percutant : « Campagne de la victoire ».

Wrangel regardait, voyait, savait et ne comprenait pas, ne «tenait pas compte» de la force du communisme.

Faut-il parler de l'héroïsme d'un soldat rouge, de la troisième «chose» que Wrangel n'a pas «prise en compte» ? Faut-il parler de l'héroïsme de la 51e division, qui, à mains nues, sans artillerie lourde, a pris des positions imprenables à Perekop ? Faut-il parler de l'impossible accompli par la 30e division — de sa traversée à Chongar sur la digue ferroviaire de cinq verstes, criblée de balles et canons ?

Non, que ce soient d'autres personnes qui en parlent, celles qui ont vu, qui ont vécu cet exploit héroïque sans précédent.

Mais pourquoi Wrangel n'a-t-il pas pris en compte l'héroïsme des soldats rouges ? Parce qu'il ne comprenait pas les sources de cet héroïsme, cette «énergie révolutionnaire» vivifiante, qui, avec les compagnies, les escadrons et les communistes, s'infusait continuellement dans les divisions du front sud depuis les coins les plus reculés de l'immense pays soviétique, depuis les tréfonds du peuple ouvrier et paysan, depuis les soviets locaux et les comités agricoles des paysans moyens (*kombeds*).

Le 14 octobre, le sort de Wrangel a été scellé. Ce jour-là, non seulement ses divisions ont été mortellement brisées, mais aussi son plan a reçu un coup fatal. Le 14 octobre, l'initiative a été arrachée à Wrangel. De l'attaquant, il est devenu le défenseur. Ce n'était plus lui qui nous dictait sa volonté et nous obligeait à livrer bataille là et alors qu'il le voulait, mais nous, nous lui imposions notre volonté. Désormais, c'était lui qui regardait d'où notre coup allait être dirigé, et non nous.

La préparation d'une nouvelle opération a commencé, sous le slogan : « Encore une pression ». Parler de cette préparation revient à répéter ce qui a été raconté dans les pages précédentes : un nouveau flux d'escadrons, de nouvelles vagues de communistes.

Et le 28 octobre, sur tout le front, nos unités ont lancé une offensive. C'était le coup tant préparé contre la 48e division de Crimée. La plus brillante opération de l'Armée rouge en trois ans de guerre civile.

Wrangel ne pouvait ignorer que la 1re armée de cavalerie était arrivée de l'ouest pour cette opération. Mais sa confiance en sa cavalerie «blindée» était si grande, de même qu'il sous-estimait tellement la force des comités de district, des exécutifs ruraux et des comités de secours, qui avaient ressuscité en deux mois les deux armées de cavalerie — la 1re et la 2e —, et de même qu'il ne tenait pas compte de l'héroïsme des soldats rouges et de l'influence de l'agitation communiste, par la parole et l'exemple héroïque, qu'il n'envisageait pas de retirer ses

troupes, menacées d'un encerclement total en Crimée. Déjà le 31 octobre, il continuait à donner à la radio depuis la Crimée à ses unités encerclées et prises dans l'anneau rouge des missions actives : « écraser le groupe de Kakhovka de l'ennemi », « écraser la 2e armée de cavalerie ».

Ces tâches n'ont pas été accomplies. La cavalerie « blindée » de Wrangel s'est avérée moins forte que l'héroïsme du soldat rouge. Mais sa force s'est néanmoins fait sentir : elle a réussi, en subissant d'énormes pertes, à percer partiellement à travers la digue de Chongar et la flèche d'Arabat vers la Crimée.

Cependant, l'affaire n'était pas encore perdue. Il restait encore les fortifications imprenables de Perekop et de Chongar, dans la construction desquelles les ingénieurs français avaient mis en œuvre toutes les améliorations développées par la technique infernale de la guerre impérialiste. Là, Wrangel se sentait solide, ferme, stable et, par conséquent, deux jours avant leur chute, le 8 novembre, il pouvait déclarer avec confiance et calme que les troupes qu'il avait « méthodiquement retirées » s'étaient complètement réfugiées pour l'hiver en Crimée. Cinq jours plus tard, le 13 novembre, il lui fallut annoncer l'ordre de dissoudre son armée. En langage courant, cet ordre signifiait : « Sauve qui peut ».

Mais il n'y avait nulle part où se sauver, la mer était agitée. La Crimée s'est avérée être un piège pour l'armée de Wrangel. Seule une infime partie a réussi à monter à bord des navires et à prendre la mer, sans même emporter de réserves de charbon, de nourriture et d'eau. Tout le reste est tombé entre nos mains.

Traîtreusement ayant quitté "son armée", le général Wrangel se rendit à Constantinople sur un navire militaire français et commença rapidement de là une campagne de mensonges à la radio. Chaque jour, selon sa radio, des dizaines de milliers de soldats débarquaient à Constantinople, et en trois jours, 80 000 militaires et 30 000 réfugiés avaient réussi à débarquer. Au total, 110 000.

Et en même temps, d'autres radios, destinées non pas à l'Europe occidentale, mais à un usage interne, parcouraient la mer Noire en gémissant tristement : « Notre tâche principale est maintenant de préserver le noyau de nos forces » — sauvez au moins le noyau.

« Nous sommes en mer sans carburant, eau ni nourriture. Nous ne pouvons pas débarquer faute de tentes. Aidez-nous », pleuraient les radios.

Une fin misérable et honteuse pour le « brillant » général, prétendant au trône des Romanov !

Wrangel est écrasé : il a été vaincu par les comités exécutifs de *volost*, la guerre civile de 4 ans et l'Armée rouge. Les héros soldats rouges et les communistes, ces trois « types d'armes » façonnés par le pouvoir soviétique, se sont révélés plus forts que la « cavalerie blindée » de Wrangel. Mais cette puissante arme ne doit pas être laissée à l'ennemi. Il faut lui arracher cette arme des mains. La « cavalerie blindée » soviétique est la leçon principale de la campagne de Crimée, voilà notre tâche principale, inscrite à l'ordre du jour.

Des milliers de héros de l'Armée rouge, morts sur les fortifications de Perekop et de Chongar, nous ont légué cette mission.

Et nous le réaliserons !

Leçons de la guerre civile

La révolution socialiste est une révolution internationale. L'expérience de la révolution russe — ce premier acte de la révolution socialiste — en raison de cela, acquiert une signification internationale. Beaucoup de choses que le prolétariat russe a accomplies dans le domaine de la construction de l'État soviétique devront être répétées par le prolétariat ouest-européen, jusqu'à certaines « erreurs ». Beaucoup d'autres choses devront être rejetées : entièrement, comme inutiles pour les pays capitalistes avancés.

La guerre civile de trois ans à l'intérieur de la Russie soviétique fournit un matériau extrêmement riche pour tirer des conclusions sur la nature et les particularités de la guerre civile à l'époque de la révolution socialiste. Nos camarades d'Europe de l'Ouest peuvent sans doute en tirer davantage que d'autres domaines de l'expérience soviétique. Le bilan de cette expérience de trois ans, l'établissement des principales caractéristiques de la guerre civile moderne et de la construction de l'Armée rouge revêt donc non seulement une importance scientifique et historique, mais aussi une importance pratique et politique.

La bourgeoisie de tous les pays prend attentivement en compte les leçons militaires de la guerre civile russe, en tire des conclusions pratiques et commence à se préparer rapidement aux batailles futures et à former une force armée loyale et obéissante. Elle a compris qu'on ne peut pas se fier à l'armée ancienne en temps de guerre civile, que la révolution s'accompagne d'une décomposition rapide et de la dissolution de l'ancienne armée. C'est pourquoi en France, sous le nom de « Ligue Civile », une garde bourgeoise volontaire d'élite est créée. C'est pourquoi en Allemagne, en plus de l'armée existante du gouvernement, de la garde bourgeoise, surgissent plusieurs organisations manifestes et secrètes pour l'armement de la bourgeoisie, parmi lesquelles l'organisation du colonel Escher et Ha («Orgesh») jouit de la plus grande renommée. C'est pourquoi en Angleterre des unions volontaires anti-ouvrières sont organisées. C'est pourquoi en Amérique se forment de nombreuses unités salariales et volontaires pour lutter contre les grèves et les révoltes des ouvriers.

La bourgeoisie se prépare sérieusement et professionnellement aux prochains combats de la guerre civile. Il faut s'y préparer. Et pour cela, il est avant tout nécessaire de tenir compte des leçons de la guerre civile en Russie.

La situation de classe de la guerre civile

Qu'est-ce qu'une guerre civile ? La guerre civile à l'époque de la révolution socialiste est une guerre entre deux classes : la bourgeoisie et le prolétariat.

La question s'est simplifiée à l'extrême ; comme si, dans les sociétés capitalistes, il n'y avait que ces deux classes. Mais en réalité, dans tous les pays capitalistes, il existe des classes et des couches intermédiaires, et même les classes de la bourgeoisie et du prolétariat ne sont pas homogènes, unies, forgées d'un seul morceau. Dans l'ensemble, cependant, toute la population d'un pays donné à l'époque de la révolution socialiste, malgré la grande diversité des points de vue et des humeurs politiques, surtout au début de cette époque, se divise de manière assez nette sur la question de « l'attitude envers la guerre civile » en trois groupes : 1) le groupe de la bourgeoisie contre-révolutionnaire active (grande bureaucratie, grande partie des officiers, propriétaires terriens, bourgeoisie financière, en partie les rentiers « cueillant les coupons », grande et moyenne bourgeoisie industrielle, clergé, koulaks, partie de la population urbaine « achetée par le capital » et une partie des prolétaires ruraux les plus arriérés, tous les éléments déclassés, toute la police et la gendarmerie et, enfin, une partie de l'intelligentsia hautement qualifiée au service du capital — avocats, médecins, journalistes, professeurs, enseignants des écoles secondaires et supérieures, ingénieurs, directeurs d'usines, de domaines, etc.) ; 2) le groupe du prolétariat révolutionnaire actif, qui comprend : différentes couches du prolétariat industriel et rural, la pauvreté urbaine et rurale (petits artisans et paysans, petits employés commerciaux), une partie insignifiante des officiers et surtout des sous-officiers, et une petite partie de l'intelligentsia ; 3) le groupe intermédiaire passif de la petite bourgeoisie, hésitant entre révolution et contre-révolution, conciliant, hostile à toute guerre de classes, peureux, recherchant toutes sortes de moyens pour éviter le combat, « contourner » la guerre, mais continuellement entraîné dans la lutte par les deux groupes actifs. Cela comprend avant tout toute la petite bourgeoisie urbaine et rurale, certaines couches prolétariennes infectées par les illusions petite-bourgeoises sur la « paix civile », une partie des officiers et une grande partie de l'intelligentsia.

Les forces relatives de ces trois groupes diffèrent selon les pays. En Russie, les groupes extrêmes sont relativement faibles et le groupe intermédiaire est très important et nombreux ; dans les pays capitalistes développés, les groupes extrêmes sont beaucoup plus forts, tandis que le groupe intermédiaire est moins nombreux et plus faible. Partout, on peut distinguer ces trois principaux groupes de classe.

Telle est la « situation de classe » (rapport des classes) pendant la guerre civile à l'époque de la révolution socialiste. Cette situation donne un certain nombre de conclusions stratégiques, tactiques et organisationnelles, à maintes reprises vérifiées et confirmées par l'expérience de la révolution russe. Les trois principaux groupements mentionnés ne sont pas séparés les uns des autres par un mur de Chine, ils ne sont pas délimités territorialement ; au contraire, ils sont mélangés et entrelacés les uns avec les autres et dispersés sur tout le territoire du pays. Si, au cours de la guerre civile, les deux groupes actifs parviennent à prendre par la force partie du territoire, alors même dans ces zones, où prédomine d'un côté la dictature bourgeoise et de l'autre la dictature prolétarienne, se manifestent les mêmes trois divisions. La seule différence est que, sur le territoire de la dictature bourgeoise, le groupe prolétarien révolutionnaire doit mener ses activités clandestinement, tandis que sur le territoire de la dictature prolétarienne, c'est le groupe contre-révolutionnaire qui doit agir de la même manière. Quant au groupe intermédiaire, pour lequel les deux dictatures sont lourdes et souvent insupportables, sur le territoire de la dictature bourgeoise, il manifeste une inclination vers le prolétariat et, inversement, sur le territoire de la dictature prolétarienne, il tend vers la bourgeoisie. Au cours du développement de la guerre civile, le groupe intermédiaire « teste » à plusieurs reprises les deux dictatures et finit par être, au bout du compte, contraint, à contrecœur, de faire son choix en faveur de la dictature prolétarienne.

Front de la guerre civile

Puisque les principaux groupements de classes sont mélangés entre eux et dispersés sur tout le territoire du pays, avec une prédominance dans certaines régions d'un des groupes, les éléments de la guerre civile, les petites formations locales de forces révolutionnaires et contre-révolutionnaires, les petits détachements rouges et blancs surgissent facilement partout. Ainsi, contrairement aux guerres ordinaires contre un ennemi étranger, dans une guerre civile il n'y a pas de ligne de front précise et fixe ; le front est partout, à l'avant, à l'arrière et sur les deux flancs. Dans la première période de la guerre civile, lorsque le prolétariat conquiert le pouvoir, ce côté des événements se manifeste dans une série de petites révoltes locales, non organisées sur le plan structurel, ce qui constitue le plus grand défaut de cette période et oblige les partis communistes à déployer tous leurs efforts pour, en maintenant séparément les détachements révolutionnaires prolétariens des révoltes locales éparses, les organiser et les fusionner en une révolte générale. L'expérience de la révolution russe (en particulier les soulèvements spontanés d'avril et de juillet des masses prolétariennes et les révoltes agraires dans les campagnes pendant l'époque du gouvernement provisoire, comparés à l'insurrection organisée et méthodiquement préparée par le parti en octobre), ainsi que l'expérience des révoltes locales non unifiées du prolétariat allemand, montre de la meilleure manière toute l'importance colossale de l'organisation, de l'unité et de la centralisation du commandement dans la première période de la guerre civile. Cette période est une période de croissance spontanée du feu révolutionnaire, et il est d'autant plus important d'y introduire une certaine forme de direction.

À la seconde période de la guerre civile, lorsque le prolétariat avait déjà pris le pouvoir sur l'ensemble du territoire du pays ou une partie significative de celui-ci dans son propre territoire | L'omniprésence du front de la guerre civile s'exprime dans plusieurs soulèvements locaux de la Garde blanche à l'arrière et à l'arrière ! « flancs » du front révolutionnaire, ainsi que lors de plusieurs soulèvements rouges locaux à l'arrière et sur les flancs des Gardes blancs de Deisky ! Devant. À cet égard, les deux fronts, le Rouge et le Blanc, sont dans la même position. L'omniprésence du front ennemi, la menace de tous côtés — devant, derrière et sur les flancs, la pénétration des éléments ennemis pour les désintégrer — tout cela oblige les deux camps à organiser des « carrés stratégiques » sur leur territoire. Comparé aux guerres conventionnelles contre un ennemi étranger, chaque camp doit créer un appareil incomparablement plus puissant pour combattre « l'ennemi interne » de l'Iran ; avec des organisations secrètes de l'ennemi. Une quantité approximative de cette taille peut être déterminée si un tiers est pris sur lui-même en tant que conquérant étranger, occupant, occupant un pays ennemi, où une part significative de la population est inconditionnellement hostile au conquérant. Sur le territoire de la dictature prolétarienne, le prolétariat est un « conquérant étranger » en ce qui concerne ; bourgeois contre-révolutionnaire. Sur le territoire de la dictature bourgeoise, la bourgeoisie joue le rôle d'un « conquérant étranger » par rapport au prolétariat révolutionnaire. Si c'est en lien avec l'organisation ! En termes de capacité à organiser toutes sortes de polices secrètes et de contre-espionnage, ainsi que d'espionnage, les Blancs sont incomparablement plus riches en expérience que les Rouges, mais, d'un autre côté, les Rouges (surtout lorsque le groupe intermédiaire commence enfin à se tourner vers la dictature du prolétariat) ont l'avantage que l'écrasante majorité de la population est de leur côté. Ainsi, dans le processus de la guerre civile, les Rouges sont de plus en plus hors de la position d'occupants étrangers et deviennent de plus en plus les véritables maîtres de leur pays. Les Blancs, au contraire, sont de plus en plus issus des maîtres de leur pays : ils renaissent en occupants étrangers. Alors qu'en Russie cette défection du côté du prolétariat de l'écrasante majorité de la masse paysanne petite-bourgeoise, après une série d'hésitations, fut le résultat d'une très longue guerre civile, dans les pays capitalistes avancés cette condition préalable au triomphe du socialisme est en grande partie donnée à l'avance.

On constate qu'en raison de la situation sociale, la guerre civile est riche en actions de guérilla (soulèvements locaux à l'arrière). Mais elle ne l'a pas fait ! De toute façon, il n'est pas

épuisé par eux. Aussi grande que soit leur importance, le rôle décisif reste néanmoins le front partisan, et derrière le front « régulier », le front qui ^se forme aux frontières du territoire de la dictature prolétarienne. Dès que le prolétariat a pris le pouvoir sur un certain territoire, la question se pose immédiatement de la nécessité de protéger les frontières de ce territoire contre les tentatives inévitables de la bourgeoisie d'écraser tout État prolétarien issu de l'insurrection révolutionnaire. Ainsi, le front de la guerre civile prend une forme plus définie et plus stable (le « front régulier »), sans perdre son caractère d'« omniprésence » (le front de « guérilla »). Les efforts de l'État pro-létarienne doivent être également dirigés vers ces deux fronts. L'organisation des soulèvements et des détachements partisans à l'arrière de la dictature bourgeoise, ainsi que l'organisation du travail politique à l'arrière, pour laquelle des organes permanents doivent être mis en place, qui entrent en contact avec l'arrière de l'ennemi par l'intermédiaire des organisations du Parti, et la lutte contre les soulèvements de la Garde blanche à leur propre arrière, ne sont pas moins importantes dans la guerre civile que la protection des frontières du territoire de la dictature prolétarienne.

Armée de la guerre civile

La guerre civile est une guerre des classes. C'est pourquoi chaque classe ne peut s'appuyer dans la guerre civile que sur son propre armée de classe. Les conditions de création de sa propre armée de classe, cependant, sont sensiblement différentes pour la bourgeoisie et le prolétariat. Du côté du prolétariat, il y a la majorité écrasante de la population. Quant à la bourgeoisie, elle n'a pas de soutien dans les larges masses ouvrières et paysannes.

Ainsi, une armée «pure» des Blancs (officiers-propriétaires-bourgeois), composée de combattants hautement qualifiés, riches de connaissances et d'expérience militaire (bataillons d'officiers), dirigée par des spécialistes extrêmement talentueux et expérimentés, ne peut être nombreuse. Après la désintégration de l'ancienne armée, à la suite de quatre années de guerre et de mouvements révolutionnaires dans tous les pays impliqués, les deux côtés se mettent à organiser leurs armées de classe. La bourgeoisie, à mesure que la guerre civile se développe, en raison du manque de cohésion de son armée purement classiste, est obligée de recruter dans ses unités hautement entraînées des éléments étrangers, souvent hostiles, issus du groupe intermédiaire. Cela détériore la qualité de ses troupes d'élite ; et, surtout, cela introduit dans leurs rangs des débuts de décomposition et d'instabilité. Par conséquent, les Blancs sont forcés d'agir rapidement, d'abord pour empêcher que ces débuts de décomposition ne se manifestent, ensuite pour ne pas laisser le temps aux Rouges de se regrouper, et enfin pour les anéantir d'un coup rapide. Les vastes connaissances militaires et l'expérience en organisation leur permettent réellement de devancer les unités rouges dans la construction organisationnelle de leurs propres forces. Voilà pourquoi, au début, disposant de tels avantages, comme les connaissances militaires et l'expérience organisationnelle, ainsi que des troupes hautement entraînées, ils remportent des victoires contre les unités rouges. L'histoire de Koltchak, Denikine, Wrangel confirme que, sur le terrain, ils étaient obligés d'agir à la hâte, en frappant rapidement, avec des méthodes de raids de cavalerie, et (ce qui est le plus important) de sacrifier la construction planifiée à long terme, visant des conquêtes durables, au profit de succès immédiats. C'est pourquoi ils ont épuisé leurs réserves humaines beaucoup plus rapidement que les unités rouges et ont été forcés d'incorporer des prisonniers rouges dans leurs rangs, compromettant ainsi leurs unités et les affaiblissant.

Le pouvoir prolétarien se trouve dans une situation différente. «Le lendemain de la révolution sociale», il ne dispose pas encore de son nouvel appareil d'État pour remplacer l'ancien détruit, à l'exception peut-être de nombreux détachements de type partisan, sortis des entrailles bouillonnantes de l'insurrection et faiblement reliés entre eux sur le plan organisationnel. Ces détachements, ces germes de la future Armée rouge, animés de désirs destructeurs et négatifs envers tout ce qui est ancien, en particulier l'ancienne armée

régulière, doivent encore mûrir afin de revenir aux cadres d'une armée régulière. En Russie, il a fallu plusieurs mois pour que le parti communiste parvienne à la conclusion de la nécessité d'une armée régulière. La lutte contre les tendances partisanes (surtout en Ukraine) se poursuit encore aujourd'hui. Cette erreur, les partis communistes des pays capitalistes avancés peuvent et doivent l'éviter. Ils peuvent le faire, car ils disposent déjà de l'expérience de l'Armée rouge russe, et la «situation de classe» est pour eux incomparablement plus favorable. Ils doivent le faire non seulement parce qu'il ne faut pas répéter les erreurs russes, mais surtout parce que les contre-révolutionnaires occidentaux ont déjà tiré les leçons des contre-révolutionnaires russes et, dès maintenant, avant même que le prolétariat ne prenne le pouvoir, ont organisé leurs armées blanches. En Russie, à l'époque du gouvernement de Kerensky, il n'y avait aucun détachement armé, à l'exception de l'ancienne armée en décomposition et des détachements «bolcheviks» naissants. La contre-révolution n'avait rien sur quoi s'appuyer. En Allemagne, à l'époque de Scheidemann et Noske, surgissent des forces blanches, formées régulièrement. C'est pourquoi désormais, après l'expérience de la révolution russe, les prolétaires d'Europe occidentale doivent même durant la première période de la guerre civile, pendant la conquête du pouvoir par le prolétariat, se préparer à rendre la transition des détachements partisans à l'armée régulière aussi rapide que possible. La majorité de la population est du côté du prolétariat. Les sources de recrutement pour les armées rouges durant la guerre civile, surtout en Occident, sont incomparablement plus abondantes que pour les Blancs. Le pouvoir prolétarien, disposant initialement d'un appareil d'État très faible, avec une quasi-absence d'organisateurs expérimentés dans le domaine militaire, n'a pas la possibilité de se structurer aussi rapidement que les Blancs. Il en découle une conclusion que l'on pourrait mal interpréter : il ne s'agit pas de ne pas se hâter, au contraire, il est absolument impératif de ne pas perdre une seule heure, une seule minute. La première et unique tâche du prolétariat ayant pris le pouvoir est l'organisation immédiate de l'Armée rouge, la fusion des détachements issus de l'insurrection en unités régulières, leur renforcement, la création de nouvelles unités. L'inépuisabilité des recrues pour l'Armée rouge, surtout en comparaison avec les réserves des Blancs, constitue une garantie majeure de sa victoire finale. Mais il est nécessaire dès les premières heures de la victoire d'opposer aux habiles et choisis détachements blancs des unités rouges, même faiblement entraînées, mais correctement formées, en nombre au moins double de celui des forces blanches. C'est la seule façon de réduire les premières défaites inévitables.

Le travail organisationnel pour la construction de l'Armée rouge prend de ce fait un caractère complètement différent de celui de la construction de l'armée blanche. Il est prévu pour une longue et difficile période de guerres civiles et révolutionnaires, il ne peut donc pas, et ne doit pas, avoir pour objectif de briser en un coup de force la résistance inévitable de la bourgeoisie. C'est précisément après la perte du pouvoir que la bourgeoisie est envahie par une rage de classe sans précédent et tente, malgré des échecs répétés, plusieurs tentatives pour renverser le pouvoir prolétarien. En conséquence, la guerre civile prend un caractère prolongé de combats continus, presque sans pause, entre le prolétariat et la bourgeoisie, tant dans sa première période que dans la seconde. Tout le travail organisationnel du prolétariat doit être conçu pour ce long combat. La construction de l'Armée rouge acquiert de plus en plus un caractère planifié et régulier. Pendant la seconde période de la guerre civile, le prolétariat passe à une Armée rouge régulière. Les armées rouges «conquièrent» de plus en plus le groupe intermédiaire, neutre et petite-bourgeois, et trouvent de nouvelles sources de renforts, tandis que les Blancs perdent de plus en plus cette source. Voilà pourquoi, à la fin de la guerre civile, l'Armée rouge russe, malgré l'épuisement extrême des ressources et la fatigue du prolétariat et des paysans, ainsi que malgré de grandes pertes et sacrifices, s'est révélée être la plus organisée et la plus solide sur toute la durée des trois années de guerre, tandis que les armées blanches se désagréguaient et périssaient constamment.

Caractéristiques particulières des armées de la guerre civile

La continuité de la guerre civile et la nécessité pour les deux camps de mener simultanément la guerre et de former des forces armées font que les deux parties disposent de troupes peu entraînées (la formation est rapide, et il n'est pas rare que des unités presque totalement inexpérimentées soient envoyées au front). Cependant, dans ce cas, l'avantage est du côté des Blancs, qui, grâce à l'abondance d'officiers, peuvent non seulement former des bataillons d'officiers d'élite très bien entraînés, mais disposent également de la possibilité d'attribuer un nombre très important d'officiers aux autres unités. Dans les armées de Koltchak, Dénikine et Wrangel, presque toutes les unités avaient un officier pour 5 à 10 soldats.

La faible formation des combattants et la faible cohésion des unités conduisent à leur instabilité. À cela s'ajoute le fait que les deux camps sont obligés de puiser leurs réserves dans des éléments petite-bourgeois, ce qui entraîne une transition fréquente de ces éléments du côté de l'ennemi.

Les paysans mobilisés par les Blancs se rendent en masse ou rejoignent les rangs de l'Armée rouge. Et, inversement, des morceaux entiers de paysans passent également de l'Armée rouge aux Blancs. La motivation est la même pour les deux camps de transfuges : la paix civile. Ce phénomène a connu une large propagation en Russie à un certain moment, surtout en 1918. Pour empêcher les défections vers l'ennemi, les Blancs intégraient dans leurs rangs une part importante d'officiers (10 à 50%), tandis que les Rouges intégraient un nombre au moins équivalent de communistes et d'ouvriers. Dans un pays paysan comme la Russie, le prolétariat ne pouvait pas construire son armée de classe sur des bases ordinaires, et devait intégrer dans ses cadres prolétariens, en grand nombre, les paysans mobilisés de force. Les passages du côté des Blancs étaient donc une conséquence inévitable de cette méthode de formation de l'Armée rouge russe. En Occident, en raison d'un cloisonnement social rural beaucoup plus prononcé et d'une population prolétarienne urbaine beaucoup plus nombreuse, l'Armée rouge sera beaucoup plus « pure » sur le plan de sa composition sociale, mais même là, il faudra—logiquement, dans une moindre mesure—compter avec l'instabilité des éléments petite-bourgeois.

La guerre civile est la guerre la plus acharnée, la plus irréconciliable. Les combats se mènent jusqu'à l'anéantissement complet physique de l'ennemi. Ils se terminent soit par une victoire décisive, soit par une défaite décisive. Les combats au résultat indécis sont rares. L'instabilité des éléments petite-bourgeois accentue et souligne les deux cas : en cas de victoire, ils se précipitent irrésistiblement en avant, espérant mettre fin rapidement à la guerre, et se disperser chez eux. En cas de défaite, ils profitent de l'occasion pour désérer, ou se rendent en masse, ou passent du côté de l'ennemi, toujours dans cet espoir anxieux de se débarrasser rapidement de la guerre.

Le passage fréquent des éléments petite-bourgeois vers le camp de l'ennemi incite les deux parties à abandons leur intransigeance initiale de guerre civile et non seulement à ne pas exterminer les prisonniers, mais au contraire à les attirer de leur côté par un traitement clément. Cela, toutefois, ne concerne que cette masse de prisonniers «pragmatique» apolitique. Les communistes prisonniers étaient invariablement fusillés par les Blancs. L'officier le plus contre-révolutionnaire, en dépit de plusieurs ordres, recevait le même sort directement sur le champ de bataille. Seule la masse petite-bourgeoise a pu, sur le front de la guerre civile, se créer des affaires, se protéger ici et là et imprimer à son intransigeance la marque significative du «pragmatisme». L'intransigeance de la guerre civile, d'une part, et la faible cohésion de ses armées, d'autre part, conduisent au fait que ces armées se laissent facilement emporter lors des combats et sont capables d'opérer des transitions que les vieilles

armées ignorent et, en général, de supporter des épreuves de guerre bien plus grandes. Mais cela, seulement tant qu'elles avancent victorieusement. La retraite les corrompt rapidement, et c'est pourquoi le repli méthodique est un fait rare dans la guerre civile. La retraite prend le caractère d'une panique. Une désorganisation similaire est provoquée dans leurs rangs par la stagnation prolongée, le repli vers l'arrière pour se reposer, etc.

Le refus des masses petite-bourgeoises de participer à la guerre les pousse à la désertion, surtout lors des mobilisations. La désertion depuis le front est plus rare, car les deux camps disposent à proximité des lignes de combat de bataillons d'arrêt. En évitant les mobilisations, les déserteurs forment de vastes bandes de déserteurs, se cachant dans les forêts et les montagnes. D'où leur nom de « armées vertes ». Ces « armées vertes » infligent des dommages considérables aux arrières des deux camps.

Tous ces phénomènes sont les plus fortement exprimés en Russie — un pays avec une prédominance énorme de paysans et un territoire immense. En Occident, ils seront sans doute beaucoup moins marqués, bien que là aussi, il faudra en tenir compte.

Caractéristiques de la construction des armées des guerres civiles

La continuité de la guerre civile apporte une spécificité particulière à la construction des armées de la guerre civile.

Pour parler de manière figurée, les armées se forment et se structurent « sous le feu », directement sur le front. Il n'y a pas le temps, aucune possibilité de former des unités à l'avance quelque part, dans un arrière éloigné : il faut à tout prix les constituer. Tous les volontaires et mobilisés, surtout au début de la guerre civile, sont par nécessité immédiatement intégrés dans les unités actives ; les bataillons sur le front se déploient en régiments, les régiments ou détachements faibles en effectif fusionnent en un seul régiment, les régiments sont hâtivement regroupés en divisions, etc. Sur le front, non seulement les combats font rage, mais aussi un travail organisationnel énorme. Les bataillons de réserve des divisions, les régiments de réserve des armées se transforment de ce fait en structures de commandement. Au commandement frontal apparaissent des armées de réserve spéciales, dont la tâche est le traitement militaire et politique des renforts arrivant de l'arrière pour la formation de toutes sortes d'unités et de détachements spéciaux d'armes. Au sein des armées apparaissent également des équipes d'entraînement et divers types de cours pour le personnel de commandement. C'est peut-être la caractéristique la plus marquante qui distingue l'Armée rouge de toutes les précédentes ; deux tiers des unités régulières de l'Armée rouge russe ont été formées ou reforgées au moyen du commandement frontal, et non par le centre militaire arrière panrusse, le grand état-major central. Le travail de ce dernier consistait principalement en l'enregistrement et la mobilisation. Dans la dernière période de la guerre civile (à partir de l'été 1919), les armées de réserve frontales se sont détachées du commandement frontal sous forme d'organismes puissants et sont devenues des centres panrusse de formation et d'entraînement, remplaçant clairement les structures du grand état-major panrusse. Malgré des efforts extraordinaires, la tentative de mettre en place dès le départ la formation de l'Armée rouge via un puissant appareil central n'a absolument pas réussi. Au contraire, dans la construction de l'Armée rouge, la décentralisation était le fil conducteur ; ses unités se construisaient sur place (sur les fronts) puis se fusionnaient progressivement en une armée centralisée. Le centre ne faisait que réguler la construction locale et la réunir dans un sens idéologique, et non organisationnel. Si beaucoup dans l'histoire de la construction de l'Armée rouge peut être attribué (dans ce contexte) au retard de la Russie, à l'extrême pauvreté du prolétariat russe, aux organisateurs, à l'immense territoire, il faut néanmoins prendre en compte cette particularité comme, dans une certaine

mesure, inévitable et historiquement correcte. Le fond du problème est que mettre immédiatement en place l'Armée rouge au moyen d'un centre puissant est impossible faute de ce puissant centre. L'appareil militaire de l'État prolétarien est initialement nécessairement faible, et appliquer le centralisme sans disposer d'un centre fort est l'une des idées les plus nuisibles. Il ne faut pas non plus oublier qu'en cas de nécessité de combattre et de construire l'armée en même temps, les meilleurs organisateurs du parti et les meilleurs spécialistes militaires se retrouvent naturellement sur le front. Sur le front, ils acquièrent une énorme expérience de combat et d'organisation, deviennent de ce fait des travailleurs uniques, connaissant bien l'armée et ses méthodes de construction, et dépassent rapidement ceux restés à l'arrière. C'est pourquoi eux seuls peuvent construire l'armée. Pour la même raison, le renouvellement en temps voulu des travailleurs de l'arrière par ceux du front devient à un certain moment une nécessité absolue. Sinon, le centre militaire risque de se rigidifier, de stagner, de prendre du retard et de se bureaucratiser. Il faut encore prévenir les camarades contre une autre erreur : celle de la formation des troupes territoriales. Les formations territoriales combattent magnifiquement pour leurs cabanes et leurs foyers, mais n'aiment ni avancer ni reculer loin de leurs maisons et de leurs familles. Cela a été confirmé à plusieurs reprises, tant par notre expérience que par celle de nos ennemis.

Réserves dans la guerre civile

La division en trois groupes principaux, dispersés sur tout le territoire du pays, fait que dans la guerre civile, les réserves pour le renfort en forces vives se trouvent non seulement à l'arrière, mais aussi à l'avant. C'est pourquoi la prise de nouvelles territoires dans une guerre civile, en particulier les zones et les centres urbains déjà établis, prend par rapport aux guerres ordinaires une importance toute particulière pour le renfort en forces vives. Lors de l'offensive, les deux camps rencontrent sur leur chemin des partisans qui rejoignent volontairement leurs rangs. Un exemple particulièrement caractéristique de cela a eu lieu dans l'Oural à l'été 1919, lorsque les divisions rouges, ayant commencé en mai leur marche victorieuse de la Volga vers le nord, avaient franchi l'Oural à la fin juillet avec une toute nouvelle composition de combattants issus des travailleurs de l'Oural. Le renfort lors de l'offensive provient cependant non seulement des partisans des deux camps actifs, mais aussi d'un groupe intermédiaire de petite bourgeoisie, par le biais de la mobilisation forcée. Les mêmes considérations s'appliquent aussi au nombre de chevaux. C'est pourquoi, lors de la retraite, les deux camps emmenaient souvent avec eux tous les hommes aptes au combat ainsi qu'un grand nombre de chevaux. Cela était également fait dans le but d'interrompre la poursuite de l'ennemi qui, dépourvu de moyens de transport civils, devait effectuer son trajet à pied. Il est nécessaire de noter à ce propos ce qui suit : en raison des particularités de la guerre civile et de son caractère manœuvrable, les fronts ne possèdent pas une grande stabilité, et une retraite de deux à trois cents verstes était un phénomène courant. C'est pourquoi une bande de deux à trois cents verstes doit toujours être considérée comme une zone proche du front, qu'il convient de dégager à l'avance de tout ce qui pourrait être utile à l'ennemi.

Le caractère manœuvrier de la guerre civile

Nous avons déjà vu plus haut qu'en situation de guerre civile, le front n'a pas de contours fixes, comme c'était le cas lors des guerres ordinaires, et surtout pendant la guerre impérialiste. En conditions de guerre civile, le front est partout : devant, derrière et sur les flancs. Ainsi, l'étendue du front est énorme, tandis que les forces armées, surtout au début,

sont insignifiantes. C'est pourquoi dans la guerre civile il ne peut être question de guerre de tranchées. Même si, dans certains cas et à certains endroits, on utilise des tranchées et des obstacles en fil de fer, dans l'ensemble, la guerre civile a un caractère nettement manœuvrier. À l'époque de la révolution socialiste, la guerre sort des tranchées humides, se libère du réseau complexe d'obstacles en fil de fer pour s'étendre à l'air libre et à l'immensité des champs de bataille. La guerre devient manœuvrière, et le front de combat acquiert une grande mobilité et une instabilité marquée.

Cependant, il existe une différence importante entre la Russie et l'Europe de l'Ouest à cet égard. Les vastes espaces de la Russie, dans des conditions de routes inexistantes, peu peuplées, rarement bâties et coupées par des forêts, des montagnes, de nombreuses rivières et ravins, nécessiteraient des efforts absolument incroyables pour l'aménagement de fortifications suffisamment solides. Les conditions sont différentes en Occident : des espaces relativement petits, une forte densité de population, une construction dense et un réseau développé de voies ferrées et routières permettent d'élever et de défendre des fortifications assez solides. Cependant, dans la muraille continue de fortifications d'une guerre impérialiste, il ne faut même pas y penser dans les conditions d'une guerre civile. Au début de la guerre civile, le faible nombre d'armées belligérantes les oblige à combattre sur les principales directions stratégiques (lignes ferroviaires) et pour des points stratégiques importants. Par la suite, lorsque les deux camps augmentent considérablement leurs forces grâce à des constructions urgentes, les fronts de combat deviennent plus continus et linéaires.

Les opérations des grandes armées régulières, du fait que les classes ennemis sont mélangées et dispersées sur tout le territoire du pays, sont accompagnées dans une guerre civile de nombreuses actions partisanes bilatérales. La combinaison correcte des actions des armées régulières et des détachements partisans présente de grandes difficultés, surtout dans un pays aussi petite-bourgeois et anarchique que la Russie. L'engouement pour le partisanat a joué un rôle négatif important dans la construction de l'Armée rouge. Cependant, éliminer entièrement le partisanat, provoqué naturellement par la « situation de classe » de la guerre civile, aurait été une grande erreur. La vision correcte de la relation entre l'armée régulière et les détachements partisans est que l'armée régulière est la force principale et essentielle, tandis que les détachements partisans sont secondaires, auxiliaires, accomplissant les missions opérationnelles de l'armée régulière.

Guérilla dans la guerre civile

Ce qui a été dit sur la guérilla, cependant, est tout à fait insuffisant. Dans les conditions d'une guerre civile, ce phénomène joue un rôle si important qu'il est nécessaire de s'y attarder plus en détail.

Tout d'abord, il faut noter que le partisisme, malgré son énorme développement dans le contexte d'une guerre civile, ne peut produire les effets possibles en cas d'occupation du pays par un ennemi. Dans ce dernier cas, l'ensemble de la population du pays, sans exception, sympathise et aide les partisans. Dans une guerre civile, cette condition n'existe pas, car la population est divisée en deux parties fortement antagonistes et en un groupe hostile-neutre entre elles. Une partie sympathise avec les partisans et les aide, une autre les déteste et leur nuit, la troisième (en Russie la plus grande) est hostile-neutre à leur égard, c'est-à-dire ne les aide pas et, au besoin, les trahit. Les conditions d'action des partisans dans une guerre civile ne sont donc pas entièrement favorables. En Ukraine, où le mouvement partisan a atteint un développement encore jamais vu dans l'histoire, il s'est néanmoins révélé incapable de résoudre seul les tâches militaires et de remporter des victoires décisives. Ces victoires étaient apportées par l'Armée rouge régulière.

Incomparablement, toutefois, l'autre aspect de la question du partisanat est plus important. En Russie, il existait un courant fort (les socialistes-révolutionnaires de gauche, les

communistes de gauche) qui défendait ardemment le partisanat comme forme organisationnelle de construction des forces militaires de la république, et s'opposait à l'« Organisation de l'armée rouge régulière ». Le débat entre les partisans du partisanat et les partisans de la régularité se déroulait sur quatre lignes : la question du volontariat, la question de l'élection des cadres, la question de l'invitation d'officiers de l'ancienne armée à des postes de commandement et la question de l'exécution des ordres. Les partisans de l'organisation de type partisan étaient pour le volontariat et contre les mobilisations forcées, pour l'élection des cadres et contre leur nomination, contre l'invitation à des postes de commandement d'officiers et pour que les ordres de combat soient discutés et approuvés par les unités avant leur exécution. Les partisans de l'armée régulière étaient pour la mobilisation forcée, pour la nomination des cadres, pour l'invitation d'officiers à des postes de commandement, pour la discipline militaire, c'est-à-dire pour l'exécution inconditionnelle des ordres.

Il est nécessaire de mentionner ce courant « de gauche » parce qu'il constitue l'une de ces erreurs « inévitables » que traverse toute révolution socialiste. Le prolétariat commence à construire ses forces armées (dès la première période de la guerre civile) précisément à partir de détachements de type partisans. Ces détachements sont composés de volontaires, avec un chef élu, de composition « purement » révolutionnaire et de classe, et reposent exclusivement sur la discipline volontaire et fraternelle. Cette organisation de ses forces armées devient habituelle pour le prolétariat. D'autre part, ces détachements doivent mener la lutte contre l'ancien armée avec sa mobilisation obligatoire, son état-major nommé d'en haut, composé de fils de nobles et de bourgeois, et sa discipline sévère de bâton. Ces caractéristiques de l'ancienne armée ou de certaines unités spéciales formées par la bourgeoisie pour combattre le prolétariat deviennent particulièrement odieuses pour le prolétariat et les couches petite-bourgeoises qui le soutiennent. C'est pourquoi * le retour à elles est perçu, par de larges cercles d'ouvriers et de paysans pauvres, comme un retour à l'ancien armée. Les idéologues, les porte-parole de ces vues sont les partisans du partisans. Ce courant, comme on le voit, a des racines profondes dans le développement même de la guerre civile et constitue une étape inévitable de celle-ci.

L'erreur principale des partisans de la guérilla est qu'ils ne comprennent pas le changement fondamental de la situation du prolétariat avant et après la prise du pouvoir. Avant la prise du pouvoir, il n'a pas la possibilité de former ses forces autrement que sous forme de détachements de partisans. Après la prise du pouvoir, le prolétariat a son propre État prolétarien et obtient la possibilité de construire son armée régulière rouge afin de repousser les attaques d'une bourgeoisie déchaînée, disposant d'armées régulières. À l'armée régulière de classe de la bourgeoisie, le prolétariat doit et peut opposer sa propre armée régulière de classe. La différence fondamentale, essentielle et principale de l'armée régulière de classe du prolétariat par rapport à l'ancienne armée ne réside pas dans les formes organisationnelles, ni dans le principe électif, ni dans le volontariat ou la discipline volontaire et fraternelle, mais précisément dans le fait qu'elle représente la force militaire du prolétariat, qu'elle est devenue une partie intégrante de l'appareil d'État prolétarien, qu'elle défend la patrie socialiste contre la bourgeoisie, en un mot, qu'elle exécute les ordres du gouvernement prolétarien avec lequel elle est liée par des milliers de liens.

La question du volontariat, de l'élection et de la discipline volontaire bonne se résume essentiellement à la question suivante : le prolétariat est-il suffisamment conscient et discipliné « le lendemain de la révolution sociale », après la prise du pouvoir, pour se présenter spontanément dans les rangs de l'armée, obéir sans réserve à tous les ordres et choisir non pas les commandants qui favoriseront ses faiblesses (sinon ce commandant sera immédiatement réélu), mais ceux qui lutteront fermement et rigoureusement contre ces faiblesses qui détruisent la capacité de combat de l'armée, sans aucune contrainte extérieure ? La réponse à cette question est claire : même dans les pays ayant un prolétariat conscient et discipliné, seule une petite minorité répond à ces exigences. C'est pourquoi la mobilisation

forcée, la nomination des officiers et la discipline militaire forcée sont des conditions nécessaires à la création d'une armée régulière de classe prolétarienne.

La question de l'invitation des officiers de l'ancienne armée à des postes de commandement se résume à la question suivante : le prolétariat peut-il créer sa propre armée régulière de classe sans spécialistes militaires ? La réponse est claire : il ne le peut pas, car il ne possède pas les connaissances militaires nécessaires. Mais les officiers de l'ancienne armée pourront-ils transmettre ces connaissances à l'armée de classe prolétarienne ? La réponse à cette question est donnée ci-dessous.

Partisanat et banditisme

À l'époque de la révolution socialiste, avançant sous le slogan « expropriation des expropriateurs », le partisanisme dénature inévitablement ce slogan et sombre dans le banditisme, sauf si les partisans sont étroitement liés à l'armée régulière. Quel que soit le nom que les partisans donnent à leurs actions — réquisition, auto approvisionnement, contribution forcée — l'essence du fait reste la même. Les choses ne changeraient pas non plus si l'on apposait l'étiquette anarchiste au banditisme des partisans. Nous le voyons à travers l'exemple du célèbre chef des bandes de partisans en Ukraine, Makhno, desquelles les anarchistes idéologiques se désolidarisent verbalement (ce qui ne les empêche pas de flirter avec lui en réalité). Sous le drapeau noir anarchiste, Makhno accomplit l'œuvre noire de l'union des éléments contre-révolutionnaires et koulaks du village contre la révolution ouvrière et paysanne. La meilleure preuve en est que Makhno est à plusieurs reprises apparu comme complice des ennemis de la Russie soviétique et des blancs, qui ont plusieurs fois cherché une alliance ouverte ou secrète avec lui. Makhno a planté le couteau dans le dos de l'Armée rouge au moment où elle menait un combat désespéré contre Wrangel. Ce n'est que lorsque l'Armée rouge sur le front wrangelien fut suffisamment renforcée pour gérer seule la situation que Makhno proposa au gouvernement soviétique une « alliance militaire » contre Wrangel : le koulak avait peur pour les terres qu'il avait saisies au propriétaire terrien. La proposition fut acceptée non pas pour augmenter les forces sur le front — elles n'en avaient pas besoin — mais pour se débarrasser à temps de l'ennemi à l'arrière. Dès que Wrangel fut vaincu, l'« alliance » tomba naturellement, car la révolution prolétarienne ne pouvait avancer avec le koulak qu'en lutte contre le propriétaire terrien, après quoi leurs chemins divergeaient radicalement. L'ensemble des activités de Makhno et de ses bandes est marqué par la forte empreinte du banditisme, des pillages et des violences. Sous ses étendards noirs affluaient de nombreux bandits de toutes sortes et rangs, y compris des criminels avérés.

Le banditisme partisan est objectivement un ennemi de la révolution prolétarienne et un allié de la contre-révolution bourgeoise. Les slogans démagogiques qu'il profère — « principe électif », « à bas l'officier », « à bas toute discipline obligatoire ! » — démoralisent et corrompent, poussant les unités régulières de l'Armée rouge au pillage, qui, surtout dans une Russie paysanne arriérée, ne se débarrassent que lentement de leur haine séculaire envers toutes les formes d'organisation empruntées à l'ancienne armée. C'est pourquoi la lutte décidée et implacable contre le banditisme et contre l'anarchisme petite-bourgeois, hostile à toute discipline, dans les rangs de l'Armée rouge régulière constitue le devoir primordial et sacré de ses constructeurs. Voilà pourquoi le partisan peut n'être toléré qu'à condition d'une stricte subordination et d'un lien étroit avec l'armée régulière. Contre le banditisme dans les unités de l'armée, il faut dès les premiers jours prendre les mesures de lutte les plus sévères.

Ancienne et nouvelle discipline

Plus haut, nous avons dit que l'Armée rouge régulière prolétarienne était obligée d'emprunter à l'ancienne armée ses formes de discipline militaire. Il est maintenant nécessaire d'apporter un ajout très important à cette question.

Les professeurs libéraux-bourgeois, et derrière eux les socialistes conciliaires, aiment beaucoup répéter que « l'idée du citoyen », l'idée de la « patrie commune à tous », est à la base de l'organisation moderne de l'armée, même dans sa forme la plus démocratique. L'armée défend la « patrie » contre l'ennemi étranger commun à tous les citoyens. C'est pourquoi l'armée ne peut et ne doit pas être de classe ni partisane. Elle doit être au-dessus des classes et des partis. Avec cette théorie totalement hypocrite et mensongère de l'armée « apolitique », les impérialistes et les social-impérialistes de tous les pays ont, pendant la guerre impérialiste, embrouillé l'esprit des ouvriers.

La guerre civile détruit en morceaux l'enseignement sur l'armée non partisane. Les armées de la guerre civile sont des armées de classe, et à ce titre elles sont donc des armées partisanes. En raison de cela, la question de la discipline militaire prend un autre aspect. Dans l'ancienne armée « interclasse », « non partisane », qui en réalité était une armée bourgeoise, la discipline militaire liait, consolidait, cimentait, et nivela les éléments appartenant à différentes classes. Dans les armées de la guerre civile, surtout dans l'armée de classe du prolétariat, cette même discipline militaire lie et unit des éléments homogènes d'une seule et même classe. Dans l'ancienne armée, le fondement de la discipline extérieurement imposée reposait sur un enseignement hypocrite et mensonger sur l'unité et l'homogénéité de tous les citoyens dans la lutte contre l'ennemi extérieur, et c'est pourquoi, dès que ce fondement s'effondra, l'ancienne armée commença à se décomposer et à se désagréger. Dans l'armée de classe prolétarienne, la discipline militaire extérieurement imposée repose sur la solidarité et la discipline fraternelles entre membres d'une même classe, menant la lutte pour un but unique de classe : la chute de la dictature de la bourgeoisie et le triomphe de la dictature du prolétariat. Et à mesure que la conscience et la discipline du prolétariat se renforcent dans le processus même de la guerre civile, son armée de classe se développe, à la différence de l'ancienne armée, vers une discipline volontaire, consciente et fraternelle, qui remplit les cadres de la discipline militaire extérieurement imposée empruntée à l'ancienne armée. La discipline militaire extérieurement imposée, avec l'augmentation de la conscience et de l'organisation de l'armée de classe prolétarienne, commence progressivement à disparaître.

Cependant, ce processus est ensuite assombri dans le contexte de la révolution russe par des phénomènes d'anarchisme petit-bourgeois et de manque de discipline, qui sont inévitables dans l'Armée rouge russe à composition majoritairement paysanne. Ce processus sera beaucoup plus clairement visible dans les armées prolétariennes de l'Occident.

Dans la direction opposée se développe la forme de discipline militaire extérieurement imposée dans l'armée de classe bourgeoise. Au début, lorsque cette armée est purement de classe, homogène dans sa composition de classe, la « discipline camarade » des membres d'une même classe, animés et unis par un seul objectif — renverser la dictature du prolétariat et établir la dictature de la bourgeoisie — se cache sous les formes de discipline extérieurement imposée. Mais ensuite, comme nous l'avons déjà vu, la bourgeoisie se voit obligée de compléter les rangs peu nombreux de son armée de classe par des éléments étrangers et souvent même hostiles à elle. Ainsi, le fondement de la « discipline camarade » de l'armée de classe bourgeoise est détruit et les formes de discipline militaire extérieurement imposée prennent de plus en plus d'importance et deviennent de plus en plus violentes, allant jusqu'à la brutalité totale (battre avec des fusils, exécutions sommaires). Dans l'armée de classe bourgeoise, le développement de la discipline va dans le sens des formes de l'ancienne armée, passant du volontariat à la coercition.

Le rôle de la cavalerie dans la guerre civile

Le caractère mobile de la guerre civile, le passage de la guerre des tranchées et du barbelé (vers le champ ouvert) crée des conditions pour la renaissance de la cavalerie et le retour de son rôle important qu'elle jouait avant la guerre russo-japonaise et la guerre impérialiste. L'initiative de la création de la cavalerie revient au commandement des Blancs en Russie. Il y a plusieurs raisons à cela. Premièrement, comme nous l'avons vu, ils doivent "se hâter", et la cavalerie est justement le type d'arme qui, dans les conditions de la guerre civile, peut permettre de décider rapidement. Deuxièmement, les Blancs s'appuyaient principalement sur les régions cosaques, et les cosaques sont des cavaliers naturels, montant à cheval depuis leur enfance et possédant un grand nombre de chevaux adaptés au service de cavalerie. Troisièmement, parmi toutes les armes, la cavalerie a toujours occupé une position privilégiée, et son état-major était presque exclusivement recruté parmi la haute noblesse. Par conséquent, tout l'état-major de cavalerie se tenait entièrement du côté des Blancs, ce qu'on ne peut pas dire des fantassins et des artilleurs. Les unités de l'Armée rouge, mal équipées et mal formées, se révélaient dans la majorité des cas incapables de résister à une attaque de cavalerie. Plus encore, les raids de la cavalerie blanche dans l'arrière immédiat démoralisait les unités rouges. Le gouvernement soviétique fut obligé de confronter la cavalerie blanche avec sa propre cavalerie rouge, formation qui fut toutefois entreprise avec un grand retard. À la fin de 1919, sur le front sud, des dizaines de milliers de cavaliers s'affrontaient des deux côtés, et certaines formations importantes (par exemple, la 1re armée de cavalerie rouge) atteignaient 20 000 sabres. La cavalerie rouge était principalement formée des mêmes cosaques, issus de la pauvreté cosaque, qui soutenaient le pouvoir soviétique. Par la suite, les renforts pour la cavalerie provenaient aussi de régions non cosaques. Pendant la guerre civile, la cavalerie a connu une évolution particulière. Grâce à plusieurs victoires sur les forces de Denikine, la cavalerie rouge se retrouva richement équipée en mitrailleuses. Il n'était pas rare qu'un régiment possède jusqu'à 100 mitrailleuses. Les mitrailleuses, montées sur des chariots, avançaient avant l'attaque et infligeaient un tir intense sur l'ennemi. L'étape suivante dans le développement de la cavalerie fut réalisée par Wrangel. Richement équipé par les Français et les Anglais, Wrangel intégra à la cavalerie un grand nombre de camions armés de mitrailleuses et de canons légers, ainsi que des détachements de voitures blindées et des escadrilles d'avions. Cela donna naissance à une nouvelle arme — la cavalerie "blindée", qui, sans perdre sa grande mobilité, sa rapidité de déplacement et la rapidité de son attaque, acquit une puissance de feu énorme, inconnue de la cavalerie des guerres précédentes. Parmi les actions de la cavalerie, il convient de noter les raids en profondeur dans l'arrière de l'ennemi (le raid du général Mamontov, le raid de la 5e division de cavalerie rouge). Malgré les dégâts considérables qu'occasionnent ces raids en profondeur, ils ne se justifient cependant pas. D'une part, ils ne peuvent apporter de solutions dans le contexte d'une guerre civile, puisqu'il n'est pas question de la capitulation des autorités en place des deux côtés. D'autre part, ils entraînent une fatigue extrême des chevaux et des hommes, un grand nombre étant mis hors de combat (le corps de Mamontov revenu du raid est resté inapte au combat pendant plus d'un mois). Enfin, ils nécessitent de retirer du front un nombre très important de cavaliers (au moins 5 000 sabres), dont l'absence affaiblit considérablement le front.

L'importance de la cavalerie dans les conditions d'une guerre civile se voit le mieux à l'exemple de Wrangel. Wrangel a renversé la relation entre l'infanterie et la cavalerie. La cavalerie « blindée » est devenue pour lui le principal type d'armes, tandis que l'infanterie avait un rôle auxiliaire. L'infanterie préparait les chemins pour la cavalerie dans les lieux où celle-ci ne pouvait pas se déplacer seule (obstacles en fil de fer, passages de rivières, débarquements). C'est cependant la cavalerie qui menait le combat et décidait du sort des opérations.

En Europe occidentale, la cavalerie ne pourra guère jouer un rôle aussi important, principalement parce qu'il y manque les chevaux nécessaires à la cavalerie. Seuls les chevaux russes semi-sauvages possèdent l'endurance requise pour la cavalerie, capables de parcourir

60 verstes pendant 2 à 3 jours consécutifs, de bivouaquer en plein air en été comme en hiver et de se nourrir d'aliments insuffisants et de mauvaise qualité. Cependant, il ne faut pas répéter l'erreur commise dans l'Armée rouge russe, où la formation de la cavalerie n'a commencé qu'à la deuxième année de la guerre. Il est nécessaire, tant que les conditions le permettent, de mener la formation de la cavalerie parallèlement à celle de l'infanterie et de la transformer en "blindée" en lui fournissant un grand nombre de mitrailleuses montées, d'artillerie montée, de camions armés, de véhicules blindés et d'avions.

Infanterie montée dans la guerre civile

L'étape de transition entre la cavalerie et l'infanterie doit être considérée comme l'infanterie dite "montée". Cela inclut des unités militaires très diverses, "inventées" spontanément pendant la guerre civile. En premier lieu, il y a les unités de cavalerie qui, en raison de leur faible entraînement, ne savent pas se battre en formation montée, montent mal à cheval, frappent mal, et sont donc contraintes de combattre à pied. Ensuite, vient ce que l'on appelle généralement l'infanterie "montée", c'est-à-dire l'infanterie qui utilise le cheval uniquement pour se déplacer. Cette infanterie se divise à son tour en trois catégories : 1) l'infanterie qui utilise le cheval pour se déplacer, ce qui est relativement rare, 2) l'infanterie qui se déplace sur des chariots, mis constamment à sa disposition (méthode principalement utilisée par les bandits), 3) l'infanterie qui se déplace sur des charrettes ordinaires (méthode la plus répandue). Ensuite vient l'infanterie qui se déplace en camions. Ce mode de déplacement est utilisé presque exclusivement dans les combats de rue et lors de batailles autour des grandes villes dotées d'un réseau de routes développé. En raison de l'absence de routes en Russie et du nombre limité de camions, ce mode important, le plus rapide et le plus flexible de déplacement de l'infanterie, n'a pas pu se répandre largement ni être utilisé de manière constante en Russie. Mais en Occident, où il existe un réseau dense de routes et un grand nombre de camions, ce mode de déplacement de l'infanterie peut revêtir une importance décisive. Enfin, le dernier type d'infanterie "montée", qu'il convient de noter comme absolument négatif, est l'infanterie qui se déplace en trains. Il ne faut pas confondre cela avec les transferts d'infanterie sur chemin de fer qui se produisent régulièrement pendant la guerre civile, sur des distances longues ou courtes. Il s'agit ici d'autre chose, de ce que l'on appelle la "guerre ferroviaire", qui consiste en ce que chaque unité dispose de plusieurs de ses "propres" trains avec "propres" locomotives. Dans ces trains, elle vit, garde ses biens privés (principalement pillés), se "rend" au combat, et surtout – à la moindre menace pour ces biens, elle s'enfuit rapidement avec son train sur des dizaines ou des centaines de kilomètres. Ce phénomène appartient à l'époque où les unités régulières de l'Armée rouge commençaient tout juste à se former, et appartient donc à la période "pré-historique" de la guerre de partisans. Pour l'éradiquer, pour faire descendre les unités de leurs wagons, il a fallu recourir à des mesures extrêmes, allant jusqu'à la menace de les tirer dessus avec des mitrailleuses et des canons.

Infanterie dans la guerre civile

Malgré le rôle énorme que la cavalerie a acquis pendant la guerre civile, l'infanterie ne perd néanmoins pas son importance dans les conditions de la guerre civile et ne cède que rarement la première place à la cavalerie. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne l'Europe occidentale, non seulement parce que les conditions pour créer une cavalerie nombreuse y font défaut, mais aussi parce que les tranchées et les obstacles de fil de fer y jouent un rôle plus important qu'en Russie. Et seuls les fantassins peuvent franchir les

fortifications. Une caractéristique de l'infanterie pendant la guerre civile est la relative petite taille de ses unités, qui augmente quelque peu à mesure que la guerre se développe. Pour la bourgeoisie, cela est dû, comme nous l'avons déjà vu, à la faible taille de son armée de classe et à la nécessité de compenser le déficit numérique par la manœuvre rapide de petites unités indépendantes. Par leurs grandes qualités, les régiments d'officiers, comportant 400 à 500 baïonnettes, possèdent une puissance de frappe entièrement suffisante pour accomplir les missions de manière autonome. Dans l'Armée rouge, la taille réduite des unités tactiques est due à l'absence d'un état-major suffisamment formé capable de gérer une grande unité. C'est pourquoi dans l'Armée rouge, les régiments comptant 800 à 1 200 baïonnettes étaient considérés comme normaux. À la fin de la guerre, lorsque l'état-major plus expérimenté a été formé, la taille des régiments a considérablement augmenté (jusqu'à 2 000 baïonnettes).

Les troupes techniques dans la guerre civile

L'expérience de la guerre civile russe dans ce domaine ne peut être considérée comme instructive principalement parce que la Russie est très pauvre, comparée à l'Europe occidentale, en moyens techniques, et ensuite en raison des mauvaises routes russes, qui ne permettent pas l'utilisation à grande échelle de moyens techniques. Il convient de noter que les actions de l'artillerie de l'Armée rouge souffraient de graves défauts en raison du manque de personnel commandant expérimenté. Les détachements de réparation ferroviaire prennent une grande importance dans les conditions d'une guerre civile en raison des fréquentes destructions de routes et de ponts et de la nécessité de les restaurer rapidement. Les trains blindés et les véhicules blindés jouaient un rôle important même avec le faible développement des chemins de fer russes et des routes. La participation des chars en Russie était insignifiante. Cependant, même sur la base de cette petite expérience, on peut en tirer la conclusion que dans les conditions d'une guerre civile, leur importance diminue par rapport au rôle qu'ils ont joué dans la guerre de tranchées. Pour les armées manœuvrant librement sur les champs de bataille de la guerre civile, les chars ne sont pas aussi dangereux que pour les armées impérialistes statiques et enterrées dans le sol. Il arrivait souvent que des chars soient entourés de très près par l'infanterie ou la cavalerie et assaillis de grenades à main. De plus, dans des conditions de manœuvre libre, les chars sont plus vulnérables au feu d'artillerie, qui les faisait souvent tomber depuis des positions découvertes à une distance de 300 à 400 mètres.

En Occident, les moyens techniques et les troupes techniques sont appelés à jouer un rôle beaucoup plus important dans les armées de classe du prolétariat et, puisque cela concerne les blindés et les camions armés, à remplacer en grande partie la cavalerie.

Le commandement dans la guerre civile

En ce qui concerne l'armée de classe de la bourgeoisie, il n'est pas nécessaire de démontrer qu'elle dispose de vastes réserves de commandants hautement qualifiés et expérimentés dans toutes les armes et toutes les spécialités militaires. La grande majorité des officiers se trouve du côté de la bourgeoisie. À l'armée de classe prolétarienne ne revient qu'une petite partie des officiers, principalement de ceux qui ne veulent pas s'impliquer dans la guerre civile, qui sont hostiles mais neutres envers le prolétariat et, par conséquent, sympathiquement neutres envers la bourgeoisie. De plus, malgré son caractère fermé de caste, l'officier ne constitue pas un ensemble homogène. À l'intérieur de sa caste, il se divise en couches plus ou moins privilégiées, en aristocratie officieuse et en plèbe d'officiers. Enfin, la guerre impérialiste a mis en avant, parallèlement aux officiers de carrière, les officiers de guerre, hétérogènes dans leur composition. Toutes ces raisons conduisent au fait qu'une

certaine partie des officiers, ne souhaitant pas rejoindre l'armée de classe de la bourgeoisie, se voit contrainte de rejoindre l'armée de classe du prolétariat. Cela concerne également la partie de l'officier hostile au prolétariat, que la guerre civile surprend sur le territoire de la dictature prolétarienne, qui se retrouve ainsi « prisonnière » du prolétariat. Le prolétariat doit-il et peut-il utiliser les officiers pour construire sa propre armée de classe ? Nous avons déjà abordé cette question plus haut et avons vu que cela revient à se demander si le prolétariat peut construire son armée sans l'aide de spécialistes. Sans aucun doute, il ne le peut pas, car parmi ses rangs, il ne peut faire émerger qu'un nombre insignifiant d'experts militaires, quelques unités. Or, il en faut des milliers. Mais les officiers peuvent-ils transmettre ces connaissances militaires à l'armée prolétarienne ? Peuvent-ils prendre en charge la construction de l'Armée rouge et réussir cette tâche ? La réponse est : à condition de surveiller attentivement le travail des officiers et de participer activement à la construction de l'Armée rouge, du côté de la couche avancée du prolétariat — le parti communiste —, ils peuvent sans aucun doute le faire. Au cours du développement et de l'intensification de la guerre civile, dans le travail conjoint avec les représentants du parti communiste, une partie de l'officier travaillant dans l'Armée rouge adopte le point de vue du prolétariat et lie son destin à celui-ci, une partie devient sympathiquement neutre, une autre partie hostile-neutre et, enfin, une partie moins importante fait défaut au prolétariat. Les adversaires de l'intégration dans l'Armée rouge des anciens officiers insistent généralement sur ce dernier point, le moins significatif. Dans une guerre civile, le nombre de traîtres est toujours élevé. Dans la guerre civile entre le prolétariat et la bourgeoisie, toute une classe — la petite bourgeoisie — se révèle traîtresse. Nous l'avons vu plus haut, lors du passage massif des éléments paysans petit-bourgeois d'une armée de classe à une autre et vice versa. En fin de compte, la petite bourgeoisie constate par expérience que la dictature prolétarienne lui est moins désavantageuse que la dictature bourgeoise. En fin de compte, l'inconvénient d'attirer la petite bourgeoisie dans les rangs des armées de classe, comme nous l'avons vu, se révèle du côté de la bourgeoisie. C'est elle qui y perd. Mais les deux parties ne peuvent pas renoncer à mobiliser la petite bourgeoisie dans leurs armées de classe. Ensuite, la bourgeoisie mobilise dans les rangs de son armée de classe et oblige les travailleurs à lui servir, étant sûre qu'une partie considérable d'entre eux passera au combat du côté du prolétariat. Et le prolétariat mobilise et oblige à servir ses officiers. Si une partie de l'état-major trahit le prolétariat et passe du côté de la bourgeoisie, les chances des deux parties s'équilibreront. Enfin, l'utilité que l'état-major fidèle apporte à l'Armée Rouge est incomparablement plus grande que le mal causé par les traîtres. C'est le principal argument. L'Armée rouge russe a grandi grâce au travail de son état-major, qui a couvert de loin le travail destructeur des traîtres. La trahison est un « coût non productif » inévitable dans la construction de l'armée de classe du prolétariat. Et il faut seulement que ce dernier surveille attentivement que ces « coûts non productifs » soient minimisés.

En Occident, en raison d'une différenciation de classes plus prononcée et de l'acuité plus grande de la guerre civile, le nombre d'officiers qu'il sera possible de mobiliser pour la construction et la gestion des armées prolétariennes sera probablement beaucoup plus réduit. Mais en revanche, la guerre impérialiste a laissé un cadre important de sous-officiers expérimentés, qui peut être intégré en grand nombre dans les armées prolétariennes et pourra, par son niveau élevé, combler les postes d'officiers.

La question de l'encadrement de l'armée prolétarienne de classe par l'engagement d'officiers n'est pas seulement loin d'être épuisée, elle ne fait que commencer. Dès les premières étapes de la construction de l'Armée rouge, l'État prolétarien est confronté à la tâche de commencer à former un corps d'encadrement prolétarien. Ce n'est que de cette manière qu'il est possible d'assurer le renouvellement de l'Armée rouge en personnel encadrant et de combler ce gouffre qui, dans toutes les armées (y compris, naturellement, dans l'armée de classe de la bourgeoisie), sépare le soldat du commandant, et, ce faisant, de

tuer définitivement la méfiance naturelle du soldat rouge envers les états-majors où « siègent des traîtres ». Il fallait particulièrement tenir compte de cela aux premières étapes de la construction de l'Armée rouge.

L'expérience de l'organisation des cours pour le personnel commandant rouge est tellement instructive qu'il est nécessaire de s'y arrêter plus en détail. Les chiffres ci-dessous sont empruntés au rapport officiel du Département principal des établissements d'enseignement militaire pour les trois années d'existence du pouvoir soviétique en Russie.

L'organisation des cours d'équipe a commencé au début de 1918, et ensuite le nombre de cours et le nombre de cadets ont rapidement augmenté. Pour l'organisation des cours, on a utilisé les locaux et le personnel administratif et de gestion des établissements militaires dissous, restants après la chute des Romanov.

La plupart des cadets à leur admission appartenaient ou étaient affiliés au Parti communiste. À la sortie, la grande majorité des cadets devenaient membres du Parti communiste russe.

Selon le niveau d'éducation, les cadets se répartissent ainsi : avec un diplôme universitaire—0,7%, avec un diplôme d'études secondaires complet—11,4%, avec un diplôme d'études secondaires incomplet—8%, avec un diplôme de quatre classes—13%, avec un niveau d'éducation inférieur—62,7%, avec une éducation à domicile—3,2%.

Selon la composition sociale, les cadets se répartissent ainsi : 37,5 % d'ouvriers (dont 31,5 % qualifiés et 6,5 % non qualifiés) ; 24,7 % d'agriculteurs ; 37,8 % d'autres, dont des paysans-ouvriers.

Ainsi, les cours de commandement sont remplis pour la plupart par des ouvriers et des paysans. De cette manière, le commandement de l'armée est remis entre les mains des travailleurs ! Avant la révolution, ce commandement était confié, par les écoles de cadets, aux mains des classes exploiteuses.

Une idée précise de la valeur éducative des cours peut être obtenue en se familiarisant avec les documents caractérisant le travail des cadets dans les organisations partisanes et professionnelles avant leur admission aux cours. Il s'avère que, selon les données de 1918, 80,7 % n'avaient pas travaillé dans les organisations, tandis que seulement 12,9 % y avaient travaillé. Ainsi, la grande majorité est entrée dans des organisations politiques déjà pendant les cours, ce qui s'explique par le travail intensif des organisations politiques et éducatives des cours.

L'âge des cadets varie de 18 à 25 ans ; jusqu'à 20 ans, selon les données de 1918, ils représentaient 40,3 %, jusqu'à 25 ans — 38,5 %, et plus de 25 ans — 3,7 %.

La plupart des candidats aux cours ont déjà servi dans les forces armées, ce qui s'explique soit par le fait que les stagiaires sont envoyés depuis les unités militaires, soit par le fait que les anciens soldats de l'armée, souhaitant compléter leurs connaissances théoriques, suivent volontiers les cours.

Le service des cadets dans les troupes se présente de la manière suivante : en 1918, seuls 59,5 % servaient dans les troupes, et 40,5 % ne servaient pas. Parmi eux, la majorité servait dans l'infanterie (46,3 %) ; en 1919, sur la base des fiches pédagogiques élaborées, le service dans les troupes se présente ainsi : servaient dans l'ancienne armée et l'Armée rouge — 44 %, seulement dans l'ancienne armée — 18 %, seulement dans l'Armée rouge — 17,4 %, ne servaient pas dans les troupes — 2,6 % ; la majorité servait dans l'infanterie (68,6 %). L'expérience de combat était de 60,8 %, le service arrière représentait 39,2 %. Tous ceux en service militaire sont répartis selon leurs grades, rangs et fonctions comme suit : anciens officiers — 4,2 %, anciens fonctionnaires militaires — 0,5 %, anciens sous-officiers — 39,9 % ; anciens soldats de troupe — 33,3 % ; ayant occupé des postes de commandement dans l'Armée rouge — 0,3 %, soldats de l'Armée rouge — 21,8 %.

Si l'on prend la production de 1918 pour 100%, celle de 1919 était de 656%, celle de 1920 de 1379%. Les officiers diplômés étaient répartis par armes comme suit : infanterie —

50,6 %, artillerie – 11,9 %, cavalerie – 10 %, mitrailleurs – 9,3 %, ingénieurs – 5 %, troupes spéciales – 13,2 %.

Une des caractéristiques des cours de commandement rouges est l'enseignement obligatoire de la culture politique, répartie en trois cycles : 1) capitalisme et socialisme, 2) impérialisme et révolution sociale, 3) Révolution d'Octobre et pouvoir soviétique.

Les premières promotions de commandants rouges ont été accueillies dans l'armée avec un certain scepticisme, en particulier de la part de l'ancien corps d'officiers. Mais ensuite, ce scepticisme a disparu, car les commandants rouges ont montré le meilleur d'eux-mêmes dans les postes de commandement inférieurs. Cela est désormais reconnu par tout l'ancien corps d'officiers.

Une autre caractéristique distingue les cours de commandement prolétariens des cours bourgeois. Il s'agit de l'utilisation des cadets dans l'ensemble de leur composition pour des tâches de travail. Cette question est apparue au début de l'année 1920. En 1923, 87 000 cadets avaient terminé leur formation. Déjà dans l'« ordre du jour » de la République soviétique, il avait été prévu de contribuer à la restauration de l'économie détruite par la guerre et d'utiliser pour cela les forces de l'Armée rouge. Les cours du personnel de commandement rouge, en tant que partie de l'Armée rouge, ne pouvaient rester à l'écart de ce vaste mouvement. Les ouvriers qualifiés et formés ont été recensés et les cadets répartis dans des artels de travail qui, selon les instructions des conseils locaux de l'économie nationale, effectuaient divers travaux économiques.

Par ce travail, les cadets ont souligné que « l'esprit fermé de la caste est étranger aux cours de commandement soviétiques », que « ce ne sont pas de simples jeunes gens en formation pour devenir des officiers professionnels, mais qu'ils sont à la fois des travailleurs de l'épée et de la ruse ».

L'expérience à court terme avec les équipes de travail des cadets a été prise en compte, et en conséquence, la question de la création d'une école militaire unique fondée sur le travail a été soulevée, ainsi que l'introduction dans les programmes des écoles militaires d'un cours de gestion scientifique de l'économie, de sorte que les cadets diplômés deviennent à la fois des « commandants de l'épée et de la charre ».

Pendant trois ans de guerre civile, les cadets rouges devaient non seulement étudier et se préparer à des postes de commandement, mais aussi combattre. Il arrivait souvent que, dans des moments difficiles, la république envoie des cours regroupés en brigades sur les champs de bataille. Selon le témoignage unanime, les brigades et divisions de cadets, rapidement formées, étaient comparables par leur efficacité au combat et leur héroïsme aux meilleures de nos divisions, les 21e, 28e, 30e et 51e, et ne cédaient en rien aux meilleures divisions d'officiers de Dénikine et de Wrangel (Cornilov, Markov et Drozdov).

« Soldat qualifié » dans la guerre civile

Nous venons de parler des meilleures divisions Rouge et Blanche qualifiées, composées de « soldats qualifiés », c'est-à-dire d'officiers blancs et de cadets rouges, chacun possédant un stock relativement important de connaissances militaires. Pendant la guerre civile russe, cette expérience de création de divisions à partir de « soldats qualifiés », pour plusieurs raisons, ne pouvait pas prendre de grandes dimensions, ce qui, cependant, n'en diminue pas l'indicivité et l'importance. Le retard culturel de la Russie, et en particulier le retard du prolétariat, parmi lequel il y a seulement quelques années il y avait un pourcentage énorme d'illettrés, la durée de la guerre civile due au fait que le premier coup de la contre-révolution internationale visait la Russie — tout cela n'a pas permis d'offrir une formation très solitaire au combattant de base, qui l'aurait transformé d'un « ouvrier » en un « ouvrier qualifié » pendant la guerre.

Pendant ce temps, la question du « soldat qualifié » pour le prolétariat a une immense importance pratique. C'est précisément le manque d'effectifs cadres dans l'armée de classe du

prolétariat, un manque qui ne peut être comblé qu'au fil des longues années, c'est-à-dire lorsque les premières phases de la guerre civile seront déjà loin derrière, qui pousse le prolétariat à chercher une solution dans le remplacement des cadres manquants par une formation de masse du soldat rouge. Pour cela, le prolétariat dispose de conditions qui font défaut à la bourgeoisie : avant tout, la conscience révolutionnaire du soldat rouge et le développement de la discipline extérieurement contrainte dans l'armée rouge vers une discipline consciente, volontaire et fraternelle. (Dans l'armée de classe bourgeoise, comme nous l'avons vu, le développement va dans la direction inverse). Ensuite, la propagande politique du prolétariat au sein de l'armée rouge, qui est fondée sur la vérité. (Alors que la propagande et l'agitation politiques de la bourgeoisie au sein de l'armée blanche sont basées sur le mensonge et la tromperie). Le prolétariat ne craint pas la conscience et l'initiative du combattant individuel. Pour la bourgeoisie, la conscience et l'initiative du combattant sont fatales. C'est pourquoi le prolétariat peut généreusement fournir au combattant des bases de culture politique ainsi que des bases d'art militaire. La bourgeoisie ne peut pas le faire. Voilà pourquoi, dans une armée de classe du prolétariat, le développement peut aller vers une qualification toujours plus élevée du soldat, tandis que dans une armée de classe bourgeoise, c'est le contraire, car les réserves d'officiers hautement qualifiés, utilisées comme simples soldats, s'épuisent rapidement et ne peuvent être suffisamment renouvelées.

Une importance pratique non négligeable réside dans la qualification des soldats rouges également dans la mesure où elle permet de réduire les effectifs de l'Armée rouge. Les qualités militaires élevées des troupes blanches obligent l'Armée rouge à augmenter ses effectifs à des dimensions au moins deux fois supérieures à celles des armées blanches. Cela entraîne, d'une part, un énorme détournement des ouvriers et des paysans du travail productif, et d'autre part, des difficultés d'approvisionnement en uniformes, nourriture, armes et munitions. Les deux aspects représentent, en période de révolution, une dépense excessivement lourde qui détériore considérablement l'économie de l'État prolétaire.

Aussi faible que soit l'expérience de la guerre civile russe en matière de qualification des soldats, l'exemple des divisions et brigades d'élèves-officiers reste néanmoins extrêmement révélateur.

Le prolétariat d'Europe occidentale dispose indéniablement de plus de possibilités pour organiser à grande échelle l'éducation de «soldats qualifiés» ainsi que la mise en place de ses propres cours de commandement. La question du «soldat qualifié» est étroitement liée à celle du système de milice. Pour clarifier cette question, il faudra quelque peu s'écartier de l'objectif fixé dans cette brochure — faire le bilan de la guerre civile russe, tenir compte de son expérience — et s'attarder sur la théorie du système de milice, que j'ai exposée dans une série d'articles parus dans « Petrogradskaya Pravda » au début de 1918, c'est-à-dire à un moment où il n'y avait encore ni Armée rouge, ni cours de commandement rouge, ni expérience de la guerre civile dans la révolution socialiste.

Section de police

Voici des extraits des articles que j'ai mentionnés.

« Dans son "Anti-Dühring", Engels remarque à propos de l'armée française d'avant la révolution qu'elle était « un moule militaire issu de l'absolutisme ». « Seule une révolution comme celle de la France, dit-il, qui a émancipé économiquement la bourgeoisie, et particulièrement le paysan, pouvait inventer une armée de masse et, en même temps, trouver pour elle des formes libres de mouvement — une force militaire capable de défaire l'ancienne armée maladroite, combattant en rangs dans les forces alliées, qui représentait un moule militaire issu de l'absolutisme ».

C'est ainsi qu'un « moulage militaire » du système soviétique ne peut être que « l'armée soviétique ».

Dans le régime bourgeois, le pouvoir d'État est détaché du peuple, il se place au-dessus du peuple. L'armée bourgeoise, ce « moule militaire » du régime bourgeois, est également détachée du peuple, elle est opposée à lui, comme un instrument de contrainte entre les mains de la bourgeoisie, et se place au-dessus du peuple. Dans le régime soviétique, le pouvoir d'État est le pouvoir du peuple lui-même, des travailleurs et des paysans pauvres. Et l'armée soviétique, ce « moulage militaire » du régime soviétique, ne peut être que l'armée du peuple, l'armée des travailleurs et des paysans pauvres. Cette armée ne se place pas au-dessus du peuple, il n'y a pas de frontière entre l'armée et le peuple, l'armée et le peuple ne sont pas séparés, l'armée et le peuple coïncident, le « peuple » ouvriers-paysans représente entièrement l'armée soviétique, l'armée soviétique représente le « peuple » ouvriers-paysans armé.

Dans le système bourgeois, le service militaire est séparé et opposé au travail productif et à l'activité sociopolitique, enfermé dans une caserne étroite et étouffante, coupé du peuple par un mur de discipline de fer. Dans le système soviétique, le service militaire se déroule dans des conditions libres d'activité sociale autonome, se fusionne et s'entrelace en un tout indissociable avec le travail productif et toute l'activité sociale et politique du prolétariat et des pauvres paysans, et repose sur les principes d'une discipline volontaire et fraternelle.

L'armée soviétique, en tant que «moulage militaire» des soviets, peut se développer, croître, se renforcer en dépendance directe de la croissance et du renforcement du pouvoir soviétique.

Comment se construit «l'armée soviétique» ?

Chaque conseil de district, de *voloſt* et de comté participe directement à la construction de l'armée soviétique. Chaque conseil local crée, dans sa *voloſt*, dans son comté, sa propre unité soviétique locale, dans laquelle sont inclus tous les travailleurs et paysans locaux capables de porter des armes. Dans les villes, de telles unités soviétiques sont créées par les usines et fabriques les plus importantes, tandis que les plus petites forment des unités combinées.

Tous ceux qui sont aptes à porter les armes doivent passer par une unité de district, d'usine ou d'atelier. La formation militaire dans ces 76 unités, faisant partie du travail quotidien et ordinaire, ne doit pas se limiter à apprendre à tirer, à se creuser des tranchées et à marcher. Elle doit viser à créer un «soldat qualifié», un «semi-officier», possédant des connaissances militaires spécialisées variées.

Engels dit la même chose ! Dans « Anti-Dühring », il indique que « l'organisation et la méthode de combat de l'armée, ainsi que son succès ou son échec, dépendent des ressources humaines et de l'armement, donc de la qualité et de la quantité de la population et de la technique ». Dans les guerres modernes, la technique joue un rôle énorme. À cet égard, nous sommes très en retard par rapport aux pays impérialistes et ne pouvons que rêver de les rattraper. Mais en ce qui concerne le facteur humain, la Russie soviétique possède un énorme avantage par rapport aux pays impérialistes. Une armée de soldats « qualifiés », fondée sur une discipline consciente et camaraderie (c'est-à-dire socialiste), n'est possible qu'au sein du système soviétique. Et la création d'une telle armée, transformant un « paysan illettré » en «sous-officier», est à peine moins fantastique que de confier la gestion de l'État à une «cuisinière».

Nous entrons dans une véritable époque de guerres et, par conséquent, la création d'une armée qualifiée de «sous-officiers», armée selon les dernières avancées techniques et capable de vaincre des armées impérialistes «armées jusqu'aux dents», ne peut être évaluée à la lumière des tâches immédiates, des perspectives immédiates ou de demain. Il faut regarder la création de l'armée soviétique dans une perspective plus large, sur une longue période de guerres impérialistes et de révolutions — et alors cette tâche apparaîtra dans toute sa largeur et sa grandeur. Le «matériel humain», la «qualité et la quantité de la population» — voilà ce par quoi, avec une technologie équivalente, une armée moderne peut vaincre, voici le chemin

qui libérera l'art militaire des formes de combat statiques et maladroites, représentant un «moule militaire» issu de la production capitaliste. La production socialiste, infiniment plus libre et flexible que la production capitaliste, ouvrira à l'armée qualifiée de sous-officiers soviétiques, à ce «moule militaire» du système socialiste, des «formes de mouvement libre» (expression d'Engels), qui lui garantiront la victoire.

Les détachements de volost et d'usines, déjà formés au tir, au creusement de tranchées, aux travaux de sape et à d'autres travaux pratiques, et ayant suivi un cours théorique de sciences militaires, doivent de temps en temps, à intervalles connus, effectuer des «mobilisations d'essai». Une mobilisation d'essai est chose coûteuse, c'est pourquoi les pays capitalistes ne peuvent se permettre un tel luxe que très rarement. Dans le système soviétique, à mesure que la production se socialise, se créent les conditions matérielles et morales pour les mobilisations d'essai. La participation directe au travail productif de la commune habitue à une mobilisation sociale constante des forces productives, tandis que la mobilisation militaire d'essai représente la même mobilisation des forces de la commune à des fins militaires.

La large possibilité de mobilisations expérimentales au niveau des villages, des districts, des villes et des provinces est un avantage colossal du système soviétique sur le capitaliste, puisqu'elle développe des «formes de mouvement libres» qui apportent à l'armée soviétique la victoire sur les impérialismes.

« Les formes de mouvement libres » de la nouvelle armée doivent résulter, premièrement, d'une cohésion interne très forte au sein des unités de l'armée, fondée sur une discipline volontaire et consciente ainsi que sur le mode même de formation des unités à partir de personnes du même territoire, se connaissant bien depuis l'enfance et par le travail commun dans la commune ; et, deuxièmement, d'une large initiative tant des individus que des plus petites unités sur le champ de bataille, fondée sur un haut niveau de grades militaires parmi les soldats « qualifiés » de la nouvelle armée. Cela a été développé en détail dans l'un des articles suivants, où il était fortement souligné que seules les nouvelles «formes de mouvement libres» de l'armée socialiste permettront à l'art militaire de « se tirer des fils barbelés de la guerre de positions », de sortir des tranchées sombres et humides pour respirer l'air frais des champs de bataille ».

« L'ancienne armée était assemblée de force et ne se maintenait que par le bâton, la nouvelle armée sera cimentée par le plus fort liant interne — l'obéissance volontaire et consciente. L'ancienne armée était composée de soldats qui n'étaient propres qu'au travail le plus simple, grossier, aux tâches noires : tirer et creuser des tranchées, tandis que sur ces «ouvriers noirs» s'élevaient des officiers riches en connaissances militaires spécialisées. Le soldat de la nouvelle armée doit être un bon spécialiste, un «ouvrier qualifié» de la guerre, un «sous-officier», pour ainsi dire, tout comme les «semi-ingénieurs» sont des ouvriers hautement qualifiés dans les usines et les ateliers. »

Il est difficile de créer une telle armée, mais cela doit être accompli. Seule une armée fondée sur ces nouveaux principes est capable de infliger des défaites aux armées de l'ancien type «bourgeois».

Ces extraits montrent qu'au début de 1918, notre parti avait déjà l'opinion que la Russie ne pouvait pas passer immédiatement à une armée de milice. L'expérience de la guerre civile a entièrement confirmé ce point de vue. La question du système de milice a été discutée à plusieurs reprises et lors du IXe congrès du PC(R) au printemps 1920, elle a été résolue de manière positive, mais avec toute une série de restrictions. Jusqu'au début de 1921, nous étions toutefois privés de la possibilité de faire ne serait-ce qu'un seul pas pratique vers le système de milice.

Les événements du printemps 1921 (la révolte de Cronstadt et la vague de banditisme) ont montré qu'il ne pouvait être question, dans la période actuelle de la révolution russe, d'une transition générale vers un système de milice, car en réalité, le développement d'un tel système de milice aurait pu se transformer en une mise en forme organisationnelle et militaire

de la contre-révolution anarchiste petite-bourgeoise. C'est pourquoi le X^e congrès du parti, en interdisant une large propagande du système de milice, jugé nuisible, a permis uniquement la création de 'unités semi-miliciennes' dans les 78 centres ouvriers, soulignant ainsi que, dans les conditions russes, il n'était pas question de parler de milice populaire, et qu'il fallait se limiter à l'organisation d'une milice de classe (prolétarienne). En Occident, où le rapport du prolétariat à la petite bourgeoisie est plus favorable, la transition vers une milice de classe sera plus simple et plus rapide que chez nous. Cependant, même là, la transition vers une milice populaire ne deviendra possible qu'après le renforcement solide de la dictature prolétarienne, c'est-à-dire seulement quand celle-ci pourra s'avérer presque inutile.

Renseignement et espionnage pendant la guerre civile

La question de l'espionnage et du renseignement en temps de guerre civile est étroitement liée à celle du «soldat qualifié».

La cohabitation des classes en guerre sur le même territoire crée un terrain propice à l'essor du renseignement. Le nombre d'espions volontaires des deux côtés est incroyable. Cependant, dans ce domaine, l'avantage est entièrement du côté des Blancs. Par leur composition de classe et leurs connaissances, ils sont incomparablement mieux préparés au rôle d'espions militaires que les ouvriers, journaliers et petits villageois ignorants des affaires militaires. Cette différence se manifeste particulièrement en Russie, pays analphabète et obscur. Mais même en Occident, cette différence est si grande que pour le gouvernement prolétarien, ayant pris le pouvoir en main et se consacrant dès les premières heures à la construction de l'Armée Rouge, il est nécessaire de s'occuper immédiatement de la création d'un réseau d'écoles de renseignement militaire, qui prend une importance énorme dans les conditions de la guerre civile. La situation du prolétariat dépourvu d'un appareil d'espionnage peut véritablement être comparée à celle d'un géant aveugle tombé entre les mains de pygmées omniscients, incapables de le vaincre mais lui causant de nombreux malheurs qu'il aurait pu éviter s'il avait été voyant. Chaque membre du Parti communiste, chaque ouvrier honnête doit être espion, éclaireur dans le dos des Blancs, ou sur son propre territoire pour traquer les espions blancs. La mise en place d'agents dans le dos des Blancs pendant une guerre civile ne peut se fonder que sur les organisations du parti. Il ne peut être question d'agents mercenaires.

Dans la reconnaissance militaire, l'Armée rouge est également très en retard par rapport aux Blancs. Et seule la qualification du soldat rouge, son apprentissage aux méthodes de la reconnaissance militaire, peut corriger ce défaut extrêmement important de l'Armée rouge.

L'arrière de la guerre civile

Nous avons déjà vu qu'en raison du mélange des classes combattantes, dans le territoire d'un seul pays, les arrières des deux camps sont extrêmement vulnérables : espionnage, complots, révoltes, désertion, pillages, destruction de chemins de fer, explosions, attentats contre la vie de dirigeants éminents : politiques et militaires. Il y a cependant une différence substantielle entre l'arrière rouge et l'arrière blanc. L'arrière blanc est systématiquement détruit et corrompu par la spéculation et les intrigues de divers groupes politiques «orientés» vers les États étrangers en conflit entre eux. La spéculation, qui est devenue dans l'arrière blanc, selon l'admission des gardes blancs eux-mêmes, une force destructrice énorme, perturbe l'approvisionnement de l'armée. Sous Dénikine, les militaires anglais, représentants dans le sud de la Russie, se plaignaient systématiquement que tous les

arrières étaient équipés en uniforme anglais, tandis que l'armée était démunie. Aucune mesure sérieuse pour lutter contre la spéculation n'est naturellement prise par les dirigeants blancs. La spéculation s'empare de l'armée, de son personnel officier jusqu'aux plus hauts échelons. Et avec la spéculation croît l'extrême désordre, l'ivrognerie, le vice, le banditisme. Selon les témoignages des mêmes gardes blancs (voir par exemple le livre de G. N. Rakovski « Dans le camp des blancs », publié à Constantinople), la décomposition de l'arrière chez les blancs atteint des proportions monstrueuses.

Pas dans l'arrière rouge. Et ici, bien sûr, il y a des éléments bandits et spéculateurs. Mais contre eux, une lutte impitoyable est menée. Dans l'ensemble, ces phénomènes dans l'arrière rouge ne sont rien comparés à ce qui se passe dans l'arrière des Blancs.

Les armées ressentent vivement l'importance de leur arrière. Chez les Blancs, l'hostilité de l'armée envers son propre arrière grandit jusqu'à la haine. Cette haine s'est manifestée particulièrement vivement lors de la retraite des armées de Denikine au printemps 1920 vers le Sud. Les exactions, la violence, les pillages, les pogroms des divisions en retraite dépassent toutes les descriptions. « Assez de se battre pour les bourgeois, qu'ils se battent eux-mêmes », — avec de tels slogans, les rangs désorganisés de l'armée de classe de la bourgeoisie russe roulaient vers le Sud (voir le livre mentionné de Rakovsky). Ce cri du soldat de l'armée blanche indique le mieux sa compréhension de l'hypocrisie de la bourgeoisie, qui affirme prétendument qu'elle se bat pour les intérêts de tout le peuple.

Pendant les trois années de guerre civile, même dans les échecs les plus graves, nous n'avons rien vu de semblable dans l'arrière rouge. La liaison entre le front rouge et l'arrière rouge est restée solide et étroite pendant ces trois années. Quand l'arrière souffrait de faim, l'armée redoublait d'efforts pour lui envoyer des routes de pain en cadeau. Quand l'armée s'épuisait dans la lutte contre les régiments hautement qualifiés de Koltchak et Denikin, l'arrière mettait toutes ses forces pour soutenir l'armée. Ce n'était pas cet « arrière officiel » dont la responsabilité directe est de recruter pour l'armée et de la fournir, mais tout l'arrière dans son ensemble, tous les ouvriers et paysans fidèles au pouvoir soviétique. Ce sont précisément ces énormes arrières représentés par les conseils de district, de volost et de village et par les comités des pauvres villages qui ont réussi, malgré l'épuisement extrême de notre pays, à former deux fois de nombreux escadrons de cavalerie, qui ont renforcé les rangs clairsemés de nos armées montées et ont réussi à habiller (en se déshabillant eux-mêmes) les armées du front sud avant leur dernière offensive contre Wrangel.

Nos ennemis sont tout à fait incapables de comprendre l'unité du dos rouge et du front rouge, — cette unité qui révèle le plus clairement la force du régime soviétique, son véritable démocratisme, permettant aux couches les plus larges des travailleurs de participer directement et activement à la construction de l'État prolétarien et de l'armée prolétarienne. Nos ennemis ont prédit à plusieurs reprises la chute du pouvoir soviétique, d'abord sûrement dans trois semaines, puis dans trois mois, étant profondément convaincus de la justesse de leurs calculs. Et à chaque fois, ils se sont trompés. Leurs calculs, parfaitement corrects du point de vue bourgeois, s'effondraient parce que l'on ne peut pas mesurer la Russie soviétique avec l'étalement bourgeois, ni la comprendre avec l'esprit bourgeois.

L'unité de l'arrière rouge et du front rouge s'est également exprimée à travers les nombreuses mobilisations parties et professionnelles. Tout le travail de construction de l'État prolétarien et de l'Armée rouge repose naturellement entièrement sur les couches conscientes du prolétariat représentées par le parti communiste et les syndicats professionnels. Tout l'appareil de l'Armée rouge, tous les cadres de ses administrations et unités reposent entièrement sur les membres du parti communiste et des syndicats professionnels. Dans un pays paysan comme la Russie, ces cadres sont largement renforcés par la paysannerie. L'Armée rouge russe est une armée ouvrière-paysanne et symbolise l'union étroite et fraternelle du prolétariat russe, soulevé contre le propriétaire terrien et le capitaliste, avec le paysan révolté contre le propriétaire terrien. L'Armée rouge russe est une armée prolétarienne par ses

cadres, et paysanne par sa composition. C'est pourquoi il faut accorder une attention particulière aux cadres. Leur renouvellement ne peut se faire qu'au détriment du parti communiste et des syndicats professionnels. Et ce renouvellement s'effectue grâce à de nouvelles mobilisations parties et professionnelles. Le parti et les syndicats se réorganisent selon le modèle militaire, leurs membres deviennent militaires d'office, indépendamment des mobilisations générales. Toutes les restrictions d'âge, familiales ou autres tombent. Il s'agit d'une toute nouvelle forme de discipline partisane et professionnelle, qui impose sa marque militaire à toute leur vie interne. Mais il ne peut en être autrement dans les conditions d'une guerre civile. Lorsque tout le pays est déclaré « camp armé unique », le parti et les syndicats doivent être en première ligne et montrer à tout le pays un exemple de discipline et de dévouement.

Les arrières de l'armée dans la guerre civile

Le prolétariat, ayant pris le pouvoir entre ses mains, démolit, brise l'appareil de l'État bourgeois et commence à construire un nouvel appareil de l'État prolétarien. Et la première chose que le prolétariat entreprend pour construire son appareil d'État est son armée de classe, l'Armée rouge. Mais il n'a pas d'expérience dans la construction de l'Armée rouge prolétarienne, qui diffère beaucoup et de manière significative de l'ancienne armée bourgeoise. C'est pourquoi, en tâtonnant, il bâtit son armée, se rendant souvent compte que ce qui est construit n'est pas correct, détruit ce qui a été construit et recommence à construire.

On peut surtout observer ce processus continu de construction et de reconstruction dans les services arrière de l'Armée rouge, qui, même après trois ans de guerre, ne peuvent toujours pas être considérés comme complètement établis. Cela concerne avant tout les services d'approvisionnement de l'Armée rouge, puis son service sanitaire. Dans ce domaine, nous n'avons rien à apprendre des prolétaires d'Europe occidentale, qui s'en sortiraient de manière incomparablement meilleure et plus rapide que nous, et les prolétaires d'Europe occidentale n'ont rien à apprendre de nous, car notre expérience dans ce domaine est peu instructive. La seule chose à noter est que l'ancienne méthode d'autosuffisance des armées par le biais des préparations de intendance et des achats auprès de producteurs privés a été complètement abandonnée, car elle contredisait fondamentalement tout le système d'approvisionnement national de la Russie soviétique. Dans le schéma d'approvisionnement national, basé sur les principes de la production socialiste et de la distribution socialiste, l'Armée rouge est considérée comme un grand consommateur bénéficiaire d'une priorité absolue. Par conséquent, l'approvisionnement de l'Armée rouge repose sur des principes stricts de centralisation, en conséquence de quoi les organes d'approvisionnement de l'Armée rouge sont indépendants du commandement militaire et ne lui sont subordonnés qu'à titre opérationnel. Il en va de même pour les services sanitaires, dont la bonne organisation dépend pour les trois quarts d'un approvisionnement correct.

On peut exprimer une confiance totale que le prolétariat d'Europe occidentale saura construire une économie socialiste beaucoup plus rapidement que le russe, et, par conséquent, organiser plus vite et plus correctement l'approvisionnement de l'Armée rouge.

Dans le domaine de l'approvisionnement, les gouvernements blancs étaient des « arnaqueurs » à tous points de vue. Une spéculation effrénée et un effondrement total de la production, y compris militaire, voilà le tableau de l'organisation de l'approvisionnement dans les armées blanches. Sans la générosité des prêteurs et spéculateurs français et anglais, les dirigeants blancs n'auraient pas été capables d'équiper ni d'armer un seul soldat.

Parmi les institutions de l'arrière de l'Armée rouge, il convient de mentionner les « départements spéciaux » chargés de traquer les espions et comploteurs de l'armée blanche

ainsi que les tribunaux militaires révolutionnaires. Il n'est pas nécessaire d'expliquer le rôle et l'importance de ces organes. Nous parlerons des départements politiques plus bas.

Conseils militaires révolutionnaires

Dans le domaine du commandement des armées, le commandement blanc se contentait de formes de gestion empruntées à l'ancienne armée bourgeoise. La situation est tout autre dans l'Armée rouge, qui a inventé de nouvelles formes de gestion plus avancées, incarnées par les conseils militaires révolutionnaires des fronts et des armées, ainsi que par un vaste cadre de commissaires dans toutes les directions et unités de l'Armée rouge.

La question des commissaires est apparue en lien avec le recours à d'anciens officiers dans l'Armée rouge pour des postes de commandement. Il est tout à fait logique que le pouvoir prolétarien doive surveiller attentivement leur travail. De plus, l'introduction de l'institution des commissaires auprès des « spécialistes militaires », comme on appelait les anciens officiers, devait dissiper la méfiance naturelle envers les anciens officiers qui régnait dans les rangs de l'Armée rouge. La signature du commissaire sur chaque ordre servait de garantie qu'il n'y avait pas de trahison.

Cependant, il fut bientôt constaté que le travail des commissaires couvrait un domaine incomparablement plus vaste que la simple observation des spécialistes militaires. Alors furent créés des conseils militaires révolutionnaires de front et d'armée, composés d'un commandant et de deux (parfois trois) commissaires. Le travail des conseils militaires reposait sur le même principe que celui des commissaires : sur les questions opérationnelles, le commissaire doit signer l'ordre du commandant même s'il n'est pas d'accord. Dans ce cas, il a le droit de contester les actions du commandant devant l'instance supérieure. Pour toutes les autres questions, il dispose d'un vote égal à celui du commandant.

Il n'y a rien à expliquer : dans la gestion directe des opérations, il doit y avoir une autorité unique complète : l'histoire militaire le confirme par de nombreux exemples des conséquences néfastes auxquelles la collégialité de la direction opérationnelle pouvait conduire, que ce soit sous la forme d'une institution permanente (par exemple, le Hofkriegsrat de Vienne, le conseil militaire de cour), ou sous la forme d'ingérences venant d'en haut, provenant des centres politiques ou de dirigeants politiques individuels. De telles tentatives d'ingérence se sont produites aussi chez nous, surtout de la part des organisations locales du parti dans les villes où se trouvaient les états-majors de l'armée. L'inadmissibilité de telles ingérences, même dans le domaine du travail politique, était fermement établie par le parti : l'armée, les conseils militaires, les départements politiques et l'organisation du parti au sein de l'armée étaient reconnus comme extraterritoriaux. Le parti, par l'intermédiaire du congrès et du Comité central, définit les bases de la politique militaire, veille à leur correcte mise en œuvre, prend les décisions concernant la guerre et la paix, nomme et révoque les membres des conseils militaires révolutionnaires, mais n'intervient pas dans le déroulement des opérations stratégiques et n'assume pas les fonctions de commandant en chef, ni de commandants de fronts ou d'armées. Il est d'autant plus inadmissible d'accorder à certains camarades, même très en vue, quelque droit de commandement ou droit d'ingérence dans la vie intérieure de l'armée, s'ils n'occupent aucun poste dans l'armée ou n'occupent que des postes très indéfinis. Accorder le droit d'ingérence dans les questions opérationnelles et le droit d'annuler les ordres aux membres du Conseil militaire révolutionnaire de la République a entraîné jadis de graves conséquences, ce qui a rendu nécessaire l'annulation de ce droit.

En fin de compte, les soviets révolutionnaires militaires des fronts et des armées se sont constitués comme des centres de gestion collégiaux, dans lesquels la partie opérationnelle était entre les mains du commandant, tandis que la partie politique (départements politiques, départements spéciaux, trois tribunaux, renseignement d'agents, relations avec les organisations civiles locales) était entre les mains de deux commissaires. Toutes les autres questions, en particulier les questions d'approvisionnement et de formation, étaient décidées collégialement. Le plus souvent, cependant, il arrivait que les questions opérationnelles soient également discutées collégialement. La décision, toutefois, restait celle du commandant. Les commandants eux-mêmes acceptaient volontiers la collégialité par peur de la responsabilité.

Cette forme de commandement est-elle correcte ? Cette question n'est pas encore résolue de manière définitive. Il y a des partisans de l'opinion selon laquelle il est désormais possible de passer à une forme de commandement unifié des fronts et des armées. Des tentatives de ce passage ont déjà été faites. Ces tentatives ont toutefois montré que le moment de la transition vers le commandement unique n'était pas encore complètement mûr. Avec des commandants uniques, il a été nécessaire d'introduire des assistants pour les questions politiques et administratives, c'est-à-dire, sous une forme détournée, le même conseil militaire, avec les mêmes subdivisions de ses fonctions.

L'essence de la question réside dans le fait que, en temps de guerre civile, la gestion des armées est incomparable, bien plus complexe et difficile que dans des conditions de « guerre ordinaire ». Dans une « guerre ordinaire », il existe une armée organisée de manière planifiée et en avance, un appareil logistique structuré, un État organisé. Dans une guerre civile, rien de tout cela n'existe : l'armée se constitue sur le champ de bataille, les arrières se mettent en place à partir de rien, l'appareil d'État est en construction continue. Il n'y a pas de formes achevées ou fixes, les domaines de compétence ne sont pas répartis, les relations ne sont pas établies. À tout cela s'ajoute une pénurie généralisée de fournitures, ce qui complique extrêmement la situation. Des milliers de questions d'organisation, de formation de nouvelles unités, de règlement des conflits avec les organisations locales, de lutte contre les soulèvements à l'arrière, de travail politique dans la zone proche du front, etc., des milliers de questions étrangères à la « guerre ordinaire », assaillent littéralement le commandement de front et d'armée dans une guerre civile. Et pour une seule personne, même si elle est particulièrement douée, surtout si c'est un ancien officier, un spécialiste militaire habitué à travailler « avec une armée prête » sans s'impliquer en politique, il est impossible de s'en sortir. Si l'affaire consistait seulement à combattre en dirigeant une armée prête, alors la gestion individuelle serait possible. Mais dans une guerre civile, il faut non seulement combattre, mais aussi construire simultanément l'armée, et ce dans des conditions extrêmement complexes et difficiles. On ne peut s'en passer d'une collégialité ici.

Nous avons eu de nombreux exemples de conflits au sein des conseils militaires révolutionnaires. Leur cause, cependant, ne résidait pas dans la collégialité. À la base, il y avait l'introduction sur certains fronts d'une « division du travail » entre les membres des conseils militaires, le nombre de membres atteignant parfois 6 à 8. L'un était responsable de la « partie politique », un autre des approvisionnements, un troisième de l'assistance sanitaire et de la commission extraordinaire de lutte contre les épidémies, le quatrième du bois, du déneigement et, en général, de l'utilisation du travail des armées. De plus, les membres du conseil militaire comprenaient des représentants du Commissariat du Peuple à l'Alimentation, du Conseil Suprême de l'Économie Nationale et des commissaires spéciaux pour les chemins de fer. Cette « division du travail » a conduit à une séparation presque complète et très nocive des fonctions les unes par rapport aux autres. L'unité de gestion a disparu. C'était la source des conflits, car personne n'était là pour unifier les fonctions, et bien sûr, aucun commandant, ancien officier, n'aurait pu les unir. Il y avait tous les doigts, mais pas de main.

Au lieu d'un collège unique, une commission interministérielle a été créée sur une base séancielle.

Toute cette expérience variée montre que les conseils militaires révolutionnaires sont et doivent être des « commandants collectifs », qui unifient l'ensemble de la gestion de l'armée dans son ensemble. Tous les membres du conseil militaire gèrent conjointement l'ensemble des affaires administratives. Seule la partie opérationnelle est confiée à la gestion indépendante d'un commandant, qui, s'il est communiste, participe également à la partie politique du travail. Un tel conseil militaire ne doit pas et ne peut pas être nombreux : trois, et parfois seulement deux membres. Une combinaison d'un spécialiste militaire capable, énergique et honnête, et d'un ou deux communistes capables, énergiques et tactiques, peut fonctionner à merveille et représenter un commandant unique. Ou, comme l'a formulé le commandant en chef actuel, le camarade Kamenev : « Ce n'est que la combinaison réussie d'un communiste et d'un chef d'état-major (officier de l'état-major général) qui assure 100 % du commandement ».

La question des conseils militaires révolutionnaires et de la transition vers un commandement unique n'est donc pas une question fondamentale. S'il se trouve un tel commandant qui combine en lui un bon communiste et un bon chef d'état-major et qui parvient à gérer seul la tâche extrêmement complexe de diriger l'armée en temps de 'guerre civile', alors ce commandant unique est bien sûr préférable à un « commandant collégial » (conseil militaire). Malheureusement, dans les conditions russes, de tels camarades sont presque invisibles. Peut-être que le prolétariat d'Europe occidentale sera plus chanceux que nous.

Les commissaires dans l'armée rouge

Par la nature même de leur travail, les commissaires de l'Armée rouge ne diffèrent pas des membres des conseils militaires révolutionnaires. Seul le champ de leur activité se rétrécit de plus en plus du haut vers le bas : commissaires de division, de brigade et de régiment. Les conseils militaires dans les divisions, les brigades et les régiments ne se sont pas établis. Dans ces unités, il n'y a qu'un seul commissaire attaché au commandant correspondant. Parfois, les commissaires ont des assistants pour les affaires politiques. Le rôle des commissaires dans les unités de front est énorme, et c'est précisément pour cette raison que, pendant les trois années de la guerre civile, malgré de nombreuses tentatives, il n'a pas été possible de créer un règlement général sur les commissaires. Les fonctions du commissaire sont globales, ses pouvoirs énormes, ses droits presque illimités, à l'exception du droit de résoudre les questions opérationnelles. En plus du travail politique, logistique et militaire, le commissaire a le devoir de combattre, donnant à son unité l'exemple du courage et du dévouement. Parfois, en accord avec le commandant, il doit assumer le commandement d'une partie des forces. C'est pourquoi une certaine formation militaire est nécessaire. Chez nous, cette formation militaire se faisait directement sur le terrain. Les camarades d'Europe occidentale ont la possibilité de préparer à l'avance le personnel des futurs commissaires de l'Armée rouge, suffisamment familiarisés avec les affaires militaires.

Le travail des commissaires d'état-major se déroule dans des conditions quelque peu différentes lorsqu'ils se trouvent dans des institutions arrière (états-majors et administrations). Ici, la vigilance passe avant tout, car les états-majors et les administrations sont les endroits les plus attrayants pour les espions ennemis. La trahison, comme cela a été maintes fois constaté au cours des trois années de guerre civile en Russie, se niche le plus souvent dans les états-majors. Il est également demandé aux commissaires d'état-major de faire preuve de vigilance pour l'exécution précise et rapide des ordres et directives.

Départements politiques dans l'armée rouge

L'Armée rouge russe, comme il a été établi ci-dessus, est une armée de travailleurs et de paysans avec une grande prédominance de paysans. La paysannerie n'est pas homogène dans son ensemble : à côté des paysans pauvres qui suivent sans réserve le prolétariat, et des koulaks villageois qui détestent la dictature prolétarienne, la majorité de la paysannerie russe consiste en une couche moyenne, petite-bourgeoise, possédant sa ferme et n'exploitant pas la force de travail d'autrui. Cette couche petite-bourgeoise, comme nous le savons déjà, oscille entre le koulak et le proléttaire. C'est pourquoi un travail politique incessant est nécessaire dans l'Armée rouge pour clarifier en permanence les objectifs et la signification de la guerre civile, souligner le danger menaçant la paysannerie en cas de victoire des propriétaires terriens, familiariser les troupes avec la situation internationale complexe et la politique du gouvernement soviétique, ainsi qu'avec les nombreuses questions de la vie interne de l'Armée rouge. Il est très probable que la mise en place de l'ample travail politique dans l'Armée rouge soit une particularité russe, et que dans l'Armée rouge d'Europe occidentale, une telle pression dans ce domaine ne sera pas nécessaire comme ici chez nous. Mais, puisque là aussi, des couches stables du prolétariat et une partie de la paysannerie entreront dans l'Armée rouge, il faudra y mener un travail politique.

L'Armée rouge russe est devenue une immense école de culture politique. (Et pas seulement politique : il fallait commencer par les bases, étant donné le pourcentage énorme d'analphabètes parmi les paysans-soldats rouges). Les départements politiques des fronts, des armées, des divisions et des brigades constituent une organisation vaste, ayant ses ramifications dans les compagnies (chef politique de la compagnie) et menant des travaux culturels, éducatifs et politiques dans les clubs de soldats rouges, les écoles d'alphabétisation, les écoles du parti, au théâtre et au cinéma, par le biais de conférences, d'entretiens, de journaux, de brochures, de tracts, etc. Pour accomplir tout ce travail, ils disposent d'un vaste appareil. Tout cet appareil est dirigé de manière centralisée, sous la forme de la direction politique de la république, directement subordonnée au Comité central du parti.

Les relations entre les conseils militaires révolutionnaires des fronts et des armées et les départements politiques correspondants se sont établies sous la forme de la subordination des départements politiques aux conseils militaires révolutionnaires. Les départements politiques des fronts et des armées occupent la position d'une administration distincte qui, aux côtés d'autres administrations distinctes (état-major, service de ravitaillement, service sanitaire, etc.), est subordonnée au conseil militaire révolutionnaire. Ce n'est que dans le domaine de l'approvisionnement (littérature, supports pédagogiques, biens théâtraux, etc.), dans le domaine de l'instruction (méthodes de mise en place du travail politique et culturel-éducatif dans l'Armée rouge) et, enfin, dans le domaine du renforcement en personnel politique que les départements politiques sont directement subordonnés à l'administration politique de la république.

Les commissaires sont généralement proposés ou désignés par les départements politiques, où le recensement complet de tous les travailleurs politiques de l'Armée rouge est concentré, et sont approuvés par les conseils militaires révolutionnaires. En conséquence, les commissaires sont directement subordonnés aux conseils militaires révolutionnaires et ne peuvent recevoir d'ordres ou d'instructions concernant leur travail de la part des départements politiques auxquels ils restent néanmoins responsables.

Parallèlement à la prise en compte et à la répartition des travailleurs politiques et culturels-éducatifs dans l'armée et à l'instruction et à la direction permanentes du travail des sections politiques inférieures (divisionnaires, de brigade, etc.), l'une des principales tâches des départements politiques est la rédaction, sur la base des dépêches télégraphiques, de bulletins politiques caractérisant l'état politique général de l'unité (division, brigade, régiment, troupes spéciales), sa capacité de combat, sa discipline, les relations entre le

personnel commandant et les soldats, l'approvisionnement de l'unité, son état sanitaire et, enfin, l'organisation du travail politique et culturel-éducatif. Ces bulletins ne doivent pas se limiter à de vagues phrases générales telles que : « le moral de l'unité est bon », « l'approvisionnement est mal organisé », etc. Ils doivent fournir des faits concrets et des chiffres précis, ce qui nécessite l'élaboration d'un modèle uniforme pour ces bulletins.

Enfin, la gestion des départements politiques inclut également le poste de chef du travail de parti au sein de l'Armée rouge.

Organisations partisanes dans l'armée rouge

La guerre civile est une guerre de classes et, par conséquent, une guerre partisane. Il ne peut donc pas y avoir d'armée apolitique dans une guerre civile : c'est hors de question. Mais cela ne signifie en aucun cas que l'Armée rouge puisse être directement dirigée par le parti, par les organisations locales du parti ou par le Comité central. Ici, seul un contact et une coordination du travail sont possibles, pas une subordination. Sinon, il en découlerait que l'Armée rouge serait soumise non pas aux conseils militaires révolutionnaires ni aux départements politiques, mais à quelqu'un d'autre, situé en dehors de l'Armée rouge. Les tentatives effectuées dans ce sens par les organisations locales du parti ont montré qu'une telle situation ne peut apporter rien d'autre que du tort.

Les organisations de parti dans l'Armée rouge sont fermées et, sur toute leur ligne, ne répondent qu'au Comité central du parti communiste. Cette ligne passe par les départements politiques, auxquels le travail de parti est intégré en tant que partie du travail politique.

À la base de l'organisation du parti se trouve la cellule du parti d'une compagnie, d'un régiment, d'un état-major, d'une direction, en un mot, d'une partie de l'appareil militaire concentrée en un seul lieu. Les cellules se regroupent par le biais de conférences organisées par les départements politiques, convoquées de manière plus ou moins régulière. Dans les cellules communistes repose tout le travail du parti dans cette partie ou cet établissement.

Si les organisations du parti, situées en dehors de l'Armée rouge, ne peuvent prétendre à la gestion directe de l'Armée rouge ou de certaines de ses unités, il est d'autant moins admissible qu'une organisation du parti à l'intérieur de l'Armée rouge prenne en charge son administration. La direction de l'armée appartient aux conseils militaires révolutionnaires et aux chefs et commandants qui leur sont subordonnés, conjointement avec les commissaires présents auprès d'eux. Même si tous les membres des conseils militaires, chefs et commandants étaient communistes, cela ne signifie pas que les conseils militaires sont des organisations du parti. Leur tâche est la gestion de l'armée, et non le travail partisan, et dans cette tâche, ils sont « non partisans ». Quant à la tâche des organisations du parti à l'intérieur de l'Armée rouge, elle consiste à mener le travail de parti, et non à commander l'armée. Il est inutile de dire à quelle décomposition incroyable de l'armée conduirait la création d'une deuxième ligne de direction à l'intérieur de celle-ci ou la subordination des conseils révolutionnaires et des départements politiques aux cellules du parti. Le Comité central du parti n'a pas seulement interdit catégoriquement l'ingérence des organisations du parti à l'intérieur de l'Armée rouge dans sa direction, mais il a également jugé nécessaire de modifier la structure des organisations du parti à l'intérieur de l'Armée rouge et de les construire sur les principes de nominations et de subordination militaire. Les chefs des départements politiques ne sont pas élus par les organisations du parti, mais nommés par le Comité central. Il en va de même pour les membres des conseils militaires révolutionnaires. Les commissaires ne sont pas élus, mais nommés par les conseils militaires révolutionnaires. Les ordres des départements politiques doivent être exécutés par les cellules sur la base de la discipline militaire. Pour être des exemples de discipline pour les masses de l'Armée rouge, les communistes doivent avant tout introduire la discipline militaire dans leurs propres rangs.

À l'approche du Xe congrès du parti, dans certains cercles du parti au sein de l'Armée rouge, un courant est apparu, lié à la fin de la guerre, visant à « une réorganisation complète de l'organisation du parti à l'intérieur de l'Armée rouge sur le modèle des organisations de parti civiles », c'est-à-dire avec des organes de parti élus dans les brigades, divisions, armées, districts et fronts. Objectivement, ce courant conduisait à la formation d'un parti autonome au sein de l'Armée rouge (le RCP de l'Armée rouge), ce qui, bien sûr, était tout à fait inacceptable et n'était pas permis par le parti, non seulement dans l'armée, mais aussi, par exemple, dans les syndicats. D'autre part, des courants apparurent, visant à la liquidation de l'organisation autonome du parti dans l'Armée rouge et à leur fusion complète avec les organisations locales du parti. Ces deux courants furent fermement condamnés par le Xe congrès, qui adopta une résolution sur le maintien de l'appareil politique de l'Armée rouge dans son état actuel, à condition d'un contact étroit avec les organisations locales du parti et avec le Département principal d'éducation politique.

Conclusion

Le prolétariat russe a été confronté à une tâche absolument exceptionnelle, incomparable par sa difficulté : dans un pays rural, avec un réseau ferroviaire et une industrie peu développés, en outre détruits par la guerre impérialiste, se battant contre le monde entier, subissant la première et la plus féroce attaque de la contre-révolution internationale, entreprendre, sans aucune expérience, la construction de la vie économique sur des bases socialistes et, en même temps, pour la première fois dans l'histoire, sans aucune expérience préalable, construire l'Armée rouge socialiste. Pendant trois ans, le prolétariat russe réussit avec un certain succès à accomplir ces deux tâches, en versant son sang et en se donnant sans répit sur les fronts du combat et du travail. Ce fait est si frappant qu'il semble être un miracle incroyable, un conte fantastique. Les révolutions ont toujours été riches en miracles, dont la source résidait dans l'énergie révolutionnaire et l'enthousiasme révolutionnaire des masses populaires éveillées à une nouvelle vie. Mais seule la révolution socialiste est véritablement ce type de révolution qui donne à l'énergie et à l'enthousiasme révolutionnaires des masses ouvrières et paysannes un champ d'action illimité.

Si le faible prolétariat russe dans un pays paysan arriéré a globalement réussi à accomplir ces deux tâches et a tenu trois ans contre les forces unies de l'impérialisme mondial, il est clair que le prolétariat fort et organisé de l'Europe occidentale dans les pays culturellement avancés, où existent les conditions matérielles pour construire le socialisme, réussira beaucoup plus rapidement et mieux.

Cela, cependant, ne dispense en rien le prolétariat ouest-européen et les partis communistes de l'obligation de commencer dès maintenant les travaux préparatoires à la construction de l'avenir Armée rouge. L'étude des affaires militaires, la connaissance de l'expérience des guerres civiles, la formation du personnel futur de commandement et du corps des commissaires rouges,—voici la tâche pratique à laquelle fait face le prolétariat européen, comme tâche du jour.

La bourgeoisie se prépare aux futures batailles de la guerre civile. Que le prolétariat se prépare aussi ! Sinon, ses futures victoires auront un prix trop élevé, sinon il subira de nombreuses défaites dans le processus de développement de la révolution socialiste, sinon une guerre civile entraînera une guerre économique extraordinaire ! L'épuisement va s'éterniser trop longtemps. La révolution socialiste, dans les conditions de l'énorme dévastation de l'industrie et des transports causée par la guerre impérialiste, est contrainte de soulever la question de la plus grande économie de forces et de ressources. La victoire doit s'acheter au prix le plus bas. La bourgeoisie, désespérée de la victoire, détruit consciemment les valeurs matérielles accumulées au fil des siècles uniquement afin de ne pas les remettre entre les mains du prolétariat et de rendre extrêmement difficile la mise en œuvre du système

socialiste. Cela se voit dans l'exemple de la bourgeoisie russe, dont les armées de classes, lors de leurs retraites, infligèrent des destructions colossales et insensées, inondèrent les bateaux à vapeur, détruisirent les moyens de transport, détruisirent des pièces irremplaçables de machines, firent exploser usines et usines, et détruisirent les approvisionnements alimentaires.

Le seul moyen de réduire la durée de la guerre civile et de rendre la révolution socialiste plus « économique » est de remporter une victoire décisive dans les plus brefs délais. Pour cela, il faut dès maintenant commencer à préparer toutes les composantes futures de l'Armée rouge régulière selon un plan précis et mûrement réfléchi.

Cette tâche incombe à l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat — aux partis communistes. La tâche est difficile, mais quiconque s'engage dans la révolution socialiste doit être prêt à affronter des difficultés encore plus grandes.

Réorganisation de l'Armée rouge des ouvriers et des paysans

1. La première période des guerres (guerre civile) est, dans l'ensemble, terminée. Cette période se caractérisait par le fait que l'Armée rouge faisait face à des armées blanc-guardistes formées à la hâte, dans lesquelles s'incorporaient des masses paysannes instables, hésitant entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Ces mêmes traits d'instabilité et d'hésitation caractérisaient également l'Armée rouge, également formée à la hâte et composée à neuf dixièmes de paysans.

2. La possibilité d'une nouvelle série de guerres, non plus contre la contre-révolution russe, à neuf dixièmes déjà vaincue, mais contre une puissance impérialiste quelconque, n'est pas exclue. Une telle possibilité se dessine réellement, par exemple, à nos frontières occidentales et méridionales (Caucase), où l'Entente organise un bloc noir de petits États en dépendance vassale (Finlande, Estonie, Lettonie, Pologne, Roumanie, Bulgarie, Grèce, Turquie, etc.). La possibilité de complications militaires en Extrême-Orient n'est pas non plus exclue.

3. Quelle que soit l'évolution future de la situation internationale, il est indubitable qu'à l'avenir nous devrons mener la guerre non plus contre une armée instable, paysanne, hostile ou neutre à la dictature prolétarienne, mal formée et armée, rapidement constituée et intérieurement désunie (hostilité des masses de soldats envers les officiers), mais contre une armée plus ou moins nationaliste (et donc plus ou moins hostile à la dictature prolétarienne), plus ou moins solide, plus ou moins unie, hautement entraînée et richement armée de tous les moyens et instruments modernes de lutte impérialiste. L'Armée rouge, encore moins entraînée et armée que les Blancs, avec un commandement très peu préparé, formée à la hâte dans des conditions de guerre civile continue, a vaincu les armées blanches grâce à sa supériorité numérique et à une plus grande cohésion interne, inlassablement entretenue par les départements politiques, les commissaires et les cellules du parti dans une atmosphère de large sympathie des masses laborieuses à l'égard du pouvoir soviétique et d'enthousiasme révolutionnaire, promu sans réserve par le travail du parti communiste. Dans l'état actuel, l'Armée rouge sera totalement incapable de faire face à de puissantes armées impérialistes. Par conséquent, le pouvoir ouvrier-paysan se trouve devant la tâche immédiate de réorganiser l'Armée rouge et de la rendre au moins aussi puissante que les armées impérialistes modernes.

4. La réorganisation des forces armées de la fédération soviétique doit aller dans deux directions : 1) attirer les larges masses laborieuses à la défense de la république grâce à une préparation militaire systématique, à la fois pour les appelés et pour ceux en âge pré-appelé (enseignement militaire universel) ; et 2) maintenir et renforcer l'Armée rouge en l'équipant des armes de combat les plus modernes et perfectionnées et en améliorant sa composition qualitative.

5. L'armement de l'Armée rouge avec les armes les plus puissantes de lutte (chars, véhicules blindés, trains blindés, avions, canons à longue portée, etc.) pose au pouvoir ouvrier et paysan la tâche de prendre toutes les mesures nécessaires pour « assimiler » toutes les dernières améliorations de la technique militaire et de commencer d'urgence la production des armes de lutte les plus récentes, en intégrant le programme de cette production dans un plan économique global, comme un élément prioritaire.

6. Le point fort des Blancs, ainsi que des armées impérialistes modernes, est leur commandement nombreux, riche en connaissances et expérience militaires, et hautement qualifié. Le commandement de l'Armée rouge est le point le plus faible. C'est pourquoi la république se voit imposer la tâche de déployer tous ses efforts pour développer un réseau d'écoles militaires de divers niveaux (y compris des écoles spécialisées), où l'enseignement serait organisé en stricte conformité avec l'énorme expérience des guerres récentes et sur la base d'une doctrine militaire unique reposant sur les enseignements de Marx et Engels. Il est particulièrement important de faire passer par ces écoles tous les cadres de l'Armée rouge qui ont déjà acquis de l'expérience pendant la guerre impérialiste et la guerre civile. Cependant, peu importe le niveau de nos écoles militaires, il ne faut pas créer de faux espoirs en pensant que nous pourrons à court terme former et produire un nombre suffisamment important de commandants rouges expérimentés et possédant pleinement les connaissances militaires scientifiques modernes parmi les ouvriers et les paysans. Cela nécessitera plus de temps. Par conséquent, en ce qui concerne le commandement, nous serons encore longtemps moins bien dotés que nos ennemis.

7. La relative pauvreté en matière de commandement dans les rangs de l'Armée rouge incite à chercher les voies et moyens qui pourraient atténuer ce principal défaut de l'Armée rouge. L'expérience de la guerre civile de trois ans nous donne à cet égard des indications extrêmement précieuses ; les divisions et brigades de combattants ont montré pendant la guerre civile qu'elles étaient les unités les plus résilientes et combatives de l'Armée rouge, ne cédant en capacité de combat ni à nos meilleures divisions (21, 28, 30, 51, etc.), ni aux meilleures unités d'officiers des armées blanches, dont l'expérience doit également être prise en compte dans ce domaine. Dans les deux cas, nous avons des unités composées de combattants individuels hautement qualifiés, tant sur le plan politique que militaire, avec un haut niveau de conscience et de loyauté, riches en connaissances militaires, leur permettant de manifester largement leur initiative au combat. Ce n'est que de cette manière, en élevant la conscience politique et la préparation au combat des combattants individuels, que l'on peut en grande partie compenser le commandement quantitativement et qualitativement insuffisant de l'Armée rouge. Seul un État ouvrier-paysan pourrait pour la première fois dans l'histoire se confier la tâche de créer des armées de combattants qualifiés, et il est capable de la résoudre. Les États bourgeois ne peuvent même pas se confier une telle tâche, car le soldat politiquement conscient et doté d'une grande connaissance militaire est la plus grande menace pour leur existence même, et ils ne tiennent que tant que le soldat est un « homme noir de guerre » ignorant et inconscient, qui ne sait que marcher, tirer et s'enraciner. afin de créer une armée de classe numérique mais suffisamment forte à partir d'eux.

8. La réorganisation de l'Armée rouge doit aller dans le sens d'une réduction de son effectif à mesure que les qualités de combat de chaque soldat individuel s'améliorent. Comme prochaine étape de la qualification d'un soldat de l'Armée rouge, on pourrait envisager un niveau de connaissance comparable à celui d'un commandant d'unité détaché. Un soldat rouge qualifié, dans un avenir proche, doit être un bon éclaireur, un bon spécialiste du contre-espionnage et savoir s'orienter au combat au niveau de la section. Le programme de formation militaire pour la qualification d'un soldat doit être élaboré lors des conférences et congrès des soldats rouges, avec la participation obligatoire du personnel de commandement et des commissaires de niveau inférieur (commandants de peloton, de section et de compagnie, commissaires politiques de compagnie).

9. Dans ce contexte, la caserne doit devenir une école politico-militaire, formant des soldats qualifiés et politiquement conscients. Parallèlement, la caserne rouge doit devenir une école du travail, liant le soldat rouge à la vie laborieuse générale du pays, l'impliquant dans le travail commun de construction économique sous des formes qui ne nuisent pas à l'entraînement au combat. Le plan économique unifié doit inclure, comme programme prioritaire, un plan de production pour la réparation, la reconstruction et la construction de casernes adaptées aux tâches de formation politique, militaire et professionnelle.

10. Il est nécessaire de prêter attention à l'expérience de l'infanterie «mobile» (déplacements rapides des bandes de Makhno sur des "tachankas", transferts rapides des troupes à bord de camions) et de l'utiliser à des fins de préparation, tant pour les unités elles-mêmes que pour la population locale, à cette méthode de manœuvre, en particulier dans les zones de probables opérations militaires.

11. L'importance de la cavalerie dans les guerres modernes (de type guerre civile), révélée au cours des trois années de guerre civile, qui, dans des conditions de révolution mondiale croissante, prendra principalement un caractère de manœuvre et, par conséquent, offrira un large champ d'action à la cavalerie, met en évidence la tâche d'étudier l'expérience des actions de la cavalerie et de l'appliquer dans la Cavalerie Rouge. Il est particulièrement important de prêter attention à l'intégration à la cavalerie de mitrailleuses montées, de véhicules blindés, de camions armés de canons légers et de mitrailleuses, ainsi que d'aéroplanes lance-bombes. Une telle intégration de moyens techniques puissants à la cavalerie, sans diminuer sa rapidité de déplacement, sa flexibilité de manœuvre et la vitesse de ses coups, lui confère une force de feu énorme et la transforme en substance en une nouvelle arme — la cavalerie blindée. Les actions de la cavalerie blindée ont déjà été testées lors de l'expérience de la cavalerie de Wrangel.

12. Dans tous les travaux de réorganisation de l'Armée Rouge, dans la mesure où les conditions techniques et de préservation du secret militaire le permettent, il est nécessaire de faire participer de près tous les soldats rouges par l'organisation de conférences, d'entretiens, de séminaires, de congrès, d'expositions, d'excursions, etc.

13. La grande prédominance des éléments petits-bourgeois et paysans dans la population des Républiques soviétiques, le renouveau spontané du capitalisme, le retard de la révolution en Occident et la destruction économique extrême créent, durant cette période difficile pour la dictature prolétarienne, un terrain favorable aux tentatives bonapartistes de renversement du pouvoir soviétique. Le seul moyen de protéger notre Armée Rouge, composée pour près des neuf dixièmes de paysans, contre les intrigues bonapartistes réside dans la conservation de l'appareil politique de l'Armée Rouge (services politiques, commissaires, cellules du parti) tel qu'il s'est établi au cours des trois années de guerre, et dans son amélioration et renforcement ultérieurs. En même temps, des mesures doivent être prises pour démocratiser intérieurement cet appareil, tant que cela ne contredit pas les bases solidement établies de l'organisation militaire. L'autonomie de l'appareil politique de l'Armée Rouge, tout en maintenant un lien étroit avec les organisations locales du parti et une participation au travail général du parti, ainsi qu'une gestion centralisée, constitue les principales conditions pour garantir son intégrité et son efficacité. En même temps, il est nécessaire de créer un organe spécial chargé de résumer dans les plus brefs délais le travail politique de l'Armée Rouge et de tenir compte de toute l'expérience de trois ans dans ce domaine.

14. L'importance décisive du travail politique dans l'Armée rouge exige une planification systématique, la formation et l'éducation du personnel des commissaires et des chefs politiques, ainsi que des travailleurs politiques d'autres spécialités ; en priorité parmi ceux qui ont fréquenté l'École de la guerre civile. À cette fin, il est nécessaire de créer un réseau d'écoles et de cours spéciaux rattachés aux écoles du parti. Cette mesure ne donnera des résultats pleinement satisfaisants que si les départements politiques (et là où ils font

défaut, les comités du parti) prennent correctement en compte tous les travailleurs politiques militaires, aussi bien ceux restant dans l'armée que ceux envoyés dans les arrière-postes, selon un système élaboré qui classe le personnel par spécialités et par ancienneté. Sans instaurer une échelle bureaucratique de progression dans la carrière, il faut néanmoins prendre des mesures concrètes pour que l'Armée rouge attire aux postes politiques importants des travailleurs venant du rang, ayant acquis une expérience pratique suffisante, leur donnant le cas échéant la possibilité de compléter leur formation théorique.

15. Lors du passage à un commandement ou à une gestion individuelle avec le remplacement des commissaires par des assistants politiques ou sans ceux-ci, il est nécessaire de prendre strictement en compte la complexité et la difficulté des tâches de réorganisation de l'armée dans le contexte international et interne actuel de la république. En conséquence, la transition vers l'unicité doit se faire avec une certaine gradualité.

16. En ce qui concerne la période actuelle de la révolution russe, restent pleinement en vigueur les dispositions adoptées par le IXe congrès du PC(b)R, selon lesquelles : « 1) la transition vers un système policier doit se faire de manière nécessairement graduelle, en accord avec la situation militaire et les positions diplomatiques internationales de la République soviétique, à la condition impérative que sa capacité de défense reste à tout moment à un niveau adéquat ; et 2) se développant vers la transformation en peuple armé communiste, la police doit, en période actuelle, conserver dans son organisation toutes les caractéristiques de la dictature du prolétariat. » Les partisans les plus ardents de la transition vers le système policier n'osent actuellement proposer plus que l'introduction de ce système dans une ou deux circonscriptions intérieures, tout en maintenant en même temps des armées permanentes sur toutes les parties frontalières menacées. Cependant, même une telle introduction du système policier dans les circonscriptions intérieures doit être abordée avec une grande prudence et vigilance dans la période difficile actuelle de la dictature prolétarienne, en gardant à l'esprit que, d'une part, les troupes territoriales, dans les conditions actuelles, ne représentent pas une garantie suffisante pour la sécurité extérieure de la République, et d'autre part, peuvent facilement devenir un soutien aux tendances particularistes locales, au détriment des intérêts généraux de la République ouvrière et paysanne. Par conséquent, dans les conditions actuelles, le système policier ne peut concerner que les masses prolétariennes et semi-prolétariennes des villes et des campagnes, et doit reposer sur le lien le plus étroit entre les détachements territoriaux et le parti (détachements de mission spéciale) ainsi que les syndicats (sections d'usine et rurales). Aux sections rurales des syndicats incombe actuellement la tâche non seulement de se connecter étroitement avec les détachements territoriaux ruraux, mais aussi de prendre en charge certaines fonctions des comités de la pauvreté rurale là où ces derniers n'existent pas.

En même temps, il est nécessaire de développer la préparation préconcription des jeunes, de commencer la préparation anticipée de la population des zones probables des opérations militaires et des zones arrière proches à l'aide active de l'Armée rouge sous toutes les formes, élaborées par la riche expérience des guerres impérialistes et civiles.

17. L'une des conditions principales pour assurer la puissance maximale de l'Armée rouge est sa transformation en un organisme unique, soudé de haut en bas non seulement par la communauté d'idéologie politique, mais aussi par l'unité de vues sur le caractère des tâches militaires auxquelles la république est confrontée, les moyens de les résoudre et les méthodes de préparation au combat des troupes.

18. Cette unité, qui constitue dans son ensemble sur la base générale de l'enseignement marxiste un système cohérent (doctrine militaire prolétarienne unifiée — théorie scientifique prolétarienne de la guerre), servira de base solide au plan de préparation au combat du pays, à la gestion des troupes et à leur conduite. Elle doit trouver son expression concrète dans tous les manuels militaires, règlements et guides.

19. La tâche d'élaborer une doctrine militaire prolétarienne unifiée, dans les conditions d'une révolution mondiale en développement et dans le contexte des guerres civiles les plus probables dans un avenir proche, ne peut être confiée à des spécialistes militaires étroits. Sa solution correcte ne peut être donnée que par les efforts conjoints des spécialistes militaires et de tous les travailleurs politiques ayant suffisamment d'expérience dans la construction de l'Armée rouge et dans sa lutte, sur la base de l'utilisation de l'expérience révolutionnaire des masses prolétariennes :

20. Lors de la prochaine réorganisation de l'Armée rouge, ce point doit être particulièrement pris en compte, et il doit être créé une possibilité réelle de transformer le cerveau de l'armée, son État-major général, en un état-major militaire-théorique de l'État prolétarien.

21. L'une des voies pour y parvenir devrait être : a) l'intégration immédiate au sein du personnel de l'État-Major général des plus importants cadres politico-militaires ; b) la relance de l'activité de l'Institut même de l'État-Major général ; et c) la modification des méthodes de formation des futurs dirigeants militaires par la combinaison d'éléments d'une éducation générale étendue avec une formation purement militaire (facultés militaires).

22. Il incombe à l'édition d'État de publier en urgence tous les travaux étrangers marxistes concernant les questions militaires.

Tâches immédiates du travail politique dans l'Armée rouge

L'une de nos erreurs les plus fréquentes est de faire des plans immensément vastes, très beaux, très communistes, mais sans fondement, non adaptés aux forces et moyens disponibles. C'est pourquoi souvent nos actions sont remplacées par des phrases, et de grandes résolutions restent sur le papier. La prédominance de la parole sur l'action révèle à la fois notre retard, notre maladresse, notre impraticabilité et notre manque de sens des affaires, et enfin la grande difficulté d'évaluer précisément la situation (forces et moyens). C'est pourquoi aucun travailleur n'est complètement à l'abri de cette « formule », peu importe combien il aborde toute tâche dans le domaine du travail du parti, soviétique et militaire de manière sobre et pratique.

Ceci est une observation générale, dont la justesse ne peut guère être contestée, qu'il est nécessaire de garder constamment à l'esprit lors de l'évaluation de telle ou telle proposition, résolution, article, projet, etc., en particulier lors de l'évaluation du présent article.

Essayons d'aborder la question des tâches à court terme du travail politique dans l'Armée rouge de manière la plus sobre et la plus pragmatique. Commençons par le recensement des forces ! de ses moyens.

D'abord sur les forces. L'appareil chargé du travail politique dans l'Armée rouge se compose de départements politiques et de cellules de parti. Les deux parties de cet appareil s'affaiblissent actuellement de jour en jour, en partie à cause de la démobilisation générale des simples communistes, en partie à cause de l'envoi constant (contrairement aux décisions du Xe congrès du RCP) des responsables littéraires de l'armée. Il est impossible d'arrêter la démobilisation générale des simples communistes : leur demander de rester dans l'armée au moment où leur âge les rend éligibles à la démobilisation, c'est imposer aux jeunes membres du parti (de surcroît majoritairement des paysans) des exigences excessives, dépassant leurs capacités. La guerre civile et l'Armée rouge. forces. Il ne faut pas oublier que la majorité des communistes de ces unités ont des familles et des exploitations, et qu'ils sont au front depuis plusieurs années, c'est pourquoi ils se précipitent irrésistiblement « vers leurs foyers ».

La situation n'est guère meilleure avec les responsables politiques de l'armée. La plupart d'entre eux ont atteint un tel niveau de surmenage, étant épuisés par des années de guerre, qu'il est impensable de les maintenir longtemps et fermement dans l'armée. Toutes les mesures visant à les retenir dans l'armée sont incapables d'arrêter la démobilisation des responsables politiques, et il faut envisager seulement de ralentir et d'organiser cette fuite spontanée de l'armée. Même si l'on parvenait à les retenir par toutes sortes de rigueurs, cela

ne donnerait guère de résultats : actuellement, dans l'armée, ils ne sont pas des travailleurs, mais pour trois-quarts, sinon davantage, un ballast nuisible.

Les forces qui restent (ou resteront) dans l'armée, c'est-à-dire les simples communistes de jeunes âges et une partie des responsables politiques, sont nettement plus faibles que celles qui sont parties ou qui partent. Cela est confirmé par les chiffres, qui montrent que l'ancienneté militante des communistes de l'armée diminue continuellement, et qu'une part de plus en plus grande de jeunes membres du parti (20 ans) accède à des postes de responsabilité.

Parlons maintenant des moyens. L'état de la production de papier à écrire et de la production polygraphique, ainsi que celui des transports dans les prochains mois, ne nous donne aucun espoir non seulement d'élargir notre activité éditoriale, mais même de la maintenir au niveau actuel.

Enfin, les défauts d'approvisionnement de l'armée, qui compliquent considérablement le travail politique, ont également une importance non négligeable.

Telle est la situation, telles sont les forces et les moyens.

Entre-temps, les tâches du travail politique dans l'armée, malgré la diminution de ses effectifs, augmentent : l'affaiblissement de l'appareil politique de l'Armée rouge exige un travail renforcé auprès des communistes restant dans l'armée, et la réduction de ses effectifs doit être compensée par une amélioration correspondante des qualités (y compris politiques) du soldat individuel. Le volume total du travail politique dans l'armée, malgré la diminution du nombre de combattants, augmente. Nous devons, avec un appareil affaibli et des moyens limités, accomplir un travail politique plus important qu'auparavant.

La tâche n'est pas facile, et pour la résoudre, deux mesures principales sont nécessaires: 1) le retour d'une partie des responsables politiques dans l'armée, en remplacement de ceux qu'il faut détacher, et 2) le travail selon un plan, dans un ordre de priorité, par rapport aux tâches successives, un plan « de production » du travail politique dans l'armée.

La première mesure peut être mise en œuvre de deux manières : par le retour fréquent des militaires mal démobilisés de l'armée, pour lequel il est nécessaire de créer dans les comités régionaux des commissions spéciales avec la participation de nk^oKpOB, et par l'envoi dans l'armée de certaines personnes correctement démobilisées, en particulier celles qui sont insuffisamment utilisées dans les institutions civiles. Il existe plusieurs exemples de ce sous-emploi local : des camarades démobilisés envoient même des demandes pour retourner dans l'armée. Pour un retour correct, il est nécessaire de tenir compte des communistes ayant occupé des postes de responsabilité dans l'armée, tout en vérifiant correctement leur utilisation dans les institutions civiles. Cette prise en compte est également nécessaire en cas de nouvelles mobilisations des travailleurs politiques dans l'armée, sinon ces mobilisations se dérouleront de manière extrêmement désordonnée.

En ce qui concerne la deuxième mesure, le plan « de production » et la capacité de frappe, un tel plan a déjà été défini dans les décisions de la réunion des chefs d'armées et des chefs de districts militaires : faire passer tous les communistes par des cours de courte durée, former des commissaires politiques de niveau supérieur, créer des casernes-écoles dans les brigades de formation et de cadres et développer un réseau de cours au niveau des brigades, divisions et districts. La caractéristique principale de ce plan est que le travail est avant tout orienté vers le renforcement et l'amélioration de l'appareil politique lui-même. Il est évident que nous ne pouvons pas complètement, même temporairement, abandonner le travail de sensibilisation politique auprès des masses de soldats rouges non communistes, mais temporairement nous serons obligés de ne pas l'élargir et même de la restreindre par endroits, en concentrant nos principaux efforts sur la renaissance, le perfectionnement, le renforcement et le développement de l'appareil politique. Sans un bon appareil, il ne peut y avoir un bon travail. Mais cette tâche devra parfois (là où les forces sont limitées) être divisée

en deux étapes : en premier lieu, faire passer les communistes par des cours politiques de courte durée ; en second lieu, les casernes-écoles et les écoles de brigade, division et district.

Le manque de forces et de moyens (et cela ne passera pas si vite) nous oblige surtout à redouter de les disperser sur plusieurs tâches à la fois. C'est le plus grand danger, qui peut retarder durablement l'amélioration et l'approfondissement du travail politique dans l'Armée rouge. Il vaut mieux bien accomplir une tâche (et de surcroît la priorité) que de mal accomplir toutes les tâches.

Les considérations sur le travail politique dans l'Armée rouge semblent élémentaires et simplistes. Et pourtant, qui oserait, en mettant la main sur le cœur, affirmer que nous n'avons pas une dissipation extrêmement inefficace des forces, un travail sans plan clair, des projets largement diffusés et une organisation des affaires mauvaise, très mauvaise ?

Non, ce n'est pas de la primitivité, de la simplification, ni de l'étroitesse de plan dont nous devons avoir peur, mais des plans excessivement vastes, des phrases séduisantes et des tentatives de courir après plusieurs « oiseaux bleus » à la fois. Il vaut mieux se donner un petit plan et en réaliser plus que prévu ! (cela ne cause pas de mal), que de disperser nos modestes forces et moyens sur de vastes plans et de ne rien faire ou de ne réaliser que 3 à 5 % de l'objectif prévu.

À dire franchement, ce qui m'inquiète beaucoup plus, c'est que dans le plan abrégé et «laconique» exposé ci-dessus, un «élément» de la phrase pourrait se retrouver omis, plutôt que le fait que le plan soit étroit, raccourci, amputé, condensé.

La pratique est le meilleur juge de tous les plans et projets, et ce plan recevra son verdict judiciaire impartial et sans complaisance.

Mettons-le donc à l'épreuve de la pratique.

À propos de la vérification, de la révision et de l'épuration du Parti

Le 1er août commence, selon la résolution du Comité central du PCR, la vérification, la révision et le nettoyage du parti. En complément de cette résolution, des instructions détaillées de nature organisationnelle seront données, avec une division de tous les membres du parti en groupes selon leur situation sociale, leur ancienneté dans le parti, etc.

Parallèlement à ce travail purement organisationnel, il est prévu de transformer la vérification et le nettoyage des cadres en une vaste campagne politique du parti, en soumettant à la discussion de toutes les cellules (par des rapports, des conférences, etc.) les principales questions de la politique du parti.

Les thèses ci-dessous sont proposées par l'auteur comme base pour la conduite planifiée de cette campagne.

1) Les principales tâches du PCR à l'heure actuelle sont : soutenir de toutes les manières possibles la dictature du prolétariat en Russie jusqu'à la victoire de la révolution en Occident et accélérer autant que possible le développement de la révolution en Europe et dans les pays coloniaux. Est correct, utile et nécessaire tout ce qui contribue et aide à la réalisation de ces tâches. Est incorrect, nuisible et doit être résolument rejeté tout ce qui gêne leur accomplissement. (Discours de Lénine).

2) La politique correcte dans la mise en œuvre et le renforcement de la dictature du prolétariat se compose de cinq éléments principaux : a) une politique extérieure correcte à l'égard des États bourgeois entourant le pays socialiste ; b) l'établissement d'une alliance solide avec la paysannerie à l'intérieur du pays ; c) la résolution satisfaisante de la question des moyens d'existence pour le prolétariat ; d) le développement constant et planifié de la grande production ; e) une définition claire et sans équivoque du rôle du PCR(b) dans la mise en œuvre de la dictature du prolétariat. (Discours de Lénine)

3) La politique étrangère menée jusqu'à présent par le PCR se résumait à : a) en défense par rapport aux puissances impérialistes et à l'accélération du développement du mouvement révolutionnaire prolétarien dans ces pays ; b) en politique pacifique à l'égard des petits États nationaux apparus à la suite de la guerre impérialiste ; c) à l'accélération du développement de la révolution dans les pays coloniaux. En conséquence de cette politique, la RSFSR, repoussant l'attaque armée, a obtenu un répit militaire et l'établissement d'un équilibre précaire, temporairement maintenu par l'opposition nette du prolétariat et en partie de la petite bourgeoisie contre la guerre avec la Russie soviétique et la croissance de la révolution mondiale, qui se manifestait par l'augmentation de l'influence idéologique et organisationnelle du Komintern, ainsi que par les mouvements spontanés des masses prolétariennes dans les pays impérialistes et des masses populaires dans les colonies. Avec la

poursuite de la croissance de la révolution mondiale, accompagnée de la complexification et de l'aggravation de la lutte des classes et de l'alternance des victoires et des défaites du prolétariat, la situation d'équilibre précaire peut facilement être perturbée soit par une nouvelle attaque armée contre la RSFSR, soit par une offensive forcée de la RSFSR vers l'Ouest ou vers l'Est. Par conséquent, contrairement à la période précédente, la RSFSR doit être prête non seulement à la défense, mais aussi à l'offensive et, en fonction de cette dernière tâche, réorganiser l'Armée rouge et mener la préparation militaire et politique dans le but de renforcer son caractère de classe.

4) Une alliance solide avec la paysannerie (politique intérieure) ne peut être fondée que sur : la politique économique qui a été esquissée dans les décisions du VIII^e Congrès des Soviets, du X^e congrès du PCR et de la dernière conférence. La mise en œuvre de cette politique dans des conditions de ruine extrême et d'appauvrissement de tout le pays ne garantit toutefois pas totalement de nouvelles tentatives de contre-révolution anarchiste et petite-bourgeoise pour faire échouer la dictature prolétarienne (une des formes de cette contre-révolution spontanée, le banditisme, n'a pas encore été complètement éradiquée).

Par conséquent, parallèlement à l'Armée rouge, il est nécessaire de créer des détachements spéciaux adaptés à la lutte contre la contre-révolution petite-bourgeoise anarchiste (cours du personnel politique, détachements à mission spéciale, corps de la Tchéka, unités semi-policières dans les grands quartiers ouvriers).

Parallèlement, il est nécessaire d'étendre et de renforcer l'influence sur la paysannerie par le biais des soviets ruraux, des comités de semences, des coopératives, ainsi que des syndicats, en développant un réseau de secrétariats de *volost*, de travailleurs des terres, en leur confiant certaines fonctions des comités de secours (unités de milice de *volost* pour lutter contre le banditisme).

5) La bonne solution de la question des moyens de subsistance pour le prolétariat réside dans la mise en œuvre du socialisme sur la base de la grande production.

Tant que nous n'avons pas restauré l'industrie lourde, nous sommes obligés de faire une série de concessions, qui déclassent temporairement et détournent certaines couches du prolétariat en les impliquant dans la petite production en échange avec la campagne et dans la spéculation. Ce faisant, nous légitimons ce qui, en réalité, se produit depuis longtemps dans les usines et les fabriques de la ville. Mais une telle légalisation ne signifie en aucun cas la reconnaissance de la justesse de cette politique. Contre cette vision, qui s'est exprimée dans les tendances anarcho-individualistes au sein de notre parti, sous la forme de substitution de la question de l'existence de la dictature du prolétariat par la question des moyens de subsistance pour le prolétariat, il est nécessaire de mener la lutte la plus résolue.

6) La restauration de l'industrie lourde et son développement jusqu'à un point où elle pourra remplacer la petite production et devenir la base du socialisme, dans des conditions de retard extrême du développement industriel et de destruction extraordinaire de la RSFSR, ne peut être réalisée sans une destruction conjointe avec le prolétariat ouest-européen, c'est-à-dire sans la victoire de la révolution en Occident. Temporairement, en vue de la restauration de l'industrie lourde, nous pouvons utiliser le commerce extérieur et les concessions.

Cependant, cela signifie que la restauration de l'industrie lourde jusqu'à la victoire de la révolution en Occident se fera lentement. Dans l'intérêt de la restauration de l'industrie lourde, il est nécessaire de s'efforcer de toutes les manières de réaliser le plan d'électrification de tout le pays, prévu lors du VIII^e Congrès des Soviets.

7) La dictature du prolétariat est exercée par le PCR à travers des syndicats apolitiques et les Soviets. C'est le principe fondamental, qui à l'époque actuelle constitue la seule distinction, à la fois réelle et formelle, entre un membre du PCR et un membre d'un autre parti (anarchistes, socialistes-révolutionnaires, mencheviks, cadets), qui, contrairement à la période de la guerre civile, lorsqu'ils refusaient les Soviets, sont prêts à reconnaître et reconnaissent (Kronstadt) la dictature du prolétariat exercée par des syndicats « apolitiques » (c'est-à-dire

jaunes, mencheviks) et des Soviets « libres » (indépendants du PCR, mais pas des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks).

Le rôle dominant du PCR dans l'exercice de la dictature du prolétariat est assuré, entre les congrès, par le biais du comité central du PCR à travers le parti communiste.

L'appareil de la dictature du prolétariat se compose, ainsi, du parti (avec le Comité central à sa tête), des syndicats et des Soviets. Le parti, dans son organisation interne, est construit sur les principes les plus démocratiques et l'organisation de parti la plus démocratique par sa structure interne est le Comité central. Les syndicats et les Soviets (le VTsIK, les comités exécutifs) disposent d'une démocratie restreinte, puisque les factions du RCP jouent en réalité un rôle dominant en leur sein. Les conférences non-partisanes (et en général les organisations non-partisanes) bénéficient de droits moindres que les syndicats et les Soviets. La paysannerie bénéficie constitutionnellement de droits moindres que le prolétariat. (Lénine, « Germes de plus de gauchisme dans le communisme », chap. VI).

Le rôle dominant du PCR dans l'exercice de la dictature du prolétariat dans un pays arriéré, dévasté, paysan, entouré de pays impérialistes, exige de sa part une unité, une cohésion et une discipline absolument exceptionnelles. Seule l'unité complète du parti et une discipline de fer lui permettent de maintenir la dictature du prolétariat dans des conditions qui conduisent spontanément à l'effondrement de cette dictature. La situation internationale révolutionnaire, l'unité du parti, la discipline de fer et les relations correctes du parti avec les syndicats et la paysannerie sont les quatre conditions qui permettent de soutenir la dictature jusqu'à la victoire de la révolution en Occident. Le non-respect de l'une de ces conditions conduit rapidement à l'effondrement de la dictature.

Unité : pour un parti, cela signifie l'interdiction complète de toute faction ou groupe organisationnel à l'intérieur du parti ayant sa propre discipline de groupe. Il ne peut pas y avoir plusieurs partis au sein d'un parti unique et il ne devrait pas y en avoir. La critique de certaines décisions du parti ou de certains phénomènes de la vie du parti n'est acceptable que dans des cadres qui ne fourniraient pas à nos ennemis des armes contre le parti. Par conséquent, la critique doit principalement se faire à l'intérieur du parti : dans des organisations locales fermées, sous forme de propositions professionnelles et pleinement justifiées, avec la responsabilité totale de chaque personne émettant une critique ou des accusations. Les accusations doivent être portées devant les comités (commissions de contrôle), et non dans les cellules, en indiquant les personnes, les documents, etc. Lors des réunions avec des non-membres du parti, il est nécessaire de veiller à ne pas effacer les frontières entre l'opposition (critique) interne au parti et l'opposition externe. L'exemple de Kronstadt montre de manière la plus frappante cette disparition des limites du parti, lorsque la distinction entre communistes et socialistes révolutionnaires a disparu, lorsque la critique venant des communistes ne se distinguait plus de la critique venant des socialistes révolutionnaires ou des mencheviks. Si cette critique était correcte, alors les socialistes révolutionnaires avaient raison en proposant le slogan : « À bas le parti communiste ». Par conséquent, certains communistes, par leur critique, minaient en réalité la domination du parti et donc la dictature du prolétariat. La seule différence entre un socialiste révolutionnaire, un menchevik ou un cadet et un communiste réside désormais uniquement dans la reconnaissance inconditionnelle du parti et dans le comportement correspondant. (Résumé du Xème congrès du PCR(b)).

La discipline de parti de fer est la condition principale de son unité. Notre discipline de parti s'est élaborée pendant des décennies de lourds sacrifices et de lutte acharnée, tant contre les ennemis (contre la police tsariste, les mencheviks, les cadets, etc., contre les impérialistes) que contre les influences débilitantes du milieu petite-bourgeois, et elle a été acquise à un prix extrêmement élevé. Cette discipline constitue jusqu'à présent une particularité de notre parti seulement. Dans d'autres partis communistes, on n'est pas encore

parvenu à une telle discipline : nulle part il n'y a de mobilisations de parti, de transferts, d'exécution irréprochable des décisions du Comité central, etc.

Notre discipline de parti s'est formée à partir de la discipline révolutionnaire héritée du parti de la Volonté du Peuple, de la discipline prolétarienne introduite par le prolétariat russe (et en partie allemand) (1896–1917) et de la discipline militaire que nous a inculquée les années de la guerre civile (1918–1921).

Thèses pour la « Semaine du Commandant Rouge »

1. La RSFSR, pendant les trois années de la guerre civile, a à plusieurs reprises déclaré ouvertement ses intentions pacifiques, proposant même la paix à l'Entente, y compris à condition de payer les dettes. Avant le début de l'offensive polonaise, la RSFSR avait proposé une paix selon laquelle la Pologne aurait obtenu plus de territoires que dans le traité de paix après la guerre russo-polonaise. La RSFSR a prouvé sa nature pacifique et l'absence de plans belliqueux (« impérialisme rouge », « impérialisme bolchevique ») en concluant plusieurs traités de paix avec les États voisins. Elle a convaincu de ses intentions pacifiques non seulement le prolétariat, mais même la petite bourgeoisie (et en partie la grande) des pays européens. Seuls les Blancs russes, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks de tous les pays continuent de répandre des rumeurs mensongères sur les plans impérialistes et conquérants de la RSFSR.

Actuellement, la RSFSR n'a aucune raison ni justification pour changer sa politique pacifique en politique militaire. La principale tâche du pouvoir soviétique est maintenant d'offrir un repos prolongé à un pays éprouvé et ruiné, et de restaurer l'économie détruite.

La guerre à l'heure actuelle, alors que le pays est frappé par une immense famine, serait pour la RSFSR excessivement lourde à supporter.

2. Les impérialistes de tous les pays, malgré de multiples échecs qui les ont convaincus qu'il est impossible de renverser le pouvoir soviétique par la force armée, tentent néanmoins encore et encore d'organiser une nouvelle offensive contre la RSFSR dans le but de la piller, de se la partager et d'en faire une colonie. La faiblesse militaire apparente de la Russie soviétique, la ruine et la famine les incitent à de nouvelles tentatives de l'asphyxier par la force armée. Actuellement, cependant, les États impérialistes ne peuvent pas organiser une offensive militaire sérieuse contre la RSFSR pour plusieurs raisons. Les raisons les plus importantes qui ligotent les puissances impérialistes sont au nombre de quatre.

Tout d'abord, une forte opposition, une résistance très sérieuse de la part des ouvriers et des paysans contre toute nouvelle guerre, et particulièrement contre une guerre avec la Russie soviétique. Cette résistance s'est manifestée de manière saisissante en Angleterre et en Allemagne pendant la guerre russo-polonaise (refus de charger et de transporter des armes pour la Pologne) et lors de la dernière mobilisation en France pour l'occupation de la région de la Ruhr.

Deuxièmement, des conflits irréconciliables entre les États impérialistes concernant le partage des ressources et la préparation précipitée d'une nouvelle guerre impérialiste mondiale par l'Amérique, l'Angleterre et le Japon. Ces conflits ne leur permettent pas de

s'entendre pour une offensive conjointe contre la RSFSR. Maintenant, effrayés par la croissance rapide de la révolution, les impérialistes tentent de se concilier à nouveau lors de la conférence pacifique du Pacifique à Washington. Mais de cette conférence, rien ne peut sortir, tout comme rien n'était sorti de la conférence de paix de Versailles.

Troisièmement, les désaccords au sein de la bourgeoisie concernant la guerre contre la RSFSR : une partie de la bourgeoisie dans les pays occidentaux est en faveur de la guerre, une autre partie en faveur des accords commerciaux avec la RSFSR.

Enfin, quatrièmement, le refus et l'impossibilité pour les petits États voisins de la RSFSR (Finlande, Estonie, Lettonie, etc.) de se battre contre nous.

3. Ne pouvant pas lancer une offensive majeure contre la RSFSR, l'Entente, à en juger par de nombreux signes, tente actuellement d'organiser une petite offensive militaire contre l'Ukraine, fertile cette année, et de provoquer plusieurs soulèvements à l'intérieur du pays afin d'interrompre la collecte de l'impôt en nature et d'affamer tout un pays de 120 millions d'habitants. Ce plan scandaleux et sans précédent dans l'histoire, infamement perfide, est soutenu par les mencheviks et les SR de toutes sortes. Récemment, ils appellent verbalement à aider la Russie affamée. Ce qui sortira de ces paroles reste inconnu. Mais pour nous, il n'est pas nouveau que les mencheviks et les SR mènent une politique double, fausse, hypocrite, traître et provocatrice. Il est très possible que sous le prétexte de « venir en aide aux affamés », ils essaient de tirer profit politiquement et de redresser complètement leurs affaires politiques en ruine.

La répression d'une nouvelle offensive et la répression décisive des soulèvements organisés pour perturber la collecte de l'impôt sur le grain deviennent, pour la RSFSR, une question de vie ou de mort. Ainsi, malgré sa nature pacifique, la RSFSR pourrait se retrouver contrainte à une nouvelle guerre.

4. Le développement ultérieur de la révolution en Occident pourrait également forcer la RSFSR à s'impliquer dans la guerre. Cela est possible dans deux cas : premièrement, si l'Entente, stimulée par la croissance de la révolution, tente une tentative désespérée pour étouffer la RSFSR en tant que principal foyer de la révolution mondiale. Deuxièmement, si la révolution en cours en Occident nécessite une aide armée de la part de la RSFSR (Guerre révolutionnaire, c'est-à-dire guerre de l'État socialiste contre les impérialistes).

5. Ainsi, à l'avenir, l'Armée rouge des travailleurs et des paysans pourrait être confrontée à des tâches différentes de celles qu'elle a rencontrées jusqu'à présent. La guerre civile, la guerre contre la contre-révolution des propriétaires terriens et de la bourgeoisie, est presque entièrement terminée, et à l'avenir, l'Armée rouge pourrait être confrontée à des tâches complètement nouvelles de guerre révolutionnaire.

6. La compréhension des tâches de la guerre révolutionnaire est étrangère à l'heure actuelle aux larges masses ouvrières et paysannes, ainsi qu'aux cercles partisans ! La vision dominante, désormais largement répandue, est que la période de guerre est terminée et que nous entrons dans une période longue, sinon définitive, de vie pacifique et de construction économique planifiée. Il n'y a absolument aucune compréhension du fait que, actuellement, un équilibre instable s'est établi et que notre travail économique peut être perturbé par une nouvelle guerre. Parmi les masses paysannes, avec la défaite de la contre-révolution des propriétaires terriens, sont apparus des sentiments de démobilisation et de liquidation. La terre est conquise, le propriétaire terrien est vaincu, pourquoi nous faut-il une armée ? pourquoi de nouvelles guerres ? — telle est la réflexion du paysan.

Par conséquent, il est maintenant nécessaire de se mettre immédiatement au travail long et persistant pour expliquer aux masses ouvrières et paysannes que sans la victoire de la révolution mondiale, la dictature prolétarienne en RSFSR s'effondrera, et que la terre sera inévitablement rendue aux propriétaires terriens, ainsi que le fait que cette victoire est impossible sans la préservation et le renforcement de l'Armée rouge ouvrière et paysanne.

7. Parallèlement, les nouvelles tâches auxquelles l'Armée rouge est confrontée exigent une modification fondamentale de sa préparation au combat et de sa préparation politique, en rapport avec les exigences de la guerre révolutionnaire. L'Armée rouge pourrait se retrouver face à des ennemis beaucoup plus puissants que les forces de Wrangel, mieux formés, mieux organisés, armés d'armes techniques puissantes. Une guerre contre de tels ennemis serait totalement désespérée si nous n'avions pas un allié solide dans leur arrière, en la personne du prolétariat révolutionnaire. Cela, toutefois, ne nous dispense pas de la nécessité de faire passer tous les soldats rouges par des écoles-casernes politico-militaires, qui leur donneraient une formation élevée tant au combat qu'en politique, les transformant en sous-officiers et les préparant ainsi aux guerres révolutionnaires.

8. Une telle préparation du «combattant qualifié» réduit la distance entre les combattants et l'état-major, et crée les bases pour une cohésion interne plus profonde ainsi que pour une discipline plus élevée, fondée non pas tant sur la contrainte, mais sur l'obéissance volontaire et consciente au camarade.

9. La préparation militaire et politique de l'Armée rouge ouvrière et paysanne aux tâches des guerres révolutionnaires exige en même temps l'élaboration d'un personnel commandant approprié composé d'ouvriers et de paysans ainsi que la révision des programmes et des méthodes d'enseignement dans nos écoles militaires. Les programmes de nos écoles militaires doivent fournir non seulement une préparation militaire et politique adaptée aux guerres révolutionnaires, mais aussi des connaissances permettant à nos commandants rouges de travailler sur le front du travail. C'est pourquoi nos cadets rouges ne doivent en aucun cas se transformer en spécialistes étroits du domaine militaire, ne connaissant rien d'autre que les sciences militaires, mais doivent aussi recevoir une éducation générale. D'importants progrès dans ce domaine ont déjà été réalisés dans notre école militaire.

10. Dans l'intérêt de créer un large contingent d'officiers stagiaires, qui ont toujours été l'un des piliers les plus solides de la dictature prolétarienne, la RSFSR prend une série de mesures leur permettant de travailler et d'étudier dans les cours. Parallèlement, des mesures ont été prises pour assurer le soutien de leurs familles.

11. La création d'un vaste cadre de cadets est impensable sans la participation active de toutes les organisations soviétiques, professionnelles et de parti au recrutement des cours, et sans surmonter les sentiments de démobilisation. Seule la prise de conscience de l'ampleur des tâches pouvant se présenter devant l'Armée rouge des travailleurs et des paysans dans le cadre du développement de la révolution mondiale peut constituer un socle solide pour le recrutement permanent des cours de commandement. Il est nécessaire de mettre fin à la vision, répandue dans certains cercles, selon laquelle, en raison d'une certaine similitude entre la position des cadres rouges dans l'Armée rouge et celle des officiers dans l'ancienne armée, il faudrait s'opposer au désir de faire du grade de commandant rouge un titre honorifique. Le soldat rouge est un simple exécutant de la révolution mondiale, chaque commandant rouge est un officier de la révolution mondiale, tous deux sont des guerriers de la révolution mondiale. Le commandant rouge doit porter avec fierté le titre d'officier de la révolution mondiale, et chaque soldat rouge, chaque ouvrier, chaque paysan doit aspirer à ce titre.

Aux prochaines conférences de Parti de district

En novembre et décembre, Pur recommande la tenue de conférences de parti au niveau des districts. Les principaux points de l'ordre du jour de ces conférences sont les suivants : a) La situation internationale et intérieure et les principales tâches du PCR pour la période à venir, b) La nouvelle politique économique, en particulier les tâches économiques de l'Armée rouge, c) La famine, l'intervention et l'Armée rouge, d) Rapport du comité de direction et de la commission du parti, e) Le travail interne au parti (questions organisationnelles, purification, éducation des membres du parti), f) Le travail d'éducation politique ; dans l'Armée rouge (contenu principal, méthodes et formes).

Arrêtons-nous sur cet ordre du jour : puisque, en partant du premier point jusqu'au dernier, il présente une unité logique interne et une cohérence interne. Sans cette unité et cette cohérence, l'ordre du jour ne serait qu'une simple somme de rapports, sans lien entre eux, non coordonnés et se brouillant mutuellement. Ce n'est que la mise en avant, dans le premier point de l'ordre du jour, de la question des principales tâches du PCR pour la période à venir, en lien avec notre situation externe et interne, qui fournit la base pour résoudre les autres questions posées dans les points suivants de l'ordre du jour.

Quelles sont donc ces principales tâches du PCR pour la période à venir ?

Comparé à la période de la guerre civile, notre situation actuelle représente une amélioration significative sur le plan international. On nous parle, on fait du commerce avec nous, on conclut des accords commerciaux et... de temps en temps, on nous envoie contre nous tel ou tel petit État !, ou tout simplement des bandes de Petlioura, Tioutiounnik et d'autres héros du banditisme. Mais il n'y a plus de front uni contre nous, et il n'est pas prévu d'en avoir dans un avenir proche. Il ne faut donc pas s'attendre à une détérioration brutale de notre situation pour la période à venir (tant que tout est calme à l'intérieur). Au contraire, ici, à mesure que la révolution progresse en Occident, notre situation continuera de s'améliorer.

Notre situation n'est pas bonne. Ici, les choses sont devenues manifestement pires qu'à l'époque de la guerre civile. Les paysans, en collaboration et sous la direction du prolétariat, ont battu le propriétaire terrien, le général et le fabricant, et c'est en réalité ainsi que s'est achevée la fonction révolutionnaire des paysans russes et que leur rôle restaurationniste a commencé, à l'image et sur l'exemple de nombreuses révolutions antérieures. Dans le village russe, une restauration rapide du capitalisme est en cours, et il serait purement utopique de tenter d'arrêter ce processus spontané. Toute tentative de ce genre conduirait inévitablement et rapidement à de nouveaux Kronstadt et Tambov, et ensuite à une intervention armée ou, à tout le moins, à la rupture des accords commerciaux, à la reprise du blocus, etc. C'est pourquoi

maintenant arrêter la restauration des relations capitalistes dans les villages serait nuisible et dangereux pour la dictature du prolétariat.

Le remède contre cette restauration est uniquement une grande industrie d'État, qui doit « dépasser » le petit capitalisme et l'éliminer économiquement.

Par conséquent, sur le front intérieur, il reste encore une longue lutte de la dictature prolétarienne contre la paysannerie en voie de restauration, et ici, la situation va inévitablement se détériorer.

Les principales caractéristiques de notre situation intérieure et extérieure créent un contexte extrêmement particulier, déterminant les traits principaux et très originaux de notre nouvelle politique économique. Sans entraver la renaissance du capitalisme à la campagne et en partie en ville, nous utilisons la montée de l'agriculture et de la petite industrie liée à cette restauration pour le rétablissement le plus rapide de l'industrie nationale de grande envergure, qui, en alliance avec le capital étranger (concessions) et la coopération de production (« capitalisme d'État »), écrase ensuite la petite et moyenne production à la campagne et en ville.

Voici notre plan économique et stratégique. Nous n'en faisons pas un secret, et il n'est pas nécessaire de le faire, car tout le plan repose sur les lois spontanées du développement du capitalisme, que ni nous, ni, a fortiori, les capitalistes ne pouvons changer. Nous ne pouvons que les faire travailler pour nous de la même manière que nous faisons travailler « pour nous » la force de l'électricité, sans avoir la possibilité de changer les lois qui régissent son mouvement.

Quelles sont les forces spontanées du capitalisme dont nous parlons ?

Tout d'abord, le développement spontané (la restauration) du capitalisme dans l'agriculture, sur la base d'une exploitation privée à petite échelle comptant plusieurs millions de foyers (jusqu'à 15 millions). Cette force spontanée travaille déjà pour nous, elle nous aide à restaurer et à approvisionner notre grande exploitation d'État en nourriture, en combustible et en matières premières, bien que ce ne soit pas du tout son objectif. La spontanéité est toujours aveugle et, dans la poursuite d'un seul but, dans ce cas la conservation, le développement et le renforcement de l'exploitation privée à petite échelle, elle produit un résultat complètement différent, parfois même opposé.

Deuxièmement, le développement spontané du capitalisme dans les pays impérialistes, qui, souvent contre leur volonté (c'est là justement que réside le caractère spontané du processus), sont obligés de commercer avec nous, de prendre des concessions, d'exporter leur capital vers nous et de construire chez nous des usines, y compris des usines d'armement, qui renforceront l'Armée rouge — en un mot, ils sont contraints de nous aider à reconstituer notre grande production étatique et sa lutte (surtout à l'avenir) contre les petites exploitations.

Enfin, la troisième force, qui travaille à la restauration de notre économie, n'est plus une force spontanée, mais une force consciente. C'est nous-mêmes, notre parti, l'État ouvrier-paysan dirigé par nous. Nous sommes cette force consciente qui, s'appuyant sur la connaissance des forces motrices spontanées de la révolution mondiale, les dirige avec succès, ralentissant ou accélérant leur action, et les utilisant dans diverses "combinaisons".

La « combinaison » actuelle est la suivante : nous essayons d'atteler à notre char socialiste, coincé dans le fossé de la ruine, de l'effondrement, de la désolation, de la mauvaise récolte, des épidémies et de la famine, quelques bêtes sauvages et féroces (pas des chevaux, mais d'une race beaucoup plus prédatrice) : le petit et moyen capitalisme russe en cours de restauration et le plus grand capitalisme ouest-européen. Ils sont avec nous dans le même fossé et doivent, coûte que coûte, en sortir. En même temps, ils tirent notre char socialiste vers le haut, char dans lequel nous essayons de les atteler avec un certain succès, bien que de manière trop lente.

Il n'y a maintenant aucun autre moyen de sortir du trou. Seulement par la restauration ; du capitalisme petit et moyen et à travers les concessions nous pouvons avancer vers le socialisme. Mais eux non plus ne peuvent pas sortir du trou sans notre char socialiste.

Cependant, pour que cette opération réussisse, nous devons être de bons cochers. Sinon, notre char sera renversé par les fauves qui y sont attelés, et nous nous casserons le cou.

Nous avons une chance de sortir du fossé sans renverser le chariot et sans nous casser le cou : c'est un niveau assez élevé de l'art de cocher que nous avons démontré en 4 ans de pouvoir soviétique. Nous avons appris à gouverner. Mais il y a aussi un risque : nous n'avons pas appris parfaitement. Cependant, rester dans le fossé est tout simplement impossible. Très vite, nous serions ensevelis sous la terre. Il faut donc en sortir le plus rapidement possible.

C'est pourquoi il serait à la fois criminel et absurde, et absolument suicidaire en ce moment, alors que le char ne fait que commencer à bouger et que les « chevaux » qui le tirent sont réticents, peu coopératifs, capricieux et indulgents, de mettre les freins, de tirer le char en arrière, de mettre des bâtons dans les roues. C'est justement le moment de relâcher davantage les freins.

Telles sont les principales caractéristiques, extrêmement particulières, de notre nouvelle politique économique, une compréhension claire desquelles constitue actuellement la première et la principale vertu de tout communiste. Et celui qui ne comprend pas cela n'est pas communiste, ou communiste seulement en paroles, et non en actes, un communiste incapable de s'adapter à la nouvelle situation radicalement changée. De tels communistes ne valent rien.

En ce moment, notre parti est justement en train de se réorganiser, de regrouper ses forces pour un nouveau travail sur un nouveau front, de s'adapter à une nouvelle situation. Et l'épuration du parti, et le départ volontaire de ceux qui sont aveuglés par le côté capitaliste de la nouvelle politique économique et ne voient pas son aspect communiste (certains, pour cette raison, adoptent comme slogan : « mettre de côté pour soi », d'autres disent : « je ne peux pas monter dans un char attelé de tels animaux impies »), et le remplacement des anciens responsables par de nouveaux — tout cela : ce sont des manifestations de cette réorganisation complexe, sans laquelle nous ne pourrons pas réussir dans nos nouvelles tâches. Celui qui ne saura pas surmonter son conservatisme communiste, c'est-à-dire qui ne pourra pas se détacher des erreurs de la période précédente, ou continuera bêtement à répéter des slogans qui ne conviennent pas à la nouvelle période, sera envoyé dans les archives du parti. Ils ne comprennent pas, ne voient pas que la tâche de sortir le char du fossé, en utilisant les forces spontanées du capitalisme, est beaucoup plus difficile et dangereuse que ce que nous avons vécu à l'époque de la guerre civile, et exige de notre parti encore plus d'unité, de cohésion et de discipline. C'est précisément sur cette question la plus aiguë qu'il faut désormais « tester », « examiner », « vérifier », ainsi qu'éduquer chaque membre du parti. Et cela — pour une période prolongée, car notre nouvelle politique économique est sérieuse et durable.

Une restructuration similaire des rangs du parti a lieu également dans l'armée. Mais ici, cette restructuration, en plus de la raison générale qui s'applique à tout le parti, a ses propres raisons particulières, et en premier lieu, elle concerne la réorganisation en cours de l'Armée rouge, qui est si fondamentale que l'armée conserve beaucoup moins d'ancien que de nouveau.

Cette réorganisation se fait sans aucun doute sous le signe de la question fondamentale : pour quelles guerres et à quel type de guerre préparons-nous l'armée à l'avenir ?

Il semble désormais largement reconnu et ne suscite chez personne ni étonnement ni inquiétude que nous devons former notre armée à être prête pour les futures guerres révolutionnaires, défensives, et peut-être même offensives. Il est donc maintenant clair pour quelles guerres et dans quel but nous préparons l'armée.

Pratiquement, étant donné que notre armée est composée à 90 % de paysans et qu'elle le restera encore longtemps, la préparer pour des guerres révolutionnaires signifie préparer le paysan à la guerre révolutionnaire. Si l'on prend en considération que le paysan a reçu la terre et l'a défendue contre le propriétaire foncier, qu'il a donc accompli jusqu'au bout sa mission révolutionnaire, alors les énormes difficultés de la tâche de créer une telle armée apparaîtront dans toute leur grandeur. Ce que nous n'avons pas pu accomplir par le biais des communes, des kolkhoz, des sovkhoz, d'un immense travail d'éducation politique, des comités de la paysannerie pauvre, etc. — transformer le paysan en communiste (et c'est exactement ce qu'il faut, sinon il n'ira pas à la guerre révolutionnaire offensive) — voilà ce qui est maintenant exigé de nous dans l'armée.

Pendant la guerre civile, nous avons beaucoup de paysans qui se sont dressés contre le propriétaire terrien. Maintenant, les tâches sont beaucoup plus élevées et plus difficiles, car notre armée a besoin de paysans communistes (ou sympathisants), prêts à avancer pour le triomphe de la révolution mondiale.

Le paysan est un empirique et un réaliste. C'est pourquoi le transformer en communiste, prêt pour une guerre révolutionnaire offensive, n'est possible qu'avec une organisation concrète de tout notre travail politique dans l'armée. Comment faire d'un paysan un tel communiste ? Pour cela, il faut ! à travers plusieurs exemples, lui inculquer fermement la conviction que sans victoire de la révolution en Occident, il perdra sa parcelle de terre, et qu'il est donc directement intéressé à accélérer cette victoire, que, ainsi, entre lui et les prolétaires de tous les pays existe une solidarité internationale des intérêts, que cette solidarité des intérêts s'est déjà exprimée par l'aide que le prolétaire de l'Europe occidentale a apportée pendant la guerre civile et qu'il continue d'apporter maintenant pendant la famine, et que, enfin, cette solidarité peut, dans l'intérêt même du paysan, nécessiter une offensive. De plus, afin de renforcer l'internationalisme chez le paysan-communiste, il est également nécessaire de lui inculquer solidement : la conviction des énormes avantages de la production à grande échelle par rapport à la petite, en le montrant clairement, sur la charrue, le tracteur, à l'usine ou à l'atelier. Enfin, le troisième pilier de cette éducation du paysan-communiste est de lui inculquer, sur la base de l'étude de toutes les révoltes, la conviction que la restauration paysanne a toujours anéanti les fruits des conquêtes révolutionnaires et les a détruits.

À cela, il faut ajouter un autre élément très important de l'éducation du soldat rouge, ayant non seulement une signification militaire, mais aussi politique. Transformer le soldat rouge en combattant qualifié, c'est-à-dire lui inculquer de vastes connaissances militaires, développer en lui l'initiative et l'auto-activité, doit le conduire à la conviction ferme que lui-même, malgré peut-être la supériorité technique de l'ennemi, est dix fois plus fort et politiquement plus solide qu'un combattant isolé chez nos ennemis.

Cette conscience est une garantie indispensable de confiance en sa victoire et, par conséquent (dans le contexte des guerres révolutionnaires), constitue neuf dixièmes de la victoire. Il a été maintes fois question de ces tâches et il a été à plusieurs reprises indiqué que la caserne rouge pouvait les accomplir. Mais jusqu'à présent, très peu a été fait pour les réaliser.

C'est pourquoi ces questions doivent être inscrites à l'ordre du jour des prochaines conférences de parti, examinées avec attention et résolues.

Et que les camarades ne soient pas effrayés par les énormes difficultés de la tâche. Si le gouvernement tsariste réussissait, dans la caserne impériale, à éléver plusieurs générations afin que les soldats tuent leurs propres frères, ne pourrions-nous donc pas, dans la caserne rouge, éduquer des millions de personnes pour défendre leurs frères ?

Nous pouvons le faire, il ne faut simplement pas tarder ni traîner. Le temps n'attend pas, et nous devons être prêts le plus tôt possible.

A propos de la réorganisation de l'Armée rouge

La réorganisation de l'Armée rouge se présente à nous comme une tâche pratique du jour, dont la réalisation a déjà commencé. Depuis 1918, nous avons constamment construit l'Armée rouge dans le feu et la fumée de la guerre civile, sous la pression continue de la nécessité vitale de repousser de nombreux ennemis qui nous assaillaient de toutes parts. Les plans de construction de l'Armée rouge étaient élaborés à la hâte, sans réflexion suffisante (il n'y avait pas le temps pour réfléchir), changeaient continuellement et se brisaient, et il est évident qu'un grand nombre d'erreurs ont été commises.

Mais nous avions quand même un plan général qui était mis en œuvre : nous construisions une armée ouvrière et paysanne pour la défense contre la contre-révolution des propriétaires terriens et de la bourgeoisie.

Maintenant, nous menons la réorganisation de l'Armée rouge dans des conditions relativement calmes, mais on ne peut pas dire que cette réorganisation se fasse selon un plan unique et réfléchi. Il ne s'agit pas du nombre de districts, d'armées, de divisions, ni de leurs effectifs. C'est, bien sûr, une partie importante du plan, mais ce n'est pas tout. Il est avant tout nécessaire de se faire une idée claire du type d'armée que nous préparons et pour quelles tâches.

Nous ne trouvons pas de réponse à ces questions. Pourtant, de telle ou telle solution à ces questions dépend tout le plan organisationnel (y compris les effectifs), tout le système de formation et d'éducation du combattant individuel et des unités, les programmes des établissements militaires d'enseignement, les exercices pratiques dans ceux-ci, la mise en place du travail politique dans l'armée, la préparation du personnel commissaire, l'étude des théâtres d'opérations militaires, enfin, même l'armement des unités et la préparation des troupes spécialisées.

Y a-t-il unité et cohérence entre tous ces aspects de la réorganisation de l'Armée rouge ?

Non. Cela se voit avant tout dans le fait que tous nos statuts, instructions, guides et directives (préparés à la hâte à l'époque) doivent être révisés. C'est l'une des tâches récurrentes étroitement liées à la réorganisation de l'Armée rouge. Cela se voit également dans le fait que les programmes des établissements d'enseignement militaire (surtout les supérieurs) sont considérés comme très insatisfaisants et devant être radicalement revus dans un avenir proche. Et cela se voit aussi dans de nombreux autres aspects qu'il serait superflu d'énumérer ici.

Sinon, d'ailleurs, cela peut se passer aussi : aucune cohérence, aucune unité entre les différentes parties de la réorganisation de l'Armée rouge, et cela peut être, puisqu'il n'y a pas de plan général de réorganisation, puisqu'il n'y a pas (puisque nous ne nous sommes pas donnés la peine de fournir) de réponse à la question fondamentale, essentielle, principale, primordiale : quelle armée préparons-nous et pour quelles tâches ?

En 1918, ils ont commencé à créer l'Armée rouge des ouvriers et des paysans afin de défendre la République soviétique contre d'innombrables ennemis. Le plan général était tout à fait clair : nous construisons une armée des ouvriers et des paysans. Pour quelles tâches ? Pour la défense. Pour la défense en particulier ; pas du tout, pas contre tous les ennemis possibles, mais pour la défense contre la contre-révolution des propriétaires terriens et de la bourgeoisie. Jusqu'à la victoire sur la contre-révolution des propriétaires terriens et de la bourgeoisie, cette armée, malgré sa composition majoritairement paysanne, était une armée de classe du prolétariat. Après la victoire sur la contre-révolution des propriétaires terriens et de la bourgeoisie, cette armée a partiellement cessé d'être une armée de classe du prolétariat (Kronstadt, Masselakovshchina et autres manifestations du tournant contre-révolutionnaire anarchiste de la petite bourgeoisie, passant de la dictature du prolétariat à la dictature bourgeoise).

C'est de là qu'est née la question de la réorganisation.

Dans quel but et pour quoi faisons-nous une armée ? En d'autres termes : quels ennemis nous menacent et par quelles voies stratégiques (défense ou attaque) pourrions-nous les affronter le plus rapidement et le plus efficacement ?

Nous sommes menacés de l'intérieur par l'élément petit-bourgeois, qui, malgré plusieurs concessions économiques, se manifeste parfois (en Ukraine, dans la province de Tambov) sous la forme du banditisme. L'expérience étendue, presque sans précédent dans l'histoire, de l'insurrection et du banditisme ukrainiens confirme la conclusion déjà établie par la théorie marxiste (voir, par exemple, « Misère de la philosophie » de Marx, publiée en 1847) selon laquelle la petite bourgeoisie, prise isolément, sans la direction d'une autre classe (bourgeoisie, prolétariat), est incapable de s'organiser en une véritable force armée centralisée et cohésive (révolutionnaire ou contre-révolutionnaire). Elle se scinde toujours en parties relativement petites, souvent sans lien entre elles et parfois même en conflit les unes avec les autres. Ces groupes sont dangereux non pas comme force militaire sérieuse, mais comme force anarchique, perturbant l'économie et le transport. La lutte contre ces groupes requiert de nombreuses spécificités tactiques et l'établissement d'unités particulières, débarrassées du poison petit-bourgeois et spécialisées dans la lutte contre les bandes. Mobiliser d'autres unités pour cette lutte, comme l'expérience l'a maintes fois confirmé, mène à des résultats négatifs : tant sur le plan politique que militaire, elles se montrent insuffisamment préparées, et la poursuite perpétuelle des bandes les corrompt, les rendant finalement inapte à combattre « l'ennemi extérieur ».

Quels ennemis pourraient nous menacer de l'extérieur ? Tout d'abord, les restes des armées de Koltchak, de Kappel et de Wrangel. Cependant, il ne faut pas s'attendre, pour plusieurs raisons, à une offensive sérieuse de leur part pour le moment. De plus, la question à leur sujet « sort » du cadre de cet article, car, premièrement, les unités de l'Armée rouge, dans leur configuration actuelle, sont suffisamment aptes à la guerre contre eux, et deuxièmement, leurs actions ne seront pas « combinées » avec une offensive des armées de l'Entente ou, par exemple, des armées japonaises.

Mais nous sommes alors arrivés au troisième ennemi qui peut nous menacer. Car pour nous, c'est l'offensive des troupes impérialistes qui aura une importance décisive, et non la participation à cette offensive des troupes de Kappel et de Wrangel.

C'est un ennemi avec lequel nous n'avons pas encore vraiment combattu, à part l'offensive allemande de 1918, et peut-être aussi, la guerre avec la Pologne. Mais il est impossible de se promettre de ne jamais avoir de guerre avec cet ennemi...

En ce moment, il ne peut pas nous faire la guerre — sinon, face à la haine féroce des impérialistes du monde entier envers la Russie soviétique, il aurait immédiatement lancé une offensive contre nous. La source de cette impossibilité est l'opposition massive des travailleurs et même de la démocratie petite-bourgeoise à la guerre contre la Russie. Mais qui sait ce qui peut se passer dans l'avenir !

La guerre contre cet ennemi appartiendra au type des guerres dites révolutionnaires (ou de classes) (par opposition aux guerres dynastiques, de libération nationale, impérialistes et civiles). Ce type de guerres présente certaines caractéristiques particulières qui le rapprochent des guerres civiles. Mais seulement le rapprochent. La relation entre les guerres révolutionnaires et civiles peut être approximativement définie en qualifiant les guerres révolutionnaires de « semi-civiles ».

Imaginons une guerre contre l'une quelconque des puissances impérialistes. Cette puissance impérialiste aurait-elle ce front unique et continu, cette unité nationale, cette paix civile entre les classes que nous avons vues pendant la guerre impérialiste de 1914-1918 ? Il suffit de poser cette question pour que la réponse négative y soit évidente.

Bien sûr que non. À condition de l'existence de l'Internationale et de sa croissance étonnamment rapide dans tous les pays, à condition de l'énorme essor du mouvement révolutionnaire prolétarien dans tous les pays, à condition d'une crise industrielle interminable et sans issue, approfondissant de façon incroyable le fossé entre les classes, il ne peut être question de paix civile dans les États impérialistes en cas de guerre contre la Russie soviétique.

Nous l'avons vu à l'exemple de la Pologne, bien que de manière faible et intermittente : une partie du prolétariat polonais était sans aucun doute avec nous et aidait l'Armée rouge. Une aide énorme nous a également été apportée par les travailleurs d'Europe occidentale, qui empêchaient le transport d'armes vers la Pologne. Cela ne ressemble pas à un front uni ni à une paix civile.

Ainsi, de l'autre côté du front de la guerre révolutionnaire, nous aurons un nombre plus ou moins considérable (en fonction de la force et de l'influence de l'Internationale communiste) d'alliés actifs et de puissants soutiens. Ce n'est qu'à cette condition qu'il est possible de parler de guerre révolutionnaire. Sans cela, il est clair que nous serions excessivement faibles par rapport à nos ennemis.

L'absence de paix civile rapproche précisément les guerres révolutionnaires du type de guerres civiles.

Quelle stratégie devons-nous adopter en cas de révolution armée ? Une stratégie défensive ou une stratégie offensive ? La réponse à cette question est la suivante : la question est avant tout mal posée, elle ne peut pas être posée sous cette forme, et la réponse à cette question sous cette forme ne peut pas être donnée, car le choix entre la défense et l'offensive dépendra des conditions futures que nous ne pouvons pas prévoir.

La question doit être posée ainsi : avons-nous la garantie que, en cas de guerre révolutionnaire, nous ne serons pas obligés d'adopter une stratégie offensive (alors que pendant trois ans de guerre civile, nous avons adopté exclusivement une stratégie défensive) ?

Il est clair qu'il n'y a pas de telles garanties. Nous pourrions nous retrouver forcés d'adopter une stratégie offensive, par exemple pour prévenir une offensive imminente de la part d'une puissance impérialiste ou d'un groupe de celles-ci contre nous. Nous pourrions également être entraînés dans une guerre révolutionnaire offensive en lien avec un renversement socialiste quelque part en Occident. Enfin, le cas n'est pas exclu où nous serions obligés de déclencher une guerre révolutionnaire afin de hâter le déroulement de la révolution en Occident, et dans ce cas, notre stratégie devrait être strictement offensive.

Nous n'avons aucun désir, après 7 ans de guerre, dans des conditions de destruction économique et de transport extraordinaires, de recommencer la guerre. Au contraire, notre tâche principale maintenant est de tout mettre en œuvre pour parvenir à une « vie pacifique ».

Le pays a besoin d'un long repos. Mais cela dépend non seulement de nous, mais aussi de nos ennemis. Ainsi, nous sommes obligés de nous préparer à la guerre, nous devons préparer l'armée. Et toute la question se résume à une seule : pouvons-nous « rester » en défense stratégique, comme cela a été le cas pendant trois ans de guerre civile, ou devons-nous aussi être prêts pour une stratégie offensive ?

Toute la conjoncture internationale, tant économique que politique, indique qu'à un moment donné, une stratégie offensive pourrait être nécessaire de notre part. Par conséquent, notre armée doit être prête non seulement à défendre, mais aussi à attaquer.

Nous avons posé les questions suivantes : quel type d'armée préparons-nous et pour quelles tâches ? Notre réponse est la suivante : nous préparons une armée de classe du prolétariat, une armée ouvrière et paysanne non seulement pour la défense contre la contre-révolution bourgeoise et féodale, mais aussi pour les guerres révolutionnaires (à la fois défensives et offensives) contre les puissances impérialistes, ainsi que pour les guerres de type semi-civil, dans lesquelles la stratégie offensive peut jouer un rôle important.

De plus, la stratégie offensive possède une caractéristique tout à fait particulière : c'est une stratégie dans laquelle la désorganisation révolutionnaire des troupes ennemis joue un rôle décisif. Il suffit de rappeler les actions des unités anglaises dans la région de Mourmansk et des Français dans la région d'Odessa en 1918-1919.

La conclusion de tout ce qui précède est que nous devons préparer l'Armée rouge à l'offensive et l'éduquer dans l'esprit de l'attaque, car on ne peut pas en même temps l'éduquer dans l'esprit de la défense et dans l'esprit de l'offensive. Une armée prête à l'offensive peut aussi gérer la défense. Nous ne sommes pas en mesure de faire la guerre et ne prévoyons pas de le faire, mais nous devons être prêts, et c'est pourquoi il faut se préparer à l'offensive — telle est la formule contradictoire à laquelle nous sommes arrivés.

Cette formule marque un tournant décisif dans la construction de l'Armée rouge. Il est nécessaire de réviser toutes les vues qui se sont formées dans notre pays, de procéder à une réévaluation complète des valeurs du point de vue de la transition d'une stratégie purement défensive à une stratégie offensive. La formation de l'état-major de commandement, la formation du soldat individuel et des unités individuelles, la révision des règlements et manuels, le travail politique dans l'armée, la formation des commissaires militaires, des unités spéciales, la formation et la formation (non seulement technique, mais aussi politique) des théâtres d'opérations militaires, l'armement — tout cela doit désormais se faire «sous le signe» de l'offensive. En d'autres termes, toutes ces œuvres dans leur ensemble doivent constituer un plan défini de réorganisation de l'Armée rouge, strictement coordonné dans toutes les parties, imprégné d'unité de vues. La préparation à des guerres révolutionnaires (de type semi-civil) est le principal objectif de ce plan, et la stratégie offensive est la direction principale de la réorganisation de l'Armée rouge.

Ce n'est qu'en ayant un plan unique que la réorganisation en cours de l'Armée rouge sortira de l'état d'informalité, de désordre, de manque de coordination, de flottements et d'absence d'un objectif clairement conscient.

Il n'y a rien à expliquer sur combien l'absence d'un plan uniifié de réorganisation est nuisible et dangereuse pour l'armée.

La tâche principale du travail politique dans l'Armée rouge

Jusqu'à présent, la tâche de l'Armée rouge était de défendre la dictature prolétarienne contre la contre-révolution des propriétaires terriens et de la bourgeoisie. Aucune autre mission n'était assignée à l'Armée rouge. Cependant, au cours de la guerre civile, nous avons été contraints, lors de la campagne polonaise, de confier à l'Armée rouge une autre tâche, celle de « sonder la révolution ouest-européenne avec la baïonnette » (selon le camarade Lénine lors de la conférence panrusse). Pour la défense contre la contre-révolution des propriétaires terriens et de la bourgeoisie, l'ancienne Armée rouge, fondée sur l'alliance du prolétariat et des paysans dans la lutte contre des ennemis communs, était parfaitement adaptée, et elle accomplissait sa mission : la contre-révolution des propriétaires terriens et de la bourgeoisie avait été vaincue à neuf dixièmes.

Mais avec l'anéantissement de la contre-révolution terrienne et bourgeoise, avec la fin de la guerre civile, un nouveau périodes de la révolution russe est arrivée, caractérisée par une relation différente entre les classes.

Le changement de politique économique ne pouvait pas ne pas se refléter dans l'armée. Si l'ancienne armée ouvrière et paysanne était adaptée à la tâche : défensive, pour lutter contre les propriétaires terriens et la bourgeoisie, c'était parce qu'il existait entre le prolétariat et la paysannerie une alliance militaire, sans aucun accord formel, pour se défendre contre un ennemi commun. Aujourd'hui, cet ennemi n'existe plus, l'alliance du prolétariat et de la paysannerie se construit sur de nouvelles bases, et c'est pourquoi de toutes nouvelles tâches militaires se posent à nous.

La tâche principale de notre parti à l'heure actuelle est de maintenir la dictature du prolétariat avec tous les moyens à notre disposition et d'accélérer la révolution en Occident. Toutes les autres tâches de notre parti sont subordonnées à cette tâche principale. En conséquence, les tâches de l'armée évoluent également. Comme il s'agit des soulèvements contre-révolutionnaires petit-bourgeois que nous avons connus au printemps et qui persistent par endroits sous forme de banditisme encore aujourd'hui, nous avons commencé à former un nouveau type de troupes, adaptées à cette lutte et non entachées par l'esprit petit-bourgeois. Nous créons un corps de la TchéKa, nous commençons à réorganiser les détachements d'importance spéciale, et nous plaçons au premier plan la question des établissements militaires et éducatifs, qui, même pendant la guerre civile, constituaient l'un de nos principaux piliers et qui maintenant, avec une bonne organisation politique dans le Gouhouze, pourront jouer un rôle tout aussi important pour soutenir la dictature du prolétariat à l'intérieur contre la contre-révolution petit-bourgeoise et à l'extérieur contre les offensives impérialistes.

Que signifie l'accélération des révolutions en Occident ? Nous n'aborderons pas le côté politique de la question. Il a été étudié lors du IIIe congrès de l'Internationale communiste. Ce qui nous intéresse ici, c'est uniquement le côté militaire de la question. Concrètement, cette « accélération » peut se manifester de deux à trois manières. Premièrement, par le fait que nous soutenions par nos forces armées la révolution qui commence dans l'un des pays occidentaux ; deuxièmement, par le fait qu'une nouvelle république socialiste en Occident serait obligée de déclencher une guerre contre les impérialistes, et nous serions entraînés dans cette guerre. Enfin, cela peut se manifester — et ce cas est assez probable — par le fait que nous serions obligés, pour accélérer la révolution en Occident, de passer à l'offensive. Et cela signifie que nous ne nous limiterons pas à la seule défense, car il n'est pas exclu que nous soyons contraints de passer à l'attaque. En d'autres termes, au lieu d'une guerre civile défensive, notre armée pourrait avoir pour mission de mener une guerre de révolution offensive, une guerre d'un pays socialiste contre les États impérialistes. Voilà pourquoi ce que nous appelons habituellement la réorganisation de l'Armée rouge représente en réalité un tournant radical, la transformation d'une armée défensive, qui défendait contre la contre-révolution des propriétaires terriens et de la bourgeoisie, en une armée capable de mener une guerre révolutionnaire offensive.

Mais sans un travail têtu et à long terme de combat et d'éducation politique, le paysan vêtu de l'uniforme d'un soldat de l'Armée rouge ne comprendra pas cette tâche, n'ira pas en guerre d'indépendance. La tâche d'accélérer la révolution en Occident lui est étrangère, et restera étrangère tant que nous n'aurons pas lié la guerre d'indépendance de la manière la plus visible à la contre-révolution seigneur-bourgeoisie, avec la possibilité de rendre le pouvoir et les terres aux propriétaires terriens. Par conséquent, le contenu de notre travail politique dans l'Armée rouge change de manière significative. La tâche principale de tout travail politique dans l'Armée rouge (ainsi que de toute formation au combat) est d'éduquer chaque homme de l'Armée rouge à l'idée de développer et d'accélérer la révolution en Occident, sur le slogan d'un yoya révolutionnaire offensif. Peut-être que des années passeront avant que nous ne voyions des personnes forcées dans une telle guerre. Maintenant, nous ne voulons pas et ne pouvons pas inculquer. Mais il est nécessaire de se préparer à cette guerre dès maintenant. Afin de préparer le paysan de l'Armée rouge à une guerre révolutionnaire, afin de lui prouver sans contestation que sans le triomphe de la révolution en Occident, le propriétaire terrien ; reviendra inévitablement et emportera la terre, et pour ce triomphe il est nécessaire de l'accélérer, jusqu'à l'arrivée d'une guerre d'indépendance forte, un travail politique beaucoup plus profond et sérieux sera nécessaire qu'auparavant.

Toutes les tâches du travail politique dans l'Armée rouge doivent être subordonnées, adaptées et ajustées à cette tâche principale. Et cela signifie que les commissaires de compagnie, les commissaires politiques et les travailleurs de l'éducation politique doivent être rééduqués dans l'esprit de cette tâche, et que tous les programmes doivent être refaits en conséquence. En un mot, la tâche principale de l'éducation militaire et politique de l'Armée rouge dans l'esprit de la guerre révolutionnaire ascendante doit devenir l'axe de tout le travail, l'objectif principal, déterminant tout le reste.

Et si les gouvernements bourgeois réussissaient pendant des siècles à «abrutir» ouvriers et paysans vêtus d'uniformes militaires par le martèlement, la discipline à coups de bâton et la «rigueur» pour leurs guerres sales, égoïstes et prédatrices, il n'y a aucun doute que nous pouvons, par un travail politique approfondi, préparer le paysan à la guerre révolutionnaire pour le triomphe du communisme.

Travail d'éducation politique dans l'Armée rouge

En abordant la question du travail d'éducation politique dans l'Armée rouge, il convient de tenir compte de deux circonstances les plus importantes : premièrement, ce travail a, à l'heure actuelle, une importance plus grande (aux côtés des organes économiques) que les autres domaines de l'éducation politique ; deuxièmement, le travail d'éducation politique dans l'Armée rouge se déroule dans des conditions relativement plus favorables que celui auprès du reste de la population.

Examinons ces deux circonstances.

La RSFSR se trouve actuellement dans un état d'équilibre précaire. Le niveau de développement du mouvement révolutionnaire du prolétariat en Occident est déjà suffisant (et devient chaque jour de plus en plus suffisant) pour empêcher l'étouffement de la Russie soviétique, mais il n'est pas encore suffisant pour empêcher les tentatives de cet étouffement de la part de nos ennemis.

Et en effet, nous constatons une organisation incessante de telles tentatives, ainsi qu'une opposition continue à ces tentatives de la part des travailleurs et paysans d'Europe occidentale. Par conséquent, pendant une certaine période, nous ne sommes pas à l'abri de nouvelles tentatives d'attaque armée contre la Russie soviétique, autrement dit, de guerres. Bien que ces tentatives ne menacent plus la destruction de la Russie soviétique, elles lui causent d'innombrables dommages, entravant la transition vers une reconstruction planifiée de l'économie. C'est pourquoi une riposte déterminée à ces tentatives est d'une importance cruciale pour la république.

Pendant une certaine période, ainsi, l'Armée rouge sera confrontée à des tâches défensives très importantes. Que se passera-t-il ensuite, lorsque le mouvement révolutionnaire du prolétariat d'Europe occidentale atteindra un tel niveau que nos ennemis seront obligés de laisser la RSFSR tranquille ? Quelles tâches deviendront alors prioritaires pour l'Armée rouge ? Cette question est controversée et doit être davantage discutée. Cependant, il n'est pas exclu que de nouvelles positions sur cette question apparaissent, comme le propose le camarade S. Solomin. (Voir « Politrabotnik », n° 8-10). En tout cas, il est vrai que l'Armée rouge doit être prête pour la guerre offensive.

Tout cela montre que : le travail politique dans l'Armée rouge, en raison de la possibilité de guerres défensives et offensives sur une période plus ou moins longue, conserve la même importance primordiale qu'il avait pendant la guerre civile. Et de là découle la conclusion : il est nécessaire de s'opposer résolument à toute tentative d'affaiblir le travail d'éducation politique dans l'Armée rouge et de reléguer ce travail au deuxième ou au troisième plan. De

telles tentatives ne manquent pas, et elles viennent de différentes directions et sous diverses formes : retrait des travailleurs d'éducation politique de l'armée, réduction de l'approvisionnement de l'armée en matériel d'éducation politique, tentatives de démantèlement de l'appareil d'éducation politique de l'armée, etc. Il faut non seulement s'opposer résolument à de telles tentatives, mais aussi prendre toutes les mesures nécessaires pour renforcer le travail d'éducation politique affaibli dans l'Armée rouge.

Le deuxième « facteur ! — des conditions relativement favorables pour le travail de sensibilisation politique — a non seulement une importance militaire directe, mais aussi une importance directe pour l'État en général. Les conditions particulières du travail de sensibilisation politique dans l'Armée rouge se résument comme suit :

Tout d'abord, la sélection par âge et le regroupement dans la caserne. Aujourd'hui, l'armée est composée de jeunes âges, pour la plupart « n'ayant pas encore participé à la guerre civile, mais ayant déjà suivi l'école politique de la révolution de quatre ans ». Selon de nombreuses données, la jeunesse est très bonne, avide de connaissances et d'éducation, attendue pour répondre à de nombreuses questions entièrement nouvelles, soulevées par la révolution. Le regroupement de cette jeunesse dans la caserne pendant une période assez longue permet également un travail politique de masse. L'expérience de nos établissements militaires d'enseignement est la plus révélatrice à cet égard.

Deuxièmement, la planification et la systématicité du travail d'éducation politique auprès de cette jeunesse, ce qui n'existe pas et ne peut pas exister dans une usine, une fabrique, un village ou un établissement soviétique.

Troisièmement, une composition plus stable des dirigeants directs (dont la formation doit être la priorité absolue), issue de la même jeunesse (*politruks*), ainsi que leur libération de toute autre tâche (en dehors des tâches de formation militaire) et leur spécialisation.

Quatrièmement, l'appareil d'éducation politique de l'Armée rouge est le plus ancien, bien rodé, ayant développé au fil de trois années de travail ses méthodes particulières, adaptées aux conditions spécifiques de travail dans l'Armée rouge.

En un mot, que cela puisse paraître paradoxal, mais à l'heure actuelle, une caserne, correctement aménagée, peut devenir (bien qu'elle ne le soit pas encore) une école du communisme pour la jeunesse paysanne. Dans le même temps, dans 5 à 10 ans, il y aura une autre jeunesse ayant suivi plus ou moins une bonne école soviétique. Mais d'ici là, peut-être que les casernes n'existeront déjà plus (si nous passons à une armée de type milice).

Cependant, il ne vaut pas la peine de deviner l'avenir. Dans le présent, le karma peut acquérir une signification nationale en tant qu'école du communisme, formant chaque année non seulement une jeunesse instruite et consciente, fidèle au pouvoir soviétique et comptée en nombres à sept chiffres, mais aussi un nombre considérable de membres du parti.

Les conditions principales (énumérées ci-dessus) pour transformer une caserne en école politico-militaire sont présentes. Il y a bien sûr aussi des obstacles. Le principal est le manque d'équipement de la caserne — voire plus : son état déplorable. Mais avec un travail concerté de la direction, des départements politiques et des soldats rouges, cet obstacle peut être surmonté.

Ensuite — de grandes patrouilles, la lutte contre le banditisme, une mauvaise alimentation, etc.

Puisque, avec le nouveau cours de politique économique, nous avons déjà emprunté la voie de la relance économique (certes, très lente, par petits pas), nous avons des raisons de croire que nous surmonterons ces obstacles dans un avenir pas très lointain.

Conclusion de tout ce qui précède : concentrer les efforts pour transformer le plus rapidement possible la caserne en école politico-militaire, l'équiper matériellement, y rassembler un personnel de cadres politiques préparés, instaurer un enseignement systématique approfondi de la culture politique selon un plan déterminé, fournir tous les

moyens nécessaires à cet effet (avantages pour l'instruction politique, manuels, fournitures de bureau).

Quelle que soit l'ampleur de cette école politico-militaire, par rapport à l'ensemble du travail de propagande politique dans toute la république, cette école n'occupe pas une grande partie. Et sous cet aspect, la tâche semble réalisable sans difficultés particulières. Cependant, en tenant compte, premièrement, de notre pauvreté générale, tant en propagande politique qu'en biens, et deuxièmement, des tendances «égalitaires-consoméristes» croissantes dans le travail d'éducation politique et de la lutte pour chaque travailleur, pour chaque brochure, pour chaque crayon, il faut reconnaître que nous avons devant nous une tâche difficile. Il faudra encore beaucoup de travail, non seulement parmi les propagandistes politiques de l'armée, mais aussi dans tout l'appareil de l'éducation politique (ainsi que dans le parti), pour introduire les principes élémentaires et indiscutables exposés ci-dessus concernant l'importance primordiale du travail d'éducation politique dans l'Armée rouge à la période actuelle, afin de donner à ces principes une solidité face aux préjugés.

La tâche est difficile, c'est pourquoi il faut travailler dessus avec acharnement.

Sur les activités littéraires et éditoriales dans l'Armée rouge

Camarades ! Permettez-moi de déclarer le congrès des rédacteurs ouverts. J'aimerais faire quelques remarques générales sur la question de l'activité littéraire et éditoriale dans l'Armée rouge. Cette activité n'est pas un travail indépendant, qui serait détaché de l'ensemble du travail politique. Je dirais que c'est l'une des formes les plus pratiques de notre travail d'éducation populaire. Mais la forme elle-même n'a en réalité pas d'importance pour nous, si le contenu n'y est pas investi, et le contenu est donné par les décisions qui définissent notre travail politique dans l'Armée rouge.

Vous avez récemment lu les rapports du congrès des éducateurs politiques et vous savez quelles décisions ont été prises concernant notre travail politico-éducatif dans l'Armée rouge. Mais il ne suffit pas de prendre une bonne décision, car nous oublions souvent ces décisions et les principales tâches qu'elles proposent, nous laissant emporter par le travail du jour. Nous en reparlerons plus tard, précisément de l'oubli des tâches principales, et pour l'instant je voudrais rappeler quelles sont les tâches fondamentales du travail politique dans l'Armée rouge.

À mon avis, on pourrait formuler cela brièvement ainsi : transformer chaque soldat de l'Armée rouge en communiste. C'est la formule la plus courte et la plus substantielle. Bien sûr, nous ne pouvons pas transformer tous les soldats de l'Armée rouge en communistes. Même pendant la guerre civile, nous n'y sommes pas parvenus. Il y avait des unités où le nombre de communistes atteignait 50 %, mais le pourcentage moyen de communistes était nettement inférieur. Malgré cela, il n'existe et ne peut exister aucune autre formulation des tâches principales du travail politique dans l'Armée rouge. Ce n'est qu'en se fixant pour objectif de faire des communistes de tous que nous aurons un pourcentage élevé de communistes dans l'armée, et la masse restante d'inscrits non communistes suivra leur exemple.

Mais cette formulation est très générale. Et nous devons répondre à la question : comment faire cela ? Comment transformer un paysan en communiste ? À première vue, cette tâche semble contredire tout ce que nous avons fait à ce sujet auparavant. Il y a à peine 10 ou 12 ans, pendant la révolution de 1905, nous ne nous étions pas consciemment fixé cette tâche ; nous débattions en 1903-1906 avec les socialistes-révolutionnaires, qui disaient que le paysan pouvait passer directement au socialisme et donc lançaient le slogan : « socialisation de la terre ». À l'époque, nous disions qu'aucune socialisation n'était possible, qu'il n'était pas possible de transformer un paysan, un petit propriétaire, en socialiste ou, comme on dit maintenant, en communiste. Nous avons l'expérience de l'Europe occidentale, où il existait de

vieux partis socialistes et où ils n'ont pas réussi à relever cette tâche ; ils ont seulement réussi à attirer dans leurs rangs un pourcentage minime de journaliers agricoles, et c'est tout.

Cependant, la situation est maintenant totalement différente ! Aujourd'hui, le contexte mondial devant nous est tel que nous pouvons : sérieusement, de manière professionnelle, poser la question de la transformation du paysan en communiste — non pas sous la forme d'une question de savoir si c'est possible ou non, mais sous la forme de la question de savoir comment le faire. Nous avons l'expérience de la guerre civile, lorsque nous avons fait de très nombreux communistes parmi les paysans. Nous avons devant nous un fait étonnant : nous avons renforcé l'armée avec des communistes — des ouvriers mobilisés depuis les villes, et lorsque nous avons compté nos cellules à la fin de la guerre, nous avons vu qu'elles étaient pour les deux tiers ou les trois quarts composées de paysans.

Que signifie ce fait ? Que les travailleurs-communistes, qui avaient été envoyés dans l'armée, disparaissaient de celle-ci d'une manière ou d'une autre, en partie à cause de la mort au combat, des blessures, de la maladie, parce que certains étaient démobilisés, ou parce qu'ils s'établissaient sur place lorsque de nouveaux territoires étaient conquis, etc. Cependant, le nombre de communistes dans l'armée à la fin de la guerre était très élevé. Par conséquent, nous avons réussi en relativement peu de temps à former dans l'Armée rouge, à partir de matière première, un grand nombre (environ 200 000) de jeunes communistes, et si ces communistes avaient des défauts — par exemple une vision unilatérale, puisqu'ils avaient été élevés uniquement pour une tâche, celle de lutter contre les propriétaires terriens et les capitalistes pour les terres conquises, si leur formation ne portait que sur le segment russe du front international de la révolution mondiale —, il est néanmoins véritable que, comme le montre l'expérience, une fois rentrés dans leurs foyers, ils se sont révélés pleinement capables d'être des propagandistes et des défenseurs du pouvoir soviétique. Partout arrivent des informations selon lesquelles ce sont précisément les démobilisés qui ont apporté une animation extrême dans les villages. C'est un fait remarquable, montrant que notre travail politique (bien qu'il ait été parfois mené de manière étroite, insuffisamment approfondie, à la hâte, dans des conditions de guerre, etc.) a laissé une empreinte profonde sur les soldats de l'Armée rouge.

Voici l'un des plus importants résultats que nous ayons : nous avons réussi à transformer un nombre considérable de paysans en communistes, qui continuent par inertie la ligne communiste, tandis que même les paysans-despérants restent liés à notre parti. C'est la conclusion la plus essentielle et la plus précieuse, qui sert de base à tout notre travail futur, et si nous n'avions pas ce résultat, si nous ne voyions pas ce fait historique et indiscutable pour nous, alors même la question de la transformation des paysans en communistes serait à remettre en question.

Ainsi, maintenant la question ne porte plus que sur la manière de transformer le paysan en communiste. Bien sûr, lorsque nous posons cette question dans le contexte actuel, après Kronstadt et les révoltes paysannes du printemps, après l'essor des éléments petite-bourgeois, il est clair que cette tâche est aujourd'hui beaucoup plus difficile que pendant les trois années de guerre civile légale. Il nous faut éduquer le soldat-paysan de l'Armée rouge en tant que communiste pour d'autres tâches, qui ne lui sont pas aussi claires et proches, et non pour la tâche de la guerre contre le propriétaire foncier (qui est vaincu et écrasé), mais pour la tâche de la guerre sur le front international, la guerre révolutionnaire pour aider la révolution qui se développe en Occident. Cette aide peut nous être demandée à la fois sous forme de guerre défensive et de guerre offensive. Former pour cette tâche est beaucoup plus difficile, car il sera nécessaire d'expliquer au paysan le lien entre ses intérêts et la victoire de la révolution mondiale. Si la révolution mondiale ne triomphe pas, le paysan russe perdra les terres conquises. C'est ce qu'il faut inculquer à chaque paysan. C'est le plus important, l'essentiel. Il faut faire comprendre au paysan que si il n'aide pas ses camarades ouvriers

d'Europe occidentale dans leur révolution, ce sera la fin de toutes les conquêtes de la Révolution d'Octobre.

Les ouvriers d'Europe occidentale nous ont aidés pendant la guerre civile et aident encore aujourd'hui la région de la Volga frappée par la famine. C'est sur ces faits concrets, et non sur des phrases vides et des exclamations «vive», que nous devons montrer la solidarité des intérêts du paysan russe et de la révolution d'Europe occidentale.

Si nous faisons cela, nous aurons un soldat rouge qui ira réellement à l'Ouest jusqu'aux murs de Berlin et de Paris.

C'est une idée — l'idée de l'internationalisme et de la solidarité internationale, qui constitue la base de l'éducation du soldat rouge en tant que communiste. Ensuite, nous devrons accorder une grande attention à la psychologie petit-bourgeoise du paysan. Le paysan est un petit propriétaire, il aspire, après avoir terminé son service militaire, à gérer sa parcelle de terre et à diriger sa propre exploitation individuelle à caractère privé. De ce fait, il constitue un élément de cette masse petit-bourgeoise qui fait renaître spontanément le capitalisme. Il est désormais clair pour tous que parmi 15 millions de petites exploitations paysannes surgit le capitalisme de manière aussi inévitable que l'herbe pousse inexorablement au soleil du printemps. De la mer petit-bourgeoise — 15 millions de petites exploitations individuelles — émerge le koulak, le capitaliste. Éradiquer chez le soldat rouge l'attachement à la petite propriété, lui démontrer que cette petite propriété dégénère en capitalisme, qui finira par la dévorer, que ce processus se déroule spontanément, que chaque paysan qui s'efforce un peu d'améliorer sa ferme fait ainsi renaître le capitalisme et enrichit le terrain pour le koulak, et expliquer cela à partir de l'histoire du développement du capitalisme ainsi que des faits contemporains (que l'on peut tirer de n'importe quelle source), montrer de manière concrète au soldat rouge comment le koulak grandit sous ses yeux — cette tâche a une valeur éducative aussi importante que la tâche précédente.

Il est nécessaire de «détruire chez le paysan son idéologie de petite propriété et de lui inculquer une idéologie de grande production. Ce n'est qu'alors qu'il deviendra communiste. Comment y parvenir? Par des discussions, des conférences, des brochures, etc., et surtout par une série de visites d'usines et de manufactures, une familiarisation pratique avec l'électricité, les tracteurs, les charrues, etc. À cette tâche s'ajoute également l'étude de toutes les révolutions afin de montrer que chaque restauration paysanne menait toujours à la disparition des acquis de la révolution.

Cela peut être compris à partir de l'expérience de la Révolution française, de l'expérience de la révolution de 1848 et de l'expérience de la révolution de 1905 en Russie, et maintenant, sur la base de toute une série de faits concrets (au moins le même Kronstadt). Cette idée doit également être martelée afin que chaque soldat rouge ait une attitude pleinement consciente, qu'il comprenne que ce processus de restauration paysanne mène à la destruction de la révolution, et que le salut de la révolution consiste uniquement dans la restauration de l'industrie lourde et dans l'aide à la révolution occidentale.

Enfin, la dernière chose, sans laquelle on ne peut pas transformer un paysan en communiste, c'est la propagande antireligieuse. Tant que le paysan est plein de superstitions, il est esclave de la religion, esclave de l'église, esclave du prêtre et ne peut être ni communiste, ni défenseur du pouvoir soviétique et des conquêtes de la Révolution d'Octobre. On pourrait formuler brièvement ces tâches sous la forme de deux principes fondamentaux : libérer le soldat-paysan de l'Armée rouge du pouvoir de la terre et du pouvoir du ciel. Le libérer du pouvoir de la terre signifie détruire chez le paysan l'attachement à la petite propriété, en faire un internationaliste, un partisan de la grande production, un ennemi de la restauration paysanne.

Libérer du pouvoir du ciel signifie le retirer sous le contrôle de l'église, du prêtre, de la religion, de Dieu, du diable et d'autres superstitions. La tâche de l'éducation politique n'est pas

seulement de rendre l'armée capable de combattre, mais aussi de la transformer en école du communisme. Ces deux missions se posent devant nous.

En ce qui concerne la capacité de combat de l'armée, nous avons l'expérience de la guerre civile. Nous savons d'après l'expérience que si une unité comptait moins de 6 % de communistes (environ), cette unité se révélait entièrement incapable de combattre. Entre 6 et 12 %, elle se montrait plus ou moins capable de combattre, mais pas entièrement stable, et ce n'est que lorsque le pourcentage dépassait 12 % que nous voyions que les unités devenaient pleinement capables de combattre et stables, etc. D'où la conclusion très claire : il faut porter le nombre de communistes dans l'armée à 12 %. Je dirais même plus, jusqu'à 20 %, car la guerre révolutionnaire est plus difficile que la guerre civile. Il y a des éléments de similitude entre elles : dans les deux cas, l'ennemi subit une décomposition interne, agitée par la lutte de classes interne et parfois par la guerre. Dans les deux cas, de notre côté du front, nous avons des alliés. Voilà pourquoi, bien que nos ennemis possèdent une technique plus avancée que la nôtre, elle nous fait peur. Mais malgré tout, pour les guerres révolutionnaires, il faut avoir dans l'armée au moins 15 % de communistes.

Voici ce chiffre, ce slogan, qu'il faut écrire pour chaque travailleur politico-éducatif sur les murs des clubs, des écoles, des casernes, etc. Pas moins de 15 pour cent ! Lors d'une mobilisation (en cas de guerre), nous n'obtiendrons pas un tel pourcentage parmi les tranches d'âge supérieures. Il ne faut pas oublier que toute la population ouvrière, toute la classe ouvrière, ne dépasse pas 10 % de cette mer paysanne qui nous entoure, et comme nous le savons par l'expérience de quatre années de révolution, on ne peut pas dire que les sources arrière alimentent notre armée en communistes venant de la paysannerie. Bien sûr, nous ferons entrer le paysan dans notre parti non seulement par l'Armée rouge, mais aussi par des voies ordinaires, pour ainsi dire, par nos organisations civiles, par les organisations générales du parti, mais le meilleur élément se trouve dans l'armée (les jeunes âges). Et deuxièmement, dans l'armée il existe un appareil politique spécial qui s'occupe exclusivement de l'éducation des soldats rouges et de l'instruction du paysan — un appareil qui a de l'expérience et est bien mieux équipé que les autres appareils. Prenez le fait que récemment il a été décidé de transférer les pupilles politiques provinciaux à l'entretien local. Mais à personne ne viendrait à l'esprit de dire qu'il faut transférer nos pupilles et nos éducateurs aux moyens locaux, afin de priver l'appareil politique de l'Armée rouge des fonds de l'État. À personne cela ne viendrait à l'esprit — tout le monde connaît et comprend parfaitement la signification politique du travail dans l'Armée rouge.

C'est pourquoi, si nous devons mobiliser les tranches d'âge les plus âgées des paysans, nous devons disposer d'une réserve de communistes dans les unités en activité. Et pour cela, il faut qu'ils représentent 15 à 20 % là-bas. Telles sont les conclusions pratiques, en chiffres, de cette problématique, et cette tâche est simultanément d'intérêt non seulement pour l'armée, mais pour tout le pays, car, comme je l'ai déjà dit, même ce soldat rouge, non membre du parti, qui est arrivé au village avec l'expérience de la guerre civile et a reçu une éducation politique très limitée, de manière fragmentaire et désordonnée, apporte un souffle de renouveau énorme au village. Et si nous envoyons chaque année du service actif de l'Armée rouge vers le village entre un demi-million et un million de jeunes soldats rouges, qui suivront une formation systématique de deux ans selon le plan, sous la direction d'enseignants expérimentés, dans des conditions relativement calmes, lorsqu'ils n'auront pas à interrompre leur formation politique pendant des semaines ou des mois, ce sera, bien entendu, un tel contingent de jeunes communistes, partisans du pouvoir soviétique et sympathisants, qui, littéralement en l'espace de 5 à 10 ans, transformera entièrement notre village. Telles sont les perspectives et les tâches qui s'imposent à nous.

Nous ne commençons que maintenant à nous mettre en ordre dans notre travail de manière correcte ! Cela se ressent dans tout, en particulier dans notre travail éditorial et d'édition. Mais nous ne sommes pas encore entièrement organisés (il y a des défauts et des

erreurs dans le travail, nous nous lançons dans de nombreuses affaires, parfois en oubliant l'essentiel). Si l'on examine ce qui a été publié au cours des dix derniers mois, on voit, tout d'abord, une augmentation extraordinaire du nombre de publications, un gonflement extrêmement rapide du travail éditorial, quelque chose comme une fièvre de l'édition. Beaucoup de choses superflues, beaucoup d'inutiles, une incapacité à organiser le travail de manière économique, dépensant à plusieurs reprises des fonds pour des affaires secondaires. Nous verrons également (et c'est le plus important que je veux souligner) qu'il n'est pas très clair pour qui ce travail est effectué. On oublie que tout notre travail et nos publications sont destinés à un seul objectif précis : l'éducation politique du soldat rouge. Cependant, beaucoup a été dépensé : le papier n'est pas pour une brochure destinée aux soldats rouges, mais pour des publications (de très bonnes publications) qui pourraient concurrencer celles de Pura et celles du conseil éditorial militaire supérieur. En conséquence, il s'avère que tout le monde a voulu être commandant en chef et chef de section dans ce domaine, en aucun cas à un rang inférieur.

Je me souviens d'une phrase tirée d'une nouvelle française : « chaque ouvrier veut être bourgeois, chaque bourgeois veut être noble ». C'est à peu près ainsi, selon cette épigramme, que se sont organisés pendant un certain temps tous nos travaux éditoriaux et de publication. Il y avait très peu de publications pour le *politruk* et pour le soldat rouge, et on dépensait du papier non pas pour les journaux, mais pour des éditions qui pouvaient être bonnes, mais pas pour le soldat rouge et pas pour le *politruk*. Mais il est impossible d'être uniquement rédacteur en chef et de n'écrire que sur les sciences militaires supérieures. Il faut que quelqu'un soit aussi commandant de division, commandant de brigade, etc. Il faut écrire pour les commandants de compagnies et pour les *politruks* de compagnies. Parmi la montagne de publications, je n'ai trouvé qu'un seul numéro du magazine « *Politruk* », et encore le premier numéro. Je voudrais souligner que la tâche principale est de fournir au soldat rouge un journal et un livre qui lui soient parfaitement accessibles, de fournir au *politruk* un guide systématiquement réfléchi et de donner des manuels pour les cours.

Il faut répartir tout le travail éditorial par étages, disons : Pur édite l'organe central pour les dirigeants de base, et un autre organe qui prend en compte le travail de tous les districts, et les -districts—pour les cadres politiques et les soldats rouges. Pour cela, il faut que les districts écrivent dans l'organe de Pur. Or, de la part des régions, à peine 1 ou 2 articles ont été envoyés. Quand nous lisons les publications du district de Kiev, ou du district de la Volga, nous voyons que les articles y sont publiés tout aussi bien que dans l'organe de Pur, mais pour qui sont-ils écrits ? Qui les lira ? Personne, sauf les travailleurs de leur propre district. Peut-être que l'article est excellent, mais il n'arrivera nulle part, il est écrit pour soi-même, et au lieu de le donner à l'organe central, il prend dans le journal du district une place destinée aux cadres politiques. Un tel article devrait trouver sa place dans « *Politrabotnik* ». Je dirais que nous avons, au lieu d'un seul organe central, 12 publications, correspondant aux nombres de districts. La même chose s'applique dans le domaine militaire et scientifique : chaque district cherche à publier son propre journal militaire central, tandis que l'on oublie le commandant d'unité ou le chef de peloton. Je souligne cette tâche comme la plus essentielle et la plus importante, et je répète à nouveau la formule : journal, brochure—pour le soldat rouge, direction systématique—pour les cadres politiques, manuels—pour nos cours.

Voici la tâche concrète que nous ne devons pas oublier. En même temps ! je voudrais attirer votre attention tout particulièrement sur le journal de l'Armée rouge. C'est le moyen le plus vivant grâce auquel les travailleurs politiques entrent en contact quotidien avec les soldats de l'Armée rouge. Il faut dire que l'expérience acquise à cet égard montre que nous ne savons pas encore organiser un journal pour les soldats de l'Armée rouge, malgré trois ans d'expérience. Cette expérience montre précisément une des deux choses : soit le journal est complètement détaché du soldat de l'Armée rouge, soit, lorsqu'il essaie de se rapprocher de lui, il tombe dans une approche complètement incorrecte, devient extrêmement étroit et

ressemble à ces journaux ouvriers qui étaient publiés à l'époque de 1898-1900 par un groupe de social-démocrates russes appelés économistes. Les économistes disaient, et dans un certain sens à juste titre, qu'il fallait commencer le travail politique parmi les ouvriers par leurs intérêts quotidiens. Mais ils ne menaient pas cela à son terme. Nous leur répondions : oui, il faut que l'éducation politique de l'ouvrier commence par ses intérêts ordinaires, par la réduction de la journée de travail, par les conditions de rémunération, etc. Mais il ne faut pas s'arrêter là, et il faut immédiatement relier ces questions à la totalité des questions de lutte politique et de lutte contre l'autocratie. Vous, au contraire, vous vous limitez uniquement aux intérêts quotidiens, votre journal est rempli seulement de communications sur le paiement du travail, sur les tarifs, sur la lutte pour une parcelle de terrain, etc., et par là vous fermez l'horizon de l'ouvrier à d'autres idées et le maintenez exclusivement dans le domaine des intérêts quotidiens.

Quelque chose de similaire se produit également avec les journaux de l'Armée rouge : ils se détachent soit du soldat rouge, ce qui est une grave erreur, soit s'abaissent à son niveau inférieur. Prenez, par exemple, la question du fusil : il faut poser la question non seulement du fusil, mais aussi de la révolution mondiale pour laquelle ce fusil est nécessaire. Si cela n'est pas fait, on obtient un rétrécissement extrême du problème. Mais l'erreur consistera à parler seulement de la révolution et à oublier le fusil. Il en résultera une phrase vide de sens et non un travail.

Notre travail politique doit se fonder sur les intérêts quotidiens du soldat rouge, sur les lettres qu'ils reçoivent de chez eux, mais uniquement dans le but, en profitant de chaque petit événement, de le relier aux principales tâches du travail d'éducation politique dans l'armée — l'éducation dans l'esprit de l'internationalisme, l'éradication de l'idéologie petite-propriétaire et de petite production, la transformation du paysan en partisan de l'électrification, sa libération de tous les préjugés religieux — en un mot, le transformer en communiste, prêt à mener des guerres révolutionnaires.

Si vous gardez à l'esprit cette tâche, alors le journal deviendra cet organe qui formera le soldat rouge pour les grandes missions à venir qui se présentent devant la Russie soviétique et l'Armée rouge.

Travail politique dans l'Armée rouge

La Russie est l'un des pays les plus arriérés d'Europe sur le plan économique et culturel. L'obscurantisme séculaire dans lequel les tsars russes ont maintenu le pays, le pourcentage énorme d'analphabètes et de semi-analphabètes, un million de superstitions religieuses (la croyance en des dieux et en des démons de toutes sortes), la sauvagerie primitive dans un certain nombre de processus agricoles lors du travail de la terre — en un mot, les nombreuses manifestations variées de « l'idiotisme de la vie villageoise », dont Marx parlait — voilà l'héritage avec lequel la masse paysanne de cent millions d'habitants s'est présentée sur le seuil de la révolution mondiale.

Huit mois, cette masse a supporté le régime de pois, du bouffon et du pitoyable saltimbanque de la Révolution de février de Kérensky, sans presque toucher aux terres des propriétaires terriens, et elle aurait peut-être supporté encore huit mois, si le prolétariat de Pétersbourg n'avait pas arraché des mains du Bonaparte russe l'épée en carton. Combien fallait-il de siècles d'aveuglement et d'obscurité pour, après la révolution de 1905, après la guerre impérialiste, après la Révolution de février, ne pas oser s'attaquer aux terres des propriétaires et attendre de l'Assemblée constituante, dont on ne savait même pas quand elle serait convoquée, leur redistribution. Ce n'est que lorsque le prolétariat présenta à tout le paysan russe le décret sur la socialisation de la terre que le paysan osa et alla déloger le propriétaire de son nid.

Mais cela a peu contribué à la disparition des ténèbres, de l'ignorance et de la barbarie. Pendant trois longues années, le même propriétaire foncier, s'appuyant sur les mêmes paysans, a mené une guerre pour récupérer le pouvoir, la terre et les usines. Et le paysan le soutenait parfois fermement, se débattant comme un fou entre deux dictatures : celle du prolétariat et celle du général propriétaire. Le propriétaire et le général trompaient le paysan de toutes les manières possibles ! simplement parce qu'il était incroyablement ignorant et abruti et prêt à aider ses propres ennemis irréconciliables.

Pour se défendre contre le propriétaire terrien, le général et le fabricant, le prolétariat a dû organiser sa propre « Armée du travailleur politique » de classe ; n° 15, 1921, p. 147 10* — une armée qui servirait ses intérêts de classe, protégerait l'État ouvrier-paysan et consoliderait la dictature prolétarienne. La tâche était extrêmement difficile, car l'armée devait être construite à partir du même paysan ignorant* et opprimé qui ne comprenait même pas que le propriétaire terrien voudrait inévitablement reprendre les terres qui lui avaient été enlevées après la Révolution d'Octobre et distribuées aux paysans. Cette idée simple, qui

semblait pourtant évidente pour tout le monde, devait être martelée pendant des mois, et pourtant les paysans ne nous croyaient pas tant que le propriétaire terrien ne venait pas réellement reprendre ses terres. Avant cela, le paysan ne voulait pas rejoindre l'Armée rouge, refusait de se battre, se cachait dans les forêts en formant de vastes bandes de désertions « vertes », aidait le propriétaire lorsqu'on avançait, nous aidait lorsque c'était le propriétaire qui avançait — en un mot, il « embêtait » sérieusement les deux parties. Ce n'est qu'après avoir subi le régime brutal de Koltchak et Denikine que le paysan comprit enfin la justesse de notre prédication contre la contre-révolution des propriétaires et des généraux et qu'il rejoignit non seulement les rangs de l'Armée rouge, mais, à travers elle, les rangs de notre parti. Sur le front oriental, cela s'est produit en 1919, sur le front sud en 1920.

Ainsi, au cours de la période de trois ans de la guerre civile, son principal slogan était la défense du pouvoir conquis, des terres et des usines contre les tentatives de la contre-révolution des propriétaires terriens et généraux et de la bourgeoisie. En fin de compte, en développant un énorme appareil de travail politique au sein de l'Armée rouge de 6 millions d'hommes, nous avons réussi à inculquer fermement dans l'esprit des paysans le danger du retour du pouvoir des propriétaires terriens et de la bourgeoisie. Cela n'était pas si facile : il fallait en effet débattre contre les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, qui trompaient constamment les paysans et les ouvriers avec leurs discours hypocrites et sirupeux sur le pouvoir démocratique (alors qu'une lutte acharnée se déroulait entre la dictature prolétarienne et la dictature des propriétaires terriens et généraux, et que les partisans de la pure démocratie se perdaient quelque part dans les marges de l'histoire et se retrouvaient embrouillés aux pieds des classes en lutte), et contre la critique haineuse, calomnieuse et mensongère du pouvoir soviétique, critique qui présentait des cas isolés d'abus comme un système typique du pouvoir soviétique. Il fallait également expliquer le rôle joué par les impérialistes français, anglais et japonais dans le soutien aux Blancs russes. Il fallait répondre à un certain nombre de questions sur la vie économique et politique intérieure et extérieure, ainsi que traiter de nombreux sujets liés à la construction de l'Armée rouge, à son travail de combat et à son organisation et mode de vie. Chaque question, disons par exemple la question de la manipulation soigneuse des munitions, prenait alors le caractère d'une question politique et était directement liée à la dictature des propriétaires terriens et généraux.

La dictature du prolétariat contre la dictature des propriétaires fonciers et des généraux,—ce slogan principal soumettait à lui-même tout le travail politique dans l'Armée rouge (dont le contenu principal est énuméré en deux lignes ci-dessus) devant un auditoire des plus obscurs, illétrés, opprimés et ignorants. C'était une tâche énorme,—enseigner les bases de la politique à une masse de six millions de personnes.

Qu'on le veuille ou non, la tâche a été accomplie. Et le meilleur indicateur de ce travail est ces deux cent mille paysans (soldats rouges) communistes, qui, en trois ans de guerre civile, ont rejoint notre parti directement par les cellules de l'Armée rouge. Ces 200 000 paysans communistes signifiaient qu'ils avaient derrière eux encore deux millions de sympathisants conscients de notre parti et comprenant ses mérites envers le prolétariat et les paysans. Derrière ces deux millions se trouvait une autre couche de quatre millions, moins consciente, moins ferme et stable, mais qui avait tout de même appris certaines choses chez nous, avait compris certaines choses. Combien exactement (en chiffres) un paysan-militant a reçu de notre parti pendant les trois années passées dans l'Armée rouge, il est impossible de le dire. En tout cas, apparemment, ce n'était pas peu. Un fait intéressant le confirme de manière indirecte. Après la démobilisation de tous les âges supérieurs, des informations similaires sont parvenues de plusieurs gouvernorats sur la montée du travail soviétique dans les comités exécutifs des *volosts* et sur le fait que cette montée était provoquée par le retour des démobilisés. Cela signifie que l'on a appris quelque chose de bon dans l'armée, cela signifie que l'armée a été pour eux une grande école politique.

Avec la fin de la guerre civile, il devint cependant évident que le travail d'éducation politique de l'Armée rouge et la transformation du paysan ! Dans le Communiste, cela a été joué de manière étroite et unilatérale, et n'aurait pu être accompli autrement. De toute notre propagande, l'homme de l'Armée rouge n'acceptait fermement que ce qui correspondait à sa petite bourgeoisie de classe, tout le reste lui sautait dessus comme des carcasses inutiles. Il comprenait très bien qu'il était nécessaire de mettre fin une bonne fois pour toutes à la contre-révolution des seigneurs généraux, afin que la jeunesse ne lui retire pas ses terres et sa liberté ; qu'une armée était nécessaire pour cela, que les communistes bolcheviks de tous les partis le feraient de la meilleure manière possible. Quant à la révolution mondiale, aux nouvelles guerres impérialistes, à l'effondrement du capitalisme et aux questions de notre construction socialiste économique, cela ne correspondait pas à son âme. Il n'y eut qu'une seule période où il s'impliqua dans les questions de politique mondiale, et c'était pendant la guerre russo-polonaise. Mais aux yeux du paysan communiste, vêtu des uniformes de l'Armée rouge, la guerre russo-polonaise n'était pas révolutionnaire. Mais une guerre nationale. Ce n'est pas la Russie socialiste qui a combattu la Pologne impérialiste, mais le peuple russe contre les Polonais. L'essor du shovianisme russe dans l'Armée rouge pendant la guerre russo-polonaise n'est pas le plus douteux ; c'était un hommage inévitable à la composition paysanne.

Le communiste-soldat rouge issu des paysans s'est révélé étroit et limité, juste à la mesure d'un démocratisme petit-bourgeois. À la fin de la guerre civile, la révolution paysanne était complètement épuisée : le paysan avait reçu la terre et l'avait sécurisée pour l'avenir immédiat auprès du propriétaire et du général. Il ne restait donc plus qu'une seule chose : s'occuper immédiatement de sa ferme négligée. Le petit propriétaire réapparaissait, le « pouvoir de la terre » et le pouvoir de la propriété privée le saisissaient fermement et le dirigeaient contre le Parti communiste russe, qui, par inertie, continuait encore à la fin de la guerre civile la politique du « communisme de guerre ». C'est sur cette base que surgissent Kronstadt et une série de phénomènes similaires dans l'Armée rouge ; c'est sur cette même base que l'insurrection de Tambov se forme et que le banditisme s'étend, en Ukraine, qui avait historiquement d'autres racines. Il est très caractéristique tant pour Kronstadt que pour Tambov que dans ces mouvements contre-révolutionnaires petit-bourgeois et anarchistes aient participé les éléments les plus développés et dynamiques de la petite bourgeoisie, qui, pendant la période précédente de la guerre civile, occupaient des positions révolutionnaires avancées. Le rôle révolutionnaire de Kronstadt en 1917-1919 est assez connu ; il est moins connu que c'est précisément dans la province de Tambov, pendant la période de la «kernchtchina», que les paysans se sont soulevés contre le propriétaire.

Avec le tournant paysan de Kronstadt-Tambov, une partie des communistes-paysans a également changé, ce qui s'est bien sûr reflété dans les cellules de l'Armée rouge. Une partie a quitté le parti, une autre, bien qu'étant restée formellement dans ses rangs, y était en réalité opposée (l'opposition paysanne ou « paysanne » dans certaines divisions du district de Kiev), enfin, pour une certaine partie, le parti lui-même a été obligé de se libérer lors du nettoyage (il n'existe pas encore de données précises à ce sujet). Ainsi, au cours de la dernière année, tant dans l'ensemble du parti que dans les cellules de l'Armée rouge, il y a eu un grand regroupement des forces, une réorganisation des rangs pour accomplir une nouvelle tâche historique.

Dans la mesure où cette tâche consiste essentiellement à garantir que notre dictature prolétarienne établisse des normes de cohabitation avec notre capitalisme interne (koulaks à la campagne, petites et moyennes industries) et avec le capitalisme extérieur (concessions), dans le but de restaurer notre industrie d'État à grande échelle aussi rapidement que possible, dans la mesure où les méthodes de la lutte armée, et par conséquent, il semble qu'il n'y ait pas de place pour l'Armée rouge. Mais, au-delà du fait que nos « homologues » impérialistes signent le traité du gâteau avec nous d'une main, et de l'autre ont mis des pièces d'argent entre les mains de Judas Savinkov et Petlioura afin d'organiser des attaques de bandits contre

nous, nous ne devons pas oublier que la cohabitation « pacifique » avec l'encercllement capitaliste, qui est en réalité une lutte économique et diplomatique impitoyable, prendra à l'avenir la forme d'une nouvelle lutte armée. Quand et dans quelles conditions cela se produira, nous ne le savons pas, et nous ne nous engageons pas à prédire. Pour nous, une seule chose est certaine : peu importe le développement ultérieur, les guerres révolutionnaires entre la Russie soviétique et les pays impérialistes sont inévitables. Il est donc nécessaire d'avoir l'Armée rouge dans ce cas.

Mais l'Armée rouge pour les guerres révolutionnaires (défensives et offensives) est quelque chose de tout à fait différent de l'Armée rouge pour la défense contre la contre-révolution des propriétaires terriens et des généraux. Dans les deux cas, la composition prédominante est paysanne, mais même pour la guerre civile contre le propriétaire et le général, pour la défense de la terre paysanne, un immense travail politique a été nécessaire pour rendre cette Armée rouge capable de combattre (ce qui n'a été possible en grande partie qu'après que la paysannerie eut éprouvé sur son dos la dictature de Koltchak et de Denikine). Alors, il est légitime de se demander combien de fois un travail politique encore plus important serait nécessaire pour préparer cette même masse rouge paysanne à une guerre révolutionnaire défensive, c'est-à-dire à la défense de conquêtes (nationalisation de la grande industrie) dans lesquelles les paysans ne sont pas directement intéressés, et surtout pour une guerre révolutionnaire offensive, c'est-à-dire pour soutenir les conquêtes étrangères (par exemple, du prolétariat allemand ou italien), que l'on pourrait nous demander de soutenir. En effet, cela signifierait transformer une partie importante de ces rouges paysans non en de simples « communistes de guerre civile », mais en véritables communistes internationalistes. La tâche est d'une ampleur énorme et d'une difficulté considérable.

Mais c'est exactement ainsi que se posent, et ne peuvent se poser autrement à l'heure actuelle, les tâches du travail politique dans l'Armée rouge. Puisque la guerre est inévitable, puisque ces guerres seront révolutionnaires, il faut préparer l'armée précisément à ces guerres, c'est-à-dire qu'il faut insuffler dans l'ensemble du travail de préparation au combat et politique de l'armée une orientation unique, une seule et même tâche générale, dominante sur toutes les autres tâches, comme privées, sous forme de slogan ou de bannière de tous les travaux de réorganisation et de préparation de l'armée.

La nécessité de cela est de plus en plus reconnue parmi le commandement et le personnel politique de l'Armée rouge, mais les conclusions que tirent certains camarades de cette nécessité prennent parfois un caractère laid de « l'impérialisme rouge ». Sur cette base émerge l'enseignement d'une stratégie exclusivement offensive, de la nécessité pour l'Armée rouge de frayer le chemin de la révolution mondiale à la baïonnette, des guerres révolutionnaires permanentes — en un mot, une série d'extrêmes dont l'apparition s'explique, peut-être, par une attention insuffisante du parti et du pays aux questions de préparation militaire et politique de l'Armée rouge. Ce qui est effectivement insuffisamment pris en compte, cela a été constaté à plusieurs reprises : dans les pages de notre presse.

Et pourtant, la tâche est telle qu'il vaut vraiment la peine d'y réfléchir et de travailler dessus. En effet, il s'agit de : préparer durant de nombreuses années l'Armée rouge aux guerres révolutionnaires, c'est-à-dire de transformer une partie significative des paysans en communistes internationalistes, et le reste de la population (du moins toutes les jeunes générations) en sympathisants ou en personnes ne s'opposant pas à l'idée d'une guerre révolutionnaire offensive. (Une guerre révolutionnaire défensive peut être beaucoup plus facilement acceptée par les paysans). Une tâche aussi énorme ne peut être accomplie que par la participation de tout le parti et avec le soutien des syndicats, des unions de jeunesse, des sections féminines et autres.

Rappelez-vous comment l'impérialisme allemand préparait depuis des décennies son armée pour une guerre offensive (impérialiste), et vous comprendrez de quoi il s'agit, de quoi

il est question, quel énorme travail doit être accompli par le parti, l'appareil soviétique, le prolétariat, tout le pays.

Mais comment transformer un paysan en communiste, prêt pour une guerre offensive révolutionnaire ? Cela semble contredire tous les fondements du marxisme et, avant tout, l'enseignement sur la lutte des classes. N'est-ce pas une utopie ?

À ce sujet, il faut donner une réponse claire : si la réalisation du socialisme en Russie n'est pas une utopie, même par le biais de la nouvelle politique économique, c'est-à-dire en procédant par un certain recul et un changement des méthodes pour conquérir le socialisme, alors il n'est pas non plus utopique de transformer un paysan en communiste. Pour l'instant, il semble que personne, à part les mencheviks, n'ait qualifié notre nouvelle politique économique d'utopique.

Dans l'existence d'une dictature prolétarienne en Russie, dans des conditions de révolution en cours, à l'Ouest, bien que très lentement, progressant d'un échelon à l'autre, dans des conditions où le contrôle de l'école, de la presse, du théâtre est assuré par l'État ouvrier, rien n'empêche de transformer en deux ans dans les casernes la jeunesse paysanne en un pourcentage appréciable de communistes internationalistes solides. Si les casernes tsaristes, l'école tsariste, la presse tsariste savaient faire des paysans, vêtus de capotes et de blouses militaires, des soldats qui fusillaient leurs frères et pères, alors (pourquoi ne pourrions-nous pas réussir à partir des mêmes paysans à créer une armée qui aiderait la révolution mondiale ?

Il n'y a rien de fantastique là-dedans. L'expérience montre que la meilleure partie de la jeunesse paysanne, ayant rejoint notre parti par l'Armée rouge, y est restée pour toujours en tant qu'excellents communistes résistants. Cela concerne particulièrement les cadets rouges, un fait extrêmement révélateur. C'est pourquoi, à l'avenir, nous pouvons être sûrs que nous nous en sortirons. La tâche est devenue beaucoup plus difficile, mais cela ne signifie que nous devons y consacrer les forces du parti et les forces de tous les organes de l'État.

Il est clair que le travail de préparation au combat et politique pour les guerres révolutionnaires défensives et offensives sera réalisé de manière la plus concentrée dans la caserne. Beaucoup d'étapes préparatoires dans cette direction ont déjà été franchies. L'affaire est retardée en partie à cause de notre pauvreté, en partie parce que le parti n'a pas encore pris conscience de l'immense importance éducative de la caserne rouge.

Plus précisément, la caserne rouge peut chaque année former des centaines de milliers de jeunes paysans qui ont suivi une école politico-militaire de deux ans, destinée à leur fournir, sur le plan militaire, un niveau de connaissances au moins équivalent à celui d'un commandant subalterne, et sur le plan politique, à en faire des citoyens conscients de la République soviétique, familiarisés avec de nombreuses choses, notamment les bases du communisme. Les conditions particulières de la vie en caserne, d'où, remarquez-le, la discipline stricte est imposée, favorisent l'accomplissement de cette mission : l'éloignement de « l'idiotisme de la vie villageoise », la concentration de tranches d'âge homogènes, des cours réguliers selon un programme élaboré, un appareil politique spécialisé déjà expérimenté dans ce domaine (bien que sérieusement diminué et pillé après la fin de la guerre civile par la démobilisation de nombreux collaborateurs politiques) — tout cela donne des raisons d'espérer que nous parviendrons réellement en deux ans à transformer un jeune paysan en un combattant qualifié de l'Armée rouge ouvrière et paysanne, prêt pour la guerre révolutionnaire.

Sans entrer dans les détails de la préparation au combat de l'Armée rouge pour les guerres révolutionnaires (cette tâche dépasse le cadre du présent article), je voudrais attirer l'attention sur l'objection souvent répétée contre la possibilité d'une telle préparation : il s'agit de la référence au développement colossal de la technique militaire chez nos ennemis, alors que nous sommes extrêmement en retard dans ce domaine et incapables de les rattraper en raison du désastre industriel de notre pays. Si l'on considère la question d'un point de vue

militaire et technique, nos opposants ont raison : nous ne les rattraperons pas et pendant encore longtemps nous resterons plus faibles. Mais la question est pour neuf dixièmes politico-militaire et non technique. Pourquoi cette puissante technique militaire ne nous a-t-elle pas écrasés et détruits jusqu'à présent ? Parce que les meilleures et les plus perfectionnées machines sont dirigées par des hommes. Et en cela, les chances commencent à s'équilibrer, car dans les conditions d'une guerre révolutionnaire, derrière la ligne de front, nous disposerons d'un nombre suffisant d'alliés pour « affaiblir » l'effet de la puissante technique. Mais des chances égales ne nous suffisent pas, puisque nous pouvons obtenir un avantage. Si nos adversaires ont un avantage en technique, nous avons l'avantage dans le « personnel ». Nous pouvons (et nos ennemis ne le peuvent pas) créer un cadre étendu de combattants qualifiés (sous-officiers), dont chacun vaudra, par ses connaissances, son esprit d'initiative, son ingéniosité, son initiative, son courage et surtout sa confiance en la victoire (et la confiance en la victoire représente déjà trois quarts de la victoire), une dizaine de soldats ordinaires chez nos ennemis.

L'expérience des brigades et divisions formées à partir de cadets rouges pendant la guerre civile est extrêmement révélatrice à cet égard. Ceux qui souhaitent se familiariser avec cette expérience trouveront les données correspondantes dans d'autres articles et livres ; il est nécessaire de souligner ici, sur la base de cette même expérience, que la préparation au combat et politique d'un combattant isolé, puisque dans la guerre, chez nous, l'élément dit «moral» prédomine aux trois quarts, sont indissociablement liées entre elles.

Comment transformer un paysan-soldat de l'Armée rouge en communiste ? Quel doit être, en d'autres termes, le contenu du travail d'éducation politique dans l'Armée rouge ?

Je proposerais quatre principes de base pour le travail politique dans l'Armée rouge : 1) l'éducation dans l'esprit de l'internationalisme ; 2) l'éducation dans l'esprit de surmonter la limitation villageoise et l'étroitesse petite-bourgeoise ; 3) la lutte contre les tendances de restauration parmi la paysannerie ; 4) la propagande antireligieuse. Examinons chaque principe séparément.

L'éducation dans l'esprit de l'internationalisme signifie, bien entendu, avant tout une familiarisation approfondie du soldat rouge avec l'alphabet du communisme. Sans cela, on ne peut pas s'en passer, mais le centre de gravité ne réside pas dans cet internationalisme abstrait, mais dans l'implication pratique et quotidienne du soldat rouge dans les intérêts de la révolution mondiale, et cela nécessairement sur la base des intérêts directs des paysans. Sinon, tout le travail serait vain. Comme j'ai eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises, il faut relier le sort d'une parcelle de terre paysanne dans le gouvernement d'Oufa aux sorts de la révolution mondiale et prouver de manière irréfutable que seule la victoire de la révolution mondiale garantit au paysan le droit permanent d'utiliser cette parcelle. Dans le cas contraire, il perdra sa parcelle. Comme vous le voyez, entre une parcelle de terre paysanne dans le gouvernement d'Oufa et la révolution mondiale, il y a une « distance énorme » sur laquelle peut se concentrer presque tout le programme du PCR(b). Mais cette distance doit être remplie ! de matériaux concrets. Nous avons déjà actuellement un tel matériel concret : c'est l'aide que le prolétariat d'Europe occidentale nous a apportée pendant la guerre civile et continue d'apporter maintenant pendant la famine. De là découle déjà un pas vers l'idée de l'entraide, vers la réflexion sur les devoirs de la paysannerie russe envers la révolution mondiale, dont le développement continu fournira constamment de nouveaux matériaux pour soutenir cette idée. Cela dépendra du prolétariat lui-même de l'Europe occidentale, qui, afin d'assurer une aide ponctuelle à lui-même, doit se lier de manière étroite à la paysannerie russe.

Bien que le développement chez le paysan-soldat de l'Armée rouge, l'internationalisme commence déjà à briser les limites de l'étroitesse villageoise, néanmoins : cet aspect de l'éducation du soldat-paysan rouge doit être souligné et mis en avant de manière spéciale. La Russie est un pays où il existe 15 millions de petites exploitations paysannes privées ; et, en

raison de la nouvelle politique économique, la gestion privée paysanne se renforce. Cet esprit de propriété privée, qui attire le paysan vers la terre et le lie aux méthodes de production arriérées, en le confinant dans les limites de « l'idiotisme de la vie rurale », est en net contraste avec l'internationalisme. Il est nécessaire de « dépouiller » le paysan-soldat rouge de l'idéologie de la petite production en lui inculquant l'idéologie de la grande production. Cette tâche n'est pas non plus facile. Concrètement, cela signifie une explication continue, systématique, expérimentale et démonstrative au soldat rouge des énormes avantages de l'industrie moderne à grande échelle par rapport à la petite production arriérée. Je souligne : systématiquement, jour après jour, par brochures, conférences, littérature, cinéma, et surtout — par des excursions systématiques dans les usines et ateliers, les centrales électriques, et sur les champs expérimentaux, dans les exploitations où fonctionnent des charrues électriques et des tracteurs, etc., il faut, en deux ans, bouleverser toute la psychologie du paysan et le transformer d'un partisan de la petite exploitation en un fervent adepte de la grande production dans l'industrie et l'agriculture. Sous le capitalisme, les conditions d'existence de l'ouvrier d'usine étaient tellement supérieures, tant sur le plan économique que culturel, que les jeunes paysans quittaient le village pour la ville et s'y installaient durablement. Maintenant, la famine pousse l'ouvrier de la ville vers le village. Mais dès que la famine (alimentaire, en combustible, en matières premières) sera surmontée, les conditions pour la migration des paysans vers les villes se recréeront. En soulignant dès maintenant les énormes avantages de la grande production et de la culture urbaine sur la petite production et le retard rural, nous préparons le terrain pour l'attrait futur des villes, ainsi que pour une meilleure assimilation du communisme par le paysan.

L'internationalisme sans une compréhension claire de la supériorité de la grande production sur la petite ne peut pas constituer une base solide pour le communisme. C'est pourquoi il faut accorder une attention particulière à cet aspect de l'éducation du soldat rouge.

Comme une partie particulière de la tâche de surmonter « l'idiotisme de la vie rurale » (y compris l'idiotisme politique), il y a la lutte contre les tendances restauratrices de la paysannerie. Peut-être que cette formule est mal choisie, car la lutte contre les tendances restauratrices de la paysannerie, qui naissent spontanément de l'économie individuelle et propriétaire, constitue la tâche d'une époque entière, de toute cette époque pendant laquelle, après la conquête du pouvoir par le prolétariat, les classes existent encore, donc la lutte des classes continue, y compris la lutte entre la paysannerie qui restaure le capitalisme et le prolétariat qui construit le socialisme. Aujourd'hui, en lien avec la nouvelle politique économique, cette lutte a pris une nouvelle forme et, comme résultat inévitable, dans un avenir pas très lointain, se dessine une nouvelle montée économique et politique des koulaks ruraux sous le slogan des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires : « retour au capitalisme ». Ce mouvement se basera sur le village, où il n'y a aucun socialisme, mais 15 millions de petites exploitations individuelles, à partir desquelles naît spontanément le capitalisme, l'influence des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks grandit, ainsi que la restauration du capitalisme. Nous pouvons opposer à ce processus spontané de restauration du capitalisme : une croissance plus rapide de l'industrie étatique de grande taille, et la lutte avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires pour l'influence sur la paysannerie (pour cela, évidemment, il faut d'abord consolider notre influence sur les ouvriers, en conquérant les syndicats). En prenant exemple sur d'autres révolutions, nous devons montrer au paysan-soldat que la restauration paysanne a toujours conduit à la perte des conquêtes de la révolution, que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks conduisent précisément à cette perte pour le paysan, que l'économie individuelle et propriétaire conduit inévitablement à la restauration et au développement du capitalisme, qui dévore la petite exploitation, ruinant des millions de paysans, et que, enfin, la transition la moins dououreuse de la petite exploitation à la grande n'est possible que dans le socialisme.

Enfin, on ne peut arracher le paysan au joug de l'idiotisme de la vie villageoise sans le libérer des préjugés religieux.

Deux ans de travail politique dans la caserne (et trois à quatre ans dans des cours de commandement) peuvent produire dans le village des soldats de l'Armée rouge capables, en tant que combattants individuels hautement qualifiés, de « couper » l'ÉSER du village et le moins expérimenté, de lutter efficacement contre le prêtre, de donner à la large masse paysanne une compréhension correcte du rapport entre leurs petites exploitations agricoles et la grande industrie d'État et, enfin, en cas de guerre révolutionnaire, de rallier à eux des millions de paysans. Car chaque année, nous pouvons produire des centaines de milliers de tels paysans à partir de la caserne rouge. Après trois ans, nous pourrions avoir approximativement un tel agitateur pour 80 à 90 personnes dans la population – dans le meilleur des cas – et dans le pire, un pour 200 à 300 personnes, ce qui est vraiment très bien.

Le travail de sensibilisation politique dans l'Armée rouge est maintenant abordé de manière complètement différente de l'époque de la guerre civile. Auparavant, les tâches internationales passaient naturellement au second plan, et les tâches d'ordre intérieur, dictées par la lutte contre « l'ennemi intérieur », passaient au premier plan. Il est vrai que cet ennemi intérieur s'appuyait sur la bourgeoisie impérialiste internationale, tandis que la dictature prolétarienne en Russie trouvait le soutien du prolétariat international. Ainsi, même à l'époque de la guerre civile, il existait des motifs internationalistes non négligeables. Mais la lutte directe (à l'exception de la guerre russo-polonaise) se déroulait sur le front intérieur ou, pour être plus précis, sur le segment russe du front international de la révolution. C'est pourquoi les motifs intérieurs prédominaient sur les motifs internationaux.

Désormais, les motifs internationalistes dans le travail politique au sein de l'Armée rouge prennent une importance prépondérante, car l'armée se prépare à des guerres révolutionnaires, qui dans la situation actuelle ne peuvent pas ne pas avoir un caractère international. C'est pourquoi le travail politique dans l'Armée rouge acquiert actuellement une signification directement internationale et pose, non seulement devant le RCP, mais devant tous les partis appartenant au IIIe Komintern, des tâches pratiques de grande importance.

Il est temps de réfléchir à ces tâches. Sinon, nous risquons que, au début des nouvelles guerres révolutionnaires et des batailles, l'Armée rouge se retrouve totalement non préparée.

Cette préparation exige un travail très long, très méthodique, persévérant, jour après jour, assidu et constant.

Si nous ne commençons pas maintenant, il sera trop tard.

Rapport lors de la réunion panrusse des chefs des services d'approvisionnement et des chefs des armements

Camarades, je vais devoir parler très peu du rapport de Pur, étant donné que ce rapport est publié dans « Politrrobotnik », qui a été distribué aux délégués, puis le rapport sur l'état du travail dans les districts et sur la situation politique de l'Armée rouge est publié dans « Politvestnik ». Il n'y a absolument aucune raison de répéter ici ce qui a déjà été publié. Nous disposons en général de peu de temps, et il faut l'économiser. Pour cette raison, dans mon rapport, je devrai m'attarder non pas tant sur le passé que sur l'avenir et souligner les principales tâches qui continuent à se poser devant nous actuellement dans notre travail. Tout d'abord, il faut constater que la période organisationnelle du travail de Pur peut désormais être considérée comme terminée. Pendant trois ans et demi de guerre civile, nous avons organisé des départements politiques, introduit diverses dispositions, structuré des organisations, réorganisé, etc., mais quand la guerre civile s'est terminée, nous nous sommes retrouvés avec un amas informe de divers matériaux et dispositions, de divers projets, etc. Il n'y avait pas de schéma complet d'organisation des organes politiques. Nous avons travaillé comme tout l'appareil soviétique a dû travailler, bricolé à la hâte dans les conditions de la guerre civile. Avec la fin de la guerre civile, il semblait que nous pouvions enfin bénéficier de conditions favorables pour passer à un travail plus planifié et, avant tout, nous libérer des réorganisations constantes. Mais l'expérience a montré que cela nous était impossible pendant une longue période à cause de la démobilisation de l'armée et de sa réorganisation. À ce propos, il faut dire que la réorganisation de l'armée, en raison de conditions indépendantes du ministère militaire, se faisait de manière inégale et par à-coups. Ainsi, par exemple, la question de l'effectif de l'armée a été décidée plusieurs fois par le centre : on donnait l'ordre de réduire l'armée à un certain effectif et on pensait que l'affaire était réglée, que nous aurions ensuite un nombre permanent et des effectifs fixes dans l'armée et pourrions commencer le travail d'éducation et de formation, mais à peine avions-nous mis en œuvre la première instruction qu'une deuxième proposition nous rattrapait — réduire encore plus l'armée et le nombre de divisions, etc. En conséquence, il y a eu plusieurs étapes dans la réduction des effectifs de l'armée et sa réorganisation, ce qui a conduit au plus grand désordre dans notre travail et, principalement, à une confusion dans nos effectifs. Les effectifs étaient refaits presque tous les mois. Notre période de réorganisation a été trop longue. La guerre est terminée depuis plus d'un an déjà, et pourtant nous ne pouvons dire maintenant que nous sommes enfin débarrassés des questions incessantes concernant les effectifs et les formes organisationnelles, etc. Toutefois, même maintenant, il y a encore des tentatives de nouvelles réorganisations. Nous devons leur répondre ainsi : peut-être que notre appareil n'est pas totalement parfait, mais ce n'est pas le moment de s'en occuper, nous avons déjà dépensé suffisamment de forces dans l'organisation et la réorganisation. Maintenant, il faut consacrer nos forces au travail, et non à sa forme. Si l'on peut considérer que la période organisationnelle de notre travail est presque entièrement terminée, nous ne pouvons pas en dire autant pour le renforcement de l'appareil du parti dans l'armée. Ici, le travail n'est même pas fait à moitié, et en ce qui concerne la création d'un cadre de jeunes commissaires politiques énergiques, le travail n'est peut-être fait qu'à moitié. En ce qui concerne l'appareil du parti, il faut dire qu'il y avait des raisons particulières pour cela : je pense avant tout au nettoyage qui a été effectué très sérieusement dans l'Armée rouge. Ce nettoyage a sans aucun doute retardé le renforcement de l'appareil du parti et l'a temporairement déstabilisé. Sa

signification politique est très grande, et elle aura un effet favorable prochainement sur toute l'organisation du parti et sur chaque cellule. Il est indéniable que nous atteindrons par cela une amélioration du parti. Mais pour l'instant, juste après la fin de ce nettoyage, nous ressentons son influence désorganisatrice. Il a fait sortir de nos rangs de nombreux anciens camarades, a détérioré et perturbé l'appareil, etc. Il faut maintenant s'occuper de questions de redistribution des forces, de comptabilisation des forces restantes, de leur réaffectation. Ici, comme on le voit, il existe encore une certaine raison pour trouver une justification au fait que nous n'avons pas accompli ce travail de manière suffisante. Mais en ce qui concerne la question de la formation de nouveaux commissaires politiques, nous n'avons pas réussi à concentrer suffisamment d'attention sur cette tâche. Nous aurions pu faire beaucoup plus. Quand on crie à la pénurie de commissaires politiques huit mois après la première réunion, où il avait été clairement indiqué que c'était la tâche principale et prioritaire, qu'il fallait y concentrer toutes les forces, et qu'il valait mieux réduire le travail parmi les masses larges, mais concentrer les forces sur la formation des commissaires politiques, et quand on voit que huit mois plus tard cette tâche n'est toujours pas accomplie, il est évident que nous n'avons pas fait assez. Je sais que des cours ont été créés, mais ils ont été mis en place trop lentement, il y a eu des retards de la part du centre concernant les effectifs, les règlements, etc. Ces retards dépendaient moins de Pura que de l'appareil central bureaucratique. Mais, néanmoins, je pense que, sans tenir compte de l'aspect formel, il aurait fallu développer ce travail dans les cellules à ces fins. Je rappelle que de telles tâches ont été données, qu'il a été indiqué la nécessité de transformer les cellules en cours et de faire passer chaque membre du parti à travers ces cours à court terme. Et ce serait la meilleure préparation afin de préparer une partie des membres de la cellule au rôle de commissaires politiques. Quoi qu'il en soit, il faut constater que nous n'avons pas réussi à relever le défi de former de nouveaux politruk. Et pourtant, parallèlement à l'augmentation du nombre de membres du parti, c'est, après tout, la tâche principale, car le politruk est le travailleur qui mène le travail direct parmi les soldats rouges, tandis que tout le reste de l'appareil, tous les départements politiques, les inspections, les bureaux, les administrations, etc., ne servent qu'à soutenir et encadrer le politruk. Politruk, cellule, masse : voilà les trois objets de l'influence politique de tout cet énorme appareil. En même temps, avec ces phénomènes, qui empêchaient la planification efficace du travail politique dans l'Armée rouge, nous faisions face à d'autres obstacles. Il faut tout d'abord souligner avec la plus grande précision et clarté, ne fermant les yeux sur rien, que les souhaits du X^e congrès du RKP, plusieurs résolutions provenant des districts, de diverses réunions, conférences, etc., ainsi que les décisions de la première réunion des chefs politico-éducatifs (concernant l'arrêt de la démobilisation des communistes de l'armée) n'ont pas été réalisées ; au contraire, nous avons eu une démobilisation continue, bien que pas à un rythme aussi rapide qu'avant. Je ne me tromperai pas en disant que pendant cette période, le Comité central a démobilisé au moins mille responsables. C'est ce qui nous est officiellement connu. Je considère que le même nombre a été démobilisé par des décisions des bureaux locaux du Comité central et, en plus, probablement autant ont quitté l'armée par des moyens illégaux. Ainsi, nous devons reconnaître le fait que nous n'avons pas réussi à retenir dans l'armée ses meilleures forces. À partir de ce fait, il faut tirer les conclusions appropriées : s'il n'y a pas de causes externes, il est inutile de compter sur le renforcement de l'armée par un nombre suffisant de communistes venant de l'extérieur. Nous avons réussi à obtenir, il y a environ un mois et demi, une décision du plenum du Comité central de notre parti, qui recommande catégoriquement de mettre fin complètement à la démobilisation et de recenser les communistes qui ont été démobilisés, afin de pouvoir ensuite les échanger avec ceux qui doivent être démobilisés pour cause de maladie, fatigue, âge, etc. Mais avant que cela n'arrive, il faudra encore beaucoup de temps. Ainsi, nous avons devant nous le fait indubitable que le parti n'a pas voulu, ou plutôt n'a pas pu suspendre la démobilisation continue des communistes de l'Armée rouge. Elle ne pouvait pas parce qu'il fallait des travailleurs partout et

les travailleurs étaient pris. Vous savez que maintenant, partout dans les points de mobilisation urgente, ce sont ces travailleurs qui sont présents (Donbass, Glavtop). Ainsi, nous devons constater que dans un avenir proche, s'il n'y a pas de raisons particulières, nous ne pouvons pas attendre du parti un renfort important de nos rangs. Maintenant, après le nettoyage, nous devrons solliciter le même parti pour obtenir des travailleurs, sinon le travail reviendra en arrière. Mais cela ne représente qu'une petite contribution, qui ne nous satisfera pas totalement, donc il est évident que nous devons compter avant tout sur nos propres forces, sauf circonstances particulières, par exemple la guerre. Et nous pouvons dire que nous attendons la guerre au printemps. Les intentions de la Pologne et de Pilsudski sont bien connues, et celles de la France sont également claires. En effet, aujourd'hui dans les journaux, il semble y avoir de nouvelles notes, les Anglais ont sérieusement évoqué la reconnaissance de la Russie soviétique, mais pour l'instant ce n'est qu'une première tentative qui ne change pas la situation, donc nous devons être prêts pour la guerre. Il est possible que, au printemps, nos bons voisins nous entraînent dans la guerre. Alors le parti tentera de fournir à l'armée un nombre important de communistes. Mais si nous faisons le calcul de ce que nous avions pendant la guerre civile et de ce que nous avons maintenant, nous verrons que pendant ces années un nombre important de communistes a été éliminé de nos rangs en combattant sur les fronts, parmi eux les plus dévoués, les plus courageux et intrépides. Ensuite, un nombre important est devenu invalide et ne pourra plus aller à l'armée. Puis, avec l'arrivée d'une nouvelle période politique et son changement de cap, on observe une fuite d'un nombre considérable de membres du parti dans deux directions : d'une part, la fuite des éléments les plus mauvais, les plus infectés par la petite bourgeoisie, qui partent pour gérer leurs propres fermes, acquièrent des biens et s'enracinent dans la terre. Ensuite, la fuite d'éléments que l'on ne peut considérer ni les pires ni les meilleurs, mais qui sont contaminés par la petite bourgeoisie ; ils se sont exprimés de manière prononcée dans le courant de Panyouchkin, et bien qu'ils se disent de gauche, en réalité ils n'ont rien de gauche et représentent l'autre face de cette même pièce de propriété privée à petite échelle. Enfin, ce que nous avons devant nous, c'est le nettoyage qui a libéré le parti de quelques centaines de milliers, si ce n'est plus, de membres incapables. Une partie d'entre eux a peut-être été rejetée par erreur, mais ce pourcentage n'est probablement pas particulièrement élevé ! Même si nous considérons que 10 % de ceux qui seront renvoyés dans le parti, il s'agit néanmoins d'un phénomène de masse : notre parti s'est affaibli consciemment. Et donc, lorsque nous aborderons la question de la mobilisation, nous verrons qu'actuellement le parti dispose de trop peu de forces pour la mener à bien à l'échelle où cela se faisait pendant la guerre civile. Il faut noter que ces forces, qui se trouvent maintenant sur le front économique, ne peuvent pas être détachées aussi facilement de leurs postes qu'à l'époque de la guerre civile. En cas de guerre avec la Pologne ou la Roumanie, le parti ne pourra pas saisir et transférer les communistes comme il le faisait pendant la guerre civile. Avec une grande prudence et conformément à un plan déterminé qui doit être élaboré sur la base de l'analyse, un certain pourcentage de communistes sera prélevé dans chaque entreprise afin de ne pas affaiblir la production, ou de l'affaiblir très peu et de manière invisible. C'est pourquoi nous devons nous approvisionner en communistes au sein même de l'Armée Rouge. Nous disposons de suffisamment de données réelles pour cela. J'en ai parlé plus en détail dans mon article dans le « Politrrobotnik » (15) et je ne vais pas m'attarder là-dessus. Je veux seulement souligner que cette tâche se présente à nous à la fois comme difficile et comme plus facile. Plus facile parce que nous avons maintenant affaire à la jeunesse, qu'il faut éduquer dans des conditions plus favorables comparées à celles de la guerre civile. La difficulté réside dans le fait qu'attirer le jeune paysan dans les rangs du parti est beaucoup plus difficile qu'à l'époque de la guerre civile : à ce moment-là, l'ennemi était clair — le propriétaire terrien qui voulait prendre la terre, alors que maintenant l'ennemi est loin, moins évident, et ses intentions ne sont pas claires. Nous avons accumulé dans les rangs de l'armée jusqu'à 300 000 communistes, mais nous en avons mobilisé beaucoup moins, et il faut aussi

compter les pertes. D'où viennent alors ces communistes ? Évidemment de l'armée. Et si nous avons pu recruter autant de communistes pendant la guerre civile, il est sans aucun doute possible de le faire à succès maintenant aussi. Et c'est ici que la caserne prend une importance énorme comme école politico-militaire, formant des combattants conscients, capables d'aller non seulement dans une guerre défensive mais aussi dans une guerre révolutionnaire offensive, comprenant l'importance de la victoire de la révolution occidentale pour le sort du paysan et de sa terre. La caserne doit former une jeunesse qui, de retour au village, serait le meilleur conducteur du pouvoir soviétique et du communisme. Pour conclure la première partie de mon rapport, je résume brièvement les principales tâches qui se présentent à nous et qui restent du passé, dans l'intervalle entre la première et la deuxième réunion : il s'agit du renforcement de l'appareil du parti, de la formation d'un grand nombre de communistes dans l'armée, du développement d'un nombre suffisant de commissaires politiques et de l'établissement, au sein de l'armée elle-même, d'un noyau permanent d'encadrement politique.

Comment soutenir l'Armée rouge avec des communistes

Le soutien des communistes dans l'Armée rouge pendant la guerre civile était mal organisé, et ce n'est que maintenant qu'il commence à être réellement mis en place. Cependant, la guerre civile a tout de même permis de tirer quelques conclusions précieuses sur la question qui nous intéresse. La première conclusion : le pourcentage minimal de communistes dans une unité militaire, en dessous duquel l'unité devait complètement incapable de combattre, était de 6 %. Les unités ayant entre 6 et 12 % de communistes étaient seulement plus ou moins résistantes, et seules les unités dans lesquelles le nombre de communistes dépassait 12 % (parfois jusqu'à 50 %) étaient pleinement résistantes et capables de combattre.

Une autre conclusion précieuse tirée de l'expérience est la suivante. Pendant la guerre civile, des mobilisations de communistes pour le front ont été effectuées à plusieurs reprises. Je n'ai aucun chiffre concernant le nombre de mobilisés, et il est même incertain de savoir s'il est possible de les trouver. Mais il est indéniable que la grande majorité (probablement jusqu'à 90 %) des communistes mobilisés étaient des ouvriers. D'autre part, il est également indéniable qu'à la fin de la guerre, la majorité écrasante des communistes dans les cellules de l'Armée rouge étaient des paysans, et que le nombre de membres du RCP dans l'Armée rouge atteignait presque 50 % de tous les membres du parti. Cela signifie que la perte parmi les communistes mobilisés – ouvriers (en raison de la mort, des blessures, des maladies, des démobilisations, etc.) – a été activement compensée au cours des dernières années de la guerre par des soldats de l'Armée rouge, c'est-à-dire au détriment de l'Armée rouge.

Ces deux conclusions pourraient servir de base à la décision concernant l'approvisionnement de l'Armée rouge par les communistes en cas de guerre.

Aussi rapide que soit la croissance du nombre de membres du PCR dans les prochaines années, il ne fait aucun doute que 12 % seulement de la population sont communistes, et même parmi les jeunes âges qui seront mobilisés pour la guerre. Par conséquent, lors de la mobilisation de ces tranches d'âge, nous aurons une composition de communistes dans l'armée très diluée, environ 3 à 4 % en moyenne.

Cependant, si l'on nous impose une guerre future, alors pour les guerres futures, qui auront un caractère révolutionnaire et demanderont à nos unités beaucoup de résistance, beaucoup d'initiative et beaucoup de courage, le pourcentage de communistes devra être supérieur à 12 %. On pouvait entraîner un paysan à la guerre contre les propriétaires terriens et les généraux avec seulement 12 % de communistes, mais pour une guerre révolutionnaire pour des intérêts flous et étrangers au paysan de la révolution mondiale, avec seulement 12 % de communistes, on ne peut pas y aller. Et encore, contre une armée beaucoup mieux armée. Considérons 15 % comme le pourcentage minimal : cela signifie que dans le cas d'un déploiement de l'armée, disons, jusqu'à 3-4 millions, il faudra au moins 450-600 mille communistes. Ensuite, des renforts réguliers et supplémentaires seront également nécessaires. Ainsi, même avec une croissance rapide de notre parti dans les prochaines années, nous risquons de devoir, en cas de mobilisation, envoyer dans les rangs de l'armée 50-60 % de tous les membres du parti, ce qui, après déduction des 15-20 % qui en font déjà partie, nécessitera un « pillage » du parti à hauteur de 40-45 %.

Il est indéniable qu'un parti ne pourra pas donner à l'armée un pourcentage aussi énorme de ses forces sans subir un préjudice extraordinaire, et peut-être irréparable. 20 à 25%, c'est-à-dire d'un cinquième à un quart de tous les membres du PCR se trouvant en dehors de l'armée, voilà le maximum sur lequel on peut compter, et encore difficilement.

D'où trouver alors les autres «pourcentages»? L'expérience de la guerre civile nous a déjà donné la réponse à cette question : il faut les trouver à l'intérieur même de l'armée, il faut les «faire» dans l'armée, dans la caserne.

Examinons dans quelle mesure cette tâche est réalisable. Encore une fois, l'expérience de la guerre civile indique que cette tâche est réalisable. Pendant la guerre, nous «fabriquions» des communistes à grande échelle à partir des paysans, des communistes, certes, de qualité médiocre. Mais une chose, en tout cas, ils l'avaient : ils se battaient bien contre le propriétaire terrien et le général.

Maintenant, pour une guerre révolutionnaire, il est clair que la tâche de la fabrication de masse de communistes est beaucoup plus difficile, plus complexe, mais elle reste néanmoins réalisable. Récemment, j'ai eu à plusieurs reprises à écrire et à parler sur le sujet de la manière de transformer un paysan en communiste, capable de mener une guerre révolutionnaire (défensive et offensive). Nous nous contenterons donc ici de répéter seulement les points principaux.

À mon avis, quatre conditions principales sont nécessaires pour transformer un paysan en communiste.

Tout d'abord, l'éducation du paysan dans l'esprit de l'internationalisme, en comprenant le lien direct entre le destin de sa parcelle de terre et le destin de la révolution mondiale, en assimilant en pratique l'aide des ouvriers d'Europe occidentale pendant la guerre civile et maintenant (aide aux affamés et lutte contre la nouvelle intervention), les idées de solidarité internationale des classes laborieuses dans leur lutte commune contre les classes exploiteuses.

Deuxièmement, extirper du paysan la psychologie de petite exploitation par des moyens pratiques et concrets (excursions dans les usines, les fermes d'État, etc.), ainsi que par des conférences le convainquant des immenses avantages de l'industrie lourde par rapport à la petite production. Il faut, en bref, «dépaysanner» le paysan et le «transformer en ouvrier» de cette manière.

Troisièmement, il faut renforcer l'idée chez le paysan, fondée sur l'expérience de toutes les révolutions, des dangers que représente pour les conquêtes de la révolution la restauration paysanne.

Enfin, quatrièmement, la propagande antireligieuse, qui, avec l'inculpation au paysan de la psychologie de la grande production, devait le libérer de «l'idiotisme de la vie villageoise».

Ces quatre conditions semblent tout à fait suffisantes pour préparer le paysan-communiste à la guerre révolutionnaire.

Dans la caserne, où se rassembleront les jeunes paysans, éloignés du village pendant deux ans, il est possible, grâce à l'appareil politique déjà existant dans l'armée, de poser largement et de réaliser largement la tâche de transformer le paysan en communiste. En tout cas, à l'heure actuelle, il est plus facile de l'accomplir précisément dans la caserne avec la jeunesse paysanne réceptive. On peut atteindre environ 20 % de «fabrication» de communistes, les 80 % restants pouvant être rendus dans une plus ou moins grande mesure «sympathisants». Après cinq à six ans d'un tel travail, nous aurions ainsi, même en cas de guerre, une armée qui se fournirait elle-même en simples communistes (5-6 jeunes générations, avec 15-20 % de communistes).

Compte tenu de tout ce qui précède, il semble très pratique de renforcer immédiatement le personnel politique de l'Armée rouge avec de bons employés, qui avait été excessivement affaibli pendant la démolition, afin qu'il puisse dès maintenant entreprendre la «fabrication en masse» des communistes et ainsi, dans un avenir proche, faciliter au parti ses difficultés en cas de nouvelle guerre.

Et ensuite, évidemment, il faut des mesures rapides et décisives pour améliorer la situation des soldats de l'Armée rouge et transformer la caserne, de ruine humide, froide,

sombre et sale, en une école politico-militaire bien équipée et aménagée. Sinon, nous formerons dans l'armée non pas des communistes, mais de petits-bourgeois anarchistes et contre-révolutionnaires.

Sans une aide sérieuse et professionnelle de la part des organisations partenaires locales et des organes soviétiques, il est impossible de réaliser cette tâche de transformation de la Karmy en une école politico-militaire et d'améliorer la situation du soldat rouge.

Et lorsque ces trois tâches seront accomplies — équiper la caserne, la transformer en école politico-militaire, améliorer la situation des soldats rouges dans cette caserne améliorée et renforcer l'appareil politique de l'Armée rouge — alors l'armée commencera elle-même à se pourvoir en communistes.

La cinquième année

On entend souvent dire que le journal de l'Armée rouge doit être proche du soldat rouge. Cela est, bien sûr, vrai, comme toute tautologie l'est, c'est-à-dire la répétition dans le prédicat de ce qui est déjà exprimé dans le sujet. Le journal de l'Armée rouge est exactement le journal qui est proche du soldat rouge. Et, au contraire, ce journal qui est éloigné du soldat rouge ou même complètement détaché de lui n'est pas un journal de l'Armée rouge.

Aussi vraie que soit cette vérité, elle est cependant totalement insuffisante pour, premièrement, transformer réellement le journal de l'Armée rouge en un journal qui lui soit proche et compréhensible, et deuxièmement, pour que le désir de rapprocher le journal du soldat rouge ne masque pas la tâche principale de tout travail de politique éducative, et donc, du journal de l'Armée rouge : ne pas s'abaisser au niveau du soldat inconscient, mais au contraire, l'élever à son niveau.

Il convient de noter qu'il existe une véritable contradiction entre ces deux tâches. Dans le désir de s'approcher du soldat rouge, on peut en arriver à oublier les principales tâches de l'éducation politique et, au lieu de chasser du soldat rouge, d'extirper l'esprit petite-bourgeois (le principal ennemi) et de le faire devenir communiste, on en vient soi-même à être infecté par des points de vue petite-bourgeois. Il y a eu et il y a encore des exemples : l'évitement du communisme et le glissement vers l'ésérisme dans notre pays, dans le pays classique de la petite bourgeoisie, ne sont pas rares.

Et inversement. Dans le souci d'élever le soldat rouge à son niveau, on peut se détacher de lui, en oubliant qu'il n'est pas si facile pour lui de se détacher des petits préjugés bourgeois absorbés avec le lait maternel.

La résolution de cette contradiction, qui se fait sentir à chaque étape du travail de propagande politique, consiste à être toujours un pas en avance sur le soldat rouge. Pas plus, mais pas moins. Alors il n'y aura ni humiliation, ni rupture.

C'est facile à dire, mais difficile à faire.

Dans une pratique difficile, il est difficile de trouver des formes concrètes en appliquant cette bonne règle ! règles pour tous les types de travail d'éducation politique, en particulier pour le journal de l'Armée rouge.

Nos journaux de l'Armée rouge souffrent davantage d'un éloignement par rapport au soldat rouge que d'une proximité excessive avec lui. Ils sont de deux, trois pas et même plus en avance sur le soldat rouge. Le congrès des rédacteurs a indiqué certaines voies concrètes et réelles pour rapprocher le journal du soldat rouge. Il s'agit de publier les lettres du soldat rouge, les réponses à celles-ci, ainsi que des articles concernant les questions importantes et sérieuses soulevées dans ces lettres sur la vie de l'Armée rouge. La pratique indiquera probablement d'autres façons d'établir un lien étroit entre le journal et le soldat rouge.

Ainsi, tant que nos journaux de l'Armée rouge ne courrent pas le risque sérieux d'oublier leur tâche principale (transformer le soldat-paysan en communiste) et de devenir un journal strictement militaire, il n'y a pas lieu de s'inquiéter. Cependant, dans certains journaux, les signes de ce danger sont déjà observables.

À cet égard, on peut citer, par exemple, les articles sur l'agriculture dans certains journaux. Ces articles sont entièrement acceptables pour le koulak. Cela va, bien sûr, dans l'esprit de la nouvelle politique économique, car dans la tâche de la renaissance de notre économie, nous nous joignons temporairement au koulak. Mais il n'y a justement aucune indication de la temporarité de cette alliance. En quoi cette indication pourrait-elle se manifester ? Par une accentuation nette et renforcée des avantages de la grande production dans l'industrie et dans l'agriculture, par la clarification de l'importance de l'électrification, de

l'industrialisation nationalisée, etc. Autrement, il s'avère que nos journaux concentrent l'attention du soldat rouge justement sur ce dont il faut le libérer, en le « paysannisant » au lieu de le « dépaysanniser ».

Il faut écrire sur les faits de la vie des soldats rouges de manière à ce que le journal pour les soldats rouges soit lu avec intérêt aussi bien par l'ouvrier que par le paysan (et pas seulement par le soldat rouge), afin que n'importe qui puisse apprendre le communisme grâce à ce journal (comme, disons, nous avons appris le marxisme à la fois à travers l'histoire primitive, les articles de Plekhanov sur l'art du XVIII^e siècle, et sur la question de la littérature populaire russe, etc.).

En aucun cas, il ne faut se lancer dans un étroit professionnalisme militaire. Le journal de l'Armée rouge est un organe de propagande du communisme, et non des convoitises petites-propriétaires et de petites productions du soldat-paysan, contre lesquelles il faut lutter. Et il ne faut pas l'oublier non plus.

Le principal péché de nos journaux de l'Armée rouge réside cependant dans l'abstraction et surtout dans l'éclectisme de leur propagande communiste.

L'abstraction de la propagande se manifeste surtout dans le fait qu'elle ne relie pas les faits de la vie des soldats du Rouge à des questions fondamentales de notre vie politique et économique intérieure et internationale. Nos journaux parlent beaucoup plus de Lloyd George, de Briand et de Pilsudski pour prouver qu'une nouvelle intervention se prépare contre nous, que, par exemple, de la proclamation publiée par les savetnikovistes, qui a été dispersée dans cette 'division'. Et il faudrait faire le contraire. Il est nécessaire de tirer des faits que le soldat rouge voit et vit directement (ils lui sont compréhensibles), d'y ajouter des faits d'envergure internationale, et sur cette base construire les conclusions principales sur telle ou telle question.

En ce qui concerne l'éclectisme de la propagande communiste dans nos journaux de l'Armée rouge, il se manifeste dans la volonté d'embrasser et de couvrir tout – du point de vue communiste. C'est une erreur sérieuse. On ne peut pas embrasser l'incommensurable. Et le communisme est incommensurable, car il englobe toutes les branches de l'existence sociale et de la conscience sociale. Le journal se transforme en encyclopédie communiste. Là, il y a des questions de politique, d'économie, d'agriculture, de technique, d'histoire, de littérature, d'art, etc., etc. On ne peut pas se disperser ainsi, on ne peut pas accabler le soldat rouge d'un tas d'idées nouvelles et étrangères dès le départ. Il faut se concentrer sur l'essentiel pour la période donnée, il faut frapper continuellement « au même point », en écartant tout ce qui est secondaire, tout ce qui peut attendre, ce qui peut encore être abordé plus tard.

Quelle est maintenant la chose la plus importante, la plus essentielle dans le travail d'éducation politique au sein de l'Armée rouge ? Cela a déjà été dit à plusieurs reprises : c'est de transformer le soldat-paysan de l'Armée rouge en communiste. Si l'on prend pour base de ce travail ce que je propose (éducation dans l'esprit de l'internationalisme, libération du soldat rouge des habitudes de petite production et inculcation de sympathies pour la grande production, son éducation dans des idées anti-réactionnaires et la propagande antireligieuse), alors tout le journal doit se concentrer sur ces points. Cela signifie que chaque fait de la vie du soldat rouge doit être relié à l'un de ces points. Par exemple, si un soldat rouge reçoit une lettre dans laquelle son père lui annonce qu'il a engagé un ouvrier permanent, c'est l'occasion de soulever la question de la renaissance du capitalisme dans le village, de la spontanéité de ce processus, de ses conséquences inévitables sous forme de stratification de la paysannerie et de prolétarisation de la majorité des paysans, de la douloureuse évolution de ce processus et de la possibilité, via une grande production nationalisée, d'arriver au communisme, tout en soulignant que la propriété privée du paysan disparaîtra sans douleur, etc. Il faut accentuer que le paysan est désormais confronté à un choix : suivre soit le capitaliste, soit le prolétariat. Le premier chemin semble plus facile, plus simple, plus compréhensible, le second paraît

obscur, incompréhensible et peut-être même irréalisable. Mais ce n'est qu'une impression, car en réalité ce n'est pas le cas.

Tout cela n'est pas compris immédiatement, pas dans un seul article, progressivement.

Et donc, jour après jour, en sélectionnant les faits, en martelant, martelant et martelant toujours la même chose, les mêmes pensées obsessionnelles, en gardant constamment le cap sur elles, en concentrant l'attention sur elles, en veillant à ce qu'elles soient perçues avec la solidité du préjugé.

Ce n'est qu'en ayant une orientation ferme vers les idées principales que nous développons dans tout notre travail d'éducation politique dans l'Armée rouge que l'on peut éviter l'éclectisme, la dispersion, l'encombrement par des détails inutiles et les déviations.

Un journal a besoin d'un axe stable et constant. Ce n'est qu'alors qu'il aura une orientation. Sinon, il flottera «sans gouvernail et sans voiles», c'est-à-dire sans aucune direction.

La concentration et la précision de la propagande communiste, sa proximité à la fois avec le communisme et avec le soldat rouge — voilà ce qui, à mon avis, aidera nos journaux rouges à éviter les erreurs et à emprunter la voie sûre.

L'alliance militaire avec la paysannerie

Les plus grandes difficultés que le travail politique de l'Armée rouge nous a posées ne se sont pas manifestées pendant la guerre civile, mais après sa fin.

Pendant la guerre civile, le contenu du travail politique dans l'Armée rouge se résumait à une formule très simple et concise : l'alliance révolutionnaire des ouvriers et des paysans se défend contre l'offensive contre-révolutionnaire des bourgeois et des propriétaires fonciers. La classe ouvrière protège le pouvoir qu'elle a conquis ainsi que les moyens de production nationalisés, tandis que les paysans défendent la terre et la liberté qu'ils ont obtenues.

Voilà tout. Pour organiser le travail politique dans l'Armée rouge, il fallait seulement un appareil capable de diffuser largement et d'implanter cette formule dans l'esprit de millions de soldats rouges. Aussi simple, aussi clair, aussi proche de ces millions de gens que pouvait être la tâche — défendre leurs conquêtes révolutionnaires contre la contre-révolution imminente — le cours de la guerre civile a montré que les ouvriers et les paysans avaient besoin d'une grande variété d'expériences politiques pour l'assimiler, des expériences douloureuses, vécues dans leur propre chair. C'est précisément par cette voie difficile et éprouvante que les masses, pour la plupart, apprennent les leçons de la culture politique.

Le fait que la fin de la guerre civile ait fondamentalement changé le contenu de notre travail politique dans l'Armée rouge (et en partie aussi ses méthodes) — cette circonstance ne nous a été comprise que beaucoup plus tard.

Et pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce que nous ne savions pas pendant longtemps (et ne pouvions pas savoir) si la guerre civile était terminée, et si elle ne recommencerait pas sous ses anciennes formes et en ampleur. En effet, jusqu'à récemment, à cause de l'ultimatum kérénovien, il était possible de s'attendre à une nouvelle intervention et à la guerre civile qui y serait liée. Ce n'est qu'à présent, après la reconnaissance de l'URSS de jure, que nous pouvons considérer que, d'une part, pour la période proche l'URSS est protégée contre l'intervention, et d'autre part, si à l'avenir on nous impose une guerre, il y a beaucoup de chances qu'elle ne soit pas accompagnée d'une guerre civile dans ses anciennes formes «propriétaires-générales».

Ensuite, la période de démobilisation et de réorganisation après la fin de la guerre, un processus complexe de transition de l'état de guerre à l'état de paix, nous a pris un temps incroyablement long et a détourné toutes nos forces vers le travail politique, consacré non pas aux questions des guerres futures, de leur nature et de leurs objectifs, mais aux réalités grises et actuelles. Nous parlions avec le soldat rouge de sa démobilisation, de son travail dans le village, de la faim, des impôts, de petits désordres dans son village, du manque d'uniformes, du mauvais état de la caserne, etc. Et nous ne parlions de nos ennemis que lorsqu'ils commençaient à « se manifester ». De plus, indépendamment du contenu du travail politique, les formes organisationnelles non établies de l'Armée Rouge ne permettaient pas de le mettre sur des rails planifiés.

Toutes les tentatives faites jusqu'à présent à la fin de la guerre civile pour établir un nouveau contenu du travail politique dans l'Armée rouge et lui donner une planification systématique se sont avérées, pour ces raisons, prématuées et infructueuses. Je rappellerai la tentative la plus importante durant la période entre le printemps 1921 et le printemps 1922. Pendant ce temps, une conférence a eu lieu, intitulée «načpuokrov», qui a esquissé les grandes lignes du contenu du travail politique dans l'Armée rouge – «éducation» du soldat rouge-paysan à travers son éducation dans un esprit internationaliste, de grande production et antireligieux – ainsi qu'une réunion des délégués militaires du XIe congrès du parti, qui s'est concentrée sur les méthodes du travail politique dans l'Armée rouge. Depuis cette époque,

autant que je sache, il n'y a pas eu de grandes tentatives de modifier les décisions alors adoptées, mais il n'y a pas non plus eu de grandes tentatives de les mettre en œuvre. Nous avons perdu ici à peu près deux ans. Et maintenant, nous nous retrouvons tous dans la même position, face à cette même tâche extrêmement complexe : comment impliquer le paysan propriétaire foncier modeste dans la guerre pour le communisme ?

Pour le communisme ! Car toute guerre de l'URSS est une guerre pour le communisme, pour la dictature du prolétariat, pour le pouvoir soviétique. Le propriétaire contre-révolutionnaire, qui arrache de force la terre au paysan et le torture à mort avec des tiges bouillantes parce qu'il a osé se révolter et porter atteinte à la sainte propriété des propriétaires, disparaît non seulement du champ de vision du paysan, mais progressivement aussi de la scène de l'histoire. Seuls les propriétaires féodaux décrètent, encore féroces, bredouillent quelque chose d'incohérent sur un tel retour dans leurs anciens manoirs nobles. Quant aux propriétaires milioukoviens, ils cherchent maintenant un moyen beaucoup plus prudent, plus discret, plus moderne, lié à la NEP, donc plus sûr, de récupérer leur propriété (sous forme de paiements de rachat) et de réduire le paysan à une nouvelle servitude.

Il s'avère que le paysan n'a pas seulement, de manière subjective, mais aussi objectivement, accompli sa révolution paysanne et gagné sa guerre civile, et qu'il n'a plus aucune raison de combattre, comme si ce n'était ni pour quelque chose ni contre quelque chose. La guerre ne lui est donc plus nécessaire du tout. En revanche, devant le prolétariat, au contraire, se dressent un certain nombre de combats et de guerres révolutionnaires, tant défensives que, possiblement, offensives pour le triomphe du communisme.

Comment, demande-t-on, impliquer le paysan dans la guerre pour le communisme ? Comment établir un « lien militaire » entre le prolétariat et la paysannerie ?

Voici la question principale de tout le travail politique dans l'Armée rouge. Sans sa bonne résolution, il est impossible de mener correctement le travail d'éducation politique du soldat rouge.

Comme vous le voyez, la question n'est pas des plus simples. La question est très difficile. Mais elle ne se résout pas d'elle-même (dans ce cas, elle serait simplement insoluble), mais en fonction de la coopération économique entre la production socialiste de la ville et la production de petite propriété à la campagne. Mettre en œuvre le communisme dans un pays de paysans est une tâche extrêmement difficile, mais pas impossible. Comment le faire, nous l'a indiqué le camarade Lénine (voir sa brochure «Sur la coopération»).

Toutes nos difficultés économiques, politiques et autres découlent précisément de cette contradiction : le communisme dans un pays à petite propriété (paysanne).

Prenons, par exemple, la question de la science militaire prolétarienne dans la forme que lui a donnée Engels dans son ouvrage de 1852. Nous sommes encore loin de résoudre le problème de dépasser et de surpasser la science militaire bourgeoise. Pour cela, notre mode de production socialiste doit surpasser et devancer le capitaliste. Et cette dernière tâche est extrêmement difficile. Cependant, ces difficultés colossales ne nous conduisent pas à une reconnaissance passive de celles-ci, ni à une soumission timide devant elles, mais, au contraire, nous poussent à un travail audacieux et persévérant pour les surmonter.

Nous devons avoir la même attitude envers la question : développer la science militaire prolétarienne, c'est-à-dire de nouvelles formes plus libres de mouvement (manœuvre) et de nouvelles méthodes et manières plus avancées de mener la guerre, qui dépendent de deux principales raisons : le niveau de développement des forces productives et la quantité et la qualité de la population. En fin de compte, la résolution de cette tâche, le développement de la science militaire prolétarienne, viendra avec la résolution du problème économique fondamental. Lorsque nous atteindrons le communisme dans un pays paysan, alors nous aurons également la base pour la science militaire prolétarienne appliquée à une armée paysanne par sa composition. Il ne faut pas se contenter de cette conclusion, il ne faut pas croiser les bras sur une poitrine vide et dire, comme le font certains camarades : nous aurons

le temps, attendons, soyons patients, ne précipitons pas les choses; d'abord, mettons-nous au défi de rattraper la science militaire bourgeoise, car là aussi, en raison de notre manque de culture, nous avons énormément de retard, et ensuite nous verrons.

Que nous devons rattraper la science militaire bourgeoise — c'est une vérité sacrée. Nous ne pouvons pas sauter cette étape du développement de nos forces militaires. Mais que nous atteindrons cette étape par un chemin complètement différent de celui suivi dans les pays bourgeois — c'est une vérité sacrée. Tout comme notre capitalisme d'État diffère fondamentalement du capitalisme d'État bourgeois (et nous avons un capitalisme d'État qui est cette étape « capitaliste » inévitable que nous devons traverser pour arriver au communisme), ainsi notre science militaire « bourgeoise » sera (et est déjà) différente, en raison de la composition paysanne de notre armée, du retard de notre production, du faible développement du réseau routier, ainsi que du fait de l'existence de la dictature du prolétariat, de la science militaire « bourgeoise » de la bourgeoisie. Et il faut maintenant détecter cette différence, il faut la formuler clairement, afin de la mettre en œuvre de manière pleinement consciente et planifiée dans des formules statutaires concrètes.

Il existe un lien étroit et un parallélisme entre le développement de la science militaire et le travail politique dans l'Armée rouge, car l'un et l'autre reposent sur la même base économique. Ce n'est que l'établissement d'une alliance économique avec les paysans qui fournira la base pour une alliance militaire, et donc pour le travail politique dans l'Armée rouge, visant à la préparer politiquement aux futures guerres révolutionnaires pour le communisme. Tant que cette base n'existe pas — et elle se développera progressivement — il ne peut y avoir de grands succès dans ce domaine. Mais il serait inouï de doctriniser et de proposer maintenant d'attendre avec une telle préparation politique, tant que la base économique de l'alliance militaire avec la paysannerie ne serait pas complètement établie. La propagande politique devance la réalisation des objectifs économiques et politiques. Sinon, elle se transformerait en une queue politique.

Les chemins de notre développement économique et politique sont très complexes et tortueux. Au printemps 1921, sous la direction géniale de Lénine, nous avons réussi pour la première fois dans l'histoire des combats révolutionnaires et des guerres civiles à réaliser l'opération la plus difficile, jusqu'alors jamais menée à bien : le retrait stratégique dans le cadre de la transition du communisme de guerre vers la NEP. Le thermidor de Cronstadt a échoué. Mais objectivement, dans notre structure de classe, avec nos 140 millions de paysans petits propriétaires dirigés par quelques millions de prolétaires, les tendances thermidoriennes, bonapartistes et restauratrices n'ont pas disparu et ne peuvent disparaître. Elles se filtrent par milliers de petits et infimes courants dans notre parti, dans nos organes d'État et économiques, et dans notre armée. Et de temps à autre, nous devons nous atteler à reconquérir les secteurs pris par l'influence petit-bourgeoise. Dans notre parti, nous l'avons déjà fait une deuxième fois par le biais de purges (et nous le ferons probablement encore plusieurs fois). Nous devons effectuer un travail similaire de purges dans nos organes d'État et économiques. En ce qui concerne l'Armée rouge, si l'on ne compte pas la purge au sein du parti, ce travail se traduit par le fait que nous n'admettons pas d'éléments paysans fortunés dans ses rangs (et si certains y pénètrent par hasard, nous les en expulsions), et aussi par le fait que nous nous débarrassons des anciens spécialistes qui retiennent vers les méthodes de construction des forces armées renversées par l'histoire. Au-delà de cela, nous ne pouvons aller plus loin dans l'Armée rouge, malgré le fait qu'elle soit l'endroit le plus vulnérable à cet égard, car à neuf dixièmes c'est une armée paysanne (et dans le parti, avant l'appel de Lénine, les paysans, avec « les autres », ne représentaient que 60 pour cent).

Par conséquent, tant que l'union économique n'aura pas transformé le paysannat (la différenciation qui se produit actuellement dans le village ne révélera ses résultats politiques que plus tard) et ne l'aura pas fait devenir un fidèle partisan du communisme, ce qui constituera la base la plus solide du lien militaire, le nettoyage de l'Armée rouge de toutes

tendances thermidoraines et restaurationnistes parmi les soldats se fera par le travail politique. La tâche de ce travail politique est de préparer le terrain pour l'union militaire, c'est-à-dire d'abord de débarrasser ce terrain des mauvaises herbes restaurationnistes.

Nous sommes arrivés à la fin de la période démobilisée et réorganisée de la vie de l'Armée rouge seulement au cours des derniers mois. Et ce n'est qu'à présent que la question du travail politique dans l'Armée rouge se pose dans de nouvelles conditions — les conditions de préparation aux guerres révolutionnaires pour le communisme — pour la première fois à l'échelle de toute son histoire. Cela ne signifie pas que les formules précédentes (transformer la caserne en école du communisme, éduquer le soldat rouge dans un esprit international, de grande production et antireligieux) étaient incorrectes. Mais elles doivent être étendues, approfondies, complexifiées, concrétisées et, surtout, vérifiées par l'expérience. Cette tâche est extrêmement, exceptionnellement difficile. Mais on ne peut l'éviter, la contourner, s'y soustraire ou s'en détourner.

Et ensuite il faut la poser dans son ensemble, directement et courageusement, et se mettre à la résoudre.

Nos différends en matière militaire

Les questions de la construction de l'Armée rouge sont de nouveau à l'ordre du jour.

L'expérience de deux ans dans le fonctionnement du système de la milice, le passage au recrutement régulier avec un service de deux ans, ainsi que la vaste réorganisation de l'Armée rouge entreprise au printemps de cette année, tout cela marque le début d'une nouvelle étape dans le développement des forces armées de l'Union soviétique.

Mais sont d'autant plus profondes et significatives les modifications dans la composition de l'Armée rouge, qui reflètent les changements survenus au cours des trois années de la NEP dans les classes, leurs relations sociales, leurs dispositions et leur idéologie. Avec la dissolution des années passées et l'appel du contingent de 1902, l'Armée rouge s'est campagnisée.

Mais le paysan qui rejoint maintenant l'Armée rouge n'est pas le même qu'auparavant : il n'a pas traversé les trois ans de l'école de la guerre civile, mais il a suivi trois ans d'école du NEP.

La NEP est un processus à double sens, un développement contradictoire simultané du socialisme en ville et du capitalisme à la campagne. Les succès économiques du socialisme urbain sont plus importants que la croissance du capitalisme rural. Mais les succès idéologiques du koulak parmi les paysans sont supérieurs aux succès du prolétariat. L'alliance des ouvriers et des paysans à l'époque de la guerre civile ne signifiait en aucun cas que les paysans aient adopté l'idéologie prolétarienne. La révolte de Kronstadt et la fuite massive des paysans-soldats rouges du parti en 1921 ont montré que l'alliance des ouvriers et des paysans pendant la guerre civile était basée sur la communauté des ennemis, et non sur une communauté idéologique. L'idéologie chez le paysan restait ancienne, tournée vers le koulak, qui incarne personnellement la tendance capitaliste du développement de l'économie paysanne à propriété privée. C'est pourquoi les succès idéologiques du koulak surpassent et devancent ses succès économiques. L'influence idéologique du koulak parmi les paysans est plus grande que celle qui lui est « due » selon sa force économique.

Et le contingent de 1902, qui est entré cette année dans l'Armée rouge, ne pouvait pas ne pas refléter les changements et modifications survenus non seulement dans l'économie paysanne, mais aussi dans l'idéologie paysanne.

L'Armée rouge de la période de la guerre civile a cessé d'exister. À sa place apparaît l'Armée rouge de la période de la NEP. De tels changements profonds nécessitent une révision de l'héritage qui nous reste de la période de la guerre civile. Les questions qui n'avaient pas d'importance politique à cette époque en acquièrent désormais. Les questions secondaires deviennent maintenant primordiales. Les anciennes questions doivent être posées à nouveau et résolues différemment.

La réévaluation de l'héritage du passé coïncide avec une tentative de prendre en compte l'expérience de la guerre civile afin de donner au prolétariat des pays où la dictature de la bourgeoisie n'a pas encore été renversée la possibilité de l'utiliser. Ainsi, sous des angles différents et avec des objectifs divers, commence la « réévaluation des valeurs ».

1. Marxisme et science militaire (Politique et technique)

La question de la relation entre le marxisme et la science militaire, l'art militaire, les affaires militaires et l'histoire militaire est apparue peu après la fin de la guerre civile. Chez les

commandants rouges, ayant vécu l'immense expérience des trois années de guerre civile, est née un besoin intense de comprendre théoriquement cette expérience, qui ne pouvait s'inscrire dans le cadre de la science militaire héritée du tsarisme. Avec la plus grande énergie, ils se sont lancés dans l'étude du marxisme et de la dialectique. Dans ce courant, incontestablement sain, il y a eu de leur part certains excès : novices en marxisme, ils marchaient encore avec hésitation sur les « pieds marxistes » et commettaient des erreurs dans l'application de la méthode marxiste aux questions militaires.

L'engouement pour le marxisme a provoqué dans les milieux militaires une réaction inverse contre le marxisme, et a commencé une lutte sur la question de l'applicabilité du marxisme à la science militaire et aux affaires militaires, et en général, une telle division s'est formée : pour le marxisme — la jeunesse des comités de district du Parti, contre le marxisme — les anciens spécialistes militaires.

Le camarade Trotski s'est également opposé à l'application du marxisme aux affaires militaires. (Le camarade Toukhatchevski en a parlé en détail à la page du «*Krasnaïa Zvezda*», n° 185, du 17 septembre 1924).

Lors de la réunion des délégués militaires du Congrès du PCR, qui s'est tenue le 1er avril 1922, le camarade Trotsky a posé la question du marxisme de la manière suivante : « Nos statuts ont-ils été élaborés selon des méthodes marxistes ? C'est la première fois que j'entends parler de cela. Les statuts résument l'expérience militaire. Mais comment les unifier selon une méthode marxiste ? C'est une méthode de la science historique et sociale... Il n'existe pas de « science » militaire, et il n'y en a jamais eu. Il existe toute une série de sciences sur lesquelles s'appuie l'activité militaire. La guerre n'est pas une science — la guerre est un art pratique, un savoir-faire. La guerre est un « métier » pour ceux qui étudient correctement l'art militaire. La guerre ne peut devenir une science par sa propre nature, tout comme l'architecture, le commerce, la médecine vétérinaire, etc., ne peuvent devenir des sciences. Ce qu'on appelle la théorie de la guerre ou la science militaire n'est pas un ensemble de lois expliquant des phénomènes objectifs, mais un ensemble de pratiques, de méthodes d'adaptation et de compétences répondant à une tâche précise — vaincre l'ennemi... Comment peut-on construire les techniques du métier militaire à l'aide de la méthode marxiste ? C'est la même chose que de construire avec le marxisme la théorie de l'architecture ou un manuel vétérinaire. L'histoire de la guerre, comme l'histoire de l'architecture, peut être écrite d'un point de vue marxiste, car l'histoire est une science. Mais il en va autrement de la soi-disant théorie de la guerre, c'est-à-dire du guide pratique. Par la méthode marxiste, il est possible de faciliter grandement son orientation socio-politique et internationale... Mais il est impossible de construire un règlement de terrain à l'aide du marxisme ».

La question a été posée par le camarade Trotski avec une clarté et une précision totales. Le marxisme—pour la politique («pour l'orientation sociopolitique et internationale»), mais pas pour les affaires militaires, pas pour l'expérience militaire, pas pour le règlement de campagne. La science militaire ? Non, et par conséquent, le marxisme n'a aucune relation avec la «théorie de la guerre, c'est-à-dire la direction pratique». En revanche, l'accès du marxisme à l'histoire des guerres n'est pas interdit.

Entre le marxisme et la science militaire, l'art militaire, les affaires militaires, l'expérience militaire chez le camarade Trotsky, il existe un profond abîme métaphysique. Ce que la guerre est, en tant que phénomène social, en tant que partie ou aspect de la vie sociale, relève du marxisme, le camarade Trotsky semble complètement l'oublier. Au passé de « l'expérience militaire » (histoire des guerres), il est encore prêt à admettre le marxisme, mais au présent — en aucun cas.

Le camarade Trotsky est revenu à plusieurs reprises sur la question de la relation du marxisme avec l'art militaire. Ainsi, dans la préface au recueil d'articles d'Engels sur la guerre de 1870-1871, il écrivait :

«En chassant impitoyablement de son analyse toutes les abstractions, en considérant la guerre comme une chaîne matérielle d'opérations, et en analysant chaque opération du point de vue des forces et des moyens disponibles et de leur utilisation, le grand révolutionnaire agit comme... un spécialiste militaire, c'est-à-dire comme une personne qui, déjà en raison de sa vocation ou de sa profession, part des faits internes de l'art militaire. Ce n'est pas sans raison que les articles d'Engels étaient attribués aux célèbres militaires de l'époque, grâce à quoi Engels lui-même acquit, dans son entourage proche, le surnom de « général ». Oui, il abordait les questions militaires comme un « général », peut-être avec des lacunes importantes dans certains domaines militaires et sans l'expérience militaire nécessaire, mais doté d'une tête que l'on ne trouve pas sur les épaules de n'importe quel général ».

Engels abordait les affaires militaires comme un spécialiste militaire, souligne le camarade Trotski. — Un vrai spécialiste militaire part de là... Le marxisme peut-il nous apprendre à tresser des raquettes ? demande le camarade Trotski lors de la séance du VNO le 8 mai 1922. Extrait de «Facteurs internes de l'affaire militaire». Le marxisme n'a rien à y faire.

«Mais où donc, dans ce cas, est le marxisme ? — se demande également le camarade Trotsky. — On peut dire que c'est justement cela qu'il est, en quelque sorte — dans une certaine mesure ».

En quoi consiste cet «en cela» ? Dans l'absence du marxisme ? Le marxisme existe-t-il «dans une certaine mesure» en l'absence du marxisme ?

«L'une des principales hypothèses philosophiques marxistes,» continue le camarade Trotsky, «est que la vérité est toujours concrète. Cela signifie qu'on ne peut pas dissoudre l'affaire militaire et ses questions dans des catégories sociales et politiques. L'affaire militaire reste une affaire militaire, et le marxiste qui veut la juger doit se rappeler que la vérité militaire est elle aussi concrète. C'est cela que le livre d'Engels enseigne avant tout. Mais pas seulement cela.»

Il est indubitable que la vérité militaire est concrète. Mais, après tout, la vérité politique est également concrète. Cependant, malgré le fait que la vérité politique soit concrète, ou, pour dire plus précisément, justement parce que la vérité politique est concrète, le marxisme peut s'y appliquer. Personne ne dira qu'en raison de la concréture de la vérité politique, le marxisme serait, par rapport à celle-ci, «dans une certaine mesure» absent du marxisme. La concréture de la vérité militaire ne peut en aucun cas constituer un obstacle à l'application du marxisme à celle-ci.

«Si l'on ne peut pas, — continue le camarade Trotsky, — dissoudre les questions militaires dans les questions politiques générales, alors il est tout aussi inacceptable de séparer les premières des secondes.»

Deux fois, le camarade Trotsky répète qu'« il est impossible de dissoudre l'art militaire et ses questions » (la deuxième fois, il dit « les questions militaires ») « dans les catégories sociales et politiques » (la deuxième fois, il dit « dans les questions politiques générales »). De quelles « questions militaires » ou « questions de l'art militaire » parle le camarade Trotsky ? Des questions militaro-sociales ou militaro-techniques ? Apparemment, des questions militaro-techniques. Car il semblerait étrange, très étrange même, d'affirmer que les questions militaro-sociales, qui sont appelées ainsi parce qu'elles font partie des questions sociales, ne puissent pas « être dissoutes dans les catégories sociales et politiques ».

Ainsi, les questions militaires et techniques ne peuvent pas être dissoutes dans les questions politiques générales. Mais «il est tout aussi inacceptable, — selon le camarade Trotsky, — de séparer les premières (militaires et techniques) des secondes (politiques générales)».

«La guerre, — continue le camarade Trotsky, — comme nous l'avons déjà rappelé plus haut, est la continuation de la politique par d'autres moyens. Cette pensée profondément dialectique a été formulée par le spécialiste Clausewitz. La guerre est la continuation de la politique : celui qui veut comprendre cette continuation doit se représenter ce qui la précède.

Mais une continuation par d'autres moyens signifie qu'il ne suffit pas d'être bien informé en politique pour correctement évaluer dès lors « les autres moyens de la guerre ».

Ce n'est qu'une reformulation en d'autres mots de la thèse selon laquelle le marxisme ne peut pas apprendre à tresser des raquettes.

« Le plus grand avantage incomparablement supérieur d'Engels, continue le camarade Trotsky, résidait dans le fait que le caractère du travail militaire était profondément indépendant (italique de moi) — avec sa technique interne, sa structure, ses méthodes, ses traditions et ses préjugés, — il était en même temps le plus grand connaisseur de cette politique à laquelle le travail militaire, en dernière analyse, est subordonné ».

Entre le marxisme et l'art militaire, chez le camarade Trotsky, le même abîme métaphysique existe qu'auparavant. Pour étudier l'art militaire, il n'est pas nécessaire d'être marxiste, il suffit pour cela d'être un spécialiste militaire. L'art militaire est l'art militaire, il a un « caractère profondément autonome », etc.

Mais cette fois, le camarade Trotsky sent qu'il y a quelque chose qui ne va pas, et il se dépêche donc de jeter un pont dialectique par-dessus un abîme métaphysique. « Il est inadmissible, — déclare-t-il, — de séparer les questions militaires (c'est-à-dire, comme nous l'avons déjà vu, les questions militaro-techniques) des questions politiques, car la guerre est, après tout, la continuation de la politique. »

Bien sûr, c'est inacceptable. Mais une simple déclaration de l'inadmissibilité du détachement ne mène pas bien loin. On ne se tire pas d'affaire avec une seule phrase sur l'inadmissibilité du détachement du paradoxe dans lequel le camarade Trotsky s'est retrouvé. D'un côté, le camarade Trotsky parle du « caractère profondément autonome des affaires militaires » (évidemment des affaires militaires et techniques, car il ne peut être question d'un caractère profondément autonome et indépendant du marxisme des « affaires » politico-militaires), et de l'autre, de « l'inadmissibilité de détacher » les questions militaires et techniques des questions politiques générales.

Comment se sortir de cette contradiction ? Très simplement : il faut renoncer à la division métaphysique des « questions » en deux parties indépendantes — les questions politiques et les questions militaires. Le camarade Trotsky répète la formule de Clausewitz : « la guerre est la continuation de la politique », mais il n'en assimile pas la signification dialectique. Si la guerre est la continuation de la politique, mais par d'autres moyens, alors la guerre est donc la politique menée par d'autres moyens, le « fait militaire » est la continuation du « fait politique ». Par conséquent, du point de vue de la dialectique marxiste, il n'existe pas et ne peut pas exister de façon définitive et figée une division strictement délimitée des « questions » en deux groupes — politiques et militaires : chaque question militaire (y compris technique-militaire) peut, dans certaines conditions, devenir politique, et inversement, chaque question politique peut, dans certaines conditions, exiger sa résolution par des moyens militaires. Ce n'est qu'avec une telle approche dialectique que la contradiction entre l'affirmation selon laquelle la guerre est la continuation de la politique et la division pratique et conventionnelle des questions en politiques et militaires est véritablement résolue.

En novembre 1924 («Pravda», n° 250), le camarade Trotski revient de nouveau sur cette question, concernant la relation du marxisme avec l'affaire militaire, dans la préface à la 2e partie du IIIe volume de «Comment la révolution s'est armée». Voici ce qu'il écrit cette fois-ci :

« Notre époque se caractérise avant tout par l'instabilité des relations sociales, par des tournants politiques brusques et par des secousses. Le métier militaire s'associe étroitement avec la politique et s'exprime le plus clairement à travers la guerre civile, qui, à notre époque, est inscrite à l'ordre du jour dans tous les pays du monde. Un chef militaire sérieux de notre temps ne peut pas ne pas être un politicien. L'art militaire conserve toute sa spécificité et — en ce sens — son autonomie ; de plus, il devient extrêmement complexe en raison de la diversité et de la puissance des moyens de la technique militaire moderne et, par conséquent, exige un

savoir et une compétence purement militaires accrus. Et en même temps, dans les guerres à venir, le métier militaire sera plus étroitement et directement qu'à tout autre moment lié à la politique révolutionnaire (ou contre-révolutionnaire) (soulèvements, fascisme, etc.). Par conséquent, dans l'éducation de notre chef militaire rouge, le développement de la capacité à évaluer de manière synthétique la coopération et l'interaction de tous les types d'armes modernes doit aller de pair avec l'acquisition d'une orientation politico-sociale correcte, qui est donnée par la méthode marxiste et pénètre toutes les prémisses du savoir purement militaire. »

Tout est pareil : d'une part, « l'art militaire conserve toute sa spécificité et — en ce sens (évidemment, dans le spécifiquement militaire, technique. S. G.) — son autonomie », et d'autre part — « l'orientation socio-politique qui est donnée par le marxisme ».

Ne sert pas l'affaire non plus le pont dialectique, sous la forme de la phrase laissée à la fin de la préface selon laquelle « l'orientation socio-politique », « qui est donnée par la méthode du marxisme », « imprègne les prémisses d'un savoir purement militaire ». C'est l'une de ces phrases convenables et creuses qui sont généralement placées à la fin d'une lettre : je reste avec le plus grand respect et considération.

Je reste avec un respect et une considération parfaits pour le marxisme, — c'est le seul sens de cette phrase sur les « présupposés de la science purement militaire ». Dans le cas contraire, si elle est dépourvue de ce sens, elle n'a aucun sens du tout. En fait, qu'est-ce que le savoir purement militaire ? Disons, la fortification, l'artillerie — sont-ce des connaissances purement militaires ou non ? Eh bien, leurs « présupposés » — mathématiques, balistique, mécanique, résistance des matériaux — sont-ils imprégnés d'une orientation socio-politique fondée sur le marxisme ? Absurde. Ou bien, peut-être s'agit-il de la tactique ? Supposons. Mais même dans ce cas, le résultat n'est pas meilleur. Quels sont les « présupposés » de la tactique ? Voici ce qu'Engels dit à ce sujet dans « Anti-Dühring » : « Toute organisation et toute méthode de combat (tactique, S.G.) de l'armée dépendent des conditions matérielles, c'est-à-dire économiques, de la qualité du personnel humain et des armes, donc de la qualité et de la quantité de la population et de la technique. » Les « présupposés » de la tactique — la qualité et la quantité de la population et la technique. Maintenant, réfléchissez à ce qui résulte de la formule du camarade Trotsky : l'orientation socio-politique fondée sur le marxisme imprègne la quantité et la qualité de la population ainsi que la technique.

La guerre est menée par des hommes, la guerre fait partie des phénomènes sociaux, elle fait partie de la vie de la société de classes. La guerre est conduite par des armées, représentant un « moule militaire » de l'ordre social existant. Cela suffit déjà pour voir à quel point le marxisme s'applique aux questions de guerre. Il n'existe pas une seule question concernant l'évaluation scientifique du côté social de la guerre à laquelle le marxisme ne répond pas avec le même droit qu'à toute autre question de la vie de la société. Le marxisme donne la clé pour comprendre la vie sociale et, par conséquent, la partie de la vie de la société que l'on appelle la guerre.

« Mais ce n'est pas de cela que parle le camarade Trotsky, — des voix impatientes se font entendre. — Le camarade Trotsky ne nie pas ce rôle du marxisme. Il parle de la relation du marxisme aux questions purement militaires, et à la technique militaire. »

Il est possible que le camarade Trotsky ne nie pas l'application du marxisme aux questions militaires et sociales, bien que, de manière étrange, il se taise complètement sur cette tâche des plus importantes.

Quant aux questions purement militaires — est-il possible, grâce au marxisme, de rédiger un manuel vétérinaire, le marxisme peut-il apprendre à tresser des raquettes, et est-il possible, grâce au marxisme, de rédiger un règlement de campagne — la simple formulation de ces questions montre que leur auteur est désespérément embrouillé dans ces mêmes forces de sophistique, de scolastique, de doctrinarisme et de métaphysique qu'il a lui-même attribuées aux autres.

Dans certaines conditions, chaque question technique peut devenir l'objet d'une évaluation théorique et politique du point de vue du marxisme et des intérêts de classe du prolétariat. Cela se produit lorsque telle ou telle question « purement » technique devient l'objet de débats théoriques et politiques, de luttes théoriques et politiques, de conflits entre partis, groupes, factions, etc.

Essayons de le déterminer à travers quelques exemples.

Il y a environ trois ans, dans le « Bulletin militaire », se déroulait une longue et stérile discussion sur les doctrines de tir. Les débatteurs se divisaient en deux groupes principaux : les « individualistes » — partisans de la formation individuelle visant à faire des soldats rouges le plus grand nombre possible de tireurs d'élite, « des artistes » du tir, capables de tirer individuellement, et les « collectivistes », qui s'opposaient à l'entraînement individuel des tireurs et étaient pour l'apprentissage des techniques de tir collectif sous la direction d'un chef de feu artistique issu de l'état-major. Les deux parties avançaient des arguments techniques solides, mais les deux partageaient un présupposé social commun concernant un soldat abstrait, vivant en dehors du temps et de l'espace. (Les « collectivistes » tentaient de soutenir leur doctrine sur une base « sociale » en prétendant que le collectivisme était semblable au communisme, et ainsi de suite, mais une telle approche « sociale » ne peut provoquer que le rire).

Les deux parties, à la fois les « individualistes » et les « collectivistes », commettent la même erreur idéaliste en faisant appel au soldat abstrait, une erreur qui condamne tous leurs débats ultérieurs à l'inutilité. C'est une erreur très fréquente dans les affaires militaires.

Le camarade Trotsky n'est pas non plus étranger à cette erreur idéaliste. Dans la brochure « Doctrine militaire unifiée et préteur militarisé » (p. 8-9), le camarade Trotsky, s'opposant à juste titre à l'affirmation selon laquelle les lois de la guerre sont éternelles, écrivait : « Le sujet (de la guerre) est l'homme, qui possède certaines caractéristiques anatomiques et psychiques stables et les techniques et méthodes qui en découlent. L'homme agit dans un environnement géographique déterminé et relativement stable. Ainsi, dans toutes les guerres, de toutes les époques et de tous les peuples, il y avait certaines caractéristiques communes relativement stables (mais en aucun cas absolues). Sur cette base se développe l'art militaire historique. Ses méthodes et techniques changent de la même manière que les conditions sociales, qui le déterminent (la technique, la structure de classe, la forme du pouvoir étatique). »

C'est une théorie purement élégante, un mélange du marxisme avec une théorie idéaliste vulgaire, déjà maintes fois réfutée par le marxisme, qui explique les phénomènes sociaux par les caractéristiques anatomiques et psychiques de l'homme. De plus, cet « éclectisme » a une propriété très lâche : les « traits relativement stables », qui se révèlent communs à toutes les guerres de tous les temps et de tous les peuples, sont en réalité des traits absous que le camarade Trotsky appelle lâchement relatifs. Ces traits relativement (c'est-à-dire absous) stables sont tirés par le camarade Trotsky de « caractéristiques stables connues (c'est-à-dire inconnues, inconnues du marxisme) (évidemment relativement, c'est-à-dire pour tous les temps et tous les peuples, c'est-à-dire absous) des traits anatomiques et psychiques et des techniques et compétences qui en découlent ». Sur la base de ces traits relativement absous, communs aux guerres de tous les temps et de tous les peuples, le camarade Trotsky « développe l'art militaire historique ». Les lois éternelles de la guerre, bannies par le camarade Trotsky par la porte marxiste, reviennent heureusement par la fenêtre idéaliste. Après tout cela, il ne reste plus de place pour le marxisme ici. Et l'ajout ultérieur du marxisme concernant les conditions sociales qui déterminent le changement des méthodes et techniques de l'art militaire ne joue qu'un rôle de feuille de figuier lâche, censée couvrir la nudité de tout ce raisonnement idéaliste.

Revenons aux doctrines de tir.

Ce différend technique ne peut être résolu sans répondre à la question de savoir où et dans quelle direction se développent les forces armées de l'URSS, puisque l'armée est un moulage militaire de l'ordre existant, il faut donc répondre à la question de savoir où et dans quelle direction cet ordre se développe. Et ici, on ne peut se passer du marxisme.

Dans quelle direction se développent donc les forces armées de l'URSS ?

Nous avons tracé la voie de développement de nos forces armées vers un système de milice. Quelles seront les conséquences d'un système de milice lorsqu'il se développera à tel point que la quantité commencera à se transformer en qualité ? À ce sujet, nous avons aussi un certain point de vue, non seulement théoriquement fondé par Engels (le soldat qui « sait se débrouiller lui-même », le combattant autonome), mais également vérifié pratiquement, certes sur une expérience très limitée de la guerre civile, qui nous a montré les premiers éléments embryonnaires de l'autonomie du garde rouge et du soldat de l'Armée rouge, reconnus même par nos ennemis. Si le développement de nos forces armées suit réellement cette voie – vers le soldat autonome, alors il est évident que dans le débat entre les «individualistes» et les «collectivistes» sur la question des doctrines de tir, nous nous rangerons du côté des premiers, car le développement de l'autonomie du futur combattant de l'armée prolétarienne permettra et nécessitera de le former en tant qu'artiste du tir.

Mais tout cela est de la musique de l'avenir. Pour le présent, la période de développement de nos forces armées, cette question doit être résolue en faveur des «collectivistes», car le combattant qualifié capable de se débrouiller seul n'est pas encore né, tandis qu'il existe un combattant non qualifié qui, sans commandement, sait à peine faire quoi que ce soit, ne sait pas correctement choisir ses cibles de tir au combat, régler sa visée, etc., et a donc constamment besoin de directives. Il va de soi que celui qui donne ces directives, le responsable du feu, doit lui-même être un maître dans son domaine.

Voici un exemple de la manière dont le marxisme doit aborder la résolution d'une question technique.

Prenons un autre exemple. Actuellement, la soi-disant tactique « de groupe » est très à la mode. Les unités sont divisées en petits groupes (8 à 12 personnes), chaque groupe possède une arme légère-mitrailleuse et bénéficie d'une grande liberté d'action. Le groupe doit faire preuve d'une grande initiative. Une telle initiative tactique de la part des groupes ne présente-t-elle pas un certain danger politique, surtout lorsqu'une guerre sera menée contre un pays socialiste révolutionnaire ? Les groupes, profitant de leur indépendance, ne risquent-ils pas de passer du côté des forces révolutionnaires ? Et dans ce cas, ne faudra-t-il pas renoncer à la tactique de groupe ou la modifier ?

N'est-ce pas une évaluation politique d'une question tactique (c'est-à-dire militaire et technique) ?

Un autre exemple tiré de ce même volume que, selon le camarade Trotsky, Engels aurait écrit en uniforme de militaire spécialisé.

Engels analyse le système prussien de service militaire obligatoire.

« La Providence est toujours du côté des grandes bataillons, — de cette manière, — écrit Engels, — Napoléon aimait expliquer les batailles gagnées et perdues. La Prusse a agi selon ce principe. Elle a pris soin de se doter de «grands bataillons». Lorsque, en 1807, Napoléon lui interdit de posséder une armée de plus de 40 000 hommes, elle commença à démobiliser ses recrues après six mois de formation et à en effectuer un nouveau recrutement, et en 1813, elle était capable de fournir une armée de campagne de 250 000 hommes, alors que toute sa population atteignait quatre millions et demi. Par la suite, ce même principe de service actif à court terme et de maintien à long terme dans la réserve a été développé de manière plus complète et, en plus, harmonisé avec la nécessité d'avoir une monarchie absolue : on laissait les hommes au service militaire actif de deux à trois ans non seulement pour les former au maniement des armes, mais aussi pour les habituer à l'obéissance absolue. C'est là que réside le point faible du système prussien. Il doit concilier deux objectifs différents

et, en fin de compte, incompatibles. D'un côté, il prétend que tout homme en bonne santé physique doit être soldat, qu'il faut avoir une armée permanente dont le seul but serait de devenir une école où les citoyens apprennent à utiliser les armes, une école servant de noyau autour duquel ils se concentrent lors d'une attaque extérieure. Ce système semble purement défensif. Mais, d'un autre côté, la même armée constitue un soutien armé, le principal appui d'un gouvernement quasi-absolu ; pour cet objectif, l'école militaire pour les citoyens doit être transformée en école de soumission absolue aux chefs, en école de sentiments royalistes. Cela ne peut être atteint que par un service prolongé. C'est ici que l'incompatibilité devient évidente. La politique étrangère défensive exige de former un grand nombre de personnes sur une courte période afin de disposer d'un grand nombre de soldats en réserve (en cas d'attaque extérieure), tandis que la politique intérieure nécessite de former un nombre limité de personnes pendant une période plus longue afin de disposer d'une armée fiable en cas de soulèvement interne. La monarchie quasi-absolue a choisi une voie intermédiaire. Elle laissait les hommes trois ans entiers au service actif et limitait le nombre de recrues en fonction de ses ressources financières. En réalité, il n'existe pas de service militaire universel ; il a été remplacé par le recrutement forcé, dont la seule différence par rapport au recrutement dans d'autres pays est sa plus grande sévérité. Il coûte plus cher, exige plus de personnes et les maintient dans la réserve plus longtemps que dans d'autres États. Et en même temps, ce qui était initialement un peuple armé pour sa propre défense se transforme désormais en une armée obéissante, prête à attaquer, en un instrument de la politique gouvernementale ».

Comme vous le voyez, Engels relie ici la question « technique » (concernant la durée de vie) de manière marxiste à la politique intérieure et extérieure.

On peut aborder cette question de manière technique (ce que fait plus loin Engels) : discuter des avantages des longues et courtes durées de service et de séjour en réserve pour la préparation au combat du soldat, analyser les méthodes d'entraînement pour les longues et courtes durées de service, etc. Mais tout cela n'est permis que sur la base d'une évaluation politique préalable. Le marxisme ne peut agir autrement, il doit avant tout examiner la question du point de vue politique, car « la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens ».

On peut dire que lors de l'évaluation technique et de l'élaboration des questions, le marxisme est inapproprié. Bien sûr, il est inapproprié. Le marxisme ne peut pas enseigner la médecine vétérinaire ni la fabrication de chaussures traditionnelles en paille. Mais cela ne signifie pas du tout que toutes les questions peuvent être divisées en deux catégories, comme le fait le camarade Trotski : certaines selon le « ressort » marxiste, d'autres selon le militaire. Au contraire, une même question est évaluée à la fois du point de vue marxiste (théorique), politique (pratique) et militaire (technique). Par ailleurs, en pratique, il se produit très souvent un mélange de ces évaluations, et il arrive fréquemment que l'évaluation technique (spécialiste) entre en contradiction avec l'évaluation politique (de classe).

Le lien entre la politique et la technique, l'influence de la technique sur la politique et de la politique sur la technique—c'est l'abc du marxisme. « L'introduction des armes à feu, — dit Engels dans *Anti-Dühring*, — a eu un effet révolutionnaire non seulement sur la conduite de la guerre elle-même, mais aussi sur les relations politiques entre les classes dominantes et opprimées ». La technique a changé la politique.

Mais inversement, la politique « modifie » aussi la technique. La politique impérialiste a créé son arme militaire spécifique contre les colonies sous la forme de croiseurs cuirassés et de super-dreadnoughts, et elle construit maintenant à la hâte des dreadnoughts aériens. Le super-dreadnought et le Zeppelin (technique) reflètent de la même manière certaines relations sociales (les relations entre oppresseurs et opprimés au niveau des nations), tout comme les lourdes armures de chevaliers — l'ordre médiéval.

Prenons encore un dernier exemple d'Engels.

Voici ce qu'Engels écrivait au sujet de l'armée russe en 1852 :

« Les Russes, par la nature même de leur armée, sont adaptés à un système militaire qui se rapproche de celui actuel. Leur armée se compose principalement d'une infanterie lourde, massive et à moitié barbare, difficile à manœuvrer, et d'une cavalerie légère, également à moitié barbare et irrégulière, en grand nombre. Les Russes, dans des situations décisives lors de grandes batailles, n'ont jamais utilisé d'autre tactique que celle de la masse. Souvorov l'avait compris dès les sièges d'Izmaïl et d'Otchakov. La mobilité n'est pas une caractéristique de l'armée russe, mais son absence est compensée par l'abondance de la cavalerie irrégulière, qui entoure l'armée de toutes parts et masque ses mouvements. C'est précisément cette lourde massivité de l'armée russe qui la rend parfaitement adaptée pour être le noyau et l'épine dorsale d'une armée de coalition, qui est toujours plus encombrante que les armées nationales. Les Russes ont parfaitement rempli ce rôle en 1813-1814, et pendant les campagnes de ces années, il n'y avait pas un seul plan de bataille où la part de colonnes russes profondes et denses ne soit d'une importance décisive. » («Perspectives de la guerre de la France contre la Sainte-Alliance»).

Ainsi, Engels expliquait la tactique de l'armée russe par le caractère semi-barbare de l'infanterie et de la cavalerie russes, qui, à son tour, dépendait du régime féodal et de la communauté paysanne servile. Il s'avère que le marxisme, qui donne la clé pour comprendre les phénomènes sociaux, donne en même temps la clé pour comprendre la tactique (c'est-à-dire le règlement de campagne). Et pas seulement pour comprendre les anciens règlements, comme semble le penser le camarade Trotski, qui estime que l'histoire de l'art militaire (c'est-à-dire l'histoire des méthodes stratégiques et tactiques de la guerre) peut être écrite à l'aide du marxisme, mais aussi pour comprendre les règlements contemporains.

Eh bien, si l'on considérait, en utilisant la méthode d'Engels, les changements survenus dans les paysans russes après l'abolition du servage, et l'influence de ces changements sur la tactique de l'armée russe, si l'on étudiait l'influence des changements qui se produisent actuellement dans la paysannerie sur la tactique de l'infanterie et de la cavalerie (tout en tenant bien sûr compte des changements survenus dans l'armement de l'armée), une telle étude, sans laquelle il serait impossible de faire un pas sans le marxisme, pourrait donner des indications sur l'évolution de notre tactique et sur la direction dans laquelle nous devrions modifier les règlements militaires. (Ajoutons que, dans cette période de transition de la vie de l'Armée rouge, cette tâche présente des difficultés exceptionnelles, presque insurmontables. Plus tard, lorsque la combinaison économique donnera naissance à une combinaison militaire, la tâche sera beaucoup plus facile).

N'était-ce pas en vain que le camarade Trotsky se vantait d'avoir entendu pour la première fois que les statuts pouvaient être rédigés à l'aide de méthodes marxistes ? Voyons s'il pourra se débrouiller sans méthodes marxistes pour rédiger le statut de la guerre civile.

Parfois, le camarade Trotski tourne autour de la question posée correctement par le marxisme, mais, en raison de sa nature métaphysique, il ne peut pas la saisir. Ainsi, dans la brochure «Questions de la guerre civile», il écrit : « On ne peut pas mesurer la politique avec le seul étalon militaire, mais les questions militaires ne peuvent pas non plus être mesurées uniquement avec l'étalon politique. » Comme on le sait, lorsque deux personnes disent la même chose, ce n'est pas la même chose. Regardez comment le camarade Trotski déchiffre cette formule semi-marxiste, l'illustrant par l'exemple du temps. « Pendant la période préparatoire (à l'insurrection armée), — écrit-il, — nous mesurons le temps avec l'étalon politique, c'est-à-dire en années, mois, semaines. Pendant la période de l'insurrection armée, nous mesurons le temps en heures et en jours. »

L'exemple ne correspond pas à la formule générale. De l'exemple découle une telle formule : pour la politique, une coudée de temps, pour l'insurrection, une autre. La même séparation des affaires politiques et militaires qu'auparavant. Il est encore loin de cette formule confuse à la coudée marxiste.

La question de la relation entre la science et l'art a été posée par Trotski de manière également métaphysique.

Prenons l'exemple de l'architecture sur lequel le camarade Trotsky tente de s'appuyer. La construction de voûtes et de ponts pendant de nombreux siècles était un art, c'est-à-dire qu'elle se faisait selon des règles approximatives tirées de l'expérience, et les maîtres, les artisans qui avaient remarqué ces règles, ne pouvaient pas eux-mêmes déterminer précisément quelle devait être la courbure d'une voûte. Cela a duré jusqu'à l'apparition des mathématiques supérieures, qui ont fourni des formules exactes pour les courbes des voûtes et des ponts et ont rendu possible, avec le développement de la mécanique, le calcul mathématiquement précis de la pression par unité de surface. À partir de ce moment, la construction de ponts et de voûtes s'est considérablement simplifiée, a cessé d'être un art et est devenue une science. L'ingénieur moderne consulte le manuel de référence de Hütte et y trouve toutes les formules scientifiques nécessaires à ses calculs. De plus, le développement des mathématiques a permis de calculer des courbes qui étaient totalement inaccessibles aux anciens artisans. Ainsi, une base pour un nouvel art a été créée.

Prenons encore un exemple, plus proche du domaine militaire : l'art du tir. Avant l'invention de la lunette de visée, rendue possible seulement grâce au développement de la balistique, qui a étudié le vol des balles, l'art du tir était plus difficile qu'il ne l'est aujourd'hui. La lunette de visée permet de régler mécaniquement la visée à différentes distances, ce qui a simplifié l'art du tir, mécanisé le tir et l'a rendu plus « scientifique ». Mais il reste encore un nombre suffisant d'éléments qui ne peuvent pas être entièrement pris en compte par la science et qui exigent du tireur certaines compétences, c'est-à-dire un certain savoir-faire.

Il n'y a pas de frontière métaphysique entre la science et l'art que tente d'établir L. Trotsky. La science se développe grâce à l'art, l'art se fonde sur les conquêtes de la science et ce processus est infini.

Ce n'est pas la science, mais l'art,—seul un métaphysicien peut parler ainsi. La science est la « continuation » de l'art, à son tour, l'art devient la « continuation » de la science. Tout art est plus ou moins « scientifique », toute science n'est pas à ce point « scientifique » qu'elle puisse se passer de l'apport de l'art. Ce qui, dans la « contemplation », est une loi, devient dans l'action une règle. Ce qui est une loi en science est une règle en art.

Le fossé entre la science et l'art est le fossé entre le passé et le présent, entre la théorie et la pratique. Un tel fossé est contraire à l'esprit du marxisme.

La question des relations entre le marxisme et la science militaire ne serait pas épuisée si nous ne examinions pas la position du camarade Trotsky sur cette question, qu'il défendait en 1919.

Dans la revue «Affaires militaires» (23 février 1919), a été publiée le discours du camarade Trotsky lors de la réunion des rédacteurs et collaborateurs des publications militaires concernant la question de savoir quel type de revue était nécessaire à l'Armée rouge. Ce discours est le meilleur de tout ce qui figure dans les quatre volumes publiés de «Comment la révolution s'est armée». Il représente une brillante «dénonciation», dirigée contre les «messieurs pédants de la pseudo-science militaire». (En matière de «dénonciations», le camarade Trotsky est un maître incontesté). Il commence par cette déclaration : « À la science militaire, dans la mesure où elle mérite ce nom, c'est-à-dire dans la mesure où elle synthétise l'expérience militaire complète, je la respecte suffisamment». (Notons entre parenthèses que c'était avant que le camarade Trotsky n'abolisse la science militaire, et qu'avant ce jour funeste pour la science militaire, le camarade Trotsky avait exprimé à plusieurs reprises son respect pour elle). «Il faut seulement, — poursuit le camarade Trotsky, — que ce soit une vraie science militaire, et que la revue prétendant au titre de revue militaire-scientifique remplisse réellement sa tâche, c'est-à-dire vérifie les anciennes conclusions de la science militaire à la lumière de l'expérience actuelle, dans le contexte social et historique actuel. Dans 'Affaires militaires', il n'y a pas cela, ou presque pas. Les messieurs écrivent en essayant de parler un

langage intemporel et d'exposer des vérités intemporelles». Le camarade Trotsky critique ensuite les anciens spécialistes pour leur détachement de la vie de l'Armée rouge et insiste sur la nécessité d'un lien organique, idéologique et interne entre la revue et l'armée. «Prenons la question de la composition sociale de notre armée, — poursuit-il. — Nous la construisons sur une base de classe. Cette question a-t-elle été examinée du point de vue militaire ? Jamais. Ou peut-être cette question est-elle indifférente du point de vue militaire ? Mais regardez : en Ukraine, Skoropadsky a fait une autre tentative de formation d'une armée selon le principe de classe. Il a mobilisé les cultivateurs possédant au moins 25 déciatines de terre. Nous avons eu, enfin, une tentative des partisans de la création de construire une armée «populaire» sur une base non classiste. Ces tentatives se sont écroulées en poussière. Donc, nous vivons à une époque où le principe de construction de l'armée selon les classes s'impose de lui-même. Quelle conclusion en tirer pour l'art militaire, pour la formation, pour l'éducation, pour la tactique ? Quelles conséquences pratiques pour le combat ? »

Ici, le camarade Trotsky a su aborder la question comme un marxiste, il a su relier la politique à la technique (le principe de classe dans l'organisation de l'armée avec la tactique), il a su poser la même question à la fois comme politique et comme technique.

Il est dommage seulement que, du point de vue marxiste, le camarade Trotsky parle très rarement et de manière fortuite, et dans la grande majorité des cas se limite à répéter des formules marxistes et bolcheviques, sans pénétrer dans leur véritable sens et sans tenir compte de toutes les conclusions qui découlent de ces formules. Le camarade Trotsky «adapte» ces formules au trotskisme. Voilà pourquoi il obtient un marxisme et un leninisme «trotzkisés».

Et c'est dommage que le camarade Trotsky, en avril 1922, lorsqu'il parlait avec les communistes, ait brûlé tout ce qu'il admirait en février 1919, lorsqu'il conversait avec les spécialistes.

Le détachement métaphysique du marxisme par rapport aux affaires militaires, de la politique par rapport aux affaires militaires, de la technique — ce n'est pas une nouveauté dans notre parti.

En 1905, nous débattions avec les mencheviks au sujet du soulèvement armé, pour lequel ils n'avaient absolument aucun appétit. N'ayant pas le courage de s'opposer ouvertement au slogan de l'insurrection armée (cela aurait été trop peu marxiste, et leur conscience marxiste n'était pas encore complètement perdue à l'époque), ils utilisaient en réalité toutes sortes de moyens pour empêcher la propagande et l'agitation en faveur de ce slogan. Peu après le 9 janvier 1905, lorsque les ouvriers de Saint-Pétersbourg leur demandèrent des armes, ils leur répondirent : « Vous n'avez pas besoin de vous armer avec des armes, mais avec un désir passionné d'autodéfense. » Le « fossé » entre la politique et l'action militaire (l'insurrection armée) était complet chez eux : ils ne comprenaient pas que l'insurrection armée est la continuation de la politique, mais par d'autres moyens, et qu'il n'y a aucun autre moyen de triompher politiquement sans ces moyens (sans la technique, qu'ils regardaient avec un mépris splendide).

Nous disputions sur la question de la politique et de la technique avec les ouvriers en 1908-1909. Les ouvriers n'ont absolument pas compris que la situation révolutionnaire en 1909 n'existe plus et continuaient à s'occuper de questions de soulèvement armé à la manière petit-bourgeoise, en comptant sur le fait qu'un soulèvement éclaterait à nouveau et qu'ils sortiraient de la clandestinité prêts à passer à l'action armée.

Les communistes de gauche ont ravivé le mépris menchevik pour la technique. «À quoi nous sert une armée régulière ? — disaient-ils. — L'armée régulière et la guerre révolutionnaire sont des concepts qui s'excluent mutuellement.» Renoncer à un moyen technique aussi puissant que l'armée régulière équivaut à renoncer complètement à la technique. Et ici, nous voyons le même écart entre la politique (guerre révolutionnaire) et la technique (armée régulière).

Mais cette question a-t-elle encore une quelconque importance politique maintenant ? Faut-il en discuter maintenant ?

Nous avons déjà dit que le camarade Trotsky, en ce qui concerne l'application du marxisme dans le domaine des questions socio-militaires, peut-être ne le nie pas, mais il passe systématiquement sous silence cette tâche essentielle. Il a parlé et écrit plusieurs fois des relations entre le marxisme et les affaires militaires, et il ne s'est jamais donné la peine de poser la question de faciliter l'accès du marxisme au domaine des questions socio-militaires. C'est précisément à cela qu'il fallait penser et s'en occuper en priorité. Il y a très peu de marxistes parmi nos experts militaires. Nos établissements d'enseignement militaire, nos revues militaires sont remplis de vétérans, qui même s'ils ne sont pas hostiles au marxisme, et même s'ils sont amicaux à son égard, sont incapables de le comprendre. Ils s'efforcent d'exposer les idées marxistes qui ne sont pas devenues pour eux une seconde nature. Ouvrez n'importe quel livre d'une revue militaire, et vous y trouverez forcément des points de vue antimarxistes. On vous y présentera, sur la question des principes d'organisation de l'armée, la tectologie de Bogdanov, puis, concernant les méthodes de la science militaire, on entassera des élucubrations idéalistes, ou encore, on développera des théories bourgeois-libérales sur le caractère « populaire » de l'armée. On vous prouvera que la guerre est éternelle, qu'elle a existé, existe et existera toujours ; on vous convaincra que les lois de la psychologie des foules sont éternelles et identiques à toutes les époques et dans tous les systèmes sociaux, et sur cette base, en quelques heures, on fabriquera une science appelée psychologie militaire. Et quelle confusion idéaliste illimitée règne dans l'histoire de l'art militaire lorsqu'on tente de tirer toutes les méthodes et façons de faire la guerre des caractéristiques de l'homme, de l'homme en général, en dehors du temps, de l'espace, de la société, et des classes ! Les siècles d'accumulation de sophismes, de scolastique, de doctrinarisme, de métaphysique et d'idéalisme, toujours utilisés contre le marxisme, ont trouvé leur refuge dans nos revues militaires. Et le marxisme a encore un travail énorme à accomplir ici.

À cette tâche des plus importantes, le camarade Trotsky ne prête aucune attention ; il a concentré toutes ses forces pour que le marxisme « ne s'attaque pas » à la médecine vétérinaire et aux sabots. Il loue Engels pour le fait que celui-ci aurait, soi-disant, écrit ses articles militaires en rangeant le marxisme dans un tiroir et en revêtant l'uniforme de général, mais il se tait sur ces articles d'Engels (au moins dans le même volume) dans lesquels Engels donne des exemples brillants de l'application du marxisme aux questions militaro-techniques.

Regardez comment les spécialistes posent la question du marxisme (article éditorial dans la revue «Revue Militaire», décembre 1921, Leningrad) :

« Ne pas chercher à créer de force (!) une systématisation des particularités de l'art militaire dans les conditions de la lutte des classes sur la base de la théorie du marxisme révolutionnaire — telle est la thèse principale de la rédaction. Il est agréable d'entendre de beaux discours. «L'art militaire, — poursuit la rédaction, — est unique, international (voilà notre opinion ! Nous aussi, nous sommes pour l'internationalisme !), comme l'arithmétique, et il est systématisé depuis longtemps... Loin de toutes les facettes de l'affaire militaire, surtout dans sa partie technique appliquée, de s'envelopper d'idées marxistes. Ces dernières, en substance, doivent être des guides principalement dans le domaine de la politique militaire supérieure et de la stratégie, sans descendre au niveau de la technique militaire (il est indécent pour le marxisme de s'occuper des affaires «inférieures»)... D'un côté (du côté de l'Armée rouge) — une organisation étatique solide, de l'autre (chez les blancs) — une improvisation sans fondement et instable ; par conséquent, d'un côté — le principe étatique, de l'autre — la rébellion... La guerre civile, comparée à la répression d'une rébellion, ne pouvait pas apporter beaucoup ».

En vérité, ce document aurait dû devenir le manifeste de tous les opposants à l'application du marxisme à l'art militaire.

Derrière la lutte entre les anciens spécialistes et les komsovets sur la question du marxisme se cachent certaines tendances politiques, c'est-à-dire de classe. Pour le marxiste-léniniste, il ne peut y avoir le moindre doute à ce sujet.

Mais cela ne constitue pas encore le cœur de la question politique. Avec les changements dans la composition de l'Armée rouge dont nous avons déjà parlé, l'importance politique de l'erreur théorique commise par le camarade Trotski augmente considérablement. Il est impossible de mener une politique militaire correcte et d'évaluer correctement les questions organisationnelles et techniques sans une théorie correcte, c'est-à-dire sans le marxisme.

Une théorie erronée est le fondement d'une pratique erronée. Celui qui sépare le marxisme de l'art militaire dans la théorie le séparera également dans la pratique, tant dans les questions de formation politique des soldats de l'Armée rouge que dans celles de l'organisation de l'armée.

2. L'éducation politique de l'Armée rouge (Communisme et propagande politique)

Lors de la réunion des délégués militaires du XIe congrès du PCR(b.), ont été adoptées, sur le rapport du camarade Rabichev, les « thèses sur la propagande militaire ». Ces thèses ont été formulées par le camarade Trotski sur la base des discussions ayant eu lieu lors de la réunion et, en particulier, sur la base des propositions du camarade Rabichev (« Travailleur politique », 1922, n° 4-5). Ainsi, nous avons toutes les raisons de considérer que ces thèses coïncident avec les vues du camarade Trotski, ce qui est confirmé par ses nombreuses interventions aussi bien avant qu'après l'apparition de ces thèses.

En ce qui concerne ces thèses, il convient tout d'abord de souligner qu'elles constituent depuis plus de trois ans un point de départ pour tout le travail politique dans l'Armée rouge : il existe de nombreux articles à leur sujet, ils sont souvent cités, on s'y réfère, ils sont confirmés (en particulier, la 3^e réunion de tous les responsables politiques militaires de l'Union a de nouveau confirmé cela). Ainsi, nous avons devant nous un document principal qui déterminait encore récemment l'orientation du travail politique dans l'Armée rouge. C'est pourquoi une analyse approfondie est nécessaire.

Les thèses commencent par la définition de ce qu'est la propagande militaire.

« La tâche de la propagande militaire, » disent les thèses, « est de susciter chez le jeune soldat rouge l'intérêt pour les affaires militaires et le désir de devenir un bon combattant, non par peur, mais par conscience. » Nous préférerions une autre définition, plus courte et plus précise : « La tâche de la propagande militaire dans l'Armée rouge est de diffuser les connaissances militaires parmi les soldats rouges. » Mais, dans le fond, il n'y a pas de différence.

« Pour cela, — est-il écrit dans les thèses juste après la définition de la propagande militaire, — il faut que lui (le soldat rouge), avant tout, sache pourquoi et dans quel but il a été mobilisé. Il faut l'expliquer non pas à partir de la théorie de la lutte des classes, mais en fonction de la situation politique concrète du jour : qui nous menace, d'où et pourquoi ».

C'est une proposition étrange ! Comment peut-on opposer la théorie de la lutte des classes à la situation politique concrète d'aujourd'hui (sans partir de la théorie de la lutte des classes, mais...) ? Comment un travailleur politique (communiste-matérialiste, connaissant la théorie de la lutte des classes) peut-il ne pas « partir » de la théorie de la lutte des classes pour expliquer une situation politique concrète, que ce soit celle d'aujourd'hui, de demain ou d'un « jour » qui était il y a un, deux, cinq ou dix ans ? Sur quoi d'autre, si ce n'est sur la théorie de la lutte des classes, un communiste peut-il s'appuyer pour expliquer des phénomènes et des événements politiques ? Est-il possible d'expliquer à un jeune soldat rouge pourquoi et pour

quoi il a été mobilisé, quels ennemis nous menacent, d'où et pourquoi, sans lui parler des seigneurs polonais, des capitalistes français, des boyards roumains, de leur haine pour l'URSS ouvrière et paysanne, de leur volonté de rétablir le pouvoir des propriétaires terriens et des bourgeois russes, etc. ? Ici, chaque mot concerne la classe, la lutte des classes, la théorie et la pratique de la lutte des classes.

Par quoi d'autre pourrait-on partir ? Ne faut-il pas dire au soldat de l'Armée rouge que « le Polonais », « le Roumain », « le Français » veulent se battre contre nous ? Il existe aussi une telle explication, mais elle n'a rien à voir avec le communisme. Peut-être qu'une telle explication aurait éveillé chez le soldat de l'Armée rouge, paysan qui ne s'est pas encore débarrassé du nationalisme et du chauvinisme inculqués au paysan sous le tsarisme, un plus grand intérêt pour le métier militaire et un plus grand désir de devenir un bon combattant, non par peur, mais par conscience. (C'est probable, c'est possible). Mais nous, communistes, marxistes, léninistes, bolcheviks, nous ne pouvons pas poser la question de cette manière. Le prolétariat russe n'a mené et ne mènera aucune autre guerre que celles de classes. La théorie de la lutte des classes offre la clé de l'explication des guerres, qu'elles soient dynastiques et familiales, nationales ou impérialistes, en fin de compte, par des facteurs intermédiaires, réduisant toutes les guerres à la structure de classe de la société. Quant aux guerres de classes, il n'existe aucun facteur intermédiaire entre la théorie de la lutte des classes et un des types de lutte des classes (les guerres de classes). C'est pourquoi, pour expliquer les guerres de classes, on ne peut pas avancer d'un pas sans la théorie de la lutte des classes.

Peut-être s'agit-il d'une erreur de formulation, d'une faute de frappe ? Peut-être voulait-on simplement dire qu'il ne faut pas commencer le travail politique par des cours théoriques sur le marxisme et en particulier sur la théorie de la lutte des classes ? Dans ce cas, il aurait fallu le dire ainsi, et ne pas embrouiller, ne pas philosopher, ne pas approfondir.

Mais même si c'est une maladresse (un indice à ce sujet est mentionné au point 4 des thèses), en tout cas pour un marxiste-léniniste, une telle maladresse est absolument inacceptable. Cela, d'abord. Et ensuite, cette maladresse n'est pas accidentelle. Au point 4 des thèses, que nous venons de mentionner, il est dit : « Le soldat rouge n'est pas un auditeur de cours sur la lutte des classes (pauvre Christophe Colomb, on te coupe le pain), mais un jeune citoyen qui s'apprête à combattre ». (Contre qui combattre ? Pour quelle classe ? Pour quels objectifs politiques ? Et peut-on opposer les objectifs politiques de la guerre à la théorie de la lutte des classes ?). Une fois de plus, il y a un étrange contraste entre la théorie de la lutte des classes, mais non pas pour le « moment présent », mais pour la préparation au combat du soldat rouge, un contraste entre la propagande politique et la propagande militaire. Ce contraste n'est déjà plus accidentel. On peut dire que c'est le leitmotiv de toute la « musique » qui porte le titre « thèses sur la propagande militaire ». Au point 6 des thèses, ce contraste entre politique et technique (propagande politique et propagande militaire-technique) est répété sous une nouvelle forme. Il est dit : « Ne pas se disperser politiquement et théoriquement, ne pas s'enterrer, ne pas s'envoler dans les hauteurs, mais (encore !) former une unité cohérente et consciente (?) on verra plus tard pourquoi un point d'interrogation est placé ici) par section, peloton, compagnie, bataillon, régiment ». On dirait qu'ils veulent dire au responsable politique : parle clairement et simplement, prends le matériau de ce qui est le plus proche du soldat rouge, mais eux-mêmes ne peuvent tout simplement pas exprimer cette idée clairement. Ils veulent une chose, mais cela donne quelque chose de tout à fait, tout à fait autre. On obtient un contraste entre politique et technique, pour nous pas inattendu après la familiarisation avec la navigation malheureuse du camarade Trotsky dans les mers de la théorie.

Les mésaventures de la propagande politique (travail politique) ne s'arrêtent pas là. Au point 7, elle se révèle déjà en opposition non seulement à la propagande militaire, mais aussi au travail éducatif et culturel. Comme ce point est le point central de toutes les thèses, nous le citons dans son intégralité.

« Le principal défaut de notre propagande est que nous voyons dans le soldat rouge uniquement un objet de propagande, en oubliant que le jeune paysan ou ouvrier vit durant des mois et même des années dans sa compagnie, dans la caserne, qui l'enveloppe de tous côtés. Cette approche est un vestige du passé, lorsque nous devions mener notre travail révolutionnaire dans une caserne ennemie ou dans une usine capitaliste. À l'époque, toute la tâche se réduisait à fournir à l'ouvrier ou au soldat une éducation révolutionnaire, c'est-à-dire des réponses aux principales questions qui étaient passées sous silence et réprimées par la société et l'État. Nous n'avons toujours pas appris à comprendre qu'aujourd'hui nous devons également répondre aux autres besoins et demandes du soldat rouge si nous ne voulons pas qu'il cherche des réponses auprès de nos ennemis. Le soldat rouge a besoin de plaisanter et de rire, de jouer avec son imagination, d'exercer son esprit de compétition, de recevoir des impressions esthétiques, même les plus simples. Il n'est pas simplement un objet de propagande, mais un être jeune et vivant avec des besoins spirituels divers, même si très simples. «Nous gaspillons beaucoup sur le plan politique et théorique et en même temps nous ignorons psychologiquement le soldat rouge ».

Encore la même histoire : « Nous nous dispersons beaucoup sur le plan politique et théorique et (ce « et » vaut un bon « mais ») en même temps nous ignorons le soldat rouge sur le plan psychologique », c'est-à-dire que nous ne lui offrons pas suffisamment de divertissements culturels et éducatifs. Où que l'on jette un regard, tout est cloisonné. Pauvre travail politique ! Comme une parente pauvre, il dérange partout, il n'a pas sa place nulle part.

Le point 9 des thèses représente une nouvelle étape dans le chemin semé d'embûches du travail politique dans l'Armée rouge : « Le travail politique dans l'Armée rouge, » dit ce point, « découle de la propagande militaire. » Plus on avance, plus la confusion augmente. Et plus la situation du travail politique devient mauvaise. D'une pauvre parente, il est déjà devenu, dans le point 9, un manœuvre au service de la propagande militaire. La subordination et la discipline dans l'armée sont lourdes, et c'est pourquoi nous ne serions en rien surpris que, après un traitement militaire approprié, le travail politique dans le point 17 se tienne déjà plus silencieux que l'eau, plus discret que l'herbe. « La propagande militaire, » proclame ce point, « conduit à la fusion du travail purement politique avec le travail purement militaire. »

Après tout ce que nous avons vu et entendu au cours de ces semaines, nous devinons sans peine qu'une telle fusion équivaut presque à une absorption totale 1). Le travail politique est relégué au second plan et subordonné aux tâches de la propagande militaire et du travail culturel et éducatif.

Quel est exactement le sens de ces thèses, de quel côté penchent-elles exactement ? Ils les tordaient, comme le montrent les réactions qu'ils ont trouvées dans la presse politico-militaire et lors des réunions des délégués militaires. Les idées posées à leur base flottaient encore dans l'air avant la réunion des délégués militaires.

Au cours de l'année 1921, l'armée était démobilisée, réduite et réorganisée, et de ce fait se trouvait dans un état de désordre constant. Cela a révélé d'innombrables petits et très petits défauts, qui semblaient faciles à corriger et qui étaient donc particulièrement agaçants. Tant que la guerre durait, on ne remarquait pas ces lacunes, on pensait et se préoccupait de l'essentiel, de la victoire. Mais lorsque la guerre fut terminée et que l'on regarda autour de soi, voyant combien de gêne régnait partout, on se mit à désirer l'ordre et on se précipita à corriger en priorité les lacunes les plus agaçantes et irritantes. « L'attention aux détails » — tel était le slogan du jour. On s'est tellement passionné pour ces petites choses qu'une sorte de « théorie des petites affaires » est née, eclipsant les grandes entreprises et se reflétant dans les « thèses sur la propagande militaire ».

On peut considérer à juste titre que le fondateur de ce courant est le camarade Trotski. À l'été 1921, il lança le slogan : « graissez vos bottes » et posa ainsi la première pierre des thèses et de la théorie qu'elles contiennent.

Le slogan « graisser les bottes » a été, comme il se doit, « approfondi » et « généralisé » dans l'ordre n° 254 (5 août 1921), où il était dit à propos du graissage des bottes : « L'éducation politique du soldat rouge doit commencer par le bon graissage des bottes et se terminer par la question la plus élevée de l'Internationale Communiste ».

Vous pouvez voir que dans l'ordre n° 254 se trouve déjà l'amorce de la formule principale des futurs thèses : « Le travail politique dans l'Armée rouge découle de la propagande militaire ».

Le 20 octobre 1921, lors du congrès des conseils politiques-éducatifs, le camarade Trotski proclame que « le règlement est la partie la plus importante du travail politico-éducatif » (la propagande politique prend naissance dans la propagande militaire).

Le camarade Lousguine, selon de nombreuses sources, encore avant l'apparition des thèses, mais déjà en 1922, écrit dans la revue « Révolution et Guerre » : « Il existe chez nous une tendance très forte à considérer le travail d'éducation politique dans l'Armée rouge comme autonome (italique du camarade Lousguine), et en aucun cas subordonné ».

« La politique » (c'est-à-dire la participation de l'Armée rouge à la vie politique, qui s'interrompt en cas de guerre), — continue le camarade Lousgine, — est subordonnée à la guerre. Il faut revoir tout le travail de propagande politique du point de vue de son effet militaire, en d'autres termes, le rendre plus proche des objectifs de l'éducation militaire — le subordonner à ces objectifs dans la pratique... l'élément politique sert aux fins de la guerre ». Et enfin, « la triple nature du travail éducatif dans les rangs de l'armée (politique, éducative et militaire), devenue préalablement une dualité (politique-éducative et militaire), arrive ainsi à l'unité si longtemps exigée par la vie » (lire : à l'absorption du travail politique par la propagande militaire »).

Au XIe congrès du PCR, le camarade Trotski déclare dans son rapport : « Il faut partir du fait que le paysan est devenu soldat ».

Et sous le tsar, dans la caserne, ne partait-on pas du fait que le paysan devenait soldat ? Et en France, en Italie, en Allemagne, ne part-on pas de cela ? « Pourquoi ? Pourquoi ? » — demandait le camarade Trotsky. — C'est un fait fondamental, c'est une nouvelle époque dans sa vie, et il faut commencer par là, et non pas à chercher à transformer un paysan de 19-20 ans en communiste idéal selon un programme idéalisé abstrait ». « Programme idéalisé abstrait », « communiste idéal », « à partir d'un paysan de 19-20 ans » — toujours la même musique sur le ton : « non pas la théorie de la lutte des classes, mais... ». (Au fait, que devons-nous faire avec le Komsomol, où sont maintenant rassemblées des centaines de milliers de paysans encore plus jeunes ? Là-bas, il est permis d'éduquer le jeune paysan au communisme ?).

Le camarade Rafès se plaignait lors de la réunion des délégués militaires du XIe congrès du Parti communiste russe (avril 1922) que « l'on tente de transformer le soldat rouge en un objet dans lequel on va enfonce une théorie systématisée de la lutte des classes, le verbe communiste » !), et en septembre de la même année, lors de la réunion panrusse sur le travail d'agitation dans l'Armée rouge et la flotte, il prédisait que « tout le travail politique deviendrait une propagande militaire » (« la propagande militaire conduit à la fusion du travail purement politique avec le travail purement militaire »).

À la suite de toute cette offensive sur le « vocabulaire communiste », la question des objectifs et des tâches du travail politique dans l'armée s'est horriblement embrouillée et enlisé dans le marais scolaistique.

C'est le camarade Rafès lui-même qui a exprimé de manière la plus complète, la plus brillante et la plus concise cette confusion scolaistique. « Qui devons-nous éduquer, s'interrogeait-il avec désespoir lors de la conférence pan-russe sur le travail d'agitation dans l'Armée rouge et la flotte, le guerrier ou le citoyen, le citoyen-guerrier ou le guerrier-citoyen ? »

Depuis que le camarade Rafez a posé cette question compliquée et « tordue », c'est-à-dire depuis septembre 1922, soit depuis plus de deux ans, les travailleurs politiques militaires

n'ont toujours pas réussi à s'en débarrasser, ils tournent en rond autour de lui et débattent de lui de toutes sortes de manières.

La question du travail politique, de la relation entre l'heure politique et l'heure d'éducation politique est devenue un sujet de discussion au début de 1924 dans différents districts. Le débat portait sur la question de savoir s'il fallait fusionner l'heure politique et l'heure d'éducation politique. Quelques voix se sont élevées en faveur de la fusion, c'est-à-dire de la dissolution du travail politique dans le travail d'éducation culturelle. Cependant, même ceux qui s'opposaient à la fusion présentaient des arguments montrant que la différence entre l'heure politique et l'heure d'éducation politique disparaissait pratiquement, au détriment, bien sûr, de l'éducation politique.

Ainsi, la réunion des responsables politiques et éducatifs de l'artillerie de la 15e division a déclaré que «tant l'heure politique que l'heure d'éducation politique, tant le responsable politique que l'enseignant scolaire, font la même chose : l'œuvre d'élévation du niveau culturel, et donc du niveau politique des soldats rouges» («Krasnaïa Rota», 1924, n° 35). C'est «par conséquent» parfaitement poétique. En effet, l'élévation du niveau culturel ne peut pas être la base à la fois d'une politique paysanne aulique et d'une politique prolétarienne.

Le camarade Permski («Puti politchasa», «Krasnaya Rota», 1924, n° 36) confirme le fait de la dissolution du travail politique dans le travail culturel et éducatif : « Le travail de culture politique, — écrit-il, — se transforme, malgré la résistance énergique de tous les travailleurs politiques, en un amusement culturel apolitique » (une leçon basée sur du matériel politique ne signifie pas encore : une leçon avec des conclusions politiques appropriées).

C'est très bien dit : toute la question est précisément de savoir quelles sont les « conclusions politiques » à tirer du « matériau politique ». À partir du même « matériau politique », on peut tirer des conclusions communistes ou non communistes. (Les mencheviks, à partir de Marx, tiraient des conclusions contre-révolutionnaires). On peut mener la même séance d'éducation politique (et la leçon politique) de manière à ce qu'elle bénéficie au prolétariat, ou, en utilisant le même matériel d'éducation politique, de manière à ce que cela profite aux koulaks.

On pourrait augmenter considérablement le nombre de tels extraits, mais ceux-ci suffisent déjà pour voir qu'il s'agit d'un courant structuré, qui s'était donné pour tâche de «subordonner», de «mettre au pas» le travail politique (c'est-à-dire la propagande et l'agitation politiques) dans l'Armée rouge aux objectifs de la préparation militaire et de l'éducation culturelle des soldats rouges. Ce courant a justement été surnommé «militarisateur-culturel».

Ce courant a commencé sous le slogan « Graisse tes bottes », a atteint son plus haut développement et s'est stabilisé sous le slogan : « pas la théorie de la lutte des classes, mais... ». « La graisse pour bottes au-dessus de la théorie de la lutte des classes », « les bottes au-dessus de Marx » — telle est la formule concise et « concrète » de ce courant. « Les bottes au-dessus de Marx », c'est-à-dire militaire ! Pour les non-initiés, expliquons que lors de l'« heure politique », on enseigne la culture politique, et lors de l'« heure d'instruction politique » — la lecture, l'écriture, l'arithmétique, la géographie et les sciences naturelles. L'ajout du mot « politique » à cette « heure d'instruction » signifie seulement qu'on utilise des matériaux « politiques » pour l'enseignement de la lecture, de l'écriture, de l'arithmétique, etc. (biographie de Lénine, extraits de ses écrits, etc.). La préparation militaire du soldat rouge est au-dessus : la propagande militaire est au-dessus de la propagande politique. « Les bottes au-dessus de Marx », c'est-à-dire que de la propagande militaire surgit la propagande politique.

«Le travail politique dans l'Armée rouge découle de la propagande militaire». C'est la formule la plus générale de la nouvelle théorie du travail politique dans l'armée, une tentative de généralisation philosophique du « cirage des bottes », visant à approfondir la notion de propagande politique dans l'armée.

C'est vraiment « chaque fois au même endroit ». Il y a 20 ans, le camarade Martynov a tenté d'approfondir les idées de Plekhanov sur la question de la propagande et de l'agitation, et en a souffert à cause de Lénine (« Que faire ? »), et maintenant se trouvent des personnes désireuses de répéter encore une fois une tentative tout aussi désespérée d'approfondir la notion de propagande politique à l'égard de l'armée.

« Le travail politique dans l'Armée rouge découle de la propagande militaire. »

Théoriquement, cette formule ne vaut rien, elle n'est pas marxiste, mais anti-marxiste. Ce n'est pas la politique qui est la continuation de la guerre, au contraire, c'est la guerre qui est la continuation de la politique. Ce n'est pas la guerre qui fixe des objectifs politiques (de classe) à la politique, mais la politique qui fixe des objectifs à la guerre. Ce n'est pas la propagande politique qui « émerge » de la propagande militaire, mais inversement, la propagande militaire « émerge » de la propagande politique. La propagande militaire dans l'Armée rouge n'a pas de différence fondamentale par rapport à la propagande militaire dans les armées bourgeois. Elle poursuit les mêmes objectifs de diffusion des connaissances militaires. Mais la propagande politique dans l'Armée rouge diffère radicalement de la propagande politique dans les armées bourgeois : la propagande politique dans l'Armée rouge a pour objectif principal la défense de la dictature prolétarienne, tandis que dans les armées bourgeois, elle vise la défense de la dictature bourgeois. Si la propagande politique émergeait de la propagande militaire, il serait incompréhensible comment deux objectifs politiques fondamentalement opposés pourraient en résulter. Les tâches et les objectifs de la propagande militaire ne subordonnent pas les tâches et les objectifs de la propagande politique, mais c'est l'inverse. L'armée sert la politique et non la politique l'armée. Il ne s'agit pas de la « propagande politique pour le soldat rouge », mais du soldat rouge pour la propagande politique. Il ne s'agit pas d'éduquer un bon combattant « en général », mais d'éduquer un bon combattant au service de la dictature prolétarienne.

D'un point de vue théorique et politique, la formule : « le travail politique dans l'Armée rouge découle de la propagande militaire » représente une complète déformation du marxisme.

Abordons cette formule d'un point de vue pratique. Prenons, ne serait-ce que le même cirage pour les bottes, qui est l'un des éléments de la propagande militaire. Il est incontestable que les bottes doivent être cirées. Le jeune soldat rouge le sait, car malgré toute notre pauvreté, avant son appel dans l'armée, il avait usé au moins deux paires de bottes. Le camarade Trotsky est un grand amateur de « généraliser ». C'est pourquoi il lui arrive souvent de « trop généraliser ». Il les cirait consciencieusement avec de la graisse, du goudron ou du « suif » (ou peut-être même avec du cirage). Lorsqu'il arrive dans l'armée, on lui donne des bottes de l'État (pour la plupart, très mal confectionnées). Si c'est un bien de l'État, cela signifie qu'il n'y a pas de quoi s'en préoccuper. Cette tradition est profondément ancrée dans l'esprit du paysan russe. Pourquoi s'en soucier, et encore moins les cirer ? Ce sont des bottes de l'État ! Comment aborder alors le soldat rouge du point de vue de la propagande militaire pour lui prouver qu'il faut cirer ses bottes ? Lui assurer que si on les cire, elles dureront plus longtemps ? Mais il le sait très bien par expérience.

Il faut une autre approche. Il faut lui expliquer pourquoi ces bottes de l'État diffèrent « fondamentalement » des bottes de l'État que donnait le tsar. Toutes les caisses ne se valent pas. Avant, il y avait la caisse du tsar, maintenant c'est la caisse ouvrière-paysanne. On ne se souciait pas de la caisse du tsar, mais il faut préserver la caisse ouvrière-paysanne à tout prix. L'armée est financée par les impôts prélevés sur les paysans. Plus la botte durera longtemps grâce à l'entretien, moins cher sera l'armée, moins d'impôts prélevera l'État, mieux le paysan vivra, etc. Alors, le soldat rouge pourra, ou plutôt, s'il est bien et simplement expliqué, comprendre sûrement la nécessité d'entretenir ses bottes et commencer à les cirer.

Pour justifier le cirage des bottes, nous avons donc dû « donner un morceau de propagande politique » à notre soldat rouge (comme disaient autrefois les bundistes), en particulier parler des classes et de la lutte des classes.

Il s'avère que nous avons commencé par graisser les bottes (propagande militaire), pour en arriver à la lutte des classes (propagande politique). N'est-ce pas vraiment que la propagande politique dans l'armée «émerge» de la propagande militaire ? Bien sûr, elle «émerge», si l'on remplace par la propagande le contenu et la finalité de celle-ci. C'est exactement ce que font les auteurs des thèses, en oubliant que la propagande politique, ses buts et ses tâches – son contenu – ne se «développent» pas seulement dans l'armée, mais aussi dans les campagnes, au parlement, dans le sovdep, lors des rassemblements, à l'école et à l'église à partir des intérêts de classe de la classe dominante.

Commencer la propagande politique dans l'armée ; on peut le faire à partir d'une botte, d'une attaque d'une bande polonaise sur un village voisin, d'une lettre de la maison contenant une plainte contre l'impôt sur les produits agricoles, de l'anniversaire de la Révolution d'Octobre, etc. La propagande politique dans l'armée peut « pousser » à partir de différentes racines. Il vaut mieux commencer par des questions paysannes plutôt que militaires — dans le but de « dé-paysaniser » (sans cependant en tirer la théorie que la propagande politique provient de la propagande paysanne). La restriction « professionnelle » de la propagande politique (commencer par la propagande militaire), à s'y tromper, ressemble beaucoup à la restriction de la propagande politique par les « économistes ». Les « économistes » proposaient aussi de « commencer » la propagande politique uniquement par la propagande économique, par les conditions de travail des ouvriers, par leurs intérêts professionnels et corporatifs, et il s'avérait pour eux que la propagande politique dans la classe ouvrière « naît » de la propagande économique. Et à partir de cette formule, ils sont rapidement arrivés à subordonner la « politique » à « l'économie » (voir à ce sujet « Que faire ? » de Lénine). La formule selon laquelle «le travail politique dans l'Armée rouge naît de la propagande militaire» est uniquement un « moulage militaire » de la formule des « économistes ». Et, à l'instar de la formule des économistes, elle conduit à une restriction professionnelle du travail politique dans l'Armée rouge, à sa subordination aux « intérêts professionnels » du soldat rouge, c.-à-d. à sa préparation au combat et à sa formation culturelle, plutôt qu'aux intérêts de classe de la classe dirigeante, du prolétariat. On a remplacé les tâches du travail politique par la méthode (par quel moyen, d'où commencer), et il en résulte une déconnexion du travail politique dans l'Armée rouge des intérêts de la dictature prolétarienne.

Nous sommes arrivés à une évaluation politique, à une évaluation de classe du courant « militarisateur-culturel » dont nous étudions les thèses. Nous en venons à la question de savoir à qui, à quelle classe, ce courant « militarisateur-culturel » profite et à qui il ne profite pas.

Voyons comment les choses se présentent à ce sujet dans les thèses, que disent-elles à propos de ce côté de la question. Voici la thèse principale (4e), qui touche aux relations de classe au sein de l'armée.

« Privé de critère de classe, le soldat rouge-paysan a tendance à aborder l'évaluation des questions avec un critère moral informel. Il est nécessaire de s'appuyer sur cela pour le faire progresser. Il faut : lui fournir chaque jour du matériel frais, factuel et présenté de manière concrète, décrivant les manigances, les intrigues et les plans de nos ennemis. Il faut soi-même considérer ces faits non pas comme de simples illustrations aléatoires sur le thème de la lutte des classes, mais comme des phénomènes importants d'aujourd'hui dont dépend l'existence même de la guerre. Car le soldat rouge n'est pas un auditeur de cours sur la lutte des classes, mais un jeune citoyen qui se prépare à combattre. Ainsi, en vivant consciemment un fait après l'autre, en s'imprégnant de la haine et de l'hostilité envers nos ennemis militaires, qui sont toujours en même temps nos ennemis de classe, le soldat rouge passera progressivement d'une évaluation morale informelle à une évaluation de classe. »

Ici, comme partout dans les thèses, les tâches politiques sont mêlées à la méthode. D'abord vient l'évaluation de classe du soldat-paysan rouge, puis un saut vers la méthode (« Il est nécessaire de lui donner jour après jour », etc.), puis un autre saut vers la politique (« Le soldat rouge s'éloigne progressivement de l'évaluation morale informe »). Notons seulement cette confusion et passons à l'analyse du contenu politique de cette thèse.

« Privé du critère de classe, le soldat rouge-paysan aborde l'évaluation des questions avec un critère moral informe ». La question du soldat rouge-paysan et de son « critère » est la question fondamentale de tout le travail politique dans l'Armée rouge. Est-il vrai que le soldat rouge-paysan est privé d'un critère de classe et se contente d'un certain critère informe, extraclasse, supra-classé, interclasses ?

Il est bien connu que le soldat-paysan appartient à la classe de la petite bourgeoisie et est donc condamné à osciller entre le prolétariat et les koulaks. Que précisément maintenant le soldat-paysan oscille entre le koulakisme ressuscité et né pendant les années de la NEP et le prolétariat, on peut le lire quotidiennement dans nos journaux. Mais tout cela est encore totalement insuffisant pour considérer que le soldat-paysan n'a pas encore ou n'a plus de critère de classe, c'est-à-dire qu'il est absolument neutre dans le conflit entre le prolétariat et les koulaks. Ce n'est pas le cas et cela ne peut pas encore être le cas à l'heure actuelle.

Les soldats-paysans de l'Armée rouge qui rejoignent maintenant l'armée ne sont pas de la cire malléable avec laquelle, par des méthodes de propagande militaire, on pourrait façonnez de petits soldats cultivés aux bottes cirées, qui exécuteraient docilement tous les ordres même sans une préparation politique particulière. Cette « cire » a déjà été entre les mains d'un koulak, qui l'a modelée à sa manière, et c'est pourquoi la tâche du travail politique est maintenant de « remouler la cire » selon le mode prolétarien.

Ce n'est pas un « critère moral » « informe » (ni koulak, ni prolétarien), mais un critère de classe koulak déjà suffisamment formé. Voilà comment les choses se passent. Et il ne peut en être autrement. Le jeune paysan-soldat rouge grandit dans un village en pleine marche vers le capitalisme, dans la « période de transition » du NEP, lorsque le socialisme urbain, malgré sa croissance plus rapide que celle du capitalisme, n'a pas encore réussi à surpasser idéologiquement l'ancien « capital » idéologique des koulaks, qui à l'ancien acquis ont ajouté le nouveau en trois ans de NEP.

L'évaluation du soldat rouge par le camarade Trotsky est incorrecte. Et cette évaluation n'est pas fortuite. En 1923, dans la brochure « Perspectives et tâches de la construction militaire », il répète le même jugement sous une autre forme (« l'Armée Rouge monolithique »). Récemment, il a encore répété cette évaluation dans la préface que nous avons déjà mentionnée aux articles d'Engels sur la guerre de 1870-1871. « Nous avons,—dit là le camarade Trotsky,—en cas d'affrontements militaires avec les États capitalistes, un avantage, tout petit, mais qui pourrait coûter la tête à nos éventuels ennemis. Cet avantage réside dans le fait que nous sommes étrangers à l'antagonisme entre la classe dirigeante et celle dont est recrutée la masse des soldats. Nous sommes un État ouvrier-paysan et une armée ouvrière-paysanne ».

Alors, quand nous aurons mené à bien la jonction économique du prolétariat avec la paysannerie, nous coopérerons toute la population et élèverons l'industrie étatique à une hauteur significative, — alors ce « petit avantage » se manifestera pleinement.

Pour l'instant, bien qu'il n'y ait pas d'antagonisme (brèche) entre nous « le classe dirigeante et celle dont est recrutée la majorité des soldats » (c'est-à-dire les paysans), le lien n'a pas encore suffisamment influencé l'idéologie paysanne. Les éléments du lien et de la brèche (antagonisme) se développent simultanément, et entre eux augmente la lutte — la lutte entre le prolétariat et les koulaks pour la paysannerie, et donc pour l'armée (où jusqu'à 90 % sont des paysans) — la lutte pour l'armée, particulièrement exacerbée par la transition au système de milice.

Le processus complexe de croissance simultanée du verrou et du déverrouillage trouve son expression concentrée précisément dans l'armée, où se rassemblent un grand nombre de paysans. C'est là qu'ils acquièrent beaucoup de connaissances, c'est là qu'ils peuvent plus facilement comprendre leurs « questions paysannes » et formuler leurs revendications. C'est là que se déroule le processus de cristallisation de l'idéologie « paysanne ». Dans ce sens, l'armée devient un dispositif indispensable pour sonder les sentiments et les aspirations des paysans.

La lutte entre l'idéologie prolétarienne et paysanne au sein de l'Armée rouge se « cristallise » comme nulle part ailleurs. Cette lutte est une lutte pour l'Armée rouge. Cette lutte a déjà commencé. Certes, les drapeaux ne sont pas encore déployés, les slogans ne sont pas encore proclamés, mais il n'est pas difficile de les deviner.

Le Kronstadt koulak a lancé le slogan « des conseils honnêtes sans communistes ». Appliqué à l'Armée rouge en tant que « moulage militaire », ce slogan serait : « la vaillante Armée rouge sans communistes », « le citoyen-culturel soldat sans communisme ». Le koulak ne s'oppose pas à la culture, au contraire, il est même pour la compétence politique, mais sans communisme. Car il sait que cette compétence politique peut être utilisée contre le communisme.

Les Smenovekhovtsy (et il y en a aussi dans l'armée) admirent l'Armée rouge, la louent, mais ne souhaitent qu'une chose : la libérer de la « rhétorique communiste ». La propagande militaire — c'est excellent, disent-ils — le travail culturel et éducatif — parfait, l'instruction politique — magnifique, mais débarrassez-la de l'endoctrinement communiste et de toutes ces théories sur la lutte des classes. L'Armée rouge n'est pas une académie communiste, et un soldat rouge n'est pas un étudiant des cours sur la théorie de la lutte des classes. Il ne faut pas se disperser théoriquement et politiquement, l'entraînement au combat est primordial, il faut former non pas un petit noyau communiste, mais une unité consciente (consciente selon les Smenovekhovtsy), un peloton, un bataillon, un régiment.

Nous voyons à qui conviennent les mots à la mode sur la compétence communiste et sur le doctrinarisme communiste. Le koulak, le réformiste, le menchevik, le socialiste-révolutionnaire — tous ces gens saisiront ces mots, les adapteront à leur manière, les renforceront, les embelliront et les répandront partout dans le monde et dans l'Armée rouge. Tous sont pour subordonner le travail politique aux tâches de l'instruction militaire et culturelle du soldat rouge, tous sont pour que le travail politique dans l'Armée rouge « découle » de la propagande militaire. Tous sont pour une éducation « anticomuniste » (pas apolitique, que vous croyez!) dans l'Armée rouge.

L'idéologie prolétarienne contre celle des koulaks — telle est la question, ainsi qu'elle se pose d'après le rapport existant des classes et leur développement, déterminés par le développement du capitalisme à la campagne et du socialisme en ville. C'est ainsi qu'elle se pose déjà dans l'armée.

Les matériaux récemment reçus des districts signalent déjà des manifestations de l'idéologie koulak dans l'armée.

« L'incompréhension de la nature de l'union des ouvriers et des paysans, — écrivent-ils depuis un district, — les déclarations selon lesquelles la classe ouvrière bénéficie davantage de la révolution que la paysannerie ». La vision de la paysannerie comme une classe unifiée et le mécontentement vis-à-vis de la politique de stratification, le fait de déclarer qu'elle ne fait que troubler le village (il n'y a pas d'ennemis, c'est-à-dire de koulaks, dans le village). La vision des pauvres comme des fainéants, le pouvoir soviétique soutient les fainéants. La déclaration selon laquelle « le pouvoir soviétique rétablit l'industrie aux dépens de la paysannerie ».

Tels sont les principaux motifs des koulaks, que l'on peut rencontrer sous diverses formes dans tous les districts. De telles déclarations sont rares et proviennent dans la plupart des cas d'éléments koulaks. Mais il existe une tendance à leur augmentation.

Après vingt ans de lutte longue et difficile pour influencer la paysannerie contre tous les partis et toutes les classes, les bolcheviks ont en 1917 récupéré (apparemment pour toujours) la paysannerie aux dépens des socialistes-révolutionnaires. Mais il est maintenant clair que la lutte n'est pas encore terminée. Il reste encore à mener véritablement le « dernier et décisif combat » pour la paysannerie contre le koulak, et ce combat commence déjà à l'intérieur de l'armée. Notre arme est la propagande politique, dirigée fermement et sans relâche vers l'objectif de surmonter l'idéologie koulak et d'attirer le paysan-soldat du côté du prolétariat. En 2020, c'est la tâche principale et l'objectif de tout le travail politique dans l'Armée rouge à cette période. Et cette tâche doit être posée dès aujourd'hui.

La situation a changé. On parle de ce changement à travers : 1) trois ans de NEP, 2) deux ans du système de la milice, 3) l'arrivée dans l'armée (pour la première fois) de jeunes ayant déjà suivi l'école du NEP.

La situation a changé. Pendant trois ans, on a pu « tolérer » les thèses militaro-culturelles sur la propagande militaire, avec leur volonté de détacher le travail politique du communisme. Mais maintenant, l'orientation militaro-culturelle petite-bourgeoise du travail politique devient nuisible : l'élévation culturelle et éducative du soldat rouge, qui est absolument nécessaire, se tourne avec son objectif politique dans la mauvaise direction.

La tâche du travail politique est d'orienter également le travail culturel et éducatif contre le koulak. Il ne s'agit pas de voiler cette tâche du travail politique en essayant de la fusionner avec la propagande militaire, ni de la sacrifier au profit du travail culturel et éducatif, mais de subordonner la propagande militaire et le travail culturel et éducatif au travail politique et à ses objectifs, de « viser » tout le travail en un seul point, « sans se disperser » culturellement — en un mot, faire du travail politique dans l'Armée rouge une tâche véritablement communiste. Cela signifie : le mener sur la base d'une idéologie prolétarienne de classe.

« Oui, c'est vraiment le dogmatisme communiste le plus abstrait », répond à cela le camarade Trotski (« La tâche militaire essentielle du moment », p. 13), citant les thèses de Frunze, paragraphe 4, qui se termine précisément par ces mots sur le travail politique «sur la base de l'idéologie prolétarienne de classe». « Oui, c'est vraiment le dogmatisme communiste le plus abstrait », s'exclame le camarade Trotski.

« Vous surestimez de façon idéaliste le pouvoir de l'éducation idéologique », reprend le camarade Lousguine (« Révolution et Guerre » 1922, n° 14-15).

« Vous voulez transformer un soldat rouge en objet de propagande communiste », s'exclament avec horreur, à l'unisson avec les auteurs des thèses sur la propagande militaire, leurs partisans.

Bien sûr, nous le voulons. Précisément dans le but et précisément pour la propagande communiste. Et comment pourrait-il en être autrement ? Chaque classe dominante forme son armée dans l'esprit de son idéologie de classe. Cela a toujours été ainsi, et cela continuera, cela ne peut pas être autrement. La bourgeoisie forme son armée, composée d'ouvriers et de paysans, dans l'esprit de son idéologie de classe bourgeoise. Et le prolétariat forme sa propre armée dans l'esprit du communisme, qui est l'idéologie de classe du prolétariat. Crier à ce sujet sur le doctrinarisme communiste, comme le fait le camarade Trotsky, ou sur la « surestimation idéaliste du pouvoir de l'éducation idéologique » (traduction de Lousguine d'une formule de Trotsky), revient à montrer une tendance à détacher le travail politique dans l'Armée rouge du communisme.

L'Armée rouge est entrée dans une nouvelle période de son existence. Les classes ont changé, leurs relations ont changé, la politique a changé, et l'éducation politique du soldat rouge ne peut pas rester inchangée.

Ne pas diluer le travail politique dans l'Armée rouge dans une propagande militaire « apolitique » (sans théorie de la lutte des classes) et dans un travail d'éducation culturelle « non partisan » (sans communism), ne pas permettre que le travail politique se détache du

communisme, mais le diriger vers la « prolétarisation » des esprits paysans contre l'idéologie koulakiste — telle est la tâche à accomplir.

Il est temps de mettre fin à la dissociation du travail politique du communisme, qui découle de la séparation des affaires militaires du marxisme.

3. Comment la Révolution s'est armée (Parti communiste russe et Armée rouge)

En 1922, le *nypi* envoya aux organismes du parti, aux conseils, aux institutions professionnelles et militaires un projet de statut politique de l'Armée rouge et de la flotte pour avis. Le paragraphe 41 de ce statut (encore non approuvé) contient le texte suivant :

Le président du Conseil militaire révolutionnaire de la République et commissaire du peuple aux affaires militaires et maritimes, par nomination du Comité exécutif central, depuis 1918, est le chef de l'Armée rouge, le camarade Trotski, Lev Davidovitch. Le camarade Trotski est né en 1879 dans le village de Yanovka, district de Yelisavetgrad, province de Kherson. Jeune homme, il entra dans la ville de Nikolaev au sein de la «Union sud-russe» secrète. Là, le camarade Trotski fut arrêté, passa environ deux ans et demi en prison, puis fut exilé en Sibérie. Pendant la révolution de 1905, le camarade Trotski fut le collègue du président du Soviet de Petrograd des députés ouvriers. Quand le Soviet fut arrêté, le camarade Trotski fut de nouveau condamné à l'exil en Sibérie, mais il s'échappa à l'étranger. À l'étranger, le camarade Trotski continua son engagement au service de la classe ouvrière. Dès les premiers jours de la guerre impérialiste, le camarade Trotski s'y opposa, pour quoi il fut persécuté par les gouvernements étrangers. De retour en avril 1917, en Russie, le camarade Trotski mena une lutte acharnée contre le gouvernement provisoire. Peu avant la Révolution d'Octobre, le camarade Trotski fut arrêté par le gouvernement provisoire. Après sa libération, le camarade Trotski rejoignit le Comité militaire révolutionnaire, qui dirigeait l'insurrection d'octobre. Dès l'organisation de l'Armée rouge, le camarade Trotski fut nommé commissaire du peuple aux affaires militaires et maritimes, puis président du Conseil militaire révolutionnaire de la République. Le camarade Trotski est le chef et l'organisateur de l'Armée rouge. À la tête de l'Armée rouge, le camarade Trotski la conduit à la victoire sur tous les ennemis de la République soviétique.

La théorie de la construction de l'armée par un seul chef et organisateur, contenue dans ce paragraphe, est fausse, une théorie non marxiste. Du point de vue du marxisme, l'armée est l'empreinte militaire de l'ordre social existant ou la réflexion militaire de cet ordre. Cela signifie que celui qui organise et construit l'armée, la dirige, la gouverne, nomme le cadre commandant et l'instruit dans l'esprit d'une certaine idéologie est la classe dominante.

Chez nous, la classe laborieuse domine, la classe dirigeante est le prolétariat. La dictature du prolétariat est exercée par l'avant-garde de la classe ouvrière, les meilleures forces du prolétariat, rassemblées dans les rangs du PCR. Le PCR exerce la dictature du prolétariat, en particulier en construisant, organisant et dirigeant l'Armée rouge à travers les Soviets et les syndicats. Cela signifie, à son tour, que les congrès du parti définissent les grandes lignes de la politique militaire et chargent le Comité central du RKP de les mettre en œuvre entre les congrès. Ce dernier désigne le Politburo qui, sur la base des décisions des congrès du parti ainsi que des résolutions des plénums du Comité central, émet ses propres résolutions et les fait appliquer à travers les comités provinciaux, les comités régionaux et les cellules locales, ainsi qu'à travers les fractions communistes des Soviets et des syndicats et d'autres organismes, et enfin, puisque nous parlons de l'armée, à travers les membres du RKP, missionnés par le parti pour le travail militaire, occupant dans l'armée, selon la hiérarchie militaire, divers postes (notamment à travers le membre du PCR, le camarade Trotsky, qui est président du Conseil militaire révolutionnaire de l'URSS), ainsi qu'à travers les organes politiques militaires (sections politiques, appareil des commissaires, cellules communistes de l'armée).

Comme nous le voyons, la théorie de la construction des forces armées du prolétariat, contenue dans le paragraphe 41 du règlement politique, n'a rien à voir ni avec la théorie marxiste (l'armée est un moulage militaire de l'ordre existant), présentée déjà par Engels, ni avec la vérification de cette théorie par la pratique de la construction de l'armée de classe du prolétariat de l'URSS.

La théorie exposée au paragraphe 41 est très proche de cette « romantique bureaucratie militaire » que le camarade Trotsky avait impitoyablement ridiculisée un an auparavant dans la chronique « Sur la bureaucratie militaire et toute autre », publiée dans « Pravda » du 4 décembre 1923. Voici ce qu'il écrivait alors : « Lorsque les gens, à cause de la forme habituelle, cessent de penser au contenu, utilisent de manière complaisante des phrases toutes faites sans réfléchir à leur sens... et, au contraire, s'effraient de chaque nouveau mot de critique, d'initiative, d'indépendance, cela signifie que dans les relations s'est installée la rouille la plus dangereuse de la bureaucratie ».

C'est une idée tout à fait correcte et, il faut le dire, elle touche l'auteur du paragraphe 41 du règlement politique non pas à l'arcade, mais en plein dans l'œil.

Lors de la réunion des responsables politico-militaires, — poursuit le camarade Trotsky, — j'avais donné comme exemple apparemment innocent de l'idéologie officielle quelques récits historiques de nos unités militaires... Une grande partie de ces récits historiques, — il ne faut pas le cacher, — est écrite sur le ton de la mélodie : « Le tonnerre de la victoire, fais-toi entendre ». Je vais le dire encore plus clairement. Certains livres consacrés à nos unités de l'Armée rouge rappellent même littéralement les récits historiques des régiments de la garde et de cavalerie, aujourd'hui disparus, de mémoire bénie... L'histoire de chacun de nos « vieux » régiments (4 à 5 ans — c'est déjà un âge avancé dans la révolution) est extrêmement intéressante et instructive, si on la raconte de manière vérifique, vivante, c'est-à-dire, autant que possible, telle qu'elle s'est déroulée sur le terrain et dans les casernes. Au lieu de cela, nous trouvons souvent une légende héroïque, et cette légende est du style officiel. On lit : dans nos rangs — que des héros, tous se jettent au combat, l'ennemi est toujours supérieur en nombre, tous nos ordres sont toujours raisonnables, leur exécution parfaite, etc., etc. Le plus grand héroïsme dans l'art militaire, comme dans la révolution, — c'est le héroïsme de la vérité et de la responsabilité.

Tout cela est excellent : énoncé et applicable à l'histoire : non seulement des régiments individuels, mais de toute l'Armée rouge en général. Tout cela contredit tellement la théorie étrange exposée au paragraphe 41 que le camarade Trotsky rejettéra sans aucun doute, avec nous, cette théorie comme inappropriée pour le prolétariat et son parti, comme avantageuse pour les ennemis du prolétariat et de sa dictature, et donc politiquement nuisible. Cela est d'autant plus nécessaire de la part du camarade Trotsky que le recueil de ses articles, discours et ordres consacrés à notre construction militaire (« Comment la révolution s'est armée »), publié en quatre volumes (il y en aura 5 avec un texte jusqu'à 2 000 pages), pourrait, malgré l'intention de Trotsky, devenir une critique pour la théorie non marxiste exposée au paragraphe 41. Pendant plus de mille cinq cents pages, vous aurez à peine quelques centaines de lignes parlant du rôle du parti, des départements politiques, des commissaires, des cellules communistes, des syndicats. De plus, ces lignes sont éparses par deux ou trois, à différents endroits, et les retrouver est une tâche difficile. C'est un défaut très important de ces livres portant le titre responsable « Comment la révolution s'est armée ». La révolution s'est armée grâce à toute la classe ouvrière à travers le RCP, les syndicats, les Soviets, alors que l'impression laissée par le livre du camarade Trotsky peut, surtout chez un lecteur étranger peu informé n'ayant pas lui-même vécu la période de construction des forces armées du prolétariat, être complètement erronée : comme si cette affaire avait été réalisée aux neuf dixièmes par les articles, discours, ordres, répressions et mesures organisationnelles du camarade Trotsky. Trotsky lui-même n'a pas voulu laisser une telle impression de son recueil. Il est un adversaire résolu de la « romance militaire-bureaucratique ». Et c'est précisément pourquoi il est très regrettable qu'il n'ait pas utilisé l'occasion, au moins dans la préface, pour corriger ce défaut majeur du recueil. Si le Comité central du RCP, les comités centraux des partis nationaux, les comités régionaux du parti, les comités exécutifs régionaux, le VTsSPS, le Comité central des syndicats, les départements syndicaux régionaux, les conseils révolutionnaires des fronts et des armées, les départements politiques des fronts, des armées

et des divisions, les commissaires de tous grades et spécialités, etc., avaient publié leurs résolutions, ordres, discours, articles, etc., alors seulement on aurait obtenu une véritable histoire de l'Armée rouge, et non le reflet militaro-bureaucratique déformé dans le miroir tordu du paragraphe 41. Mais ce serait une telle mer de matériaux bruts que 2 000 pages du recueil de Trotsky se seraient dissoutes dedans aussi imperceptiblement que les deux cents lignes consacrées par Trotsky au rôle du RCP, des Soviets, etc., se sont imperceptiblement dissoutes dans ces deux mille pages de texte. De plus, des tas de matériaux bruts, sans vérification critique, sans indication des erreurs commises, sans explication des circonstances précises ayant provoqué telle ou telle résolution ou ordre, pour nos amis étrangers (et le recueil leur est destiné). La nourriture est totalement indigeste (en partie calculée selon Trotsky). Eh bien, si l'on devait tirer des leçons de l'expérience de la guerre civile, en en faisant les conclusions nécessaires, en rédigeant un «statut de la guerre civile», il faudrait le faire de manière à ce que nos amis étrangers reçoivent cette expérience dans sa forme pure, non encombrée par la «romantique bureaucratique militaire», non obscurcie par les «légendes du modèle officiel» et non corrodée par la «rouille de la bureaucratie».

Cependant, il n'est pas possible de simplement jeter la théorie du paragraphe 41 du statut politique, de l'ignorer, ou de se moquer des fonctionnaires purovski trop serviles. Les fonctionnaires purovski ne vivent pas dans un espace sans air, en dehors des classes. Comme tous les citoyens soviétiques, ils respirent l'air de l'URSS, et cet air, comme on le sait, est saturé des vapeurs de la petite bourgeoisie.

La théorie du paragraphe 41 est entièrement petite-bourgeoise. C'est là sa signification politique de classe.

Nous, léninistes, avons grandi à une époque où il n'y avait pas le temps de s'occuper des questions académiques, où toutes les forces et tout le temps devaient être consacrés à la politique. C'est pourquoi nous avons pris l'habitude de ne pas nous occuper des questions académiques. Mais toute question académique peut à un moment donné devenir et devient une question politique, c'est-à-dire que autour d'elle commence une lutte politique entre les partis, ainsi qu'entre les factions internes aux partis. Les débats académiques prennent alors une signification politique. L'exemple le plus éclatant de cette transition des débats académiques vers le politique est la lutte philosophique de Lénine avec les empiriomonistes, les empiriocritiques, etc. (voir *Matérialisme et empiriocriticisme*), qui, dans les années de déclin du mouvement ouvrier et de l'affaiblissement extrême du PC, cherchaient à saper le dernier bastion du bolchevisme—le marxisme.

Actuellement, la théorie du paragraphe 41 est devenue une question politique. Des centaines, des milliers de fois, la phrase habituelle a été répétée : « Camarade Trotsky — organisateur et chef de l'Armée rouge », et cela n'avait aucune conséquence politique négative. Mais maintenant, la petite-bourgeoise théorie du paragraphe 41 devient politiquement nuisible.

Le petit bourgeois, petit propriétaire travaillant seul dans sa propre exploitation pour lui-même, par les conditions de sa production, n'étant pas lié aux autres, semblables et égaux petits exploitants, est privé, contrairement au prolétariat, rassemblé dans les usines et les villes, de la possibilité, et donc de la capacité, de s'organiser. En raison de sa nature de classe double, il soit élève son incapacité à s'organiser en une doctrine petit-bourgeoise sur la société anarchique, dépourvue de tout élément d'organisation, non seulement dans le domaine politique mais aussi dans le domaine économique, soit, après avoir ressenti son impuissance organisationnelle, commence à chercher un organisateur qui fera tout pour lui, mettra tout en ordre et instaurera partout un ordre solide. La théorie de Mikhaïlovski sur les héros et la foule, les interminables disputes des narodniks russes contre les marxistes sur la question du rôle de la personnalité dans l'histoire, enfin, le paragraphe 41 du règlement politique,—tout cela est sorti du même nid petit-bourgeois.

La petite bourgeoisie, vivant sur le territoire de l'URSS sous la dictature prolétarienne et bénéficiant des avantages de la Nouvelle politique économique, évolue vers le capitalisme, c'est-à-dire qu'elle désigne le koulak. Et le koulak veut s'emparer de notre armée. De plus, en 1920-1921, nous avons observé, lors de la station permanente des unités de l'Armée rouge (par exemple, la 1re armée de cavalerie dans la province d'Ekaterinoslav), une tentative des koulaks de reprendre notre armée. Depuis lors, le koulak est devenu idéologiquement beaucoup plus fort, et il lui est maintenant plus facile de « s'emparer » de notre armée. Et il est clair qu'il utilisera inévitablement, qu'il ne peut pas ne pas utiliser, la théorie du paragraphe 41, qui réduit à néant le rôle du Parti communiste russe dans l'organisation de l'Armée rouge. Les ennemis de classe du prolétariat profiteront de toute occasion pour tendre un piège au Parti communiste russe. L'auteur du paragraphe 41 ne voit pas ce danger et sa théorie petite-bourgeoise ne fait qu'aider nos ennemis de classe. Il faut maintenant enseigner au soldat rouge que l'organisateur et le chef de l'Armée rouge est le Parti communiste russe. Il faut lui répéter cela chaque jour, il faut le « lui enfoncer dans la tête ». C'est vrai sur le plan théorique, c'est vrai sur le plan pratique, c'est vrai sur le plan historique. Le camarade Trotsky est également membre du Comité central de ce parti, et, sur ses instructions et ses directives, il accomplit un travail difficile dans l'Armée rouge en tant que président du Conseil militaire révolutionnaire de l'URSS.

Cependant, il nous faudra apporter une correction importante à la dernière affirmation. Il aurait fallu dire : ceux qui n'ont pas toujours accompli ce travail, ceux qui n'ont pas toujours suivi les directives du parti, parfois en désaccord avec le parti. Et de ce côté des choses, nous ne pouvons nous arrêter maintenant que parce qu'elle a perdu actuellement un intérêt exclusivement historique (académique) et a acquis une signification politique. Puisque nous avons l'intention d'apprendre à nos amis étrangers l'art de construire les forces armées du prolétariat, il serait inadmissible, ce serait une erreur politique, de « pour des considérations secondaires d'ordre personnel » (expression de camarade Trotsky dans la préface à « 1917 »), passer sous silence les difficultés politiques que notre Comité central a dû traverser dans les cas où camarade Trotsky était en désaccord avec lui sur les questions de politique militaire.

Notre exposé, de ce fait, prend le caractère d'un récit historique.

Racontons les deux cas les plus importants :

Le 28 avril 1919, nos armées, repoussées par Koltchak vers les rivières Volga et Viatka, profitant de l'impasse des routes pour se réorganiser, commencent une contre-offensive. Le succès de toute l'opération reposait sur la manœuvre constante de contournement du flanc gauche (sud) de Koltchak, ce qui le força, par crainte d'une profonde manœuvre arrière, à reculer sur tout le front d'Orenbourg à Perm. L'opération se déroule avec un brillant succès dès le début. Koltchak ne peut en aucun cas sauver son flanc gauche ; nous le contournons constamment, et ses armées reculent à une vitesse moyenne de 10 verstes par jour en combattant. Et ce n'est pas tout ! Elles reculent non seulement, mais se désintègrent rapidement, se dispersent et se rendent.

Sept jours après le début de l'opération, de manière inattendue, sans consultation du conseil militaire révolutionnaire du front oriental, qui à ce moment-là était composé de MM. Lashevitch, Yourenev et moi, le commandant du front S. S. Kaminev (futur commandant en chef) est relevé de son poste.

Voici l'ordre du camarade Trotski à ce sujet :

Pendant huit mois, les armées du front oriental ont été dirigées par S. S. Kameniev. Sous son commandement, les armées ont infligé plusieurs coups aux Tchécoslovaques, ainsi qu'aux bandes de Dutov et Koltchak. Sous la direction du camarade Kameniev, les forces du front oriental ont rendu à la République soviétique Oufa, Orenbourg et Ouralsk. En raison de plusieurs raisons, notre front oriental s'était temporairement affaibli, et Koltchak a de nouveau pris Oufa, repoussant nos troupes sur une distance considérable. Cependant, au cours des dernières semaines, le front oriental, sous la direction du commandant camarade Kameniev, a entrepris des mesures énergiques pour rétablir la situation. Ces mesures ont déjà conduit aux premiers succès significatifs. Sur la majeure partie de la ligne du front oriental, nos armées sont passées à l'offensive avec succès. Le travail intense et continu du commandant du front oriental a nécessité un repos

temporaire. En accordant au camarade Kameniev un congé de six semaines et en lui exprimant notre gratitude au nom de l'Armée rouge, j'espère fermement que les forces du front oriental, sous la direction du nouveau commandant A. A. Samoilov, continueront à développer les succès obtenus et apporteront à la République soviétique une victoire complète sur Koltchak. («Comment la révolution s'est armée». Tome deux, premier livre, p. 371).

Remplaçant S. S. Kamenev en tant que commandant du front oriental, A. A. Samoylo était un excellent officier d'état-major, spécialiste du renseignement, tout comme P. P. Lebedev (futur chef d'état-major de l'Armée rouge), qui avait remplacé l'ancien chef d'état-major du front oriental, l'un des meilleurs, sinon le meilleur, officier d'état-major le plus instruit – tous deux ont, dès les premiers jours, révélé une connaissance insuffisante des questions opérationnelles et un art manquant dans la gestion opérationnelle des armées du front. Dans l'ancienne armée, autant que je sache, tous deux ont presque exclusivement occupé des postes d'état-major, ce qui explique probablement l'impression de débutants qu'ils donnaient sur le front. Pour les membres du Conseil militaire révolutionnaire (RVS) du front oriental, la situation est devenue extrêmement difficile et insupportable. Nous constatons que les directives étaient données de manière incorrecte, erronée, que le commandement du front tentait de gérer les divisions par-dessus la tête des commandants d'armée, que le commandement du front devenait nerveux, changeait souvent les directives, agitait les armées et les divisions, etc. Nous en avons parlé ouvertement à A. A. Samoylo et P. P. Lebedev, et nos disputes avec eux étaient très âpres. Les commandants d'armées ont également commencé à s'énerver et – chose presque inédite – à s'opposer ouvertement au commandement du front et à critiquer ouvertement les directives qu'il émettait. Les relations entre le commandement du front et le commandement des armées ont pris un caractère extrêmement anormal. Le front commençait à se désagréger. Alors nous avons eu recours au seul moyen qui nous restait en tant que membres du parti. Nous avons inondé notre Comité central de télégrammes très longs exigeant le retour de S. S. Kamenev au front. Ces télégrammes n'ont pas encore été trouvés dans nos archives, mais apparemment ils étaient suffisamment convaincants – un mois plus tard, S. S. Kamenev, par décision du Comité central, reprenait le commandement du front oriental.

Comme héritage de ce désaccord entre le conseil militaire révolutionnaire du front oriental et le camarade Trotski (le camarade Smilga, récemment transféré du front oriental au poste de chef de département, soutenait entièrement le point de vue du conseil militaire du front oriental), il restait l'instruction erronée du commandant en chef Varetis, selon laquelle, afin de détacher plusieurs divisions vers le front sud, où, à cette époque, au lieu de l'élimination attendue des Blancs, l'offensive de Denikin se développait, le front oriental devait se maintenir sur les rives de la Kama et de la Belaya. Le débat sur cette directive fut par la suite transféré, avec d'autres questions militaires, au plenum du Comité central. Il est donc nécessaire de s'arrêter un instant pour l'analyser.

Comme il a déjà été dit, Koltchak ne pouvait en aucun cas s'arrêter, se reposer, se consolider et lancer une contre-offensive. Nous le poursuivions sans relâche, ne lui laissant aucun moment de répit. Et cela perturbait bien plus ses rangs que les combats eux-mêmes. « Se consolider » sur les rives de la Kama et de la Belaya et, en même temps, dégager quelques divisions signifiait s'arrêter sur les rives de la Kama et de la Belaya et se préparer à la défense, c'est-à-dire donner à Koltchak la possibilité de se reposer et de passer à la contre-offensive. Dans l'instabilité des troupes de la guerre civile, surtout lorsqu'elles ne sont pas à l'offensive mais en position défensive, Koltchak, reposé, aurait traversé notre front avec aisance et aurait forcé nos troupes à reculer vers la Volga. C'est, tout d'abord.

Deuxièmement. Nos unités offensives, portées par le brillant succès des premières semaines, se précipitaient en avant de manière irrésistible. Les arrêter dans cet élan révolutionnaire qui les animait reviendrait à rien de moins qu'à risquer l'apparition d'un redoutable soupçon de trahison de la part des cadres commandants.

Troisièmement. Devant eux, juste derrière les rivières Kama et Belaya, la Rouge Armée attendait des dizaines de milliers de réservistes frais et solides, issus des ouvriers de l'Oural, qui détestaient Koltchak d'une haine mortelle.

Quatrièmement. Ce n'est pas par une pause sur la Kama et la Bela, mais par une avancée la plus rapide possible que l'on pouvait atteindre la mobilisation la plus rapide des divisions et leur transfert vers le front sud. Et voici pourquoi. Tout d'abord, en ne donnant pas de repos aux troupes de Koltchak, nous obtenions leur rapide désagrégation et une diminution en nombre, ce qui nous donnait un excédent relatif de forces. Ensuite, nous recevions des renforts à l'avant, composés d'ouvriers de l'Oural et de paysans de Sibérie, et par conséquent, notre effectif total augmentait absolument. Enfin, plus on avançait vers l'est, plus la ligne de front était courte, et moins nous avions besoin de troupes. Au début de l'offensive, notre front atteignait mille cinq cents verstes, aux montagnes de l'Oural il ne dépassait pas mille verstes, derrière Tioumen il se réduisait à 400–500 verstes, et encore plus à l'est, il ne dépassait pas 30–40–50 verstes.

La conclusion de tout cela était unique : avancer, avancer et encore avancer. Avancer sans s'arrêter, sans s'installer, sans regarder en arrière, poursuivant Kolchak sans relâche. Ce n'était que de cette manière que l'on pouvait le plus rapidement et le plus sûrement aider le front sud et vaincre Kolchak. Toutes ces considérations, communiquées en temps voulu au Comité Central, furent complètement justifiées par le cours ultérieur des opérations. Les divisions du front est (si je ne me trompe pas, 5 divisions) furent transférées sur le front sud aux dates prévues. L'attaque prévue contre Denikine à environ 70 verstes au sud d'Orel (du côté de Briansk) a pris du retard de 8 à 10 jours et a eu lieu non au sud, mais au nord d'Orel (à environ 15 verstes). Ce retard s'explique par le début, à cette époque, de la paralysie des chemins de fer.

Le désaccord entre le conseil militaire révolutionnaire du front oriental et le camarade Trotski s'est intensifié en raison du différend des membres du CMR avec les méthodes de travail du camarade Trotski. Ces méthodes étaient adaptées à la phase initiale de la construction de l'Armée rouge (cette phase initiale est décrite par moi dans l'article «Les jours de Sviyazhsk», «La Révolution prolétarienne», 1924, n° 2), lorsque des mesures sévères étaient nécessaires pour surmonter le partisanisme et l'indiscipline, tandis que l'approvisionnement devait se faire par des méthodes de type partisan (approvisionnement sur place et trains exceptionnels et improvisés, apportés par le camarade Trotski). Mais au printemps 1919, surtout sur le front oriental, après avoir rapidement traité le problème du partisanisme et établi une organisation solide de l'approvisionnement, ces méthodes étaient devenues obsolètes. Dans ce cas, ce qui arriva au camarade Trotski est exactement ce que dit le proverbe français : « Les défauts d'hier sont la continuation de nos qualités ». Les méthodes de 1918 étaient bonnes pour 1918, mais inadaptées pour 1919.

À la fin de l'article que j'ai mentionné, «Les journées de Sviyazhsk», concernant les exécutions qui ont eu lieu le 29 août sur la rive de la Volga (parmi les fusillés, il y avait trois communistes, dont un ancien membre du parti), j'écrivais : «Au moment où cette exécution a été effectuée, et dans le contexte dans lequel elle a eu lieu, c'était sans aucun doute une mesure juste et nécessaire. Cette exécution, par une ligne sanglante rouge, résumait la période précédente de l'armée rouge, marquée par le partisans et le chaos, et constituait la dernière étape de transition vers une discipline régulière».

Le camarade Trotsky n'a pas remarqué cette ligne rouge. Sur cette base, un conflit est survenu entre le camarade Trotsky et le Soviet révolutionnaire de la 3e armée (Berzin, Smilga et Lashevich). Voilà en quoi il consistait :

Le camarade Trotski a envoyé en octobre 1918 au conseil révolutionnaire de la IIIe armée les deux télégrammes suivants :

1) « Je propose de communiquer immédiatement quelles sont, selon votre jugement, les principales raisons de l'échec total des actions de la troisième armée. Les expériences des

autres armées témoignent qu'il n'y a pas de succès lorsque les commandants et les commissaires sont mauvais. Je propose de donner périodiquement par télégramme un aperçu général de l'état intérieur de l'armée, des commandants et des commissaires. Il est clair que des réformes radicales sont nécessaires pour la troisième armée. 8-X. N° 399. Conseil militaire provisoire Trotsky ».

2) « Il y a environ deux semaines, plusieurs officiers ont déserté la division de Perm. J'ai exigé la rédaction de listes de services indiquant le lieu de résidence de leurs familles afin de procéder à leur arrestation immédiate, mais je n'ai reçu aucune réponse. De même, j'ai exigé de savoir si les commissaires de la division et des régiments, ayant permis la trahison du personnel commandant, avaient été fusillés. Je n'ai pas reçu de réponse. J'exige des clarifications immédiates sur tous les points. Le 18, n° 598, Conseil pré-révolutionnaire de guerre, Trotsky ».

Le camarade Smilga et Lashévitch ont répondu au camarade Trotski par le rapport suivant :

«En réponse à vos télégrammes n° 399 et 598, nous avons l'honneur de vous faire la déclaration suivante :

Vous nous demandez les raisons de « l'échec total des actions de la troisième armée ». De quels échecs s'agit-il ?

Pendant l'opération près de Kazan et Simbirsk, nous avons reçu une certaine tâche visant à retenir l'ennemi, tâche que nous avons apparemment accomplie avec succès. Le commandant Berzin a reçu un télégramme du commandant en chef, d'où il ressort que sur la 212e ligne, aux côtés du « glorieux nom de Toukhatchevski », doit figurer également le glorieux nom de Berzin, etc., dans ce même esprit.

Maintenant, la 3e armée se prépare à accomplir sa dernière mission, à marcher sur Iekaterinbourg et Tcheliabinsk. Cette tâche nous a été confiée à nous et à la 2e armée et sera exécutée dès que la division promise par le commandant en chef sera prête. Si le rythme de nos opérations offensives semble trop lent au RVSR, permettez-moi d'attirer votre attention sur les circonstances suivantes :

1) Il y a eu un moment au début des opérations où le front de la 3^e armée s'étendait d'Ishim à Krasnoufimsk, c'est-à-dire sur une distance de 920 verstes. Les forces, quant à elles, ne dépassaient pas 6 à 7 mille hommes. Il est clair que l'armée ne pouvait alors résister à l'attaque de l'ennemi, car elle est apparue totalement par surprise.

Maintenant notre front s'étend de Nadejdinsk jusqu'à Bik-Bardinsky. Il s'est considérablement réduit, mais il est encore plus long que la somme des fronts de la deuxième, quatrième et cinquième armées.

2) De plus, il ne faut pas oublier que nous devons combattre dans une région peuplée de koulaks, qui, au mieux, ne sont ni contre nous ni pour nous. La seule source de combattants est constituée par les ouvriers de l'Oural du Nord. L'armée de vingt mille hommes a été créée uniquement grâce à nos propres forces. Il n'est pas question de prendre en compte des renforts venus du centre. Au cours des deux derniers mois, nous avons reçu de Petrograd environ 4 000 à 5 000 baïonnettes. Mais presque le même nombre de combattants, sur ordre du commandant en chef, nous avons été contraints de les envoyer à la 2e armée pour des opérations contre Ijevsk.

Nous estimons également nécessaire d'ajouter qu'il n'y a eu aucun jour où notre rapport aurait signalé un calme sur le front. Nos pertes s'élèvent en moyenne à 300-500 personnes par jour, tuées, blessées ou malades. Il y a eu des combats où jusqu'à 2 000 hommes ont été mis hors de combat. Il faut de plus lutter constamment contre les troupes régulières tchèques.

Passons maintenant à la question des commandants et des commissaires. Il serait préférable que nous donnions leurs noms. Ils doivent être connus du Conseil militaire révolutionnaire de la République.

La 4^e division — Blücher, ancien commandant de l'Armée du Sud-Oural, a reçu le 1er ordre du Drapeau rouge.

5e division — Damberg, compagnon de Blücher.

3e division — Eidemann, notable travailleur en Sibérie, ancien commandant de l'armée sibérienne.

Division consolidée — Ovchinnikov, chevalier de Saint-Georges de tous les grades, a reçu vos remerciements pour ses actions contre les Allemands.

Parmi eux, Blücher est un soldat, les autres sont d'anciens officiers. Les commissaires des divisions et brigades : Bakaev, Zalutsky, Zof, Béla Kun, Matchkovsky, Latsis.

Nous n'avons pas pris l'habitude d'écrire beaucoup sur les exploits de nos combattants. Mais si cela s'avérait nécessaire, nous sommes sûrs que nous n'aurions pas eu à rougir devant les dirigeants de la 3e armée.

Conclusions : Pour des opérations actives réussies, des renforts sont nécessaires. Une seule division de troupes fiables suffit pour franchir les deux points qui nous sont confiés. Il faut immédiatement remplacer les Permiens mobilisés par d'autres unités. Les troupes territoriales ont prouvé leur inutilité lors d'une mobilisation forcée.

Selon le deuxième télégramme, nous devons tirer, entre autres, sur Bakaev et Zalutsky. Nous ne pouvons pas faire cela, car nous ne les considérons pas coupables. Nous vous demandons de nous traduire en justice pour désobéissance à un ordre de combat. 14 octobre 1918 Membres du Conseil militaire révolutionnaire de la 3e armée Smilga et Lashevich. »

En même temps, Smilga et Lashevich se sont adressés au Comité central avec la déclaration suivante :

«Chers camarades ! Nous demandons au Comité central de notre parti de prendre connaissance des télégrammes que nous avons reçus du camarade Trotski ainsi que de notre rapport.

Nous rejetons totalement de côté toutes les motivations personnelles, bien que nous ne cachions pas que les télégrammes du Président du Conseil militaire révolutionnaire de la république ont été pour nous une surprise extrêmement désagréable. Dans l'intérêt de la cause, nous jugeons nécessaire de faire à la Commission centrale la déclaration suivante :

Pour nous, il est tout à fait évident que le centre n'a pas une image correcte de la lutte dans l'Oural. De notre rapport, il ressort qu'une conversation sur l'Oural, comme sur un tonneau sans fond engloutissant sans but une masse de troupes, n'est rien d'autre que des bavardages de personnes mal informées. Toutes les réserves qui nous étaient destinées ont été redirigées vers le front de la Volga.

Avant l'arrivée de troupes fraîches, on ne peut pas exiger de nous des opérations actives réussies. Aucun de nos régiments n'a encore été en réserve. Il y a des unités qui restent sur leurs positions depuis cinq mois. Il est clair qu'elles sont épuisées à mort et incapables de mener une offensive.

Maintenant, à propos des commissaires. Nous protestons catégoriquement contre l'attitude extrêmement légère du camarade Trotski à l'égard de choses telles que les exécutions. Lorsqu'il apprend que quelques officiers ont fait défection dans un régiment, il exige l'exécution des commissaires du régiment et de la division.

Selon le sens exact du télégramme, nous aurions dû fusiller, entre autres, Bakaev et Zalutzki. Cela, bien sûr, nous ne l'avons pas fait. Pourquoi faut-il fusiller uniquement ces commissaires ? Nous n'avons pas une seule division où il n'y ait pas eu de cas de trahison. Il aurait fallu énumérer la moitié du Conseil militaire révolutionnaire, car le commandant de la 3e armée qu'ils avaient nommé autrefois, Bogoslovski, s'est enfui sans accepter le commandement. Le résultat de telles télégrammes est seulement de saper l'autorité du camarade Trotski et des commissaires.

Nous avons à plusieurs reprises indiqué que, lors d'une mobilisation forcée, nous devrions renoncer à la création de troupes territoriales. Les paysans mobilisés se battraient

dans leur propre province, dans leur propre district. Cela est clair. Et cette erreur de politique militaire ne peut être corrigée par aucun terrorisme.

En conclusion, nous ne pourrons pas ne pas dire au Comité central que, selon nous, l'évaluation de notre travail ne peut être donnée que par le Comité central, et non par 214 membres individuels, bien qu'ils soient formellement notre « médiocre supériorité n°1 ». Membres du Comité central : Smilga, Lashevich. 14 octobre 1918.

Le côté politique de ce conflit est que les relations militaires de discipline et de subordination sont entrées en contradiction avec les relations de parti et les ont dépassées. Cela est fortement souligné dans les mots conclusifs de la déclaration des camarades Lashevich et Smilga, qui opposent la discipline militaire, la soumission formelle au « commandement direct », à la discipline du parti. Ils placent à juste titre la discipline du parti au-dessus de la discipline militaire, car, bien que l'armée soit formellement organisée par le ministère de la Guerre, en réalité, c'est le parti qui est l'organisateur de l'armée et le dirigeant de toute la politique militaire. Le camarade Trotsky n'a jamais pris pleinement en compte cet aspect de la question. L'ossature de l'armée était composée d'ouvriers, et les communistes y jouaient le rôle de colonne vertébrale. Briser cette colonne vertébrale était une chose inacceptable. Et le camarade Trotsky, dans un élan d'extase disciplinaire militaire, a précisément tenté de le faire à l'égard de la 3e armée. Une véritable « sur-administration ».

L'armée est une empreinte militaire de la société et, par conséquent, l'organisation partisane à l'intérieur de l'armée est une « empreinte militaire » du parti. Cela signifie pratiquement que les droits démocratiques de l'organisation partisane de l'armée sont fortement restreints, en particulier le droit d'élire. En particulier, les départements politiques de l'armée et de la division, qui dirigent tout le travail politique dans l'armée, y compris le travail partisan, ne sont pas des organes élus, mais des organismes administratifs. En raison d'une subordination de service beaucoup plus stricte que dans d'autres départements, avec une démocratie restreinte dans les organisations partisanes de l'armée, il existe toujours un danger de substitution complète de la discipline partisane et des relations de camaraderie par des relations militaires de subordination et de discipline. Cela s'est produit à plusieurs reprises. Comme exemple le plus frappant, on peut citer une cellule du parti dans le district militaire du Caucase du Nord, où la « militarisation » des relations partisanes a atteint le point que, lorsque le commissaire arrivait à la réunion, le secrétaire de la cellule ordonnait : « À l'ordre ! Debout ! ». Une telle militarisation du travail partisan, bien sûr, crée un terrain propice pour une abondante récolte de toutes sortes de bureaucratisme militaire.

Trouver la bonne combinaison entre les relations militaires et partisanes n'est pas une tâche facile. Cela demande beaucoup de tact et d'intuition, qui ne s'acquièrent qu'à force de longues années passées et de travail au sein du parti.

En étroite relation avec les méthodes de travail du camarade Trotsky, qui se sont exprimées de manière éclatante, « dans le conflit avec le Conseil militaire révolutionnaire de la 3e armée se trouvait également la situation difficile qui s'était créée au centre. Le Conseil militaire révolutionnaire de la République n'existe pas, bien qu'il comporte presque 15 membres. Il ne se réunissait pas. Le Commissariat militaire était dépourvu de collège. La gestion des affaires du Conseil militaire révolutionnaire de la République et de l'État-major général de toute la Russie – des armées et des fronts – était détachée. L'état-major de campagne se trouvait à Serpukhov et ne s'occupait ni des affaires organisationnelles, ni de l'approvisionnement, c'est-à-dire que 95 % du travail du commandement principal étaient retirés de la compétence du Commandant en chef, et il devait opérer sans avoir une capacité suffisante d'influencer les opérations principales par le seul moyen à sa disposition : l'organisation de nouvelles unités et l'approvisionnement.

En bref, il n'y avait pas de centre militaire planificateur, centralisateur ou gestionnaire.

Le camarade Trotsky a essayé de devenir seul un tel centre se déplaçant sur les fronts, et continuait à travailler selon les mêmes méthodes de guérilla de l'année 18 : trains itinérants

(au lieu d'un approvisionnement planifié), excès de pressions et de répressions de toutes sortes, peu d'organisation, beaucoup d'agitation. Ce système de travail du camarade Trotski a été pertinemment caractérisé par un camarade (si je ne me trompe pas, le camarade Smilga) comme « un système de panique organisée » (c'est seulement une autre forme de « sur-administration » et de « point de vue bureaucratique »).

À la mi-juillet 1919, la situation était telle que le plénum du Comité central fut contraint de mettre à l'ordre du jour trois questions : la poursuite de l'offensive sur le front de l'Est, l'organisation du nouveau Conseil militaire révolutionnaire de la République, et le remplacement de Voytchezis par Kamenev. Sur toutes ces questions, le Comité central accepta les propositions du front de l'Est. Le camarade Trotski était très mécontent de ces décisions, était nerveux et démissionna, mais finalement, au bout d'un certain temps, il obéit à la décision du Comité central.

Le côté politique de toute cette histoire est la tendance à l'émancipation des affaires militaires par rapport au parti. (Plus tard, sous le visage du camarade Sapronov, le parti constatait la même tendance à l'émancipation des affaires soviétiques par rapport au parti).

Cette tendance s'est manifestée de manière beaucoup plus marquée chez le camarade Trotski en 1923.

C'est arrivé ainsi.

Le plénum d'octobre du Comité central (1923) décida de renforcer le Conseil militaire révolutionnaire de l'URSS (RVS) par plusieurs des communistes militaires les plus éminents en les introduisant au RVS. Les motifs de cette décision étaient les suivants : 1) Une expansion significative du RVS, en relation avec la formation de l'URSS, grâce aux représentants des républiques nationales. Il était nécessaire dans ce RVS élargi d'assurer la ligne du parti en créant à l'intérieur de celui-ci un noyau solide du parti. 2) La nécessité d'augmenter le nombre de travailleurs militaires du fait que le camarade Trotski, occupé par d'autres affaires, ne consacrait pas suffisamment d'attention au travail militaire. 3) La nécessité de dynamiser l'activité du RVS de l'URSS, qui se réunissait très rarement et fonctionnait de manière irrégulière. 4) La situation difficile de l'Armée rouge (un énorme turn-over du personnel de l'armée à cause du report d'un an de la conscription des contingents nés en 1902, ce qui, à son tour, perturbait l'instruction et le traitement politique des soldats rouges et conduisait l'approvisionnement de l'Armée rouge à une grave crise).

Le camarade Trotski a exprimé dans des termes extrêmement sévères son opposition à la résolution du plénum du Comité central sur l'admission de nouveaux membres au sein du RVS de l'URSS. Le débat qui a suivi ce plénum a déplacé le différend avec le camarade Trotski dans un autre domaine.

Mais le Comité central ne pouvait pas laisser l'armée sans surveillance, et le plénum de janvier 1924 jugea nécessaire de créer une commission pour examiner la rotation et l'approvisionnement de l'Armée rouge.

Sur la base des données de l'enquête, la commission du plénum du Comité central a élaboré une série de propositions qui ont servi de fondement à la vaste réorganisation de l'Armée rouge, commencée au printemps 1924.

Tels sont les faits. Leur « morale » politique, la leçon politique que ces faits enseignent, est le danger de la séparation de l'administration et de la politique, de l'appareil soviétique de l'appareil du parti, et en particulier de l'armée du parti. Au cours des dernières années, le parti a discuté à plusieurs reprises des tendances à une telle séparation et les a condamnées à plusieurs reprises. Aujourd'hui, le parti (et pas seulement le nôtre, mais aussi tous les partis membres de l'Internationale communiste) a la possibilité d'étudier cette tendance dans sa manifestation la plus importante, la plus marquée et à un point où elle est la plus dangereuse. C'est précisément dans le domaine militaire que cette tendance se développe plus rapidement et plus fortement que dans toute autre branche de l'administration en raison de conditions objectives : un énorme appareil du ministère de la Défense, possédant de puissantes forces

d'inertie et donc bureaucratisé, une centralisation poussée à l'extrême, une discipline extrêmement stricte et, enfin, des droits des organisations de parti militaires exceptionnellement limités par nécessités.

Voilà pourquoi le conseil aux camarades étrangers : quand ils auront leur propre armée, il faut garder un œil sur les affaires militaires et ne permettre aucune séparation de l'armée du parti.

Et nous ne devrions pas oublier cette règle non plus.

Comme nous l'avons vu, de la séparation du marxisme de la science militaire, de la politique des affaires militaires, naît non seulement le détachement du travail politique du communisme, mais aussi celui de l'armée par rapport au parti. Il n'est pas surprenant que ces trois tendances se rejoignent dans une même direction. Mais il est fortuit que la signification politique de ces trois tendances coïncide.

« Les gens ont toujours été et seront toujours, — écrivait le camarade Lénine, — des victimes naïves de la tromperie et de l'auto-tromperie en politique, tant qu'ils n'apprendront pas à rechercher derrière toutes les phrases, déclarations, appels moraux, religieux, politiques et sociaux les intérêts de telle ou telle classe » («Les Trois sources et trois parties constitutives du marxisme»).

Et de cela découlent, en application à notre sujet, deux conséquences :

1) Il ne s'agissait pas des individus, mais du fondement de classe des phrases, déclarations et promesses politiques et sociales de ces personnes.

2) Le paragraphe 41 du règlement politique, avec les thèses sur la propagande militaire et les articles «antimarxistes» du camarade Trotsky, devrait être remis à ce département des archives du parti historique, au-dessus de l'entrée duquel est inscrit : «Inclinations petit-bourgeoises».

Qui a créé l'Armée rouge

Chez les écrivains marxistes qui écrivaient sur les questions militaires, il est souvent souligné que la nouvelle tactique n'était pas inventée par les officiers, mais par les soldats. Les soldats étaient plus intelligents que les officiers. Les officiers considéraient les nouvelles méthodes de combat inventées par les soldats comme une violation inacceptable des anciennes règles et s'opposaient fortement à l'introduction de la nouvelle tactique.

Cette remarque des écrivains marxistes peut éclairer beaucoup d'aspects de l'histoire de la construction de l'Armée rouge.

Dans l'histoire de l'Armée rouge, on exagère généralement beaucoup le rôle de certaines personnalités et de certaines organisations, tandis que le rôle des masses est fortement sous-estimé.

L'histoire de la Garde rouge, encore largement inédite, montre à quel point l'initiative révolutionnaire des masses ouvrières a été importante dans son organisation. Une importance comparable a également été accordée à l'initiative révolutionnaire des masses ouvrières et soldats (paysannes) dans l'organisation de nombreux détachements partisans.

L'histoire de la Garde rouge, encore largement inédite, montre à quel point l'initiative révolutionnaire des masses ouvrières a été importante dans son organisation. Une importance comparable a également été accordée à l'initiative révolutionnaire des masses ouvrières et de soldats (paysans) dans l'organisation de nombreux détachements partisans.

Bien sûr, pour un mouvement révolutionnaire d'une telle ampleur, la tâche était largement facilitée par le fait que les masses possédaient des armes et une expérience militaire tirée de la guerre. Cette circonstance a joué un rôle décisif dès la Révolution de février : en l'espace de quelques jours, les masses ouvrières et militaires de Leningrad et de Moscou ont spontanément formé plusieurs petites unités, engagées dans la lutte autonome contre la contre-révolution et les contre-révolutionnaires. Leur initiative dans ce contexte a été colossale.

La même chose se reproduisit, mais cette fois de manière plus structurée et organisée, sous la direction générale des organisations de Leningrad et de Moscou du RCP et en partie du parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, et dans la révolution d'octobre.

C'est précisément cette activité révolutionnaire autonome des détachements des Gardes rouges et des partisans qui impressionnait et étonnait le plus les anciens officiers de l'armée tsariste. Derrière l'apparente indiscipline, le manque d'organisation et le faible niveau de formation de ces détachements, ils ont su discerner, avec un œil militaire expérimenté, le plus important : une énorme détermination à mener une lutte impitoyable, du courage, de l'intégrité et une recherche continue et infatigable de « l'ennemi » (la principale source d'initiative).

Dans un pays paysan sous-développé, les masses paysannes et ouvrières ne pouvaient toutefois pas aller au-delà des détachements de type partisan, qui, malgré toutes leurs qualités (souvent sous-estimées), souffraient de nombreux défauts. Élever les détachements partisans, leur donner de l'organisation, améliorer leur formation, assurer un approvisionnement systématique — une telle tâche ne pouvait être entreprise que par la partie avancée de la classe ouvrière, le PCR. Cela n'était possible qu'à condition de lutter résolument contre les insuffisances du partisan. Il arrivait souvent qu'on s'en prenne non seulement aux défauts du mouvement partisan, mais aussi à ses mérites. C'était une erreur.

La tâche de rassembler les détachements de la Garde rouge et des partisans en une armée correctement organisée, le parti ne pouvait la prendre en main qu'après s'être lui-même renforcé, c'est-à-dire dans la deuxième moitié de 1913. Mais sans l'initiative de centaines de milliers de militants de base du parti, de travailleurs soviétiques et militaires,

ainsi que des soldats rouges eux-mêmes, il n'aurait jamais pu accomplir cette tâche. Les centres du parti définissaient la politique militaire, mobilisaient parmi les rangs du parti des dizaines de milliers d'organisateurs et donnaient au peuple des slogans. Et les masses saisissaient ces slogans et les mettaient en pratique.

Il suffit de se souvenir du slogan : « Prolétaire, à cheval », et de voir à quel point il a été mis en œuvre de manière immature, pour comprendre toute la mécanique de la construction de l'Armée rouge à travers cet exemple.

C'est la cavalerie (la branche des forces armées la plus difficile à organiser) qui a été principalement créée par les masses ouvrières et paysannes, tandis que son personnel de commandement était dans l'immense majorité des cas issu des partisans. Le Parti a néanmoins réussi à donner aux masses montées une organisation structurée, à les équiper et à les former, et dans une certaine mesure (loin de celle de l'infanterie), à surmonter leurs lacunes partisanes. L'*« esprit »* partisan, c'est-à-dire les qualités partisanes (initiative, flexibilité, mobilité) et les défauts partisans (faible discipline), étroitement liés entre eux (*« nos défauts sont la continuation de nos qualités »*, dit à juste titre un proverbe français), se sont le plus conservés dans la cavalerie rouge.

À l'occasion du septième anniversaire de l'Armée rouge, il convient de rappeler le rôle immense des masses révolutionnaires dans sa construction.

Souhaitons que, pour le huitième anniversaire de l'Armée rouge, soit écrite l'histoire de la manière dont les masses révolutionnaires ouvrières et paysannes ont construit, sous la direction du PCR, leurs forces armées.